**Dorval Brunelle
(1978)**

La désillusion tranquille

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
Courriel : [mailto: mabergeron@videotron.ca](mailto:mabergeron@videotron.ca)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Remerciements à l'éditeur

Vous voulons témoigner notre reconnaissance à l'éditeur, [Les Éditions Hurtubise HMH, ltée](#), de Montréal, et à son président-directeur général, M. Arnaud Foulon, pour nous avoir autorisé à diffuser, le 4 décembre 2007, en version électronique, en accès libre et gratuit à tous, en texte intégral, sur le portail des Classiques des sciences sociales, ce livre de M. [Dorval Brunelle](#), sociologue au [Département de sociologie de l'UQÀM](#), livre toujours en circulation commerciale et que l'on peut se procurer auprès de l'éditeur.

courriel de M. Arnaud Foulon, président directeur général des Éditions Hurtubise HMH, ltée, : arnaud.foulon@hurtubisehnh.com

Jean-Marie Tremblay,
Fondateur, président-directeur général,
Les Classiques des sciences sociales.
Le 13 décembre 2007.

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

DORVAL BRUNELLE

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Dorval Brunelle, **La désillusion tranquille**. Montréal : Les Hurtubise HMH Ltée, Cahiers du Québec, n° 40, 1978, 225 pp. Collection Sociologie.

Le 26 octobre 2007, M. Brunelle nous accordait sa permission de diffuser électroniquement ce livre dans Les Classiques des sciences sociales à la condition que nous obtenions l'autorisation de son éditeur. Le 4 décembre 2007, son éditeur, Les Éditions Hurtubise HMH Ltée, par son directeur général, M. Arnaud Foulon, nous permettait de diffuser gracieusement de livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriels : brunelle.dorval@uqam.ca

le PDG des Éditions HMH : arnaud.foulon@hurtubisehnh.com

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 29 décembre, 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay Québec.

Dorval Brunelle
(1978)

Du même auteur :

Le Code civil et les rapports de classes, Presses de l'Université du Québec, 1975.

(En collaboration) *Syndicalisme et pouvoir à l'université*, dossier préparé par le Syndicat des professeurs de l'U.Q.À.M., La Librairie progressiste, 1976.

Quatrième de couverture

Licencié en Droit, docteur en sociologie, Dorval Brunelle a été successivement secrétaire-exécutif du Ministère des Affaires municipales du Québec, pigiste à Radio-Canada, avant d'être engagé comme professeur au département de sociologie de l'UQAM où il enseigne depuis 1970. Il est l'auteur de travaux en sciences sociales : *Le Code civil et les rapports de classes*, PUQ, 1975, et des *Essais sur la raison dialectique*, à paraître.

La "Révolution tranquille" marque une étape capitale dans l'évolution socio-politique du Québec contemporain essentiellement parce qu'un nombre important de réformes et d'institutions ont trouvé dans cette phase et à cette occasion leur origine. Toutefois, l'étude dont il est question ici s'attache aux aspects moins connus de cette période comme l'évolution des revenus et le projet de la bourgeoisie notamment, et tend ainsi à illustrer en quoi et comment l'envers de cette "révolution" a peut-être plutôt constitué une véritable "désillusion tranquille".

Cet ouvrage a été publié grâce à une subvention de la Fédération canadienne des sciences sociales, dont les fonds proviennent du Conseil des Arts du Canada.

Maquette de la couverture :
Pierre Fleury

La politique des Canadiens français après la Défaite et dans le siècle qui a suivi ne pouvait raisonnablement être que *collaborationniste* (...), mais je me plais à m'obstiner à penser que, puisqu'ils se savaient traqués et pour longtemps, ils auraient dû prendre la peine de réfléchir davantage à leur sort et déjà à cette époque adopter des méthodes plus élégantes de ramper... Gilles Leclerc : *Journal d'un inquisiteur*, Montréal, 1960, p. 277.

Table des matières

AVANT-PROPOS

INTRODUCTION

1. Le cadre constitutionnel
2. Remarques théoriques

Chapitre 1.

Le contexte socio-économique 1951-1971 : les travailleurs et leurs revenus

1. La main-d'œuvre
2. Les rémunérations

Chapitre 2.

La bourgeoisie et le capital

1. Le projet économique
2. La stratégie politique
3. Les contraintes de la collaboration

Chapitre 3.

La politique provinciale : les principales législations

1. Les « cent jours » de Sauvé et la succession de Barrette : 1959-1960
2. Les Libéraux au pouvoir : 1960-1962
3. Le retour au pouvoir des Libéraux 1962-1966
4. L'Union nationale au pouvoir 1966-1970
5. Conclusion

Chapitre 4.

Luttes sociales et luttes syndicales

1. L'alliance contre l'U.N. et l'opposition aux Libéraux
2. Deux conflits de travail

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#)

Le présent travail a pu être entrepris et parachevé grâce à l'obtention d'une bourse de travail libre du Conseil des Arts du Canada et à une libération de charge consentie par mes collègues du département de sociologie et l'Université du Québec à Montréal.

Le chapitre 2 est issu d'une recherche préalable menée durant l'été 75 avec Gérard Boismenu et Yvan Dubuc, recherche financée par l'U.Q.À.M. également.

Je tiens surtout à souligner l'apport précieux des remarques faites par Marina Greciano et des commentaires de Jacques Dofny.

J'ai de surcroît bénéficié de la disponibilité et des connaissances de Louis LeBorgne du Centre de Documentation des Sciences Humaines de l'U.Q.À.M.

Enfin, le manuscrit a pu être déchiffré, puis dactylographié grâce au concours de Joanne Gaucher, Jeannine Marcoux et Francine Richard.

Que toutes ces personnes et organismes trouvent ici l'expression de ma gratitude ; je demeure toutefois seul responsable de toutes les erreurs, les imperfections et les inexactitudes que ce texte peut contenir.

Ce livre est dédié aux militants syndicaux avec lesquels j'ai eu le privilège de travailler.

août 1976

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Nul ne conteste que la Révolution tranquille ait constitué une étape charnière dans l'histoire du Québec contemporain. Nul ne conteste non plus que cette phase établit une importante démarcation par rapport aux années qui l'ont précédée, les quinze années du règne de Duplessis. Néanmoins, autant l'importance de la Révolution tranquille est incontestée, autant la « vraie nature » de ce dont il s'agit est controversée.

On peut prendre une certaine mesure des divergences dans les opinions qui circulent sur le sujet quand on relève quelques constats contradictoires auxquels la Révolution tranquille a donné lieu : si, pour la Confédération des Syndicats nationaux (la C.S.N.), l'expérience dans son ensemble a été un échec, pour le Parti québécois, la Révolution tranquille a été trahie par les Libéraux, tandis que les Libéraux assurent, pour leur part, que leur action politique se situe dans son prolongement ¹.

Concédons d'emblée que la signification de l'expression elle-même est pour le moins ambiguë : on n'a pas l'habitude de rencontrer deux mots aussi antithétiques au sein d'une même formule. On a l'impression ici d'être berné : comment une révolution peut-elle être tranquille ? Comment la « tranquillité » sur le plan social ou individuel, peut-elle constituer un ferment révolutionnaire ? Ne serions-nous pas abusés par les termes ? La première difficulté que soulève cette expression en est ainsi une d'interprétation des événements en cause : on ne sait pas très bien de quoi il s'agit quand on utilise l'expression « Révolution tranquille », mais quoi qu'il en soit, cela aurait été à la fois révolutionnaire et tranquille.

Les divergences dans les interprétations ne se limitent pas aux récupérations politiques du phénomène. Deux textes publiés, l'un en avril 1964, l'autre en octobre 1965 apportaient deux versions apparemment contradictoires des événements

¹ Cf. Lemoine, B. Roy : « The Growth of the State in Quebec », in : D. I. Roussopoulos, éditeur : *The Political Economy of the State of Quebec/Canada/U.S.A.* Montréal, Black Rose Books, pp. 59 à 88, à la page 61. L'expression utilisée à la fin du premier paragraphe est empruntée à : Latouche, Daniel : « La vrai (sic !) nature de la Révolution tranquille », in : *Revue canadienne de Science politique*, septembre 1974, vol. VII, n° 3, pp. 525 à 536.

intervenues depuis le début des années soixante : le premier, intitulé *The Quebec Revolution*¹, inscrivait auprès de la menace de séparatisme le caractère révolutionnaire de cette période, tandis que l'autre, intitulé « *Révolution et tranquillité dans l'administration* »², mettait en cause les initiatives du gouvernement au pouvoir dans ces termes : « les innovations réalisées... masquent mal la stagnation profonde de l'ensemble des structures ».

Cette opposition est intéressante : elle laisse supposer que les premières années de la décennie pourraient donner lieu à des interprétations fort différentes selon que l'on choisit de faire porter l'analyse sur les remous et les mouvements sociaux, plutôt que de s'attacher aux réformes politiques et administratives d'un gouvernement en place.

Est-ce que cette opposition ne trouverait pas alors sa solution dans ce fait simple que la société québécoise était secouée de soubresauts révolutionnaires, c'est-à-dire enfermée dans des contradictions sociales explosives, mais que ces remous ont été récupérés, c'est-à-dire « tranquilisés » par le gouvernement en place ?

Si tel était le cas, la Révolution tranquille apparaîtrait ainsi sous un double aspect : à la fois comme période potentiellement révolutionnaire sur le plan social, – parce que c'est toujours à ce niveau qu'une révolution se joue, – à la fois comme période véritablement contre-révolutionnaire ou réactionnaire sur le plan politique – parce que c'est toujours à ce niveau-là que les revendications sociales sont satisfaites ou récupérées.

C'est dans cette foulée que se situe l'histoire que nous nous proposons de tracer. En prenant résolument pied dans la société québécoise, nous chercherons à éviter de confondre la politique et le social comme l'ont fait plusieurs de nos prédécesseurs dans ce domaine. En vertu d'une telle approche l'événement apparaîtra sous deux aspects antithétiques selon que l'on se placera du point de vue social ou politique. La contestation sociale constitue à la fois un diagnostic et une menace mieux, un tel fait est un diagnostic potentiellement révolutionnaire et, quelle que soit sa pertinence ou son efficacité, le reconnaître comme tel implique que l'on s'inscrive dans son courant et que l'on accepte au moins certaines des prémisses qui le fondent.

Pour un pouvoir en place, une telle acceptation ou une telle reconnaissance des éléments contestataires qui fondent un diagnostic aussi radical est impensable :

¹ Myers, Hugh Bigham : *The Quebec Revolution*, Montréal, Harvest House, 1964, en particulier aux pages 69 sq.

² Monsieur X : « Révolution et tranquillité dans l'administration », in *Cité Libre*, Montréal, XV^e année, n° 80, nouvelle série, octobre 1965, pp. 16-33. La citation qui est donnée ici est tirée de la page 26.

c'est vouloir qu'il soit en contradiction avec sa légitimité comme gouvernement Libéral avec des mandats et des comptes à rendre à d'autres. Force lui est alors de faire deux choses : de rendre illégitimes ou de discréditer ces oppositions sociales « non-officielles » et de récupérer au moins certaines des revendications qui les ont alimentées pour noyer les ferments d'opposition.

Faute d'établir au départ cette simple distinction entre la récupération effectuée par le pouvoir politique avec ses contradictions officielles, reconnues, acceptées, etc., et la contestation inscrite dans le pouvoir d'une collectivité de remettre en cause ce jeu des politiciens, on ne peut rien comprendre à l'histoire tout court ¹.

Prenons un exemple entre mille des déboires théoriques auxquels peut conduire cette confusion : dans un article pamphlétaire, publié en 1964 dans *Cité Libre* et intitulé « Les séparatistes ; des contre-révolutionnaires » ², Pierre-E. Trudeau écrivait :

En 1960, tout devenait possible au Québec, et même la révolution. Il est probable du reste que celle-ci n'aurait pas été nécessaire, tant les voies du pouvoir étaient grandes ouvertes à tous ceux qui auraient maîtrisé les sciences et les techniques de l'heure... (Mais) les séparatistes désespèrent de pouvoir jamais convaincre le peuple de la justesse de leurs idées ³.

À partir de ce syllogisme, Trudeau est fondé d'attaquer comme contre-révolutionnaire la « poignée d'étudiants séparatistes » qui « (veut) en finir avec les moyens pacifiques et constitutionnels » ⁴ parce qu'ils ne voyaient pas que les voies du pouvoir étaient « grandes ouvertes » et que les « libertés personnelles » étaient assurées.

Nul ne lui cherchera noise sur ce fait que l'opposition à la démocratie soit réactionnaire, mais qu'est-ce qui lui permet par contre, dans le cas concret du Québec, de porter ce jugement aussi emballé sur la nature des transformations intervenues depuis (grâce à ?) l'arrivée au pouvoir des Libéraux quatre années plus tôt ? Parce que toute la question est là et non dans les maladresses – aussi

¹ La raison de ce fait est sans doute liée à l'absence, historiquement, – dans la société canadienne comme dans la société américaine, – d'une opposition politique officielle qui ne soit pas complètement assujettie à l'opportunisme électoral. La véritable opposition à tout gouvernement passe alors nécessairement par la contestation sociale pour la simple raison qu'il n'y a pas de voie ni de voix pour son expression politique dans nos institutions constitutionnelles. Or, il y a là un beau cercle vicieux puisque le pouvoir en place se fait fort de trucider toute opposition qui n'est pas véhiculée par les canaux parlementaires. Exemple : la Loi des mesures de guerre en octobre 1970.

² Ce texte est reproduit in : Trudeau, P.-E. : *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, Montréal, Éditions H.M.H., 1967, pp. 217-227.

³ *Idem*, pp. 221 et 225.

⁴ *Idem*, pp. 224-225.

« dangereuses » puissent-elles apparaître d'ailleurs¹ – accumulées par des étudiants. Tout ceci soulève cette autre question à laquelle nous nous attaquerons en temps et lieu : qu'est-ce donc qui était si pertinent dans la critique des séparatistes pour que les intellectuels favorables au pouvoir politique en place le sente tout à coup si fragile ?

Or, à moins de départager les transformations intervenues au niveau d'une structure étatique des soubresauts d'une société – quelle que soit par ailleurs la forme que ces soubresauts peuvent prendre, qu'il s'agisse de nationalisme, de socialisme ou de corporatisme, – on est conduit à penser que les transformations initiées par l'État dissolvent les contradictions sociales.

Il importe donc de situer la forme et le contenu qu'une contestation peut prendre dans les contradictions sociales puisque la contestation est la preuve de l'existence de ces contradictions. Il ne faut pas, sous prétexte que la forme que revêt une contestation est déplaisante ou apparemment réactionnaire, conclure qu'il n'y a pas matière à contestation.

Une première distinction à établir part donc de la récupération par le pouvoir politique des contradictions sociales ; elle permet de départager les initiatives politiques des remous qui secouent une société et de nous éloigner d'une perception idéaliste de la politique comme moyen d'atténuer ces remous. Dans la mesure où la Révolution tranquille a été le moment d'une mise en place de politiques inédites, la meilleure mesure que l'on puisse prendre de l'inefficacité ou de la vanité de ces mesures tient précisément dans l'opposition sociale qu'elles ont pu soulever. Que cette opposition ait été maladroite dans ses critiques et incohérente dans ses analyses trahit peut-être sa faiblesse et son manque de maturité, cela ne traduit certainement pas, en tout cas, que les mesures implantées par le gouvernement aient été justes, sans quoi il n'y aurait pas eu d'opposition du tout !

À l'inverse, si l'on pose au départ que les mesures appliquées étaient bonnes, alors toute opposition apparaît comme une aberration. Or, une telle « aberration » montre du doigt le politique comme lieu où le pouvoir a été utilisé au détriment d'une classe ou d'une fraction de classe. En dehors d'une analyse sérieuse de ce dont il était question, force nous est de douter de la pertinence des accusations de Trudeau.

Cette vision par trop optimiste de la Révolution tranquille propagée de manière tout à fait pré-critique, compte pour beaucoup dans toutes ces thèses qui investissent de progressisme les initiatives du gouvernement Libéral de Lesage :

¹ Et elles apparaîtront d'autant plus dangereuses que l'on sera convaincu de la « perfection » du moment, de la « perfection » de la société actuelle que ces critiques remettent en cause.

(Le programme du Parti Libéral pour les élections de 1960, D. B.) était un programme de réforme et de développement lourd de conséquences qui accroissait les activités du gouvernement du Québec, mettait sur pied un nouveau secteur public, encourageait les industries nouvelles sous contrôle canadien-français, accroissait et diversifiait l'emploi, établissait l'assurance hospitalisation et les services de bien-être, faisait faire des pas de géants à la réforme de l'éducation et, plus généralement, accélérail le rythme du changement social ¹.

On peut difficilement être plus dithyrambique ! Malheureusement cette propagation par le Parti Libéral d'une vision éclairée nouvelle n'est pas expliquée. Malheureusement aussi, plusieurs des initiatives portées ici au crédit des Libéraux seront dans les faits, ou bien annoncées, ou bien mises sur pied par le gouvernement de l'Union nationale à l'automne de 1959, c'est-à-dire *avant* la prise du pouvoir par les Libéraux !

Ceci étant dit, il ne suffit pas de poser la distinction entre le politique et le social pour rétablir les faits, il faut aussi expliquer ce que l'on entend par l'un et par l'autre.

La question relative au cadre juridico-politique dans lequel s'inscrivent les rapports politiques au Canada et au Québec fera l'objet de la première section, tandis que la deuxième sera consacrée à une analyse succincte des fonctions de l'État dans la société.

Ces développements passablement abstraits sont indispensables pour éviter de tomber dans deux interprétations courantes des événements sous analyse. La première, qui est le point de vue des Libéraux et de certains Péquistes, part de l'hypothèse que le cadre constitutionnel fixe des rapports de force entre deux ordres de gouvernements, rapports politiques qui prennent le pas sur les rapports de classes dans la société québécoise. Cette interprétation relègue les rapports sociaux au second plan et fait de la politique partisane le reflet de toutes les contradictions sociales.

La seconde interprétation est plus difficile à appréhender ; c'est celle que l'on trouve dans quelques approches plus critiques, « de gauche » ou matérialiste, comme on voudra. Elle consiste essentiellement à s'attacher à l'étude des rapports entre fractions d'une seule classe sociale – bourgeoisie ou petite bourgeoisie, – pour rendre compte de l'histoire d'une société. Elle consiste à écrire une histoire d'où les autres classes – celle des travailleurs, la classe « moyenne », etc. – sont absentes ².

¹ Brady, A. : « Quebec's Quiet Revolution », in : Paul Fox, ed., *Politics : Canada*, page 51.

² Précisons, pour être le plus clair possible, que ce dont il s'agit ici c'est bien la critique d'une interprétation incomplète d'analyses globales des sociétés. Cette critique ne s'adresse pas à des

Ce second piège est aussi pernicieux que le premier bien que ses lettres de noblesse le rendent plus difficile à démasquer : l'on a affaire ici à des « lectures » de Marx. Or, si l'on ne tient pas particulièrement à s'embarricader dans des conflits de citations, le meilleur est encore d'énoncer crûment que nous ne croyons pas qu'une interprétation matérialiste d'une société puisse *omettre* une classe sociale !

Nous ne croyons pas non plus qu'une analyse dialectique d'une société puisse privilégier l'étude des fractions de classe dominante, un peu comme si les classes dominées n'étaient que les déflorées d'une histoire qui, pour le moment, est celle des *autres*. Cette séparation entre classes antagoniques est pour le moins suspecte : serait-ce donc qu'une classe dominante puisse agir en toute indépendance tandis que les autres, en attendant leur tour, jouent les figurants ?

Ce biais dans l'étude des sociétés s'explique sans doute mais, parce que ce n'est pas là notre sujet, nous nous y attarderons le moins possible sauf pour énoncer une seule chose : si les rapports sociaux trouvent une explication, cette explication est inscrite dans les rapports de production, c'est-à-dire, essentiellement, dans les rapports de travail. Or, contre la valeur suprême que l'on fait valoir, en capitalisme de gauche comme de droite ou en capitalisme d'Est comme en celui d'Ouest, qui a pour noms « efficacité », « rationalité », « rentabilité », nous voudrions faire valoir que la seule véritable valeur sociale a nom *démocratie*. Il ne s'agit pas toutefois de cet illusoire contrôle sur des mandataires qu'entretient le scrutin à tous les quatre ans, mais plutôt de cette démocratie qui devrait s'exercer dans le seul lieu où elle a un sens et où, en même temps, elle est ancrée à la base de toute société, c'est-à-dire dans son *économie* – au sens le plus profond d'épargne sociale –, la démocratie au travail ¹.

Il y a quelque chose d'assez étonnant – qui est peut-être lié au fait que pendant longtemps les intellectuels n'ont pas fait partie d'un « travailleur collectif » –, dans cette marginalisation de l'importance des rapports de production dans la « théorie marxiste » et l'insistance concomitante placée dans l'économie qui signifie tout à coup, exactement le champ couvert par la science économique traditionnelle. Est-il dès lors tellement étonnant que l'Est Soviétique rejoigne l'Ouest Américain ? On y parle, d'un côté comme de l'autre, exactement le même langage ! La différence ne réside plus que dans le fait qu'un système est plus efficace que l'autre. Plus efficace

études portant sur un objet précis – la concentration économique ou l'élite du pouvoir, – dont l'objet même exclut que l'on aborde l'analyse de toutes les classes sociales.

¹ Ce mot d'ordre vise à résumer une question complexe qu'il n'est pas dans notre intention de développer ici. À lui seul, un tel sujet mériterait qu'on lui consacre plusieurs travaux. Pour un approfondissement de ce dont il est question sous cette formule, on pourra consulter : Bettelheim, Charles : *Révolution culturelle et organisation industrielle en Chine*, Paris, Maspéro, 1973.

pour qui ? Cela est moins clair, faute de données pertinentes, d'un côté que de l'autre ¹.

En tout état de cause, quelques questions concernant la constitution canadienne feront l'objet d'une première section, tandis que nous consacrerons la suivante à une tentative d'élucidation d'un certain nombre de problèmes afférents aux rapports de travail et à l'État.

1. Le cadre constitutionnel :

[Retour à la table des matières](#)

La raison principale de l'ambiguïté de certains résultats des recherches consacrées à la Révolution tranquille est liée à une omission qui consiste à passer par-dessus la contrainte politique du partage des pouvoirs entre deux ordres de gouvernements, partage figé dans la Constitution canadienne ².

Faute d'établir ce cadre juridique de base, on ne peut pas saisir ce fait indéniable qu'avec la mort de Duplessis s'ouvre une nouvelle étape dans le processus de centralisation politique, étape interrompue depuis la défaite du gouvernement Libéral d'Adélard Godbout en 1944, et non pas une accentuation de l'autonomie politique de la province de Québec ³. Bien sûr, cette intégration politique accélérée du Québec au sein du Canada tout au long des années soixante ne se fera pas sans heurts, comme nous le verrons.

Si les aménagements et réaménagements auxquels cette intégration donnera lieu apparaissent à certains moments comme des conflits avec Ottawa, comme une contradiction entre deux allégeances, – l'allégeance au centralisme fédéral *contre*

¹ Cette critique, – qui représente peut-être un sain coup de barre face aux excès auxquels a conduit l'approche structuraliste dans le marxisme, – on la trouvera formulée de plus en plus fréquemment ces derniers temps. Par exemple, chez Harry Braverman dans l'introduction à son ouvrage : *Labor and Monopoly Capital*, N.Y., Monthly Review Press, 1974, pp. 3-41, chez Baudelot, Establet et Malemort dans leur approche à l'analyse de la petite bourgeoisie (in : *La petite bourgeoisie en France*, Paris, Maspéro, 1974, pp. 47 sq.), chez A. D. Magaline, dans son ouvrage : *Lutte de classes et dévalorisation du capital. Contribution à la critique du révisionnisme*, Paris, Maspéro, 1975 ; chez C. Centner enfin, dans son article : « Questions et hypothèses à propos du développement d'une analyse de classes de la Belgique », in : *Contradictions*, Bruxelles, n° 4, juillet-décembre 1973, pp. 127-160.

² Les remarques qui suivent s'inspirent de deux « classiques » dans ce domaine : Wheare, K. C. : *Federal Government*, Londres, Oxford U. Press, 3^e édition, 1961 ; et : Dawson, R. MacGregor : *The Government of Canada*, Toronto, U. of T. Press, 1947.

Ajoutons qu'aucun de ces auteurs ne se rallierait aux conclusions tirées ici des approches qu'ils proposent : les classes sociales n'existent pas en droit constitutionnel !

³ Thèses avancées aussi bien par Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette que par Michel Pelletier. Voir, plus bas, les références pertinentes aux notes 25 et 39. On trouvera une tentative de réfutation de la thèse de Bourque et Frenette dans : Latouche, Daniel : *op. cit.*

l'allégeance à l'autonomisme provincial, – il s'agit – nous le verrons aussi, – dans les faits, de la mise en place des rouages administratifs et politiques indispensables au renouement avec les rapports entre les deux niveaux de gouvernements tels qu'ils s'établissaient avant la victoire de Duplessis sur les Libéraux provinciaux.

Pour bien saisir cet élément, il ne faut pas tant s'attacher aux termes de telle ou telle opposition mais viser la finalité d'ensemble de ce qui était au fond des négociations entre les deux niveaux de gouvernements, des négociations entre le fédéral et les provinces. Engagée plus loin que les autres sur la voie de l'autonomie provinciale et, par conséquent, plus directement soumis au contrôle des investisseurs américains, la société québécoise a vécu de manière plus contradictoire que les autres ce processus d'intégration administrative et politique.

Le plus contradictoire dans tout cela est évidemment le caractère occasionnellement nationaliste ou autonomiste qu'a pu revêtir un processus essentiellement fédéraliste ou centralisateur¹. Nous aurons l'occasion d'étudier plus en détails ces contradictions ; qu'il suffise d'indiquer, pour le moment, qu'elles reflètent sans doute une opposition structurelle entre les échanges économiques qui lient d'abord et avant tout les provinces aux U.S.A. et les rapports plus strictement politiques qui lient les provinces entre elles au niveau fédéral. Nous aurions ainsi du point de vue provincial affaire à une double allégeance en vertu de laquelle un raffermissement du pouvoir central, là où il y a juridiction concurrente, pourrait entraîner un relâchement de l'emprise américaine sur les provinces : une intensification de l'emprise américaine sur l'économie des provinces canadiennes passe par la remise en question du pouvoir central, donc par l'extension de l'autonomie provinciale. Comme l'a écrit l'économiste canadien Hugh Aitken :

Si l'intégration économique à l'échelle continentale constitue une menace, c'est bien d'une menace à l'endroit du Canada en tant que nation qu'il s'agit. Une telle intégration ne constitue pas une menace pour les provinces dont plusieurs, dépendantes comme elles le sont du capital et du marché américains, trouveraient sans doute plus d'avantages dans la défense de leurs intérêts économiques régionaux à disposer de deux sénateurs chacune au Congrès américain, qu'elles n'en ont dans la situation présente où toute la pression sur le gouvernement américain doit être exercée par l'entremise d'Ottawa².

¹ Il ne s'agit pas de reléguer le nationalisme à un rôle de second plan durant les années soixante ; s'il était virtuellement absent des mesures concrètes adoptées par les gouvernements provinciaux, le nationalisme revêt une très grande importance dans l'opposition sociale à ces gouvernements. Le caractère nationaliste auquel il est ici fait référence est donc celui que pouvait donner le pouvoir officiel à des mesures d'intégration politique ou économique de la société québécoise. En effet, si l'on entend par « nationalistes » les seules mesures qui avaient pour résultat d'accentuer l'autonomie du Québec et par rapport à l'économie canadienne et par rapport au gouvernement fédéral et, « last but not least », par rapport aux U.S.A., de telles mesures sont rares dans l'histoire du Québec !

² Aitken, Hugh G. J. : *American Capital and Canadian Resources*, Cambridge, Harvard U. Press, 1961, page 178.

Cette contradiction n'est pas nouvelle : elle est inscrite dans le partage des pouvoirs entre le fédéral et les provinces tel qu'il a été édicté par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (A.A.N.B.), la constitution canadienne de 1867.

En réservant aux provinces l'entière juridiction, notamment sur les richesses naturelles se trouvant sur leur territoire ¹, l'Acte consacre la propriété des provinces sur les richesses. En conséquence, leur exploitation doit s'établir sur une collaboration entre les intérêts économiques intéressés et les intérêts politiques *provinciaux*. En ce sens, tout développement économique dans ces secteurs qui tient son impulsion de l'extérieur a pour effet premier de soumettre la province à l'économie exportatrice de capitaux qui est, en l'occurrence, l'économie américaine pour la période qui nous concerne.

Par ailleurs, les politiques indispensables à une telle intégration des économies provinciales à l'économie américaine entrent dans le champ de compétence du gouvernement fédéral ; il en est ainsi de la politique monétaire (Banque du Canada), du commerce interprovincial, etc. ². Nous avons donc ici affaire en matière d'exploitation des ressources à une première articulation entre les besoins d'une économie continentale contrôlée par les U.S.A. et des aires de compétence politiques partagées selon trois niveaux : provincial, fédéral et continental c'est-à-dire, essentiellement, américain.

La construction de la voie maritime du Saint-Laurent, pour prendre un exemple patent, était essentielle à l'exploitation des dépôts miniers du Québec et du Labrador ; il en va de même pour l'établissement de la ville de Sept-Îles et la construction d'une voie ferrée pénétrant à 357 milles vers l'intérieur. La nouvelle frontière septentrionale n'est canadienne que géographiquement et politiquement ; économiquement, cette frontière appartient à l'investissement U.S. dans les matières premières...

Ce ne sont pas les demandes pressantes longuement répétées par le Canada qui ont finalement amené le Congrès américain à approuver la participation des U.S.A. à la construction de la voie maritime du Saint-Laurent, mais plutôt les besoins en hydro-électricité de l'État de New-York et ceux de l'industrie américaine de l'acier pour le minerai de fer du Québec-Labrador ³.

Dans ce cas précis de la construction de la voie maritime du Saint-Laurent, on peut saisir la double articulation entre l'économie U.S. et les ressources provinciales d'une part, entre la politique U.S. et la politique canadienne de l'autre. Tout se passe donc comme si la politique fédérale cautionne l'expansion d'une économie continentale dont les tenants et aboutissants se trouvent à Washington.

¹ A.A.N.B., art. 92.

² A.A.N.B., art. 91.

³ Aitken, Hugh : *op. cit.*, pages 85 et 156. La Voie maritime a été parachevée puis inaugurée en 1959 par les deux chefs d'État concernés : le général Dwight D. Eisenhower et S. M. la Reine Elizabeth II d'Angleterre.

En ce sens, l'assujettissement politique du Canada passe par l'extension et l'intensification du contrôle étranger sur les économies des provinces.

Cette intensification de l'emprise américaine sur les richesses naturelles des provinces fonde le pouvoir central comme simple caution et garant à la fois d'un ensemble de rapports établis concrètement dans la propriété des U.S.A. sur les ressources cédées par les provinces.

Mais il ne s'agit-là que d'un premier aspect de la question, l'autre étant inscrit dans les pouvoirs concurrents du fédéral et des provinces sur le secteur manufacturier qui relève, sur le plan politique, du fédéral pour tout ce qui concerne le commerce interprovincial et international, les brevets, la faillite, etc., des provinces, pour ce qui concerne la disponibilité de la force de travail : Code civil et Code du travail ¹. Les besoins de la croissance du secteur manufacturier tendent donc à légitimer l'existence d'un gouvernement central fort et relativement autonome cette fois par rapport aux gouvernements locaux ² et ce, malgré qu'une part sans cesse croissante de la propriété et du contrôle de ce secteur passe entre les mains de firmes américaines.

Ainsi, chaque niveau de gouvernement dispose à la fois d'aires privilégiées et d'aires conflictuelles de responsabilité par rapport à l'autre, aires dont l'autonomie relative paraît plus grande précisément parce que le pouvoir effectif de contrôle sur chacune d'elles est situé à l'extérieur du pays. C'est pourquoi à un moment particulier d'une conjoncture économique, le gouvernement fédéral pourra étatiser une entreprise dans un secteur relevant de sa juridiction – transports, télécommunications, etc., – tandis que tel gouvernement provincial pourra étatiser l'exploitation de ressources -hydroélectricité, potasse, pétrole, etc., – dans une conjoncture économique autre. On ne peut dès lors pas saisir la signification d'ensemble de projets émanant de ces deux niveaux de gouvernement sans faire entrer en ligne de compte cette réalité juridique du partage des compétences et celle de la domination politique différentielle que ce partage établit selon les aires de ces compétences : là où le fédéral a le pouvoir – banque, commerce interprovincial, etc., – il a aussi la prépondérance sur les provinces ; là où les provinces ont le pouvoir – richesses naturelles, droits civils, etc., ce sont elles qui ont la prépondérance sur le gouvernement central.

La question ne s'arrête évidemment pas là. Si l'on veut maintenant pousser plus loin l'analyse, on peut comprendre pourquoi, bien que ne relevant pas au départ de

¹ A.A.N.B., art. 91. La question se complique encore du fait que si le droit civil relève des provinces, le droit criminel, par contre, revient au fédéral. Ainsi, en matière de rapports de travail, la répression exercée par le gouvernement provincial contre des grévistes peut être fondée sur la prise en charge d'une aire de compétence relevant du fédéral.

² Sauf celui de l'Ontario, la province la plus industrialisée du Canada, comme il sera montré ci-après.

sa juridiction, les politiques sociales ont été prises en charge par le gouvernement fédéral pendant les années de l'après-guerre : dans la mesure où ces initiatives s'inscrivaient dans le prolongement des revendications d'une main-d'œuvre salariée occupée dans la production manufacturière, cette question n'avait aucune importance concrète ou immédiate pour un premier-ministre dont le parti était articulé sur une base électorale essentiellement rurale et marquée, de surcroît, du sceau d'un passé seigneurial.

Par contre, pour une province comme l'Ontario, industrielle et urbanisée, le fait même d'une prise en charge de mesures sociales par le fédéral apparaît comme une ingérence dans sa sphère de juridiction, ce qu'elle se doit ou bien d'attaquer devant les tribunaux ¹, ou bien de contester politiquement.

À son tour, l'extension des politiques sociales tend à consolider le pouvoir central, voire à le faire paraître plus progressiste que les pouvoirs provinciaux ².

L'ensemble de ces relations permet d'appréhender la complexité des rapports en cause dans une analyse des liens entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. À titre d'agent de la mise en valeur des richesses naturelles, un gouvernement provincial se trouve ainsi, aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique, dans un état de supériorité par rapport au fédéral. Par contre, à titre d'agent de l'extension et de l'intensification des rapports de production au niveau de la transformation des matières – le secteur dit « secondaire », – les provinces se trouvent dans un rapport conflictuel les unes par rapport aux autres et par rapport au gouvernement fédéral. Ce rapport conflictuel peut être soit conflit de juridiction – l'Ontario contre le Canada dans la mesure où le Canada ne se fait pas le porte-parole de besoins de l'économie ontarienne –, soit

¹ Un exemple de ceci est donné dans la contestation par l'Ontario à la fin des années trente du droit du fédéral de s'occuper d'assurance-chômage. Dans cette affaire, l'Ontario invoqua, entre autres arguments, que l'assurance-chômage relevait des pouvoirs provinciaux au titre de « la propriété et des droits civils » de l'article 92 de l'A.A.N.B. Le Conseil privé de Londres – qui était alors le tribunal de dernière instance, – a donné raison à la province contre le fédéral. Le fédéral ne put intervenir en cette matière, en 1941, qu'après avoir obtenu de toutes les provinces la session de leur droit à ce chapitre afin de faire amender dans ce sens la constitution.

² Ainsi, dans son mémoire présenté à la Commission royale d'enquête sur les rapports entre le Dominion et les provinces en 1937, le porte-parole du Parti Communiste du Canada, Tim Buck écrit : « toutes les forces favorables au progrès économique exigent le parachèvement de l'unité nationale canadienne » ; plus loin, le rapport recommandait que toute la responsabilité en matière de législation sociale revienne au gouvernement central. Cf. Royal Commission or Dominion-Provincial Relations, Report of Hearings, pages 9724 et 9820 ; cité par : Stevenson, Garth : *The Evolution Prospects of Canadian Federalism*, 1975, texte ronéo, 41 pp. à la page 4. L'auteur ajoute aussitôt après : « Des idées comme celles-ci, qui étaient défendues aussi bien par des marxistes, des socio-démocrates et des réformistes libéraux à ce moment-là, perdirent de leur vogue quand la résurgence du nationalisme au Québec durant la « Révolution tranquille » attira l'attention sur les difficultés qu'impliqueraient l'insertion du Québec dans une fédération centralisée ».

refus même de reconnaître qu'il y ait là matière à exercer une quelconque juridiction : c'est le cas du gouvernement du Québec sous Duplessis qui ne veut rien entendre de mesures sociales « communistes ».

Dans ces conditions, l'extension des responsabilités du gouvernement fédéral doit pouvoir compter sur l'assujettissement des provinces au financement et à l'implantation des mesures sociales. Or, l'établissement d'une telle participation implique deux choses : *premièrement*, que le gouvernement fédéral puisse, là où ce n'est déjà fait, arracher le gouvernement provincial à son rôle unique de pourvoyeur de ressources pour le capital étranger ; *deuxièmement*, que ce faisant, il établisse le gouvernement provincial comme agent des politiques fédérales à l'intérieur du territoire provincial.

Dans la mesure où le gouvernement provincial assume cette double attitude, il accentue à la fois sa dépendance à l'endroit du fédéral et l'extension des pouvoirs provinciaux.

Le paradoxe dans l'interprétation politique de la Révolution tranquille tient tout entier dans ces déterminations apparemment contradictoires qui ne s'expliquent, en définitive, que par le rôle à la fois concret et occulte joué à deux niveaux, fédéral et provincial, par les impératifs de la croissance de l'économie américaine.

Ce paradoxe peut seul expliquer, contrairement à ce qu'on avance trop fréquemment, que l'histoire récente du Canada ne soit pas différente des celle des autres pays capitalistes.

Ainsi, Garth Stevenson écrit :

Le Canada diffère des autres pays capitalistes développés dans la grande mesure où la croissance des fonctions étatiques est intervenue au niveau provincial. En fait, contrairement à une croyance répandue, les dépenses publiques au niveau fédéral exprimées en pourcentage du P.N.B. ont été relativement stables depuis le début des années cinquante. Au début des années soixante, elles sont même tombées. En 1972, elles s'élevaient à 15 % du P.N.B., sans compter les paiements de transferts effectués à d'autres niveaux de gouvernement, pourcentage presque identique au 14.9 % atteint en 1956. Sur la même période de temps, les dépenses provinciales sont passées de 5.4 % à 11 % du P.N.B., celles des gouvernements locaux de 5.9 % à 9.6 % ¹.

¹ Stevenson, G. : *op. cit.*, page 16. Plus loin dans le même texte, l'auteur nous semble prendre une mesure plus réaliste des transformations intervenues depuis la Deuxième Guerre quand il explique l'émergence du pouvoir des provinces comme étant la résultante, en tout premier lieu, du développement des richesses naturelles par le capital américain. Il note à cet égard les faits suivants : « Dans l'ensemble, la part des industries primaires provinciales (*provincial resource industries*) dans les exportations canadiennes, qui s'élevaient à 32 % en 1910 et 40 % en 1930, augmentent à 51 % en 1950 et 56 % en 1960 » (p. 17).

Sans compter ce fait inexpliqué que le pourcentage de 15 % au niveau fédéral est déjà élevé, rien n'indique que l'augmentation accélérée des dépenses des gouvernements provinciaux soient un indicateur de la croissance de leur autonomie relative, pas plus d'ailleurs que le rythme de l'augmentation des dépenses publiques n'est un indicateur de l'« autonomisation » politique d'un gouvernement quel qu'il soit. C'est en effet ce qui permet de comprendre que l'augmentation des dépenses des gouvernements locaux – les municipalités, par exemple, – n'a nullement entraîné leur plus grande autonomie à l'endroit des autres niveaux de gouvernements, bien au contraire.

En réalité, toute la question de l'étude des rapports entre le fédéral et les provinces ne trouvera de solution satisfaisante que si l'on délaisse une approche fonctionnaliste fondée sur une articulation entre deux gouvernements relativement autonomes, pour s'attacher d'abord et avant tout à la complémentarité politique entre chacune des provinces et le gouvernement fédéral, complémentarité politique qui est fondée sur une complémentarité économique entre les ressources de chacune des provinces et les secteurs de transformation correspondant à l'économie canado-américaine : l'hydro-électricité du Québec et l'État de New-York, le fer du Québec-Labrador et les usines du Michigan, le bois de la Colombie-Britannique et le Nord-Ouest américain, etc.

En définitive, ce que recouvre cet ensemble de déterminations en porte-à-faux est l'absence de rapports politiques entre les provinces elles-mêmes. En effet, les rapports s'établissant de préférence entre chaque province isolément et le fédéral, on assiste alors, à l'intérieur de la confédération canadienne, à la prédominance politique des intérêts économiques régionaux au détriment d'une véritable politique nationale. Ce paradoxe expliquerait que le Canada ne soit pas une nation mais une somme de gouvernements : ce qui, au niveau fédéral, est donné comme « national » n'est qu'une résultante d'intérêts économiques régionaux dominants.

Bien sûr, toute politique nationale quelle qu'elle soit est régie par les besoins d'intérêts économiques dominants ; ce n'est pas cette détermination des besoins économiques sur les politiques qui est ici en cause, mais la nature de ces besoins économiques : les besoins de l'expansion de l'économie américaine ou française existent en tant que tels, tandis que la notion de besoins de l'économie canadienne est une fiction, il n'y a que des besoins des économies régionales du Canada qui sont ceux d'une économie continentale américaine. Il existe ainsi entre ce qui est local et ce qui est national un dépassement dans une économie considérée comme

Néanmoins, cet accroissement des pouvoirs des provinces n'implique pas une espèce d'affaiblissement relatif des pouvoirs du fédéral, une « balkanisation » du Canada comme le suggère Stevenson (p. 18). En bref, le principal défaut de cette thèse est d'être fondée sur une vision trop simplifiée du gouvernement provincial en tant que pouvoir secondaire, non susceptible d'intéresser une bourgeoisie et laissé entre les mains des petits producteurs indépendants (pp. 18-19).

un tout. Or, un tel dépassement n'a aucune existence concrète, aucune existence politique au Canada à cause de l'absence totale d'intégration au niveau des rapports économiques, – ou encore, parce que les tenants et aboutissants de cette intégration réside dans les nécessités de l'expansion de l'économie américaine. Ici la distinction entre ce qui est fédéral et ce qui est provincial ne recouvre pas la distinction entre ce qui est national par rapport à ce qui demeure régional. Bien au contraire : à cause du partage même des pouvoirs inscrit dans la constitution canadienne, nombre de politiques nationales ne peuvent être implantées qu'au niveau provincial ¹.

Faute d'appréhender cette évidence, l'analyse est alors renvoyée à une problématique d'opposition entre deux ordres de gouvernements, voire entre deux fractions de classes dominantes – au pluriel, – plutôt qu'à une approche en termes de collaboration. Il ne s'agit pas d'avancer que ces oppositions n'existent pas, il s'agit plutôt de situer ces oppositions dans l'aménagement nécessaire d'une collaboration d'ensemble à l'intérieur d'une classe dominante – au singulier, – qui tire sa légitimation première et dernière de sa soumission aux impératifs de la croissance de l'économie américaine. La bourgeoisie à laquelle nous avons ainsi affaire est d'abord et avant tout *compradore* avant d'être industrielle ou financière, canadienne-anglaise ou canadienne-française.

Dans cette perspective, qui nous paraît répondre davantage aux exigences du raisonnement dialectique, les fractions de bourgeoisie ne sont pas une donnée de l'analyse, mais c'est l'histoire du Canada qui est, notamment, l'histoire d'une impossibilité : celle pour la bourgeoisie de se constituer en véritable bourgeoisie nationale à cause de la domination exercée à tous les niveaux, – fédéral, provinciaux, municipaux, -par les intérêts étrangers.

¹ Michel Pelletier résume bien cette particularité quand il écrit : « ... Si maintenant on essaie de dégager une caractéristique des interventions fédérales et québécoises respectivement, au cours de la décennie on remarque d'une part que la très grande majorité des mesures proprement dites – ... – furent d'origine ou d'inspiration fédérales tandis que la plupart des interventions d'origine québécoise prirent plutôt la forme de réformes institutionnelles. En d'autres termes, le contenu des mesures sociales est fédéral, tandis que la *forme* – le cadre institutionnel – est d'origine québécoise ... » Cf. Pelletier, Michel et Vaillancourt, Yves : *Les politiques sociales et les travailleurs*, Cahier IV : « Les années '60 » par Michel Pelletier, Montréal, 1974, texte ronéo, page 273.

Malheureusement, l'enchaînement logique avec ce qui suit immédiatement n'est pas très clair. Nous le donnons ici même si la critique de cette approche n'est abordée qu'à la section suivante : « ... ceci traduit exactement (la distinction contenu-fédéral/forme-provinciale, D. B.), pourrait-on dire, la victoire de la bourgeoisie internationaliste sur la bourgeoisie nationaliste d'une part, et la victoire de la fraction réformiste sur la fraction traditionnelle de la bourgeoisie québécoise d'autre part. »

Pourquoi en effet deux gouvernements aussi complémentaires seraient-ils l'expression d'un tel affrontement au sein de la bourgeoisie ? Pourquoi au surplus, la bourgeoisie au niveau fédéral serait-elle plus (ou moins d'ailleurs !) internationaliste que celle du Québec ?

Cette impossibilité n'est pas théorique, c'est la résultante concrète d'une profonde divergence au sein des intérêts économiques inter-provinciaux, divergence que ne pourra jamais résorber l'investissement, par les représentants de ces intérêts, de la scène fédérale. Par ailleurs, cela n'implique nullement que la scène provinciale soit une scène privilégiée ; il ne s'agit surtout pas d'un lieu de décentralisation de politiques nationales puisque de telles politiques n'existent pas.

En définitive, il importe d'appréhender la société canadienne comme une articulation complexe d'intérêts inter-régionaux plutôt que de s'enfermer dans une hypothétique opposition entre classes ou entre fractions de classes correspondant aux deux niveaux provincial et fédéral de gouvernements¹. Il importe donc de remplacer ce schéma d'opposition entre fractions de bourgeoisie par celui de la collaboration de classe avec l'investisseur étranger.

C'était la base d'une première clarification, passons à la suivante.

2. Remarques théoriques :

[Retour à la table des matières](#)

Certains auteurs présentent l'ensemble des transformations subies par les sociétés développées depuis la Deuxième Guerre comme l'indication du passage d'un stade de capitalisme monopoliste simple à un stade de capitalisme monopoliste d'État. Ainsi, les interventions de l'État dans l'économie en même temps que l'utilisation de l'appareil d'État par la fraction monopoliste d'une bourgeoisie constitueraient la caractéristique dominante de la politique économique de ce nouveau stade. Nous serions aujourd'hui en présence d'un système économique à la fois en continuité et en rupture avec le capitalisme classique régi par la concurrence.

La phase du capitalisme monopoliste d'État se développe à la fois en continuité et en rupture avec la phase du monopolisme simple.

Continuité en ce sens que le capitalisme monopoliste d'État représente la poursuite des transformations du capitalisme de monopole ; c'est-à-dire un renforcement de l'hégémonie des monopoles sur l'ensemble de la société et donc aussi sur l'appareil d'État...

¹ À part Michel Pelletier, d'autres auteurs « de gauche » sont tombés dans le piège, ainsi Stevenson : « Dans les conflits entre le fédéral et les provinces depuis la dernière guerre, D. B.), l'État provincial défend les intérêts étroits et locaux d'une fraction de la bourgeoisie, tandis qu'Ottawa défend les intérêts généraux et à long terme de la classe dominante dans son ensemble », *op. cit.*, p. 29.

... *rupture* avec la précédente, en ce sens que l'État, bien qu'étant plus directement sous le contrôle des monopoles, voit son rôle s'accroître car tel est objectivement le besoin et l'intérêt des grands groupes monopolistes... ¹.

L'intervention accrue de l'État dans l'économie et la société apparaît à la fois comme condition du maintien de l'impératif économique dominant, – l'accumulation du capital et la centralisation du pouvoir économique, – et comme résultat de cet impératif, i.e. la subordination croissante des politiques et des idéologies aux rapports économiques de production de telle sorte que « les interventions de l'État sur la base économique sont de plus en plus profondes et les liens entre l'appareil d'État et les groupes monopolistes de plus en plus resserrés » ².

Il est bien évident que les rapports entre la base économique et ce qu'on appelle la superstructure politique et idéologique ont de tout temps été assez étroits. La différence ne résiderait pas ici dans la nature des rapports entretenus mais bien plutôt dans leur fonction : au stade du capitalisme monopoliste d'État, la fonction dominante du politique consiste à intervenir systématiquement dans l'économie afin de pallier aux déficiences sociales croissantes du système, plutôt qu'à laisser jouer les « lois » du marché. En d'autres mots, si les moyens mis en œuvre peuvent varier, la finalité, l'accumulation du capital, reste inchangée.

D'après les auteurs du *Manuel* déjà cité, on peut ramener à trois les traits fondamentaux qui caractérisent cette phase du capitalisme : 1. – le développement des entreprises à caractère monopoliste ; 2. – le développement du capital financier ; et 3. – l'exportation systématique de capitaux ³. L'État joue un rôle instrumental essentiel dans ces procès : *premièrement*, en favorisant la concentration industrielle et financière ; *deuxièmement*, en servant directement ou indirectement d'agent de développement du capital financier ; et, *troisièmement*, en soutenant l'exportation ou l'importation de capitaux.

Enfin, ce passage d'un stade à un autre de développement, lié aux nécessités de l'extension et de l'intensification des rapports de production à l'intérieur du système capitaliste mondial, serait le résultat d'une alliance de classes spécifique qui permettrait d'initier et de maintenir ce processus. En effet, la poursuite du processus de concentration industrielle n'est possible que dans la mesure où l'on parvient à briser la résistance des petits propriétaires individuels, soit en intégrant leur unité de production dans les rapports dominants c'est-à-dire dans des monopoles, soit en les acculant à la faillite. Cette intégration peut évidemment se faire sans le concours de l'État, toutefois l'intervention de l'État s'avèrerait

¹ *Traité marxiste d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'État*, Paris, Éditions sociales, 1971, tome 1, pp. 24-25.

² *Ibidem*, p. 26.

³ *Ibidem*, pp. 19-20.

indispensable pendant les phases de stagnation économique, ou même de simple ralentissement, pour accroître et accélérer le processus qui est la condition *sine qua non* du maintien du rythme de l'accumulation de capital.

Pour séduisante que soit cette approche à l'étude des sociétés capitalistes contemporaines, elle paraît toutefois entachée d'un vice de fond qui a d'importantes conséquences théoriques pour l'analyse. En effet, ainsi que l'ont relevé certains auteurs ¹, tout se passe alors comme si l'État était séparé de l'économie, comme si, en d'autres termes, la fonction de l'État en système capitaliste était déviée de sa fonction sociale intrinsèque, fonction sociale que seule pourrait révéler et actualiser la prise du pouvoir politique et le renversement d'une oligarchie financière.

Considérer que les fonctions de l'État se trouvent quelque part « à l'extérieur » du procès « véritable » de mise en valeur du capital signifie que l'on comprend l'État en tant qu'organisation de domination politique séparée de l'« économie » ².

En effet, la première conséquence de l'utilisation du schéma du passage d'un stade à un autre consiste à obvier à la question de savoir comment et pourquoi l'État lui-même a été amené à s'investir ou à être investi de nouvelles fonctions. Pourquoi, en d'autres mots, l'État intervient-il aujourd'hui dans l'économie alors qu'il ne le faisait pas hier ? Ou encore, si l'on accorde que l'État intervenait hier, en quoi ses interventions actuelles diffèrent-elles de celles-là pour que l'on soit fondé de parler de « rupture » d'avec le passé ?

Ces questions sont centrales pour comprendre le rôle, la place et la fonction de l'État québécois au cours de la Révolution tranquille. En effet, si l'État après Duplessis est à la fois en continuité et en rupture d'avec l'État sous Duplessis, est-ce à dire que l'État s'est transformé de lui-même grâce à l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement, le gouvernement Lesage ?

Si l'on pose ainsi la question, il devient fort difficile d'expliquer ce fait que plusieurs des mesures implantées par les libéraux à compter de 1960 avaient été initiées sous l'Union Nationale, notamment, par Paul Sauvé. On risque ainsi d'imputer la rupture au seul changement de gouvernement. Mais un autre inconvénient beaucoup plus important est que ce schéma laisse dans l'ombre tout ce qui n'est pas de près ou de loin lié aux initiatives législatives ou administratives au sein de l'État, c'est-à-dire finalement, de laisser dans l'ombre tous les rapports sociaux qui déterminent les décisions politiques. On privilégie ainsi un ensemble

¹ Voir, plus particulièrement, les travaux de Hirsch et Wirth, in : Vincent, J.-M., *et al.* : *L'État contemporain et le marxisme*, Paris, Maspéro, coll. Critiques de l'économie politique, 1975, pp. 25-94 et 95-134.

² Wirth, Margaret : « Contribution à la critique de la théorie du capitalisme monopoliste d'État », in : J.-M. Vincent : *op. cit.*, p. 101.

de transformations politiques et administratives sans chercher à expliquer d'où sont issues ces transformations.

Il importe donc de clarifier ces quelques éléments avant d'entreprendre l'analyse puisqu'ils sont déterminants pour expliquer le sens d'une étude comme celle-ci.

Ces questions peuvent se ramener à une seule : quels sont, au sein d'une société, les rapports qui s'établissent entre l'économie et le politique, ou encore, quels sont les rapports entre la base économique et la structure politique ?

Bien sûr, les liens entre l'économie et le politique ne sont, en définitive, que des formes particulières et privilégiées de tout un ensemble de rapports sociaux. Mais ces liens sont essentiels, sur le plan théorique, puisqu'ils permettent de démarquer les rapports entre des classes sociales de la totalité des rapports sociaux inter-individuels : en ce sens, ces rapports permettent de fonder une véritable histoire sociale.

a) Les rapports entre la base et la superstructure

La façon la plus simple de définir la base économique de la société est de la caractériser comme étant un ensemble de « rapports immédiats de production »¹ ou encore, si l'on préfère, comme l'ensemble des rapports sociaux de travail. Dans nos sociétés, de tels rapports sont intrinsèquement des rapports sociaux parce qu'ils se nouent dans des collectifs de production : entreprises, hôpitaux, ministères, etc. Il n'en est pas toujours ainsi puisque certains rapports de travail peuvent bien demeurer individuels et exister en dehors d'un « travailleur collectif » concourant à une production donnée ; d'ailleurs, par le passé, de tels rapports individuels ou familiaux de travail ont effectivement dominé la vie sociale : c'est le cas pour l'agriculture québécoise tout au long de son histoire.

Ceci étant dit, la superstructure politique et idéologique constitue d'évidence l'ensemble des rapports qui ne sont pas des rapports immédiats de production, c'est-à-dire la totalité des rapports autres que les rapports sociaux de travail. Il s'agit donc ici d'une catégorie résiduelle – tout rapport lié médiatement au travail – et tout rapport social l'est forcément – fait partie de la superstructure.

Or, si l'infrastructure économique regroupe l'ensemble des rapports immédiats de production, la différenciation d'avec ce qui n'est pas un rapport immédiat de production n'est pas aisée à établir ; en effet,

¹ Jakubowsky, Franz : *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire*, Paris, Études et Documentation Internationales (E.D.I.), 1971, p. 93.

l'unité de la vie sociale est si forte qu'une telle différenciation, n'a de sens que dans l'accentuation méthodologique de certaines relations déterminées et fondamentales. C'est pourquoi il serait tout à fait faux de comprendre la différenciation marxienne entre la base et les superstructures comme la séparation de deux sphères totalement différentes, ne comportant aucune transition, aucune médiation. Il s'en suit que le concept de « superstructure » peut être délimité en général certes, mais ne peut pas être déterminé de façon concrète, à moins d'énumérer complètement toutes les relations sociales ¹.

Une telle énumération serait évidemment absurde. Il importe donc, si l'on veut pouvoir utiliser de manière fructueuse pour l'analyse la notion de superstructure, de bien préciser quels éléments ou quels rapports sociaux seront privilégiés.

On voit ainsi à quel point il serait abusif de confondre superstructure et État ou gouvernement ² puisque cela voudrait dire que le concept d'État renverrait à la totalité des rapports sociaux médiats de production – i.e. autres que les rapports de travail, – alors qu'il relève de l'évidence que de tels rapports se nouent aussi bien dans des entreprises, des hôpitaux, des ministères, etc., que dans les relations inter-individuelles.

L'on ne peut confondre les politiques des entreprises par exemple, et celles de l'État, pas plus que l'on ne confond politiques ou idéologies syndicales et politiques ou idéologies gouvernementales. Par ailleurs, les gouvernements intervenant de plus en plus dans la production de biens et de services, l'État actuel regroupe non seulement un ensemble de relations sociales non-économiques – qui reste à être précisé, – mais aussi tout un réseau de « rapports immédiats de production ».

Le statut de la propriété, c'est-à-dire le fait qu'une propriété soit détenue à titre privé ou à titre public, ne change en rien ces rapports immédiats de production qui sont les rapports de travail entre « les fonctionnaires du capital » – pour reprendre l'expression de Marx, – et les salariés-exécutants.

Cette appréhension des rapports entre infra et superstructure diffère de celle où ils sont perçus comme rapports d'extériorité entre deux sphères ou réseaux de

¹ *Idem*, p. 93.

² Plusieurs auteurs, dont Michel Pelletier (*op. cit.*, p. 162), semblent établir une distinction radicale mais jamais explicitée entre gouvernement et État. Or, à moins de renouer avec le concept hégélien d'État en tant que « réalité en acte de l'Idée morale objective », il n'y a pas de différence, ou plutôt, s'il peut y en avoir une, cette différence n'est que dans les concepts. Dans la réalité, l'État, c'est tel gouvernement à un moment donné ; le gouvernement est l'État à un moment de l'histoire. Cf. Hegel : *Principes de la philosophie du droit*, Paris, Gallimard, 1940, p. 190 sq., para. 257.

Voir la critique de ce paragraphe développée par Marx in : *Critique du droit politique hégélien*, Paris, Éditions sociales, 1975, pp. 162-165.

relations sociales donnés d'un côté dans la structure économique, de l'autre dans une superstructure étatique.

La question des fonctions des interventions de l'État dans l'économie revêt donc un tout autre sens : il ne s'agit pas de poser le problème en termes d'ajustements nécessaires entre une superstructure étatique et une base économique donnée comme un tout autonome puisque infra et superstructure désignent une démarcation qui traverse tout lieu social de production, qu'il s'agisse d'entreprises, d'hôpitaux, de ministères, etc. En ce sens, comme n'importe quelle entreprise, l'État participe et de l'infrastructure économique, au sens où l'entendent les économistes, et de la superstructure politique et idéologique. Ceci étant dit, le concept d'État ne se résorbe pas dans, ni ne se confond avec, la totalité des lieux sociaux de production. C'est ce qu'il faut maintenant expliciter.

Une première manière d'appréhender la différence entre cette totalité des lieux sociaux de production et l'État passe par la signification profonde du processus de transformation du statut de la propriété, c'est-à-dire la signification de la transformation de la propriété privée en propriété publique. Une seconde manière d'appréhender cette différence passe par l'élucidation de l'extension puis de la prise en charge, par l'État, de besoins sociaux non immédiatement liés à la production ; c'est, si l'on veut, la question de l'extension des fonctions de l'État dans des domaines aussi divers que la santé, l'éducation, le bien-être, le chômage, etc.

Le premier élément, celui de la prise en charge par l'État, sous la forme d'une propriété publique, de fonctions de production autrefois détenues privément établit l'État comme employeur ; néanmoins l'exploitation, sous le régime de la propriété publique, des richesses naturelles ou des hôpitaux ne change rien aux rapports immédiats de production que sont les rapports de travail. Si donc quelque chose change, c'est bien dans les rapports autres que les rapports de travail que cela se produit, c'est-à-dire dans la superstructure. Ainsi, pour paraphraser Marx, avec la propriété publique « s'élève toute une superstructure d'impression, d'illusion, de façons de penser et de conceptions philosophiques particulières »¹ différentes de celles qui prévalaient sous l'existence de la seule propriété privée mais dorénavant en coexistence ou en symbiose avec elles.

Cette transformation dans la superstructure doit être distinguée de l'extension des fonctions économiques de l'État bien que l'une n'aille évidemment pas sans l'autre : la transformation dans la superstructure marque ici une extension des rapports sociaux de travail à la production de biens ou de services sous la responsabilité « publique », ce qui n'implique pas que le contenu des rapports

¹ Marx, Karl : *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1964, p. 256. Cité aussi in Jakubowsky, F. : *op. cit.*, p. 94.

immédiats de production ait été changé pour autant : les rapports au sein de l'infrastructure sont au contraire les mêmes.

En fait, quelle que soit la production dans laquelle l'État s'engage, i.e., qu'il s'agisse de produire des biens ou des services, s'il est une constante qui vaille aussi bien là que dans le secteur privé, c'est bien que les rapports immédiats de production – les rapports de travail, – ne sont pas modifiés pour autant. Ainsi, les rapports immédiats de production d'un service comme l'assurance-chômage sont calqués sur les rapports de production de n'importe quelle marchandise : efficacité, rationalité, autorité sont les mêmes impératifs ici que partout ailleurs.

Venons-en maintenant au second élément de démarcation entre la totalité des lieux sociaux de production et l'État. Ce second élément nous est donné cette fois dans l'extension matérielle des fonctions de l'État qui semble répondre aux pressions d'une espèce de *marché de besoins*, distinct d'un marché des marchandises qui fonde la croissance de la production matérielle.

Si le premier élément nous a permis de préciser que la métamorphose d'une propriété privée en propriété publique est toute entière un effet de superstructure tant que les rapports immédiats de production demeurent inchangés, ce second élément nous permettra d'isoler les fonctions nouvelles de l'État comme prolongement des rapports immédiats de travail, ou comme extension de l'infrastructure économique, soit en vue de la satisfaction de besoins nouveaux – la santé ou l'éducation, – soit en vue de la production de biens ou de services auparavant dévolue à une exploitation dans le cadre de la propriété privée –le transport urbain, par exemple. Ce second élément fonde l'extension de l'infrastructure sous l'égide de l'État comme bureaucratisation nécessaire du pouvoir sur les rapports immédiats de production.

Cette extension se situe clairement dans le prolongement de la production sous la forme juridique de la propriété privée quand il s'agit de la prise en charge par l'État d'un secteur à l'occasion d'une nationalisation ou d'une étatisation, par exemple. L'État prend alors la relève de secteurs de production en perte de vitesse ou devenus improductifs pour le capital et c'est ainsi que les choses se sont produites pour la plupart des services reconnus aujourd'hui comme services publics : autrefois détenus privément, les conditions sociales de leur exploitation n'a pas changé, seul a changé le statut de la propriété. Le pont de Terrebonne était encore, dans les années cinquante, propriété privée : ses usagers devaient payer son propriétaire pour le traverser.

Une telle prise en charge n'est pas fortuite mais se situe dans le prolongement nécessaire de la production sous la forme de la propriété privée. Elle permet de libérer le capital privé engagé dans des secteurs en déclin ou en stagnation en le

remplaçant par des fonds publics pour lui permettre de s'investir plus profitablement ailleurs, dans des secteurs en expansion ¹.

Cette extension des fonctions de l'État n'apparaît sans doute pas aussi clairement comme le prolongement de la production de biens et de services si l'on regarde du côté des responsabilités apparemment nouvelles assumées par l'État en matière de bien-être, d'éducation, etc. En effet, ces besoins nouveaux pris en charge par l'État n'ont de prime abord rien à voir avec les rapports immédiats de production – les rapports sociaux de travail. L'État remplirait ici véritablement un rôle original et non plus un rôle supplétif comme c'était le cas tout à l'heure : l'État moderne serait ainsi investi de la capacité de satisfaire des besoins sociaux dont nul n'avait auparavant la charge.

Cette façon de voir est évidemment une illusion : l'univers des besoins sociaux roule tout entier sur les besoins de la production. On peut expliquer l'ensemble de ce processus au moyen de la formule lapidaire suivante : c'est précisément parce que *rien ne change* dans les rapports immédiats de production, c'est-à-dire dans les rapports de travail, que la superstructure étatique doit être investie d'un nombre croissant de responsabilités qui servent à cautionner cet *immobilisme* dans les rapports immédiats de production. Nous avons souligné les mots « rien ne change » et « immobilisme » parce que, finalement, ils masquent le caractère dialectique de l'articulation qui est ici en cause entre rapports de travail – l'infrastructure – et les autres rapports sociaux – la superstructure.

Sous des apparences d'immutabilité ou d'immobilisme, les rapports immédiats de travail changent constamment. Prenons un exemple simple qui permettra d'illustrer ceci : l'entreprise n'étant pas une œuvre de bienfaisance, comme on se plaît à le répéter, elle ne saurait grever ses coûts de production pour augmenter la sécurité au travail de ses employés. Par ailleurs, si elle veut soutenir la concurrence sur le marché, elle doit constamment se préoccuper d'augmenter la productivité du travail. Ce faisant, les normes – ou l'absence de normes, – de sécurité constituent pour les travailleurs une menace qui croît en même temps que la rationalisation ou, si l'on préfère, que l'intensification de leur exploitation au sein des rapports immédiats de production. Le besoin social – social parce qu'affectant un collectif de travail – d'une sécurité minimale est de la sorte évacué du lieu physique qui le fait naître – l'entreprise, l'hôpital, le ministère, etc. Il est, en d'autres termes, évacué de l'infrastructure économique où ce besoin est « produit » par les conditions concrètes dans lesquelles s'opère la production de la marchandise, du soin ou du service en question, et reporté, transféré au niveau de la superstructure : celle des travailleurs affectés d'abord – syndicat ou association ; de là, à celle des patrons, bureaux et arcanes divers du pouvoir, associations patronales, etc.

¹ Cette thèse s'inspire de : Delvaux, T. : « Production et travail productif », in : *Contradictions*, Bruxelles, n° 5, janvier-juin 1974, pp. 125-139.

À ce stade-ci, le besoin s'inscrit dans un conflit entre deux classes : l'une pour laquelle la valeur d'usage de la force de travail est un bien suprême – « égoïsme » compréhensible dans la mesure où il y va de la santé et de la vie des personnes concernées ! – l'autre pour laquelle le paiement de la valeur d'échange de la force de travail aux travailleurs la décharge de toute responsabilité à leur endroit. Ainsi, une revendication *sociale* ne peut être satisfaite dans les cadres restreints de la propriété *privée* : *plus* ce besoin particulier est frustré ou étouffé au moyen d'une violence quelconque, plus il devient pressant et urgent. La seule solution au maintien de la légitimation de ces rapports dans les cadres de la propriété privée réside alors dans l'appropriation de cette revendication sociale par le pouvoir public. Ce faisant, le pouvoir public cautionne et légitime le statut juridique des rapports immédiats de production où avait surgi ce besoin de sécurité en premier lieu.

La prise en charge par le pouvoir public apparaît de prime abord comme un dépassement des contradictions dans lesquelles s'enferme la propriété privée.

D'ailleurs, à la limite, toute extension bureaucratique désigne le mode particulier de résorption d'une contradiction sociale dans la fuite en avant et les exemples abondent qui ne tiennent pas directement à des économies réalisées sur l'entretien ou la sécurité de la force de travail au niveau de la production, mais aussi et de plus en plus à la sécurité des consommateurs en général. C'est ainsi que, dans la production dite « de masse », la qualité des produits le cède à ce point à la sécurité ou à la santé de tous les individus, que les pouvoirs publics se sont trouvés dans la nécessité de mettre sur pied force laboratoires et centres de recherches pour contrôler les effets sociaux nuisibles des produits mis sur le marché sans jamais, bien évidemment, se permettre d'enrayer les conditions objectives qui justifient la flagrante nocivité de cette production. Ainsi les économies réalisées par les entreprises pharmaceutiques ou alimentaires sur leur budget de recherche en même temps que l'augmentation effrénée de leur production se répercutent forcément dans une augmentation de coûts sociaux pris en charge par les pouvoirs publics sous le mode d'une bureaucratisation : pour pallier aux déficiences qualitatives croissantes de ces productions légitimées par l'obligation de toujours faire davantage de profits, les pouvoirs publics prennent la relève des obligations sociales de ces entreprises afin de contrer un empoisonnement massif potentiel qui plane comme une menace collective grandissante.

Que dire maintenant de la sécurité sociale en cause dans la production de toute marchandise, quelle qu'elle soit, de la pollution, etc. ? Le même schéma que celui donné à l'occasion de l'exemple cité plus haut concernant la sécurité au travail s'applique de la même manière à l'occasion de toute production dans le cadre de la propriété privée puisque dans ce cadre seule prime la maximisation du profit. Que dire au surplus de la « validité » de la solution bureaucratique dans le cadre d'une propriété publique si, à l'intérieur d'un tel cadre, seule prime la réduction des coûts ? En fait et en droit, le moins que l'on puisse dire c'est que le remède

appliqué ressemble étonnamment au produit qui a causé l'empoisonnement social en premier lieu !

En ce sens, la bureaucratisation n'est pas un luxe, encore moins une panacée, mais bien l'envers d'un rapport social dominant dont l'avvers est le rapport fondé sur la propriété privée. D'où cet élément capital : l'extension bureaucratique ne saurait connaître de limite tant et aussi longtemps que les lieux sociaux de production que sont les appareils sociaux -entreprises, hôpitaux, ministères, etc. – fonctionnent comme des lieux d'accumulation matérielle de biens, de droits ou de privilèges, bref, comme les lieux de hiérarchisation interindividuelle, plutôt que comme des lieux sociaux d'égalisation interindividuelle. Dans la mesure seulement où les détenteurs de pouvoirs dans des appareils sociaux tiennent ces pouvoirs des exécutants, i.e. de tous les travailleurs à l'intérieur de tels appareils, peut-on penser alors mettre en échec la rationalité de l'accumulation qui n'est en définitive, autre chose qu'une pure et simple dictature du quantitatif sur le social dans les appareils sociaux.

L'explication de cet enchevêtrement entre d'une part ce qui est social et ce qui ne peut pas ou ne doit pas l'être compte tenu de la nécessité de se conformer à cet impératif de la maximisation des profits ou de la réduction des coûts, entre d'autre part la légitimation du pouvoir, des privilèges, des écarts de revenus et les besoins sociaux, n'est certes pas aisée à établir une fois pour toutes. Néanmoins s'il faut, comme il se doit, chercher à cerner une telle explication, dont on sait qu'elle nous est donnée au départ dans la contradiction entre le privé et le social à l'intérieur des appareils sociaux, on peut fort probablement révéler plus clairement ce dont il s'agit si l'on transpose le problème dans les termes suivants : la contradiction entre ce qui est privé et ce qui est social correspond à une contradiction entre ce qui est quantitatif et ce qui est qualitatif, où ce sont ceux qui détiennent le « secret » du passage de l'un à l'autre, c'est-à-dire ceux qui détiennent la *mesure* par laquelle le qualitatif est métamorphosé en quantitatif ou le social en privé, qui détiennent de *jure et de facto* le pouvoir effectif sur le travail et la légitimation économico-politique de l'exercice de ce pouvoir.

Comprenons-nous bien, ce n'est certes pas ce nécessaire « passage » du qualitatif au quantitatif qui est en cause mais bien sa fonction, c'est-à-dire, en définitive, la fonction de la mesure grâce à laquelle le passage ou la métamorphose est opérée ¹.

¹ Cette question de la *mesure* ne saurait être approfondie à sa juste *mesure* dans ces pages. Ajoutons, pour tracer la ligne d'un approfondissement qu'il reste à effectuer, que c'est de la valeur de la force de travail que Marx fait dépendre la valeur marchande (le prix) des marchandises. Néanmoins, la valeur d'usage du travail peut déterminer la valeur d'échange tant qu'on voudra, cette détermination n'en passe pas moins par la mesure appliquée et cette mesure – temps de travail ou prix de production – constitue précisément l'enjeu de la lutte entre capital et travail. Toutefois trop d'interprétations de Marx ont érigé *une* mesure – la nulle part définie

Reprenons, afin d'illustrer un développement qui autrement risquerait d'être taxé d'abstrait et, comme tel, relégué dans les limbes de la confusion – ce qui épargnerait évidemment de l'exercice d'en réfuter la pertinence et la validité, – reprenons l'exemple de la sécurité au travail. Rien n'est moins mesurable qu'une vie humaine ; ne dit-on pas que la vie n'a pas de prix ? Néanmoins, tout l'exercice consiste précisément à établir une telle équivalence *malgré* qu'elle ne soit pas possible. D'ailleurs, en mode de production capitaliste, cette équivalence existe *déjà* puisque c'est elle qui fonde et légitime tout à la fois le système : il s'agit de la puissance réparatrice de l'argent qui joue ici exactement le rôle assigné autrefois au pardon dans le rachat des péchés.

L'absence de sécurité au travail – sur un chantier de construction, par exemple, – constitue pour les travailleurs un danger, une menace constante pour leur vie – qualitatif – *en même temps* qu'elle constitue, pour le capitaliste, une économie – quantitatif. Dans ces circonstances, cette valeur qu'est une force de travail – valeur toute qualitative, inestimable, non-monnayable, etc., – de toutes les valeurs possibles n'en revêt qu'une seule à l'occasion de l'échange entre patron et ouvrier : le prix qu'on la paie. Or, cette mesure qu'est l'argent est bien entre les mains du patron qui, une fois le salaire versé, est complètement libéré de toutes les autres évaluations possibles et imaginables quoi qu'il advienne.

On a ainsi d'un côté un groupe d'individus disposant de puissances de travail formant un ensemble social et qualitatif qui n'est donc susceptible d'aucune évaluation précise, – d'aucune mesure exacte, ou « scientifique », – groupe sur lequel un patron plaque une quantité x d'argent dont l'effet premier est de dissoudre toutes les qualités actuellement et potentiellement en cause dans le groupe en question dans le seul prix. L'effet de l'application de cette mesure monétaire consiste à résorber – pour le patron – le qualitatif dans le quantitatif, mais cela n'empêche pas que cette mesure n'aie pas le même effet pour les travailleurs !

« quantité de travail » – en absolu pour légitimer un dogmatisme et une scolastique passablement creux. Doit-on rappeler qu'une mesure n'est « scientifique » que par rapport à un résultat donné ou escompté et qu'une mesure érigée en absolu frise l'absurde au point de s'y confondre ?

Le caractère nécessaire voire invincible du capital lui vient précisément de sa « capacité » de s'approprier le non-mesurable – tout ce qui a de la *valeur* dans le sens le plus général, le plus ambigu même : non seulement le travail humain mais aussi une terre, un tableau, une façade de maison, un lobe de cerveau, un chimpanzé gris, une nation, une langue, des coutumes... Or, si l'on ramène tout à la quantité de travail, à moins d'établir des causalités assez farfelues – le temps de travail nécessaire pour produire une langue, par exemple, – force nous est de dénier qu'il puisse s'agir dans ces cas-là d'une appropriation en tout point semblable à celle effectuée auprès des forces de travail des travailleurs en usine. Et si l'on ne comprend pas cela, on risque de se faire une idée passablement étriquée des notions d'« exploitation » et de « contradiction ». Deux textes méritent d'être relus et médités à cet égard : Hegel : *Science de la logique. L'être*, Paris, Aubier Montaigne, 1972, pp. 291-294 ; Bachelard, Gaston : *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1972, pp. 239-252. Sans oublier, bien sûr, le chapitre premier du livre I du *Capital* de Marx.

Si, d'aventure, le patron fait poser une clôture devant un passage découvert passablement dangereux, il se trouve ainsi à concéder que la rémunération ne le relevait pas de toutes les autres évaluations. À son tour, cette nouvelle mesure de protection pourra s'avérer inefficace dès que l'augmentation des cadences amènera les travailleurs à ré-évaluer les dangers encourus par rapport à leur sécurité.

On passe ainsi, dans un incessant mouvement de va-et-vient, mieux dialectique, du qualitatif au quantitatif pour les patrons, et du quantitatif en qualitatif pour les travailleurs, dans tout rapport de travail.

Le sens des termes « démocratie industrielle » ou démocratie au travail trouvent ainsi leur véritable approfondissement : cette démocratie seule peut poser un frein à l'arbitraire patronal drapé de sa rationalité pécuniaire.

Ces remarques qui, en apparence, nous ont éloigné de notre sujet le concernent pourtant directement : elles servent à préciser en quoi et pourquoi l'enjeu premier et dernier des luttes sociales se noue autour de et dans les rapports de travail ; elles servent aussi à illustrer pourquoi, tant que les rapports de travail restent inchangés, l'État s'est progressivement trouvé investi, sur le mode bureaucratique, de la responsabilité de toutes ces mesures sociales qui auraient autrement enrayé le processus privilégié dans un système capitaliste : la métamorphose de la valeur d'usage social du travail en profits.

b) L'État et les classes :

Les remarques précédentes nous ont amené à appréhender l'État dans sa réalité contradictoire sous deux aspects : *premièrement*, en tant qu'il est impliqué dans une production quelconque – et tout État l'est forcément –, matérielle ou immatérielle, l'État participe à l'infrastructure économique : il gère des rapports de travail ; *deuxièmement*, en tant qu'il est tout particulièrement le lieu de la récupération de besoins à la fois produits et évacués au niveau des rapports de travail, i.e. de l'infrastructure, – et tout l'État l'est forcément, – l'État participe à la superstructure politique et idéologique.

Ceci étant posé, qu'est-ce qui change ou a changé dans l'État contemporain par rapport à ce qu'il a été ? En d'autres mots, une fois posés et quelque peu élucidés les rapports sociaux contradictoires dont l'État est l'héritier, comment peut-on écrire l'histoire d'un État ou celle des États ?

Cette histoire s'appréhende évidemment par la lutte des classes. Mais cette lutte, dans le cadre de l'État contemporain, n'est pas une ronde à trois ¹ où la prise

¹ Ronde à trois ou à quatre... là n'est pas la question puisque l'effet premier de telles analyses est d'occulter qu'il s'agit d'abord et avant tout d'une lutte entre *deux* classes. C'est en effet à partir de cette contradiction et d'elle seule que les divisions et les alliances au sein de chacune des

du pouvoir politique par telle ou telle fraction d'une classe dominante constituerait un préalable qui permettrait de rendre compte de divisions au sein de cette classe dominante d'abord, par quoi il est sous entendu que la classe dominée existe mais en quelque sorte en dehors d'une histoire qui est celle des scissions et alliances intervenant à l'intérieur d'une classe dominante.

Dans une telle perspective, les classes dominées apparaissent comme des absents de l'arène d'une histoire qui est toute faite de fractionnements et de recompositions au sein d'une classe dominante. L'histoire se confond alors avec les tractations politiques de cette classe au niveau du gouvernement et de la prise du pouvoir, tractations qui auraient pour finalité d'ajuster le partage du pouvoir politique aux échanges économiques concrets entre fractions du capital social total. La politique n'est plus alors que la légitimation de la circulation de la propriété entre fractions de classe ; on laisse de côté le processus de la production où sont créés les biens soumis à la propriété ¹.

Dans ces conditions, le politique serait toujours en *décalage* – temporel, spatial ? – par rapport au *réel* qui se passe dans la circulation matérielle et non dans la production. L'histoire n'est plus alors que l'analyse des initiatives de fractions de classe dominante. Là où l'ajustement entre ces fractions s'avérera plus conflictuel que de coutume, on parlera alors d'« autonomie relative » du politique par rapport à la circulation des marchandises ou des droits de propriété sur le capital.

classes, entre classe dominante et classe dominée, devient intelligible. Faute d'établir clairement une telle *évidence*, l'histoire n'est plus alors que l'histoire d'une classe dominante à laquelle les classes dominées assistent de manière tout à fait passive.

¹ Nulle part cette démarche n'est-elle plus poussée que chez Michel Pelletier (voir, *op. cit.*) pour qui l'évolution politique des travailleurs est « à la remorque de l'affrontement entre bourgeoisies » (p. 154), pour qui « la négociation collective ouvre les yeux des travailleurs » (p. 156), les questions sociales sont « éloignées des intérêts immédiats des travailleurs » (p. 158), bref, pour qui « il est abusif de parler d'affrontement entre bourgeoisie et travailleurs » de 1960 à 1965, (p. 169).

Cette démarche se retrouve aussi, mais de manière moins explicite, chez Bourque, Gilles et Laurin-Frenette, Nicole : « Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec (1760-1970) », in : *Socialisme québécois*, Montréal, avril-juin 1970, n° 20, pp. 13 à 56. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]

Cette prise de position fondée sur une séparation très nette entre économie, – pris d'ailleurs dans son sens traditionnel de domaine relevant de la « science » économique, – et politique a été développée par Nicos Poulantzas qui parle de niveaux – économique, politique, idéologique et théorique de lutte : les travailleurs s'occupent du premier niveau, les politiques du second, les théoriciens non-marxistes du troisième, les théoriciens marxistes du dernier ! Cf. *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspéro, 1968, – plus particulièrement l'introduction, pp. 7 à 31. L'auteur a révisé cette approche in : *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Paris, les éditions du Seuil, 1974 ; cf. le schéma de la page 17.

Cette réserve étant faite, ces travaux sont par ailleurs indispensables – et nous utiliserons fréquemment ceux de Pelletier, – pour tout ce qui concerne l'étude des classes sociales, dans la période sous analyse.

C'est en ce sens que l'utilisation de notions comme celle d'« oligarchie financière » peut s'avérer d'un maniement délicat. Si le capitalisme monopoliste d'État est cette phase du capitalisme caractérisée essentiellement par ce moment où la fraction monopoliste de la bourgeoisie cherche à investir une « superstructure » où ses intérêts ne sont pas encore dominants, on est alors renvoyé à la problématique fonctionnaliste. C'est ce à quoi nous conduisent, notamment, les travaux théoriques du Parti communiste français :

La bourgeoisie, aujourd'hui, ne vit plus en harmonie avec elle-même (sic !), comme elle avait essayé d'en accréditer l'image dans sa phase ascendante. Des tensions croissantes opposent entre elles les principales couches qui la composent. Une scission de plus en plus profonde se produit entre l'oligarchie financière – composée des dirigeants des groupes monopolistes dominants – et la petite et moyenne bourgeoisie ¹.

Par voie de conséquence, la caractéristique principale de cette lutte politique entre fractions de la bourgeoisie est d'être irrationnelle : elle ne *correspond* pas à l'état de développement des forces productives. « Isolée de plus en plus... (de) l'ensemble de la nation... la bourgeoisie monopoliste (doit) s'appuyer (...) sur la puissance et les interventions largement développées de l'appareil d'État » ².

Il appartient alors aux forces démocratiques de renverser ce pouvoir politique pour fonder la libération des forces productives.

Toute la question politique se ramène dès lors, ainsi que l'a relevé Magaline, à poser la nécessité du passage au socialisme comme la seule solution rationnelle et raisonnable aux contradictions économiques dans lesquelles se débat le capitalisme monopoliste d'État : « La tâche du nouveau pouvoir démocratique sera essentiellement de libérer les forces productives nouvelles de l'entrave que constituent les rapports de production capitalistes, et de permettre ainsi leur plein développement » ³.

Le problème principal que soulève cette approche est celui de la lutte des classes qui est résorbé dans des questions de stratégies politiques comme si cette stratégie politique et cette éventuelle prise de pouvoir pouvaient libérer qui que ce soit dans ses rapports immédiats de production que sont les rapports sociaux de travail.

On semble ainsi ne pas prendre en ligne de compte le fait que la lutte des classes naît et se développe dans la production et que c'est sur cette lutte entre

¹ *Traité marxiste d'économie politique, op. cit.*, tome 1, p. 223.

² *Idem*, pp. 224-225.

³ Magaline, A. D. : *Lutte de classes et dévalorisation du capital. Contribution à la critique du révisionnisme*, Paris, Maspéro, coll., Économie et socialisme n° 27, 1975, p. 27.

capital et travail dans les rapports immédiats de production – c'est-à-dire au niveau de ce qu'il est convenu d'appeler la base ou l'infrastructure -, que « s'élève toute une superstructure d'impressions, d'illusions, etc. ». En l'occurrence, l'illusion dominante dans le cas qui nous occupe consiste à nier qu'il y ait effectivement lutte à ce niveau ou à laisser croire qu'un changement dans une superstructure politique puisse résorber la lutte des classes au niveau des rapports de travail.

Ainsi, la séparation entre l'infrastructure économique et l'État, séparation consacrée et légitimée dans nos rapports capitalistes de production où l'État se prétend hors des classes, apparaît alors comme séparation nécessaire sous quelque régime que ce soit.

Nous avons indiqué qu'il n'en est rien ; l'État n'est pas un luxe que se paie une bourgeoisie pour tenir des masses tranquilles comme on serait alors conduit à le penser s'il nous fallait étudier les politiques sociales, par exemple. L'État est à la fois dépassement des contradictions nées dans une infrastructure régie par la propriété privée et appropriation des besoins sociaux créés dans les rapports de production que ce régime juridique fonde.

Tout ceci vise à éviter qu'un maniement pré-critique d'un ensemble de notions reçues et acceptées engage l'analyse dans des problèmes secondaires. Dans la mesure où nous nous attachons à appréhender les luttes des classes au Québec, il ne saurait dès lors être question de privilégier l'étude de la classe dominante.

Si le gouvernement et les tribunaux constituent la superstructure politique de la classe dominante, l'école et les journaux sa superstructure idéologique, la classe dominée peut aussi disposer de sa propre superstructure : un parti, des syndicats, des journaux, etc... Évidemment pas plus que l'État ne représente adéquatement les intérêts objectifs de la classe dominante, tel syndicat ne représente parfaitement les intérêts sociaux de la classe dominée. En ce sens, la classe dominée est aussi dans l'histoire, et l'évolution du syndicalisme comme celle de la conscience politique des travailleurs sont déterminées par les luttes engagées au niveau des rapports immédiats de production, tout comme cela se produit pour la classe dominante.

Bien sûr, il n'y a pas ici d'équivalence entre les moyens mis à la disposition des uns et des autres ; le pouvoir syndical est infime et par rapport au pouvoir économique de la bourgeoisie et par rapport à son pouvoir politique de répression. Énoncer cela c'est dire que la lutte est inégale, elle n'en existe pas moins pour autant ! Mieux, c'est à partir de cette lutte que l'on est susceptible de comprendre l'ensemble des législations, aussi bien les soi-disant « initiatives sociales » des gouvernements que leurs programmes économiques, et l'ensemble des décisions judiciaires rendues sous l'empire de ces législations. Nous disons bien l'« ensemble » parce que la filiation serait, à la limite, absurde à établir dans tous les cas : l'enchevêtrement des événements étant établi pour l'ensemble, il s'avèrerait fastidieux de recomposer la concaténation pour chaque législation ou

pour chaque décision rendue par les tribunaux en vertu de telle législation particulière.

Cette lutte des classes s'établit à partir de la position objective des individus dans leurs rapports *immédiats* de production. D'ailleurs c'est à ce niveau que la lutte se mène concrètement et en permanence tandis que la superstructure, qu'il s'agisse de la haute direction d'une firme, du gouvernement ou d'un syndicat, peut fort bien n'entretenir, pour ceux qui y logent, que des impressions ou des interprétations diverses de cette lutte. Elle peut même, à la limite, les amener à passer le plus clair de leur temps à nier qu'il y ait effectivement lutte concrète et permanente au niveau des rapports immédiats de production. Dans ce cas, les rapports au niveau de tel procès de travail, par exemple, est tout simplement donné comme rapport nécessaire d'autorité ou de contrôle. On parlera même d'inclure la science et la discipline parmi les forces productives ¹ ! Il y a loin de cette approche à l'appréhension du procès de travail comme processus d'exploitation.

Cette force productive nouvelle (qu'est le capital, D. B.) ne tient pas seulement au fait qu'(elle) rassemble les producteurs en un collectif de travail, mais également (et de façon indissociable) au fait que le capital instaure une surveillance de la régularité, du « soin » et de l'intensité du travail, et, au-delà, qu'il se présente comme un « rapport coercitif obligeant la classe ouvrière à exécuter plus de travail que l'exige le cercle resserré de ses besoins » de sorte que « comme producteur et metteur en œuvre de l'activité d'autrui, comme exploitateur de la force de travail et soutireur de travail extra, le système capitaliste dépasse en énergie, en efficacité et en puissance illimitée tous les systèmes précédents de production fondés directement sur les différents systèmes de travaux forcés » ².

Ainsi, en faisant porter le poids de l'analyse sur l'écheveau des alliances politiques dans la superstructure, c'est le moment essentiel de l'exploitation du travail dans des rapports sociaux de production qui est occulté, c'est surtout le moment de la détermination de ces rapports de base sur les alliances dans la superstructure qui est occulté.

Étudier les classes sociales consiste ainsi à appréhender la détermination des rapports immédiats de production sur les rapports médiats de production, quelque éloigné que paraisse être cet enchaînement de prime abord. En fait, cet éloignement même est à la fois la condition d'existence et de légitimation de cette

¹ Ce que font les auteurs du Traité marxiste cité plus haut. Voir à ce sujet la critique développée par Magaline, *op. cit.*, pages 23 sq., plus particulièrement aux pages 28 (voir note 39) et 31. Pour ce qui concerne les tribunaux, pour se convaincre, le lecteur n'a qu'à compulsier n'importe quelle décision rendue en matière de relations de travail ; pour eux, en effet, l'autorité ou le contrôle n'est pas seulement un fait mais d'abord et avant tout un droit. La question théorique en cause, à savoir si l'on doit ou non les inclure parmi les forces productives leur échappe donc totalement : la loi... c'est la loi !

² Magaline, *op. cit.*, p. 54, citant Marx : *Le Capital*, Paris, Éditions sociales, tome 1, p. 303.

superstructure qui se prétend séparée des rapports immédiats de production et que l'on nomme l'État. En d'autres mots, cet éloignement fonde l'existence concrète de l'État dans cette séparation de l'immédiatement social qui est économique – c'est-à-dire la production matérielle, – et le médiatement social qui est politique – c'est-à-dire le soutien direct ou indirect à une production matérielle.

À la limite d'ailleurs, cet éloignement est tout à fait factice et n'a de valeur que méthodologique – pour reprendre le terme de Jakubowsky – puisque l'individu inséré dans l'appareil gouvernemental en tant que législateur – un ministre, par exemple, – est en même temps engagé dans des rapports immédiats de production avec les employés de son ministère. Dans le même ordre d'idées, le député peut être ou avoir été, peu importe, garagiste, tavernier ou bandit, tout comme le juge. À cet égard, *l'éloignement* de la superstructure étatique par rapport à l'infrastructure économique dans lequel pourrait se complaire l'analyse n'existe pas pour l'individu, pas plus qu'il n'existe pour les classes sociales en présence.

Toutefois, c'est une chose d'admettre qu'il y ait un lien étroit et une détermination bi-univoque directe des rapports immédiats sur les rapports médiats de production, une autre de poser qu'il y a effectivement homologie ou coïncidence entre les uns et les autres. C'est précisément parce que les rapports immédiats de production ne sont pas appréhendés dans leur contradiction fondamentale de rapports antagoniques d'exploitation que les « solutions » élaborées au sein des rapports médiats sont, toujours et partout, en porte-à-faux par rapport à ceux-là.

Dans ces circonstances, l'immédiatement social donné au niveau des rapports de travail dans la production et qui est évacué par la nécessité du profit, de l'efficacité, de la productivité, etc., est médiatisé et approprié au niveau de la superstructure d'État sous la forme de tel ou tel besoin social – le chômage, par exemple – qui est ensuite satisfait dans des rapports de production où l'immédiatement social est de nouveau évacué, pris en charge au niveau de la superstructure, puis satisfait dans des rapports de production, etc.

Reprenons, une dernière fois, l'exemple de la sécurité au travail : le problème de la sécurité constitue pour les propriétaires une menace de relâchement de la « tension »¹ imposée dans les procès de travail, une menace de relâchement du rythme du travail, soit par la grève, soit autrement, par le sabotage, etc...

Prise en main au niveau de la superstructure syndicale, la question de la sécurité ne peut trouver de solution concrète que si elle est ré-insérée au niveau des rapports immédiats de production. Il va de soi qu'une telle solution est inacceptable, dans son ensemble, pour les propriétaires puisqu'elle contribuerait à

¹ Pour reprendre un terme utilisé par Marx. Cf. *Le Capital*, livre 3, Paris, Éditions sociales, 1959, tome 7, p. 144.

grever l'entreprise en lui faisant supporter des coûts supplémentaires d'une part, en relâchant la tension imposée au niveau des procès de travail de l'autre.

Reste une issue : la question est alors prise en charge par le gouvernement qui, pour régler ce problème social évacué par les patrons, met sur pied une commission des accidents du travail habilitée à entendre des plaintes individuelles.

À leur tour, les travailleurs de cette commission sont soumis dans un ensemble de procès de travail à tout un ensemble de rapports d'autorité et d'exploitation d'où émergent des revendications immédiatement sociales concernant, par exemple, la déqualification de leur force de travail.

Le même schéma que précédemment s'applique : le gouvernement met sur pied une commission de la fonction publique qui entendra les plaintes évacuées dans ces derniers rapports de travail, etc., etc. On aurait pu tout aussi bien mentionner le chômage, le secteur de l'hospitalisation ou celui de l'éducation, la logique de la fuite en avant dans l'extension bureaucratique eût été exactement la même ¹.

Ceci étant dit, force nous est dans ces conditions, d'appréhender la lutte des classes par le biais de la conscience qu'en ont les protagonistes ou leurs représentants. Il apparaîtra ainsi d'abord et avant tout un certain nombre de dialogues de sourds : ce que les représentants syndicaux ou populaires font valoir comme des problèmes graves et urgents ne saurait évidemment apparaître avec la même gravité ou la même urgence aux yeux des gouvernements.

Ainsi alliances et scissions entre fractions de classes doivent être étudiées, autant que faire se peut, à partir de la contradiction entre capital et travail, à partir, autrement dit, des rapports immédiats de production.

Tout ceci n'implique évidemment pas que l'on soit justifié de confondre syndicats et classe ouvrière, pas plus que l'on ne confond les gouvernants et le peuple. En tant que délégués ou fondés de pouvoirs, ceux qui travaillent dans les superstructures ne représentent leurs mandants que pour autant que ces mandants gardent sur eux un contrôle d'abord, et pour autant que ces fondés de pouvoirs ou ces mandataires soient et demeurent en tout temps redevables devant ceux de qui ils tiennent leur pouvoir d'agir ensuite.

¹ Ce n'est pas ici le lieu pour développer cette thèse. Le lecteur intéressé par le phénomène de la bureaucratisation pourrait consulter : Jacoby, Henry : *La burocratizacion del mundo. Una contribucion a la historia del problema*, (traduit de l'allemand), Mexico, Siglo XXI editores, 1972.

Malheureusement, à notre connaissance, ce texte magistral n'existe pas en traduction française. Par ailleurs, et ceci est moins connu, cette fuite en avant dans la bureaucratisation a été développée par Marx dans sa : *Critique du droit politique hégélien*, op. cit., pp. 89 sq.

Il n'y a dès lors pas de commune mesure de comparaison entre ces deux superstructures : les syndicats et les gouvernements. Si les uns et les autres sont des lieux de production – c'est pourquoi les travailleurs des syndicats se syndiquent comme ceux des pouvoirs publics, – qui participent de l'infrastructure économique, en tant que superstructure, les syndicats sont un lieu de prise en charge, par et pour leurs membres, des besoins sociaux évacués des rapports de production, tandis que les gouvernements sont le lieu de la prise en charge des besoins sociaux évacués des rapports de production par et pour les propriétaires des moyens de production.

Nous aurons l'occasion d'explicitier pourquoi, en démocratie libérale, nos gouvernements rendent compte de leurs mandats aux hommes d'affaires et autres détenteurs de pouvoirs précisément parce qu'ils ne tiennent pas leurs pouvoirs des électeurs mais bien de pressions exercées par et dans des organismes sous contrôle oligarchique.

Si les gouvernants prétendent se légitimer par rapport au peuple – qui devient dans leur jargon le « public » ou le « bien public », – leurs préoccupations matérielles et politiques ne sont pas là mais dans l'application de mandats qui émanent directement de ceux qui dominent dans les rapports immédiats de production et non de ceux – la majorité – qui sont dominés dans ces mêmes rapports. Nous disons ainsi que les syndicats représentent les travailleurs, avec tous les ajustements et correctifs que l'analyse des faits pourra apporter à cet énoncé. Nous disons aussi que les gouvernements représentent la bourgeoisie, avec la même réserve.

Les syndicats représenteront d'autant plus parfaitement les intérêts, aspirations et revendications de leurs membres que la structure syndicale sera démocratique, c'est-à-dire soumise au contrôle de la base d'où les élus tiennent tous leurs pouvoirs. Les gouvernements et pouvoirs publics divers représenteront d'autant plus adéquatement les intérêts, aspirations et revendications de la bourgeoisie que la structure étatique ne sera pas démocratique, c'est-à-dire soustraite au contrôle d'un peuple. Ou encore, les gouvernements et pouvoirs publics divers représenteraient d'autant mieux les intérêts d'un peuple que ces politiques seraient au service de ce peuple, c'est-à-dire sous contrôle véritablement démocratique.

Dans l'analyse qui suit, nous présenterons ainsi comme progressistes tous les éléments, initiatives et décisions qui vont dans le sens de cette valeur sociale suprême qu'est la démocratie et qui constituent comme tels des acquis de la lutte des classes pour la classe dominée dans son ensemble ou pour telle fraction d'icelle. Nous considérerons de même comme un revers, une accentuation de l'exploitation, une régression sociale, toutes ces politiques qui vont dans le sens de la restriction du pouvoir démocratique, restriction qui est la condition *sine qua non* du raffermissement du pouvoir de contrôle d'une oligarchie. Il y a, ici encore,

rapport d'opposition entre la démocratie et l'oligarchie, opposition par laquelle la domination de l'une fonde la destruction de l'autre.

Nous ne prétendons pas théoriser *ad infinitum* sur ces sujets ; seule l'analyse concrète peut nous permettre d'appréhender dans les faits la signification, pour les classes en présence, des oppositions et contradictions en cause dans une conjoncture donnée ¹.

On aura compris, compte tenu de ce qui a été dit ci-dessus, que nous n'aborderons pas l'étude du Québec des années soixante à partir d'un ensemble d'hypothèses à confirmer ou à infirmer ². C'est plutôt une analyse descriptive que nous nous proposons de mener. La différence consiste en ceci : plutôt que de poser, au départ, ce que la Révolution tranquille au Québec a été ou a pu être, pour ensuite vérifier dans les faits si le processus est conforme au schéma, nous allons précisément poser la question de la véritable nature sociale concrète ou objective de cette Révolution tranquille.

C'est à cette seule condition que nous serons en mesure de comprendre en quoi et comment les événements qui se sont déroulés sont à la fois uniques et universels, en quoi, finalement, tout antagonisme de classes passe nécessairement par des désillusions tranquilles tant et aussi longtemps que les conditions objectives ne permettent pas l'éclosion d'un bouleversement des rapports sociaux.

¹ Le débat n'est évidemment pas clos. Nous n'avons tout au plus qu'esquissé dans ces pages les éléments théoriques indispensables à l'élaboration d'une recherche qui se donnait au départ comme recherche empirique et historique.

² Ceci dit, il n'est pas question de remettre en cause de tels travaux, bien au contraire, puisque nous aurons à nous en servir tout au long de notre étude. Néanmoins, nous allons chercher, dans toute la mesure du possible, à nous défaire de cette « illusion de la rationalisation rétrospective » dénoncée par C. Castoriadis. Cf. : *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Éditions du Seuil, 1975 p. 69.

Chapitre I

Le contexte socio-économique 1951-1971 : les travailleurs et leurs revenus

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on ne s'en tenait qu'à la surface des choses ou des phénomènes, on pourrait se contenter d'appréhender la société québécoise par le biais de diverses quantités comme les prix ou les revenus. C'est ce que font, règle générale, les économistes : pour autant qu'un agrégat quelconque croisse – produit national ou dépense nationale, – on dit alors que l'économie tout entière progresse. En vertu de cette approche, l'essentiel de l'analyse est consacré à la comparaison des quantités abstraites – prix, revenus, emploi, etc. – sans que soit jamais posée la question des bénéficiaires véritables ou des laissés pour compte de la croissance économique telle que nous la connaissons. Dans cette perspective, la loi de l'« efficacité marginale de chaque facteur de production devrait être la même quelque soit l'entreprise et le secteur d'activité »¹. À partir de là, l'analyse s'efforce d'appréhender la réalité en départageant ce qui retarde l'expansion de ce qui l'accélère. Toutefois, il s'agit dans ces conditions, et malgré l'étonnante sophistication de certaines formalisations ou de certains calculs, d'une approche foncièrement simplificatrice où l'on définit comme social ce qui n'est pas économique et ce, dans les deux sens du terme, i.e. ce qui ne relève pas de la *Science* économique et ce qui *coûte* cher.

La réalité sociale n'est pas si simple qu'elle puisse tout entière être formalisée, elle n'est pas non plus si complexe que l'on ne puisse s'efforcer de la saisir à un moment donné de son histoire. À l'encontre du monde abstrait des principes et des hypothèses, la réalité sociale est constituée d'inégalités, de tensions, d'exploitation, bref, de violence². Chercher à retranscrire une histoire sociale, c'est donc d'abord

¹ LeBel, Gilles : *Horizon 1980. Une étude sur l'évolution de l'économie du Québec de 1946 à 1968 et sur ses perspectives d'avenir*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, (dorénavant : M. I.C.), 1970, p. 214.

² « Faute d'admettre que la violence est, elle aussi, un mode de communication et d'échange, on aurait perdu toute chance d'interpréter même les échanges cérémoniels ordinaires. La violence

et avant tout chercher à isoler les oppositions, les scissions ou les alliances entre ces grands groupes sociaux que sont les classes dont la position objective les unes par rapport aux autres est définie par l'économie et légitimée par le droit.

Selon cette approche, il faut *aussi* chercher à révéler l'envers de la croissance, c'est-à-dire chercher à révéler les conséquences sociales de l'implantation de la rationalité du profit et de l'efficacité. Or, ce terme de « progrès » est fort ambigu en ce qu'il laisse complètement dans l'ombre l'envers de tout processus de croissance fondé sur l'accumulation de capital et que l'on appelle, prosaïquement, le *sous-développement*. Cette notion de sous-développement est fort importante ; elle ne signifie pas seulement, comme on est parfois porté à le croire, qu'une société est bloquée dans sa croissance économique du fait qu'y persistent des structures archaïques qui entravent son développement, elle indique d'abord et avant tout un processus dynamique en vertu duquel des secteurs relativement « développés » sont progressivement détruits et contribuent ainsi à accroître la dépendance de l'ensemble de la société à l'endroit d'autres secteurs, secteurs plus « développés » sans doute, mais non moins dominés à leur tour, par exemple, par le capital étranger. Le sous-développement peut ainsi – mais non exclusivement – être appréhendé comme processus dynamique d'intégration d'une économie dominée aux impératifs de croissance d'une économie dominante.

Un exemple frappant de ceci nous est donné, au Québec, dans l'évolution du secteur agricole. De relativement indépendante qu'elle était à l'égard des marchés internationaux, l'agriculture québécoise, en s'y intégrant, s'est progressivement affaiblie de telle sorte qu'aujourd'hui, la dépendance du Québec dans son ensemble s'est considérablement accrue à l'endroit des marchés « extérieurs ». Dans un premier temps, semblable processus apparaît « progressiste » puisqu'il permet de réduire les coûts de production tout en augmentant les quantités produites ; dans un deuxième temps, ce processus apparaît plutôt « irrationnel » dans la mesure même où cette réduction, au niveau d'une production donnée, *produit* de nouveaux coûts, sociaux ceux-là, qui étaient *invisibles* au départ : chômage massif de la main-d'œuvre agricole ainsi libérée, baisse des revenus des agriculteurs restants, etc., coûts que l'État doit alors prendre en charge. Les thuriféraires de ces politiques de « rationalisation » d'un secteur de production s'amusent rarement à établir si l'épargne ainsi acquise au niveau de la production agricole est égale, supérieure ou inférieure aux dépenses publiques occasionnées par la prise en charge de la part des gouvernements d'une fraction importante de la main-d'œuvre devenue tout à coup *inutile* socialement.

Cette loi d'airain de l'accumulation n'est pas qu'un effet secondaire d'un processus somme toute nécessaire qui a nom « croissance économique ». Il ne

en effet obéit le plus souvent à des règles formelles particulières qui l'inscrivent d'emblée dans la totalité du système ». D. de Coppet, cité in : D. Hollier (directeur) : *Panorama des Sciences humaines*, Paris Gallimard, 1973, page 449.

s'agit pas là, en d'autres mots, de ces fameux œufs qu'il faut pouvoir casser pour faire une omelette ! Ou, si l'on tient tant à utiliser cette image, il faut tout de suite ajouter ceci : cette croissance exige, pour se maintenir, que l'on casse tous ses œufs... ce qui, éventuellement, nous prive de la possibilité même de renouveler notre poulailler afin de remplacer les poules vieillissantes !

De ce que l'agriculture québécoise ait opéré tout au long de son histoire dans un cadre culturel et juridique traditionnel, voire archaïque, pouvait sans aucun doute justifier qu'on cherchât à en transformer les assises, mais cela ne justifiait pas en tout cas – et ne justifie toujours pas d'ailleurs, – sa destruction pure et simple. Or, c'est pourtant ce qui s'est produit et ce qui se produit toujours ! Pour des motifs d'intégration et de rationalisation, malgré les expropriations et les exactions effectuées au nom du dieu de la « croissance économique », l'agriculture québécoise est aujourd'hui plus pauvre et plus faible qu'elle ne l'a jamais été. C'est ainsi, malgré les mesures sociales et économiques mises en place tout au long des années soixante et, aussi, malgré toutes les justifications qu'on a pu en fournir, que le nombre des chômeurs officiellement reconnus comme tels a presque quadruplé, passant de 58 000 en 1958 à environ 200 000 en 1971 ¹.

Où est alors le progrès ? Dans l'enrichissement de ceux qui travaillent ? Cela n'est pas si sûr, comme nous le verrons. Et, de toute façon, comment parler de progrès dans une société apparemment riche alors que l'on ne peut même pas disposer de *toute* la main-d'œuvre disponible, alors que l'on prive 200 000 individus de la plus élémentaire insertion *sociale* qui est en même temps la seule condition de réalisation *individuelle* ?

Faute d'appréhender ce que détruit notre « progrès », on ne pourra pas saisir la véritable dynamique de la croissance économique sous l'empire de laquelle nous vivons. Faute d'appréhender le *sous-développement social* dans la croissance d'une économie dominée par la *propriété privée*, on ne peut saisir les contradictions du système ; or, ce que les agriculteurs québécois ont vécu et vivent encore, c'est exactement, sous d'autres formes, le processus vécu par la majorité des salariés : déqualification du travail, dévaluation du prix de la force de travail, etc. Ces questions de fond établissent les sub-divisions retenues dans le présent chapitre : nous nous attacherons en premier lieu à étudier la main-d'œuvre, après quoi nous nous pencherons sur la difficile question des rémunérations ou des revenus tirés d'un travail afin de chercher à départager les véritables bénéficiaires des laissés pour compte de la croissance.

¹ Il faut se méfier des taux dans ces cas-là : ils donnent bonne conscience ! Un taux de chômage qui reste stable masque l'augmentation du *nombre* des chômeurs (pour autant que croisse la main-d'œuvre active évidemment !).

1. La main-d'œuvre :

[Retour à la table des matières](#)

Pour simplifier ¹ on peut ramener à trois les cadres juridiques dans lesquels s'insère le travail en tant qu'activité sociale : 1. l'absence de séparation juridique entre les moyens de production et l'activité de travail ; 2. la séparation entre les moyens de production et le procès de travail ; 3. le non-travail. Ces trois cadres généraux définissent respectivement le travail tel qu'il s'exerce dans les rapports pré- ou para-capitalistes de production, comme c'est le cas pour l'artisan ; le travail tel qu'il s'exerce dans les rapports capitalistes de production caractérisé essentiellement par le salariat ; l'impossibilité enfin, pour un travailleur, de vendre sa force de travail. Dans le premier cas, le travailleur exerce directement son activité sur ses moyens de production ; dans le second, le travailleur doit d'abord trouver preneur pour sa force de travail qui est ensuite affectée à des moyens de production relevant de celui qui a acheté cette force de travail ; dans le dernier cas, le travailleur – qui ne possède rien sur quoi exercer sa force de travail – ne trouve pas, sur le « marché » du travail, d'acheteur à sa force de travail.

Dans la société québécoise, ces trois formes correspondent aux trois catégories de travailleurs suivantes : 1. les agriculteurs, artisans et petits commerçants ; 2. les salariés ; et, 3. les chômeurs.

Précisons, avant d'aborder l'étude de ces trois catégories de travailleurs, que c'est précisément *l'absence* de séparation entre l'agriculteur et ses moyens de production qui explique qu'à l'occasion de l'étude de la main-d'œuvre agricole, nous abordions aussi la question de la production agricole. Par ailleurs, la *séparation* qu'implique le statut de salarié explique que l'étude de la production soit distincte de celle de la main-d'œuvre salariée : cette question sera abordée au chapitre suivant qui porte sur le capital et le monde des affaires.

¹ Puisqu'il s'agit ici du Québec contemporain, il n'est pas question de compliquer ces énoncés pour prévoir, par exemple, la censive telle qu'elle existait sous notre régime seigneurial, ni l'esclavage, dans l'infime mesure où il a existé. Sur le plan théorique, toutefois, il faudrait bien un jour aborder la question dans le contexte québécois. Pour une introduction à ces matières, voir : Centre d'Études et de Recherches marxistes (dorénavant C.E.R.M.) : *Sur les Sociétés précapitalistes*, Paris, Éditions Sociales, 1973. Pour un essai d'élaboration applicable à la société québécoise, voir : Dubuc, Alfred : « Les classes sociales au Canada », in : *Annales*, Paris, n° 4, juillet-août 1967, pp. 829-844.

a) La main-d'œuvre agricole :

Le premier indice retenu concernant la main-d'œuvre est aussi un indice de l'évolution socio-économique d'ensemble de la Province ; il nous est fourni par la régression de la part de la main-d'œuvre active occupée à l'agriculture par rapport à la main-d'œuvre totale. On assiste en effet, autour des années 1880-1890, à un revirement significatif : la part de la main-d'œuvre totale affectée à la production agricole qui était passée de 38 à 48 % entre 1851 et 1881, accuse au recensement de 1891 une légère baisse – à 46 % – qui ira s'accroissant au début du XX^e siècle pour choir à 22 % en 1931 et à seulement 4,1 % en 1971 ¹.

Le graphique ci-dessous illustre cette évolution de la main-d'œuvre agricole par rapport à la main-d'œuvre totale.

¹ Cf. : « Évolution agricole et développement économique du Québec, 1946-1976 », in. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'agriculture*, (dorénavant : *Rapport April*), Québec, p. 18. Pour l'année 1971, *Statistiques agricoles 1972*, Québec, M.I.C., 1973, tableau 12, p. 20.

Graphique 1 :

La main-d'œuvre agricole par rapport à la main-d'œuvre totale, Québec, 1851-1971.

Sources : Angers, F. A. : « Documentation statistique », in : *La forêt*, (en collaboration), Montréal, Fides et H.E.C., 1944, tableau 1, p. 347 ; « Évolution agricole et développement économique du Québec, 1946-76 », in : *Rapport April*, Québec, p. 18.

Les chiffres sur la production confirment ces tendances : de 1890 à la Deuxième Grande Guerre, on assiste à l'extension et à l'intensification du processus de développement industriel ; la part relative de quelques secteurs-clé par rapport à la production totale indique que l'agriculture, qui comptait encore pour 37 % de la production en 1920, voit sa part tomber à 6,3 % en 1955, alors que le secteur manufacturier qui comptait pour 38 % en 1920, en accapare 62,8 % en 1955.

Tableau 1 :

Distribution de la production industrielle entre certains secteurs, (en pourcentages).

	1920*	1935**	1941*	1955**
– agriculture	37	12,4	10	6,3
– forêts	15	3,8	11	5,2
– mines	3	3,6	9	6,2
– manufactures	38	57,5	64	62,8
– construction	4	14,2	–	15,6
total	100 %	100 %	100 %	100 %

Sources : * Faucher et Lamontagne : « History of Industrial Development », in Rioux et Martin, éditeur : *French-Canadian Society*, Toronto, McClelland and Stewart, 1964, vol. 1, p. 266.

** Raynauld, André : *Croissance et Structure économiques de la province de Québec*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1961, tableau 7, p. 71.

Dans les deux cas les totaux sont inférieurs à 100 % ; ceci est dû au fait que certains secteurs n'ont pas été retenus ici.

Cette baisse de la part de la production agricole dans la production industrielle marque un fléchissement dans la croissance de la production agricole qui ne se manifestera pas avant 1966-1971 où la valeur de la production agricole annuelle, en dollars courants, oscillera autour de 300 millions :

Alors que, en 1951, la valeur de la production agricole du Québec comptait pour près de 10 % de la valeur totale de la production québécoise, cette proportion s'est abaissée à moins de 5 % en 1967. De plus, les chiffres absolus révèlent que la valeur de la production agricole est passée, de 1951 à 1961, de \$316 millions à \$232 millions et ce dernier chiffre n'est que légèrement supérieur à celui de 1948. Cette chute absolue est accentuée davantage par la dévaluation du dollar ¹.

Ces quelques chiffres revêtent une importance supplémentaire en ce qu'ils permettent peut-être d'expliquer – en partie tout au moins – la dominance d'une idéologie politique conservatrice orientée vers le secteur agricole au sein d'une société en voie d'industrialisation rapide : tant que l'agriculteur connaissait une expansion relative, on pouvait croire ou laisser croire que la croissance économique dans son ensemble lui était liée de quelque manière.

¹ Morrissette, Hugues : *Les conditions du développement agricole au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval (dorénavant : P.U.L.), 1972, p. 20.

L'économie québécoise a ainsi connu dans la première moitié du XX^e siècle un processus de développement double touchant à la fois les secteurs capitaliste et pré-capitaliste de production, secteurs qui croissent parallèlement bien qu'inégalement jusqu'après la Deuxième Guerre. En fait, ce n'est qu'au cours des années soixante que l'on assistera à la liquidation des rapports pré-capitalistes de production dans l'agriculture dont la destruction s'accomplit inexorablement tout au long des années cinquante. Cette destruction et ces baisses de la valeur de la production n'empêchent pas que le volume physique de la production croisse sensiblement dans l'après-guerre ; ainsi, l'indice du volume de la production agricole qui s'établissait à 90,7 en 1945 aura été multiplié par 1,7 pour atteindre 169.8 en 1970 ¹.

Cette augmentation est lente et régulière tout au long de ces années ; la question reste ainsi ouverte à savoir si une stratégie de développement différente, voire, si le maintien de la *même* stratégie, auraient eu les mêmes résultats.

En tout état de cause, cette augmentation dans la production et dans la productivité des agriculteurs, non seulement ne s'est-elle pas traduite par une augmentation de la valeur de la production agricole, mais elle va de pair, au surplus, avec une diminution du revenu net des agriculteurs comme nous le soulignerons à la section suivante.

Ces éléments accréditent davantage ce qui a été énoncé plus tôt : ce sont à la fois les secteurs relativement autarciques de l'agriculture qui sont incorporés dans les échanges marchands capitalistes, et les secteurs déjà intégrés qui sont détruits, par exemple, par l'absorption dans les tissus urbains.

Pour autant que l'on puisse penser que ce phénomène est « universel » et inévitable, il peut être révélateur de prendre une certaine mesure de sa gravité au Canada par rapport à ce qui s'est passé dans d'autres pays. On peut ainsi constater que la détérioration du niveau de vie des agriculteurs est beaucoup plus accusée ici qu'ailleurs. Le tableau 2 ci-dessous permet de se faire une idée sur cette question. Il indique que c'est au Canada que les agriculteurs paient plus chers et vendent moins chers leurs produits.

¹ *Statistiques agricoles* 1971, Québec, Bureau de la Statistique du Québec, (dorénavant B. S. Q.).

Tableau 2 :

*Nombres-indices des prix reçus par les agriculteurs (R.)
et des prix payés par les agriculteurs
au coût des marchandises et services (P.)
de 1965 à 1969, Canada, U.S.A., France, Japon.*

	CANADA		U.S.A.		FRANCE		JAPON	
	R	P	R	P	R	P	R	P
1965	100	100	100	100	100	100	100	100
1966	109	107	107	104	105	102	107	104
1967	108	113	102	107	105	103	117	109
1968	106	120	105	110	107	105	119	113
1969	108	127	112	116	113	111	124	115

Sources : *Le syndicalisme agricole et la production agricole*, janvier 1971, Service d'éducation et d'information de l'Union Catholique des Cultivateurs (dorénavant : U.C.C.).

Quelques données sur le nombre et la superficie des fermes sont révélatrices à cet égard : de 149 701 qu'il était en 1911, le nombre des fermes au Québec tombait à 135 957 en 1931. À la suite de la politique de colonisation lancée pour faire face à la crise des années trente, ce nombre devait atteindre son maximum de 154 669 fermes en 1941 ; il tombera à 134 336 en 1951 et à 95 777 en 1961 puis à 61 257 fermes en 1971. En d'autres termes, si le nombre de fermes ne baisse que de 13 % entre 1941 et 1951, il tombe de 54 % entre 1951 et 1971.

Tableau 3 :

Nombre et superficie des fermes au Québec, 1911-1971.

	Nombre de fermes '(000)	Superficie totale '(000 000)	Superficie moyenne
1911	150	15,6	104
1921	138	17,2	125
1931	136	17,3	127
1941	155	18,0	116
1951	134	16,7	125
1961	96	14,1	148
1971	61	10,8	176

Sources : *Statistiques agricoles*, 1971, Québec, M.I.C., 1972, tableau 1, pp. 164-5 et *Statistiques agricoles*, 1972, Québec, M.I.C., 1973, tableau 1, pp. 156-7.

Ce processus fonde l'agrandissement de la superficie moyenne des fermes et s'établit aux dépens des unités de production les plus petites. Le tableau 3 illustre cette évolution de 1911 à 1971. On peut constater ici à quel point cette réduction de la superficie cultivée va s'accroissant après 1961, parallèlement à la concentration de la propriété.

Il importe de relever que ces transformations se répercutent sur le mode de tenure de la propriété agricole. Vers le milieu des années cinquante, on assiste ainsi à une baisse dans la superficie détenue sous le régime de la propriété privée et l'extension d'une possession située à mi-chemin entre la propriété et la location ; or, cette nouvelle forme de possession sous contrat avec les distributeurs touche surtout les plus grandes exploitations après 1961 : si, jusqu'en 1956, près de 95 % de la superficie des fermes est détenue sous le régime de la propriété privée, ce pourcentage tombe progressivement par la suite, d'abord à 88,7 % en 1961, puis à 81,5 % en 1971, tandis que le pourcentage des fermes touchées qui était aussi de 95 % en 1956, tombe également à 88,3 % en 1961, mais à seulement 86,2 % en 1971 ¹.

Tableau 4 :

*Toutes les fermes classées selon leur grandeur,
Québec, 1931-61, (en pourcentage).*

	1931	1941	1951	1961
1 – 50 acres	17,4	15,0	12,1	8,2
50 – 200 acres	68,2	73,3	74,4	72,9
200 acres et plus	14,4	11,7	13,5	18,9
	100 %	100 %	100 %	100 %

Sources : *Statistiques agricoles* 1971, *op. cit.*, tableau 2, p. 166.

Les données du tableau 4 concernant l'importance des unités selon leur grandeur révèlent un autre aspect du processus de destruction des rapports de production fondés sur la petite exploitation familiale. Ce sont d'abord les petites parcelles qui perdent de leur importance, au profit des exploitations de moyenne superficie jusque vers 1951 ; après cette date, ce sont ces dernières qui décroissent en importance au profit des grandes exploitations ². Ceci laisse supposer que la

¹ Cf. *Statistiques agricoles* 1972, *op. cit.*, tableau 1, pp. 156-57.

² Malheureusement, à compter de 1966, les données sont regroupées à partir de mesures différentes. On a ainsi, pour 1971 : 1-69 acres = 14,4 % ; 70-239 = 63,4 % ; 240 et plus = 22,2 %. Néanmoins, ces données permettent de saisir avec plus de clarté ce qui est avancé ici : le processus de destruction des unités de superficie moyenne va s'accroissant à l'avantage non

pénétration des rapports marchands dans l'agriculture a eu pour effet de déséquilibrer l'ensemble du secteur agricole à l'occasion de son intégration à l'économie nord-américaine.

Ce déséquilibre sera révélé à la fin des années cinquante avec l'émergence sur la scène politique du Parti créditiste, porte-parole des agriculteurs et des autres laissés pour compte de la croissance.

Ces données établissent le dépérissement de la société rurale québécoise qui avait joué un rôle dominant dans la vie politique et culturelle du Québec. Cette société traditionnelle a été dissoute puis absorbée dans les rapports capitalistes de production ; en effet, la totalité des non-salariés, comprenant maintenant, en plus des agriculteurs, les artisans, petits commerçants et autres travailleurs individuels, passe de 21,4 % de la main-d'œuvre totale en 1951, à 15,3 % en 1961, puis à 8,5 % en 1971.

Nous allons donc nous pencher quelque peu sur cette catégorie des non-salariés ainsi que sur celle des salariés afin de dégager les principales tendances de l'évolution de ces deux groupes pour la période qui nous intéresse.

b) La main-d'œuvre salariée ¹

Le tableau 5 fait état de l'importance relative des occupations des salariés regroupées selon quelques catégories occupationnelles pour les années de recensement : 1951, 1961 et 1971. Les quatre catégories retenues sont les suivantes : 1. les travailleurs manuels comprenant aussi bien les cols bleus que les cols blancs ; 2. les travailleurs intellectuels comprenant essentiellement spécialistes, techniciens et enseignants ; 3. les administrateurs et directeurs ; 4. les

seulement des plus grandes exploitations, mais aussi des plus petites. En fait, l'importance des exploitations de moins de 10 acres oscille autour de 2 % depuis 1951, celle des unités de 10 à 50 acres augmente.

¹ Cette section se situe dans le prolongement d'une étude portant sur la structure occupationnelle de la main-d'œuvre québécoise. À cette occasion, nous avons esquissé le sens et la portée des quatre catégories utilisées ci-après. Qu'il suffise d'indiquer ici que ces catégories sont d'abord et avant tout des catégories *descriptives* visant à établir des distinctions de base parmi les *salariés*. En effet, ni le travailleur à son compte, ni le travailleur à forfait, ni l'artisan, ne sont concernés par la distinction entre travailleur manuel et travailleur intellectuel dans la mesure même où leur occupation *individuelle* est une unité de travaux manuels et intellectuels dont la division ou la séparation n'intervient qu'avec la division du travail dans des procès sociaux de production, c'est-à-dire avec le salariat. De ce que nous nous étions alors attaché à l'étude de la main-d'œuvre *totale*, nous n'étions pas en mesure de tirer toutes les conclusions qui pouvaient s'imposer, puisque nous étions intéressés à illustrer le phénomène de l'extension de l'ensemble des occupations manuelles. C'était une erreur. En nous concentrant maintenant sur la seule main-d'œuvre *salariée* c'est une correction et un approfondissement de cette approche que nous visons. Voir : « La structure occupationnelle de la main-d'œuvre québécoise, 1951-1971 », in : *Sociologie et Sociétés*, Montréal, vol. 7, n° 2, novembre 1975, pp. 67-88.

professionnels, enfin, regroupant les membres des corporations professionnelles traditionnelles suivantes : a) les architectes ; b) les ingénieurs ; c) les juges, magistrats, avocats et notaires ; d) les dentistes ; e) les médecins et chirurgiens ¹.

Tableau 5

Les salariés regroupés selon quatre catégories occupationnelles, Québec, 1951, 1961 et 1971, (chiffres absolus et pourcentages).

	1951		1961		1971	
	('000)	%	('000)	%	('000)	%
travailleurs						
manuels	993	87,4	1 220	84,0	1 414	79,3
(cols bleus)	(620)	(54,5)	(705)	(48,6)	(696)	(39,0)
(cols blancs)	(373)	(32,9)	(515)	(35,4)	(718)	(40,3)
travailleurs						
intellectuels	92	8,1	147	10,1	231	13,0
administrateurs/						
directeurs	42	3,7	68	4,7	99	5,5
professionnels	9	0,8	17	1,2	39	2,2
total	1136	100 %	452	100 %	783	100 %

Source : *Recensement de 1951*, vol. IV, tableau II, pp. 11 -71 sq. ; *Recensement de 1961*, catalogue 94-539, pp. 21-55 sq. ; *Recensement de 1971*, catalogue 94-752.

Contrairement à ce que font la plupart des analystes, nous avons regroupé sous le titre de « travailleurs manuels » avec tous les cols bleus, les cols blancs affectés à un travail manuel tout simplement parce que ce type de travail constitue bien la dominante des travaux subalternes effectués dans les commerces, les services, les administrations, etc. En effet, comme l'ont reconnu des sociologues tant français, américains que canadiens, « dans le secteur salarié du commerce (...), la structure de l'emploi se confond de plus en plus avec celle en vigueur dans l'industrie » ², comme dans tous les autres secteurs salariés d'ailleurs.

¹ Ces restrictions sont liées à l'utilisation de l'outil statistique : certaines professions nouvelles n'existaient pas au recensement de 1951 – les psychologues, par exemple, – d'autres ont perdu depuis une grande autonomie et tendent à se fondre dans le statut de salarié de leurs membres : les infirmières, par exemple. Pour plus de détails sur cette question, et la discussion sur la justification du contenu des catégories utilisées ici, voir : « La structure occupationnelle de la main-d'œuvre québécoise, 1951-1971 », *op. cit.*, pp. 67-73 et 82-84.

² Beaudelot, Christian, Roger Estabiet et Jacques Malemort : *La petite bourgeoisie en France*, Paris, Maspéro, 1974, p. 122. Voir également : Beaverman, Harry : *Labor and Monopoly Capital. The Degradation of Work in the Twentieth Century*, N.Y., Monthly Review Press, 1974, pp. 293 sq. Et, Rinehart, James W. : *The Tyranny of Work*, Don Mills, Longman Canada Limited, Canadian Social Problems Series, 1975, pp. 88 sq.

Si le travailleur manuel col bleu est ouvrier spécialisé ou non des secteurs primaire et secondaire, c'est-à-dire mineur, travailleur dans la fabrication ou le transport, le travailleur manuel col blanc est employé de bureau, préposé à la vente, employé des services ¹.

Ceci étant, les travailleurs intellectuels auraient dû, par opposition, regrouper tous les autres salariés. Si nous n'avons pas procédé ainsi, c'est d'abord parce qu'il apparaissait intéressant d'isoler les détenteurs de pouvoir, ensuite parce que le professionnel salarié se trouve souvent dans une situation ambiguë puisque la corporation s'apparente surtout à un mode pré-capitaliste de production. De la sorte, le titre « travailleur intellectuel » regroupe – comme il a été écrit plus haut – le technicien de laboratoire, les salariés travaillant dans les sciences physiques, biologiques ou sociales, les enseignants et... le clergé ².

Ceci étant établi, le tableau 5 fait état de plusieurs transformations intéressantes intervenues dans la structure occupationnelle de la main-d'œuvre salariée : la première concerne l'accroissement de l'importance relative des occupations autres que celles des travailleurs manuels bien que celles-ci voient leur masse croître considérablement sur la période envisagée : de plus de 420 000 sur vingt ans contre 226 000 nouveaux emplois créés chez les travailleurs intellectuels, administrateurs et professionnels.

Une seconde transformation concerne une tendance à la permutation de l'importance relative des cols bleus sur celle des cols blancs parmi les travailleurs manuels, permutation qui établit dans le cas présent deux choses : l'une est la croissance massive des emplois de cols blancs qui traduit une forte bureaucratisation des secteurs privé et public de l'économie, l'autre est la contraction de l'emploi auprès des travailleurs manuels cols bleus. Si donc les secteurs productifs de l'économie québécoise ont connu une croissance importante pendant ces vingt années, il s'agit dans l'ensemble d'une croissance intensive, c'est-à-dire fondée soit dans l'implantation de technologies nouvelles, soit dans la rationalisation des processus de production, plutôt que d'une croissance extensive. Il importe de bien démarquer deux phases dans cette évolution où l'ensemble des occupations manuelles voit son importance relative décroître : dans un premier temps, c'est-à-dire de 1951 à 1961, les occupations des cols bleus croissent moins rapidement (14 %) que celles des cols blancs (23 %) tandis que, au cours des dix années suivantes, le nombre des salariés cols bleus tombe de près de 10 000 alors

¹ Ainsi, pour prendre un exemple, en 1971, il y a 342 110 sténos-dactylos et autres « teneurs de livres », 167 540 vendeurs / vendeuses et autres préposés aux caisses dans les commerces et 208 765 employés des services : garçons de table, serveuses, cuisiniers, laveurs de vaisselle, femmes de chambres, nettoyeurs de vêtements, etc.

² En tant qu'il conserve ses attaches institutionnelles et spirituelles toutefois, le clerc s'apparente évidemment au professionnel.

que le taux de croissance des occupations chez les cols blancs grimpe à près de 40 %.

Il est intéressant de relever à cet égard que ce phénomène, loin de traduire une manière de libération sociale à l'égard des occupations manuelles regroupées traditionnellement sous le titre des « cols bleus », marque la concentration de ces occupations dans la région la plus riche du pays, l'Ontario¹. Il suivrait de ceci que la main-d'œuvre productive tendrait à se concentrer là où le capital se concentre puisque la main-d'œuvre totale occupée dans le secteur secondaire augmente considérablement passant de 553 000 en 1961 à 737 000 en 1971 dans la province voisine, ce qui représente un taux de croissance de l'ordre de 33,3 %.

Toutefois le plus intéressant ne réside pas uniquement dans les occupations nouvelles créées, mais aussi dans la description de celles qui ont été détruites qu'illustre le tableau suivant.

Nous avons ici une toute autre facette de l'image présentée précédemment : dans un premier temps, de 1951 à 1961, on semble assister à une liquidation d'occupations manuelles puisque la part relative des autres non-salariés – essentiellement celle des travailleurs indépendants, petits commerçants et vendeurs, – croît, c'est la phase de la liquidation massive des occupations liées à l'exploitation agricole qui se poursuivra d'ailleurs sans relâche jusqu'en 1971 ; dans un deuxième temps, c'est l'émergence puis l'extension d'occupations de « cols blancs » formellement indépendants mais assimilés ou assimilables aux autres salariés : vendeurs, garçons de table, etc. Si, dans un premier temps, la baisse de l'emploi agricole est compensée par une augmentation de l'emploi dans les secteurs productifs, dans un deuxième temps, cette baisse n'est pas compensée du tout.

¹ Cette indication est intéressante aussi en ce qu'elle tendrait à accréditer la thèse de la désindustrialisation du Canada avancée par certains auteurs. Comme quoi le processus même de concentration et d'accumulation du capital est générateur de sous-développement régional. Voir à cet égard : Laxer, Robert M. (éditeur) : *(Canada) Ltd. The Political Economy of Dependency*, Toronto, McClelland and Stewart Limited, 1973, plus particulièrement « Foreword » de l'éditeur, pp. 6-26 aux pages 9 à 12. Indiquons toutefois que cette thèse n'en a pas moins été accréditée en 1972 dans un document interne du Ministère de l'Expansion économique régionale intitulé : *Section de la région centrale. Esquisse d'une stratégie de développement économique pour le Québec*, 45 pages et Annexes, 28 février 1972. Cette « récupération » est importante pour saisir l'atténuation de la pertinence critique de cette thèse de la désindustrialisation à l'heure actuelle... ce qui ne lui enlève rien évidemment en tant que diagnostic socio-économique. Le document en question est cité et résumé in : Jouandet-Bernadat, R., et collaborateurs : *Les industries manufacturières du Québec*, Centre de recherches en développement économique, Université de Montréal, dossier n° 2, octobre 1973.

Tableau 6.

Les non-salariés regroupés selon quatre catégories occupationnelles, Québec, 1951, 1961 et 1971, (chiffres absolus et pourcentages).*

	1951		1961		1971	
	('000)	%	('000)	%	('000)	%
travailleurs						
manuels	233	75,2	177	67,2	147	89,6
(cols bleus)	(216)	(70,0)	(151)	(57,4)	(95)	(58,0)
(cols blancs)	(17)	(5,2)	(26)	(9,8)	(52)	(31,6)
travailleurs						
intellectuels	4	1,2	7	2,7	4	2,5
administrateurs/						
directeurs	66	21,3	70	26,7	4	2,5
professionnels	7	2,3	9	3,4	9	5,4
total	310	100 %	263	100 %	164	100 %

Sources : Pour les *recensements* de 1951 et 1971, cf. tableau 5. Pour le *recensement* de 1961, catalogue 94-503. (*) Nous avons retenu les mêmes catégories que précédemment pour faciliter la comparaison. Il est bien évident toutefois que les regroupements renvoient ici à des occupations tout autres que précédemment : le travailleur manuel col bleu est agriculteur, le col blanc est dactylo à forfait et l'administrateur est un petit commerçant, etc. Néanmoins, l'importance même des salariés justifie qu'on applique aux autres la même grille puisque cette importance établit la domination de la contradiction entre capital et travail sur tous les rapports sociaux de travail. Par ailleurs, l'insertion de cette main-d'oeuvre parmi les salariés impliquera *de facto* cette séparation entre travail manuel et travail intellectuel.

La juxtaposition des tableaux 5 et 6 permet de dégager une nette tendance à la concentration absolue des non-salariés dans les occupations manuelles d'une part, une concentration relative des occupations « intellectuelles » – comprenant aussi les administrateurs et les professionnels – chez les salariés d'autre part.

Au delà de ces grandes tendances, il importe aussi de dégager quelques éléments secondaires intéressants. Le premier concerne l'augmentation importante d'occupations de surveillance des procès de travail ; si l'on additionne en effet au nombre des administrateurs et directeurs celui des surveillants, contremaîtres et gérants, le nombre total des détenteurs de pouvoir à des degrés divers sur les procès de travail s'établit pour les trois années de recensement à 68, 104 et 227 000, ce qui équivaut à une augmentation de l'ordre de 234 % entre 1951 et 1971. Il est bien évident que cette augmentation ne va pas sans affecter considérablement les coûts de production, comme nous le verrons à la section suivante.

Le second élément porte sur le salariat agricole qui est demeuré marginal au Québec tout au long de la période envisagée¹ ; il y avait 23 000 salariés agricoles au recensement de 1951, il y en aura 20 000 en 1961 et en 1971.

Le troisième élément, enfin, s'applique aux travailleurs intellectuels et concerne l'évanescence distinction entre techniciens et spécialistes. Cette distinction est en effet intéressante à établir mais elle ne peut l'être sur la seule base de la description d'occupations qui est celle des recensements. D'autres variables seraient ici utiles pour nous aider à les démarquer l'un de l'autre : la scolarité et le salaire par exemple. Pourquoi intéressante ? Parce que, dans le prolongement de la problématique suivie ici, le développement de notre système social nécessiterait beaucoup moins de spécialistes que de techniciens exerçant une fonction subalterne, répétitive et morcelée – qu'on songe un instant aux occupations des techniciens de laboratoires, à celles des techniciens dans les hôpitaux ou les universités, dans les officines de *design*, de publicité, de *marketing*, etc. Il se produirait ainsi, entre techniciens et spécialistes le même type de rupture entre conceptualisation et exécution qui s'est produite d'abord chez les cols bleus, par la suite auprès des cols blancs. En ce sens, le technicien tend de plus en plus à se métamorphoser en travailleur manuel et sa résistance à cet inéluctable processus l'a amené à se tourner vers la syndicalisation, comme l'avaient fait avant lui, cols bleus et cols blancs. Néanmoins, cette dévalorisation étant actuellement en cours, nous ne sommes pas encore justifiés de les inclure avec les travailleurs manuels.

Il en est de même pour les enseignants ; ici, la distinction passerait toutefois plutôt par le niveau où s'exerce la profession : élémentaire, secondaire, collégial et universitaire.

Notons à cet égard que ce n'est pas la séparation elle-même entre technicien et spécialiste qui produirait la déqualification ou la dévaluation du travail du premier aux dépens de celui du second, mais bien l'utilisation qui est faite *par le pouvoir* de la science et de la technique. En ce sens, cette séparation marque ou dénote une utilisation spécifique du pouvoir à des fins d'accumulation sous le couvert d'une rationalité de l'efficacité administrative.

Si les données des recensements sont utiles pour tracer la toile de fond des transformations subies par le marché du travail, toutefois l'écart entre les dates est tel que ces données doivent obligatoirement être complétées si l'on veut

¹ Néanmoins, cette marginalité est peut être due à une faille dans la collecte des données. Le terme par lequel se définit un nombre imposant de travailleurs inscrits sur les listes électorales dans les régions rurales est celui de « journalier », i.e., celui qui vend son travail à la journée. Évidemment, ce type de rapport échappe au recensement de sorte que les données minimisent ce phénomène dont l'extension est, au dire de certains informateurs, fort généralisée. Il resterait à démontrer ce fait au moyen d'enquêtes pertinentes.

maintenant prendre la mesure des fluctuations de courte durée ou conjoncturelles concernant plus précisément la période qui nous intéresse.

Le tableau 7 présente quelques estimations concernant la main-d'œuvre salariée¹. Sont donc par le fait même exclus la main-d'œuvre agricole, les professionnels, directeurs, employés à forfaits, etc.²

¹ Malheureusement ces données n'ont pas été compilées pour les années antérieures à 1961. Nous ne pourrions pas, dans ces circonstances, étudier l'emploi pour 1959 et 1960.

² Les exclusions ne suffisent pas à rendre compte des écarts dans les totaux. En 1961, par exemple, l'écart s'élève à plus de 400 000, alors que la main-d'œuvre agricole atteint 133 000 et que tous les professionnels comptent pour 26 000. Ceci n'est pas uniquement dû aux méthodes fort différentes de collecte des renseignements : le recensement est fondé sur un sondage auprès de toute la population, tandis que les informations sur les employés sont puisées auprès des employeurs.

Il s'agit aussi de la difficulté de démarquer les salariés des non-salariés, démarcation qui variera forcément selon que l'employé ou l'employeur sont appelés à trancher la question. Il s'agit surtout de tenir compte des chômeurs dont le nombre excède celui des seuls tenus pour tels par le pouvoir public. Voir à ce sujet : Maheux, Pierre : « Essai d'évaluation du potentiel humain inemployé », in : *Actualité économique*, Montréal, vol. 45, n° 4, janvier-mars 1970, pp. 732 à 779.

Tableau 7.

*Estimation du nombre d'employés salariés par industrie, Québec**
moyenne annuelle, (en chiffres absolus et pourcentages).

	1961		1962		1963		1964		1965		1966		1967		1968		1969		1970	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
– forestage	21,6		21,9		20,1		22,0		22,1		23,1		24,5		20,2	19,0				
– mines	24,1		24,8		24,4		24,6		26,0		26,6		26,4		25,5	25,1		25,6	24,1	
secteur primaire	45,7	3,5	46,7	3,5	44,5	3,1	46,6	3,1	48,1	3,1	49,7	3,0	50,9	3,0	45,7	2,7	44,1	2,5	44,3	2,5
– industries																				
manufacturières	430,3		448,2		451,9		469,9		486,5		508,5		510,4		513,9	521,9		515,1	430,3	
– construction	85,7		91,2		94,8		101,7		105,8		107,1		90,1		89,8	90,4		92,5	85,7	
– transports	151,6		152,8		154,5		159,4		165,5		171,3		177,6		176,3	179,9		178,9	151,6	
secteur secondaire	667,6	51,1	692,2	51,7	701,2	49,7	731,0	49,9	757,8	49,0	786,9	48,5	778,1	46,7	780,0	46,1	792,2	45,4	786,5	44,2
– commerce	190,2		201,7		209,4		218,6		230,1		240,7		247,0		251,4		265,6		299,8	
– finances	52,3		56,1		61,0		64,8		68,7		69,7		73,6		77,8		81,0		82,4	
– services	278,5		298,1		317,7		340,6		367,4		395,4		429,1		448,8		472,5		491,1	
– administration																				
publique (**)	71,6		74,3		75,7		77,6		78,1		77,7		88,4		87,5		90,7		105,7	
secteur tertiaire	592,6	45,4	600,2	44,8	663,8	47,2	701,6	47,0	744,3	47,9	783,5	48,5	838,1	50,3	865,5	51,2	909,8	52,1	949,0	53,3
Total (***)	1 305,9	100 %	1 339,1	100 %	1 409,5	100 %	1 479,2	100 %	1 550,2	100 %	1 620,1	100 %	1 667,1	100 %	1 691,2	100 %	1 746,1	100 %	1 779,8	100 %

Sources : *Estimations du nombre d'employés par province et par industrie, 1961-1972, catalogue 72-513, hors série, Ottawa, Bureau Fédéral de la Statistique, (dorénavant B.F.S.), mars 1974, tableau 8, pp. 28-30.*

Notes : * Exclut l'emploi dans l'agriculture, la pêche, la chasse et le piégeage.

** Ne comprend pas le personnel militaire.

*** À cause des contraintes posées par les arrondissements, certains totaux originaux diffèrent des sommes de chaque colonne. Nous avons effectué la correction pour que les pourcentages des trois secteurs égalent 100 %.

Ce tableau appelle une remarque : si les deux tableaux précédents permettaient de saisir les grandes lignes de l'évolution des occupations, celui-ci rend compte de la structure industrielle. Dans ces conditions la régression du nombre des emplois de cols bleus entre 1961 et 1971 relevée précédemment apparaît ici comme une croissance assez lente d'une année à l'autre – de l'ordre de 3 % – entre 1961 et 1966, puisque dans chaque secteur on inclut pour fins de calcul, aussi bien les cols blancs que les professionnels qui y travaillent.

La comparaison entre la structure occupationnelle – tableaux 5 et 6 – et l'emploi par secteur économique – tableau 7 – appelle une deuxième remarque : la baisse importante du nombre des occupations directement productives au cours des années soixante, c'est-à-dire des occupations des cols bleus, se traduit par un faible ralentissement de la croissance de tous les emplois dans les secteurs primaire et secondaire par rapport au secteur tertiaire puisque la part relative des deux premiers tombe de 54,6 % en 1961 à 46,7 % en 1970 : l'augmentation du nombre des emplois créés, en dix ans, n'y dépasse pas 118 000. Cette croissance de l'emploi dans ces secteurs complèterait l'hypothèse énoncée antérieurement de la manière suivante : l'augmentation de la productivité et des coûts dans les secteurs primaire et secondaire seraient liés d'une part à l'intensification des procès de travail au niveau des fonctions directement productives – auprès des cols bleus –, d'autre part à l'extension des occupations indirectement productives, extension qui s'effectue par la création de nouvelles occupations de cols blancs à ce niveau.

L'analyse du tableau 7 appelle une troisième remarque : si l'augmentation de l'emploi dans les administrations publiques – comprenant les trois niveaux de gouvernements : fédéral, provincial et municipal, – est aussi faible au cours de la période, cela est dû à ce que le secteur dit « para-public » n'est pas compté à ce poste mais auprès de ce que le B.F.S. appelle le « secteur non-commercial » du poste des « services » : de 182 200 qu'ils étaient en 1961, les employés de ce secteur – comprenant notamment l'enseignement, les hôpitaux et le bien-être, – seront 315 400 en 1970, soit une augmentation d'au-delà de 73 % en dix ans. Il est intéressant de relever que le secteur commercial des services ¹ a aussi connu une augmentation imposante puisque les emplois qui y étaient de 96 300 en 1961 passent à 175 700 en 1970, soit une augmentation d'environ 82 %.

Aucun des autres secteurs n'a connu de tels taux de croissance ; c'est-à-dire que la croissance des administrations gouvernementales – pour les cas où elle a eu lieu – s'est d'abord et avant tout faite par l'intégration d'unités auparavant autonomes ou bien par voie d'absorption – dans le cas de ministères, régies, etc. – ou bien par voie de fusion – dans le cas des gouvernements municipaux, par exemple.

¹ Définit par le B.F.S. comme étant « l'emploi dans les services de la santé (sauf les hôpitaux), la cinématographie et les services récréatifs, les services au profit des entreprises (*services to business management*), les services personnels (sauf les services ménagers) et les services divers ». Cf. *Estimation du nombre d'employés, etc.*, catalogue 72-513, *op. cit.*, page 15 note 3.

Enfin, et c'est notre dernière remarque, le tableau 7, en présentant les estimations annuelles du nombre des salariés par industrie, fournit des indications précieuses sur l'évolution de l'emploi : certains secteurs sont, à cet égard, touchés par une baisse ou une stagnation de l'emploi ces dernières années : c'est le cas pour le forage et les mines après 1967, les industries manufacturières depuis 1970 ¹, la construction après 1966 ². Quant au secteur dit de l'« administration publique », il faut indiquer qu'il ne croît substantiellement qu'à compter de 1967 : l'emploi augmente de 38 500 dans ce secteur en cinq années, passant de 77 700 en 1966 à 116 200 en 1972.

c) La main-d'œuvre flottante ; les chômeurs.

Pour la première fois, le recensement en 1971 prévoyait, à côté des catégories traditionnelles de « main-d'oeuvre totale » et de « salariés », la catégorie des « personnes ayant un revenu de l'emploi ». Cette catégorie regroupe :

« les personnes de 15 ans et plus qui ont indiqué avoir travaillé une semaine ou plus en 1970, soit à plein temps, soit à temps partiel » ³.

Elle diffère dès lors de la population active qui « ne comprend pas les personnes cherchant du travail, celles ayant travaillé avant le 1^{er} janvier 1970 ou celles n'ayant jamais travaillé » ⁴.

Cette catégorie inclut la main-d'œuvre que nous appellerons « flottante » bien qu'elle comprenne aussi ceux qui ont atteint la retraite en janvier 1970. Il ne s'agit pas, par exemple, uniquement des chômeurs mais aussi de ceux qui cumulent les fonctions d'étudiant et de travailleur, de ménagère et de travailleur et qui, en conséquence, entrent et sortent du marché du travail selon que la conjoncture leur est ou non favorable davantage qu'en fonction de leur bon vouloir.

Le tableau 8 fait état de la structure occupationnelle de cette main-d'oeuvre « flottante ».

La population active flottante regroupe 227 000 personnes, c'est-à-dire plus de 10 % des 2 174 180 personnes qui avaient perçu un revenu dans l'année précédent le recensement.

¹ En 1971, l'emploi dans ce secteur tombe à 505 700, remonte un peu en 1972, à 510 900.

² « Expo is going to be fun, fun, fun ! » disait à l'époque un de ses directeurs ; nul ne lui avait à ce moment-là demandé ce qu'il adviendrait après !

³ Cf. *Recensement de 1971, op. cit.*, catalogue 94-766, définitions.

⁴ *Idem*, catalogue 94-725 note (1) et définitions.

Tableau 8 :

*Structure occupationnelle de la main-d'œuvre « flottante »
au moment du recensement, Québec, 1971.*

	Total des personnes ayant revenu de l'emploi (a)	Population active (b)	a – b
travailleurs manuels	1752	1561	84,1
<i>cols bleus</i>	880	791	39,2
<i>cols blancs</i>	872	770	44,9
travailleurs intellectuels	264	235	12,8
administrateurs-directeurs	108	103	2,2
professionnels	50	48	0,9
total	2 174	1 947*	100 %

Sources : *Recensement de 1971*, catalogues 94-766 et 94-725.

* Comprenant salariés et non-salariés. Les totaux sont donc la somme de ceux des tableaux 5 et 6 *supra*.

Par ailleurs, plus de 84 % d'entre elles s'étaient engagées comme travailleurs manuels soit 89 000 comme cols bleus et 102 000 comme cols blancs, près de 13 % comme travailleurs intellectuels, tandis que les 7 000 ou les 3 % avaient trouvé à s'employer dans l'administration ou l'une des professions.

Cette population flottante s'insère donc surtout dans les fonctions d'exécution et son poids social ne doit pas être sans effet sur le niveau général des salaires.

Or, il est une fraction de la main-d'œuvre « flottante » qui est définie juridiquement et statistiquement, c'est elle qu'on appelle les « chômeurs » que nous allons maintenant très brièvement aborder ¹.

Le graphique 2 illustre l'évolution des taux de chômage au Canada et au Québec, pour les années 1956-1970, tandis que le tableau 9 présente les chiffres bruts du nombre des chômeurs depuis 1956.

¹ La main-d'œuvre flottante regroupe rentiers et chômeurs. Or, il existe une catégorie qui échappe à tous ces titres, c'est celle de la main-d'œuvre qui n'a jamais pu travailler, qui n'a donc pas tiré de revenu, et qui se retrouve de plus en plus chez les jeunes ayant quitté l'école. Les derniers sont nichés quelque part entre la population active et les rentiers !

Graphique 2 :

Taux de chômage, Canada, par régions, 1956-1970, (en pourcentages).

Sources : Pelletier, Michel et Vaillancourt, Yves : *Les politiques sociales et les travailleurs*, Cahier IV, par M. Pelletier, Graphique V.

Tableau 9 :

Chômeurs au Québec, 1956-1971, (en milliers).

Année	Chômeurs	Année	Chômeurs	Année	Chômeurs
1956	= 80	1961	= 168	1966	= 100
1957	= 101	1962	= 139	1967	= 116
1958	= 153	1963	= 142	1968	= 145
1959	= 138	1964	= 124	1969	= 158
1960	= 164	1965	= 109	1970	= 183

Sources : *La situation économique, Québec, 1965*, Québec, M.I.C., février 1966, pour les années 1956 à 1965 ; *La situation économique, Québec*, années pertinentes pour les autres données.

On peut alors appréhender à quel point la notion de « taux de chômage » masque les cycles d'augmentation et de régression de la masse des chômeurs. Il est alors possible de distinguer un premier cycle courant de 1956-57 à 1966-67 où le nombre des chômeurs grimpe de 80 à 101 000 au départ, atteint un sommet de 168 000 en 1961, choit ensuite à 100 000 l'année précédant la tenue de l'Exposition universelle de 1967 à Montréal. Depuis lors, la masse des chômeurs augmente encore plus rapidement puisque leur nombre aura presque doublé en cinq ans : ils sont près de 200 000 en 1971.

2. Les rémunérations :

[Retour à la table des matières](#)

Les questions que l'on pouvait se poser relativement à ce que font les Québécois des années 50-70 étant quelque peu éclaircies, celles relatives aux secteurs où ils exercent ces occupations tout au long des années soixante l'étant aussi, reste à aborder l'épineux problème des revenus qu'ils tirent de leurs travaux. Autant l'indiquer dès le départ : il existe sur ce sujet deux sources statistiques principales ¹ et elles ne concordent pas ! La première nous est fournie par les *Comptes nationaux*, la seconde par les *Statistiques fiscales*. Encore ici, la méthode de collecte diffère du tout au tout : les données sur les rémunérations sont le résultat d'une décomposition du flux annuel intégral des biens et des services produits dans une économie selon les revenus perçus par les *facteurs* de la production – essentiellement, le capital et le travail –, tandis que les statistiques fiscales sont fondées sur un sondage effectué à partir des déclarations d'impôts sur le revenu des particuliers.

Nous utiliserons d'abord les renseignements fournis par les *Comptes nationaux* non pas parce qu'ils sont plus fiables – tout au contraire ! – mais uniquement pour étayer quelques comparaisons avec les tableaux analysés à la section précédente. En effet, ces *Comptes* offrent l'avantage de pouvoir donner lieu à une désagrégation selon les trois secteurs économiques classiques et, dans la mesure où l'on pose que les secteurs industriels de l'emploi et les secteurs industriels des rémunérations ont une certaine congruence, nous serons à même d'établir quelques *indications utiles* ².

¹ Il en est une troisième dont nous ne parlerons pas ici, constituée des données disponibles sur les salaires horaires ou hebdomadaires moyens, données publiées aussi bien par le fédéral que les provinces. Toutefois, leur précision même les rend d'un maniement beaucoup trop onéreux pour les besoins des vues d'ensemble que nous voulons apporter dans ces pages.

² Sur une base de comparaison aussi maigre, il serait en effet trop hasardeux de fonder autre chose qui serait plus sûr. Ici encore, si l'on se reporte à ce qui a été dit plus haut, concernant la construction des tableaux précédents, on verra que ce n'est pas seulement la définition des secteurs dans les deux cas qui est en cause, mais d'abord et avant tout la méthode de collecte dans un cas et la méthode d'analyse dans l'autre ; la première privilégiant le raisonnement inductif, la seconde le raisonnement déductif, les objets étant radicalement différents, les

a) Les revenus des agriculteurs :

La baisse de la valeur de la production agricole québécoise, si elle n'a pas empêché les prix des produits agricoles d'augmenter, a néanmoins entraîné une chute importante des revenus nets des agriculteurs ainsi que l'illustre le graphique ci-dessous.

Graphique 3 :

Revenu des cultivateurs découlant de leurs exploitations agricoles, Québec, 1946-1967.

Sources : Morrissette, H. : *op. cit.*, figure 5, page 21.

Cette baisse de la masse des revenus nets perçus par les agriculteurs pourrait, de prime abord, être interprétée comme une augmentation des revenus par agriculteur puisque le nombre de ces derniers, nous l'avons vu, a diminué considérablement. Or, la chose n'est pas si simple. En effet, si le revenu par ferme

chiffres atteignent sans doute ici la limite du comparable. Néanmoins, faute de pouvoir appréhender d'une manière satisfaisante la question de la répartition, nous avons été contraint de puiser aux deux principales sources disponibles. Nous procédons, ainsi que nous l'avons fait pour l'emploi, à utiliser au maximum le matériel susceptible de nous permettre d'appréhender la société que nous voulons étudier, quelles que soient par ailleurs les failles dans le matériel disponible.

s'établissait en dollars courants aux alentours de \$800 par année en 1945 et à \$3 300 en 1970, cette augmentation ne nous donne aucune indication sur la distribution des revenus selon la grandeur des fermes ou le volume de la production selon les produits. À ce niveau d'agrégation en effet, tout ce que l'on peut déceler c'est bien un enrichissement moyen : en effet, si l'indice du volume physique de la production a été multiplié par 1,7 entre 1945 et 1970, pour sa part, en dollars *constants*, le revenu par ferme a été multiplié par 2,4 sur cette période ¹.

Néanmoins, cet enrichissement moyen masque ce phénomène qui caractérise par excellence l'évolution économique du système capitaliste : la dispersion croissante entre individus, entre unités de production. Or, cette dispersion est non seulement source d'inégalités grandissantes entre individus, entre unités de production, mais aussi et surtout l'élément moteur dans ce processus qu'on pourrait caractériser comme étant la massification de la pauvreté : sous prétexte de ne pas appauvrir les riches, on s'enrichit de pauvres !

Ce processus apparaîtra quelque peu minimisé à ne regarder que les seuls cultivateurs puisque les laissés pour compte quittent la terre pour rejoindre soit les rangs des chômeurs, soit ceux des travailleurs ; ainsi, la baisse même du nombre de fermes apparaîtra plus rationnelle sur le plan économique pour autant que l'on omette de computer les coûts sociaux de cet exode massif tout simplement parce que l'on ne tient compte ni des fermes abandonnées, ni des agriculteurs perdus.

Sur la base d'une telle rationalité, les agriculteurs du Québec produisent moins, tirent dans l'ensemble, moins de revenus, mais certains d'entre eux, deux ou trois mille peut-être, vivent dans l'aisance. Ainsi, le tableau 10 ci-dessous nous apprend qu'en 1971, 3 364 fermes sur 61 257 (5,6 %) produisaient pour la vente au-delà de \$25 000 par année, tandis que 20 222 fermes (33,0 %) ne tiraient pas au-delà de \$2 500 par année de la vente de leurs produits.

Toutefois, faute d'informations supplémentaires sur les revenus bruts et nets perçus à même la valeur de la production agricole vendue, nous ne pouvons guère avancer autre chose que des questions qui risquent de demeurer sans réponse. Retenons, pour le moment, cet unique constat sur la dispersion grandissante dans la valeur des produits agricoles vendus puisqu'elle fera l'objet de quelques réflexions au terme de cette section consacrée à une esquisse d'analyse descriptive des rémunérations du travail. Nous verrons alors que cette croissante dispersion, loin d'être un effet automatique du système – dans l'abstrait – est plutôt le résultat d'un ensemble de politiques conscientes et délibérées mises en place en vue d'atteindre cet objectif qu'est l'accumulation du capital.

¹ Sur la base suivante : le dollar de 1945 valant .59 ¢ de celui de 1970, un revenu net de \$3 311 en 1970 vaut en réalité \$1 953 de 1945.

Voir : *Prices and Price Indexes*, Ottawa, B.F.S., Catalogue 62-002.

Tableau 10 :

Fermes et recensement classés selon la catégorie économique, Québec, 1961, 1966 et 1971 (chiffres absolus et pourcentages).

	1961		1966		1971	
	nombre de fermes	%	nombre de fermes	%	nombre de fermes	%
Nombre total de fermes	95 777	100 %	80 294	100 %	61 257	100 %
Valeur des produits agricoles vendus						
\$10000 et plus total	3 871	4,1	7 943	9,9	15 356	25,1
\$50 000 et plus	550	0,6			902	1,5
\$35 000 – 49 999			799	1,0	837	1,4
\$25 000 – 34 999			643	0,8	1 625	2,7
\$15 000 – 24 999	952	1,1	2 345	2,9	5 094	8,3
\$10 000 – 14 999	2 369	2,5	4 156	5,2	6 898	11,2
\$ 5 000 – 9 999	11 851	12,4	14 405	17,9	14 257	23,3
\$ 2 500 – 4 999	23 205	24,2	19 613	24,4	11 319	18,4
Moins de \$2 500	56 655	59,1	38 185	47,6	20 222	33,0
Fermes d'institution etc...						

Sources : Recensement du Canada 1971, Agriculture, Québec, Ottawa, Statistique Canada, 1973, catalogue 96-706, tableau 3.

b) Les rémunérations des salariés

Le nombre des salariés ayant augmenté rapidement depuis la Deuxième Guerre, ce phénomène devait se répercuter sur la part des salaires dans le produit national brut tout comme l'indique le tableau 11. Ce tableau fait aussi état de l'évolution de la part des principales composantes du PNB aux prix du marché. Il présente ainsi, sous l'angle des diverses rémunérations de facteurs, un autre éclairage de la baisse d'importance des entreprises individuelles, comprenant cette fois les entreprises agricoles.

De 1951 à 1971, la part des salaires dans le PNB croît de 52,2 à 57,7 % tandis que celle des entreprises individuelles décroît de 12,1 à 6,4 %. La part des impôts, quant à elle, commence à augmenter aux alentours des années soixante, part qui est

constituée des ponctions effectuées, en dernière instance, auprès des consommateurs, c'est-à-dire, en grande partie, des salariés.

Tableau 11 :

Produit national brut aux prix du marché et ses principales composantes, Québec 1951-1971 (chiffres absolus et pourcentages).

	1951		1956		1961		1966		1971	
1. Salaires	2 728	52,2	4 072	51,6	5 491	54,4	8 853	56,3	13 092	57,7
2. Entreprises individuelles	633	12,1	747	9,5	794	7,9	1 045	6,6	1 457	6,4
3. Revenus de placements	1 129	21,6	1 391	17,6	1 417	11,29	21,6	1 391	17,6	1 417
4. Dépréciations etc.	87	1,7	742	9,4	1 094	10,8	1 345	8,6	1 665	7,4
5. Impôts indirects moins subventions	647	12,4	937	11,9	1 299	12,9	2 235	14,2	3 377	14,9
6. TOTAL	5 224	100 %	7 889	100 %	10 095	100 %	15 723	100 %	22 672	100 %

Sources : *Tableaux-types des comptes économiques du Québec. Revenus et dépenses 1946-1970*, Québec, M.I.C., juillet 1972, tableaux 1, 9, 10 et 11. Pour l'année 1971 : *La situation économique au Québec*, Québec, M.I.C., 1972, p. 10.

Quant au poste « revenus de placement » il faut voir que, pour des raisons fiscales, les détenteurs de ces revenus cherchent par tous les moyens à les minimiser et à faire porter de plus en plus de frais au chapitre des « dépréciations ». C'est ce qui explique cette curieuse évolution à la baisse des revenus de placements qui, en dollars constants, n'auraient augmenté que d'environ 50 % en vingt ans ! À l'occasion de l'analyse de l'accumulation du capital, nous chercherons à prendre une mesure plus réaliste de l'enrichissement des détenteurs de capitaux.

Quant au tableau 12 ci-dessous, il présente une désagrégation de la part des salaires selon les trois secteurs économiques classiques. Ce tableau confirme les remarques faites antérieurement au sujet de l'emploi : à la baisse des occupations dans les secteurs productifs que sont les secteurs primaire et secondaire correspond une diminution de la part des revenus perçus par les travailleurs de ces secteurs.

En longue période, ce phénomène apparaît de manière encore plus accusée : alors qu'en 1951, les rémunérations versées aux salariés du secteur primaire

représentaient 7,4 %, des rémunérations totales, celles versées aux salariés des secteurs secondaire et tertiaire respectivement 61,3 et 31,3 %, vingt ans plus tard, en 1971, ces parts s'établiront dans le même ordre à 2,9, 47,0 et 50,1 % pour chaque secteur. On semble ainsi assister à un renversement d'une tendance établie naguère où la grande part des salaires allait essentiellement à ceux engagés dans la production et la transformation des biens. À ce niveau, un tel phénomène n'atteste pas la thèse d'une véritable désindustrialisation invoquée précédemment ¹, il ne fait qu'établir que le secteur tertiaire croît beaucoup plus rapidement qu'auparavant. Cela est dû en grande partie au fait que le salariat a, ces dernières années, envahi les services sociaux, secteur autrefois occupé par les corporations professionnelles et les bénévoles. Il s'agit là de lieux où la destruction de rapports para-capitalistes de travail est beaucoup plus difficile à établir que dans le secteur agricole, par exemple.

Tableau 12 :

Rémunération des salariés par secteur industriel, Québec 1959-1971, (en pourcentages).

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
primaire	4,2	4,2	4,0	3,9	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,4	3,2	3,2	2,9
secondaire	57,4	56,9	55,2	54,1	53,3	53,0	52,4	52,2	50,3	49,8	48,4	47,2	47,0
tertiaire	38,4	38,9	40,8	42,0	43,0	43,3	43,9	44,1	46,0	46,8	48,4	49,6	50,1
TOTAL	100 %												

Sources : *Comptes nationaux du Québec*, 1947-1971, tirés d'une étude préparée par la Direction générale de la recherche et de la planification du Ministère de l'Industrie et du Commerce du gouvernement du Québec, texte ronéo, sans date, tableau 2.2.

Il faut aussi relever un autre élément touchant cette fois non plus seulement à l'évolution de la part des salaires, mais à la répartition des rémunérations entre salariés. Rappelons que, – pour reprendre à notre compte la démarche de Lorenz ², – si ces rémunérations étaient partagées également entre les salariés, les parts relatives de l'emploi selon les trois secteurs industriels correspondraient à celles des rémunérations. Le tableau ci-dessous construit à partir de données déjà

¹ *Supra*, Introduction

² Il s'agit ici d'une référence à une hypothèse selon laquelle une répartition égalitaire des revenus dans une société impliquerait que 10 % des personnes tirant un revenu recevrait 10 % des rémunérations totales, 20 % recevrait 20 % des rémunérations, 50 % etc... contrairement à ce qui se passe présentement où les 50 % les moins bien payés tirent une portion incongrue de tous les salaires versés. Voir pour plus de détails sur cette approche, par exemple : Stager, David : *Economic Analysis and Canadian Policy*, Toronto, Butterworth and Co. Ltd., 1973, pp. 440 à 449.

fournies, présente une juxtaposition de la répartition des salariés et des rémunérations selon les trois secteurs industriels classiques pour quelques années entre 1961 et 1970.

Tableau 13 :

Salariés et rémunérations ; en pourcentages des trois secteurs industriels, 1961, 1963, 1966 et 1970.

	1961			1963			1966			1970		
	1*	2*	3*	1	2	3	1	2	3	1	2	3
salariés	3,5	51,1	45,4	3,1	49,7	47,2	3,0	48,5	48,5	2,5	44,2	53,3
rémunérations	4,0	55,2	40,8	3,7	53,3	43,0	3,7	52,2	44,1	3,2	47,2	49,6

Sources : Tableaux 6 et 12, *supra*.

Note : *Les chiffres 1, 2 et 3 représentent respectivement les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Il permet de souligner ce fait que l'« inégalité » dans les répartitions données au départ tend à se maintenir puisque chaque secteur conserve à peu de choses près l'« avantage » ou le « désavantage » initial. Bien sûr, jamais une telle inégalité ne permettra d'établir s'il y a eu ou non enrichissement ou appauvrissement auprès de certains salariés et au détriment d'autres salariés elle permet tout au plus de constater une étonnante stabilité dans cette inégalité même tandis que la répartition de la part des salaires connaissait, tout au long des années soixante, une constante augmentation, augmentation qui ne s'est pas faite, en vertu du découpage en secteur industriel, de manière anarchique, bien au contraire.

Il faut donc maintenant nous tourner vers les chiffres concernant les revenus accroissants à certains groupes de travailleurs pour cerner les bénéficiaires ou les laissés pour compte de la croissance au cours des années soixante. C'est ce que nous tâcherons d'établir au moyen des données sur la taxation que résumant, pour les trois années 1950, 1960 et 1970, le tableau 14.

Il semblerait ainsi se produire un ajustement dans le temps en vertu duquel l'importance relative des individus dans les fonctions données correspondrait à la tranche de revenus qu'ils perçoivent. Bien sûr, les données sur la taxation, plutôt que de nous permettre de mieux circonscrire la question des rémunérations, nous mettent en présence d'une nouvelle classification, de telle sorte que le portrait qui nous est ici livré doit être interprété avec prudence. Néanmoins, les professionnels, – malgré que soient ici inclus infirmières, artistes et athlètes, – voient leur position s'améliorer : s'ils percevaient une part de revenu deux fois supérieure à leur poids relatif en nombre d'individus en 1950, en 1970, cette part est plus de trois fois supérieure ; or, l'on sait que ce ne sont pas les infirmières qui se sont enrichies au cours de cette période !

Tableau 14 :

*Distribution des individus imposable
selon l'occupation et le revenu total,
Québec, 1950, 1960 et 1970 (en pourcentages).*

	1950		1960		1970	
	individus	revenus	individus	revenus	individus	revenus
Secteur primaire	0,1	0,1	0,2	0,2	0,6	0,4
Professions libérales et autres*	1,1	2,4	1,1	3,0	0,8	2,6
Employés (total)	88,8	79,1	89,7	83,8	87,4	86,4
(d'entreprises)	(77,9)	(70,1)	(76,4)	(72,3)	(63,3)	(61,1)
(d'institutions)	(2,7)	(2,0)	(3,1)	(1,9)	(7,3)	(6,6)
(des gouvernements)	(5,9)	(5,1)	(7,3)	(7,2)	(13,3)	(11,8)
Vendeurs	1,4	2,2	1,4	2,0	0,3	0,4
Propriétaires**	6,0	10,3	4,6	6J	3,8	4,0
Financiers***	2,4	5,5	2,8	4,7	6,8	6,0
Divers	—	—	—	—	—	—
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Sources : *Taxation Statistics*, Department of National Revenue, Taxation Division, Ottawa, 1952, tableau H, p. 112 ; *Statistique fiscale*, Ministère du Revenu national, Ottawa, 1962, tableau 8, p. 84 ; *Statistique fiscale* (1970), Ottawa, 1972, tableau 9, p. 122.

Notes : * Comprend, en plus des professionnels, les infirmières, les artistes...

** propriétaires individuels, propriétaires d'entreprises et associés en affaires ;

*** cette catégorie comprend non seulement les portefeuillistes – détenteurs d'actions, d'obligations, etc... – mais aussi les pensionnés qui, avec leurs maigres revenus, contribuent pour beaucoup à la détérioration de la part relative des revenus perçus par l'ensemble après 1950.

Remarque : Le nombre total d'individus imposables correspond d'autant moins au total de la main-d'oeuvre rémunérée que l'on remonte plus loin en arrière. Et même en supposant que tous les salariés paient l'impôt, le nombre des individus imposables n'était que de 504 570 en 1950 ; il passe à 1 069 635 en 1960 et à 1 927 383 en 1970, ce qui correspond à 35 %, 63 % et 99 % de la main-d'oeuvre totale salariée et non-salariée pour ces trois années.

Autre élément : le regroupement qui est ici donné sous le titre « secteur primaire » diffère de celui que nous avons antérieurement – au tableau 12, par exemple – puisque sont seuls ici groupés les cultivateurs, les exploitants forestiers et les pêcheurs ; il s'agit donc, essentiellement, soit d'exploitations individuelles, soit des seuls propriétaires d'exploitations socialisées puisque leurs employés seraient compris sous l'intitulé « employés d'entreprises ». Quant à ces exploitants donc, leur position relative se détériore sur les vingt ans retenus ici, ce qui est une

indication supplémentaire de la destruction des entreprises individuelles dans le secteur agricole.

Réglons immédiatement le cas des trois dernières catégories avant d'aborder la plus importante de toutes, celle des « employés ». D'abord, le titre « vendeurs » ne comprend que les vendeurs à commissions et autres s'y apparentant ; cette catégorie est sans doute floue puisque leur nombre baisse dans le temps. Ensuite, le titre « propriétaires » souffre d'une ambiguïté qui en rend le maniement un peu plus délicat ; il inclut le propriétaire individuel, le propriétaire d'entreprise et l'associé en affaire, autres que ceux dont l'activité s'exerce dans le secteur primaire. Il comprend donc aussi bien la manucure à son compte que le p.d.g. de *Dupont of Canada* ! Fort malheureusement, les données qui étaient autrefois fournies pour chaque sous-titre ne le sont plus aujourd'hui que pour l'ensemble ; c'est ce qui explique cet « appauvrissement » relatif des propriétaires de 1950 à 1970. Par ailleurs, il faut bien voir qu'avec la cession progressive de notre économie aux mains des étrangers, un nombre croissant de proprios et d'associés sont remplacés par de véritables employés d'une part ; il faut bien voir aussi que, nonobstant ce fait de la cession d'entreprises, nombre de proprios et d'associés trouvent avantage sur le plan fiscal à se faire passer pour de simples employés, d'autre part. Enfin, le titre « financiers » est fort pompeux ; non seulement sont compris là-dedans les détenteurs de revenus d'investissements – appelés « portefeuillistes », – mais aussi les pensionnés. Or, si les premiers sont malgré tout dans une position favorable, ces derniers par contre voient leur position se détériorer considérablement. Les portefeuillistes comptaient pour 2,3 % des individus imposables et récoltaient 5,4 % du revenu imposable total en 1950 ; ils comptent pour 3,7 % et récoltent 4,2 % en 1970. Pour leur part, les pensionnés comptaient pour 0,1 % avec 0,1 % du revenu en 1950 ; ils compteront pour 3,1 % avec seulement 1,8 % du revenu en 1970.

Venons-en maintenant aux employés qui comprennent *grosso modo* la totalité des salariés imposables. De prime abord et dans l'ensemble, leur position s'améliore dans la mesure où leur importance numérique tend à correspondre à la part du revenu total déclaré. Ceux pour lesquels l'amélioration est la plus notable sont les employés des gouvernements : ce sont les seuls à percevoir une part de salaires supérieure à leur importance relative en nombre d'individus. Mais cet avantage doit être immédiatement temporisé : ce sont aussi ceux qui paient une part d'impôt comparativement plus grande que celle versée par les autres employés.

Les employés des institutions sont, pour leur part, de 1950 à 1960, les seuls qui subissent une baisse relative dans leur part de revenus tandis que leur nombre augmente ; cette détérioration aura tendance à s'effacer dans la décennie suivante. Les employés d'entreprises, enfin, catégorie qui regroupe une forte majorité de tous les individus imposables verraient, eux aussi, leur part de revenus s'ajuster progressivement sur leur importance relative.

Tout ceci serait susceptible de justifier une vision optimiste du partage des revenus si les catégories utilisées jusqu'ici montraient toute la réalité. Mais rien n'est plus éloigné de la vérité ! En fait, la tendance à l'égalité du partage des fruits du travail est un leurre dont on pourra prendre acte au moyen de quelques chiffres sur la dispersion des revenus, tant pour l'ensemble des salariés qu'à l'intérieur même des catégories retenues ¹.

En 1950 les 33,7 % les plus pauvres des individus taxables ² percevaient 16,5 % du revenu total déclaré ; en 1970, 32,4 % des individus taxables les plus pauvres – soit à peu près le même pourcentage – n'auront que 13,6 % du revenu total déclaré à leur disposition. En 1960 il y a 645 270 individus taxables représentant 60,2 % de tous les individus taxables qui gagnent moins de \$4 000 par année ; c'est dire qu'ils perçoivent ensemble 37,9 % du revenu total déclaré. Dix ans plus tard, le contingent de ceux qui font moins de \$4 000 par année bronche à peine : ils sont maintenant 632 086 – treize mille de moins qu'en 1960 ! – ne représentant plus que 32,4 % de tous les individus taxables ; mais, si leur importance relative a tombé de moitié, leur part de revenus est coupée du tiers puisqu'ils ramassent ensemble 13,6 % du revenu total déclaré. Et nous n'avons nullement tenu compte de l'enchérissement du coût de la vie, du simple fait que \$4 000 en 1960 n'achète plus la même quantité de biens 10 ans plus tard. Parce que s'il fallait tenir compte de ce fait, c'est bien à une augmentation absolue du nombre des salariés les plus pauvres à laquelle nous assisterions en même temps qu'à une détérioration de leur condition de vie.

On peut illustrer ce processus de la manière suivante : sur la base de 1961 = 100, l'indice des prix à la consommation est passé à 130,3 en janvier 1971 ³ ; le nombre des individus recevant \$4 000 et moins en 1961 devrait être comparé au nombre d'individus gagnant \$4 000 et moins à la fin 1970 multiplié par cet indice ; de la sorte, nous nous trouvons à comparer des contingents sur la base du salaire réel, base en vertu de laquelle pour acheter \$4 000 de biens en 1961 il faut désormais compter sur \$5 212 en décembre 1970. Et, sur cette base, le nombre des individus gagnant \$5 212 à la fin 1970 est considérablement supérieur à celui des individus qui récoltaient un salaire réel équivalent dix ans auparavant puisqu'il atteint les 900 000 représentant plus de 46 % de la main-d'œuvre totale ⁴.

¹ Toutes les données qui suivent sont tirées des statistiques fiscales, *op. cit.* Pour 1950, tableau G, p. 109 ; pour 1960, tableau 7, p. 81, et pour 1970, tableau 8, p. 116.

² Le 33,7 % comprend, en 1950, ceux qui gagnent \$2 000 et moins et qui sont 170 000 ; en 1970, ceux qui gagnent \$4 000 et moins, qui seront à ce moment-là plus de 632 000 !

³ *Mouvements des prix à la consommation*, Ottawa, Statistique Canada, Catalogue 62-001, mensuel.

⁴ Pour être très précis, le nombre d'individus gagnant \$5 000 et moins en 1970 s'établit à 879 494 de sorte que les 900 000 gagnant \$5 212 et moins constituent sans doute une légère sous-estimation. Par ailleurs, nous l'avons déjà relevé, le nombre des individus imposables tend de

L'enrichissement de l'« économie » québécoise est donc une expression fort ambiguë puisque derrière ce terme se cache ce fait brutal : près de la moitié de la main-d'œuvre totale au Québec ne tire pas \$5 250 comme revenu annuel, c'est-à-dire \$ 100 de revenu brut par semaine en 1970 ¹.

Ce phénomène de la dispersion que masque toute manipulation de moyennes générales constitue sans doute la caractéristique essentielle du processus de la croissance dans le système capitaliste. On ne le retrouvera pas uniquement dans la dispersion des catégories salariales mais aussi dans la dispersion entre salariés à l'intérieur des mêmes occupations de telle sorte qu'à un accroissement dans l'inégalité des rémunérations correspond une accentuation de la dispersion des salaires à l'intérieur des catégories occupationnelles. Prenons un exemple de ce phénomène pour le Canada dans son ensemble ² et illustrons-le en utilisant aussi bien des pourcentages que des chiffres absolus à partir des catégories de salariés les plus importantes : ceux qu'on appelle les « employés d'institutions » i.e. les employés des domaines de la santé, de l'enseignement, etc..., – mais excluant les enseignants et professeurs comptabilisés à part, – étaient 168 300 à être imposables en 1960 et 500 400 en 1970. En 1960, 93,4 % d'entre eux gagnent \$5 000 et moins, tandis qu'en 1970, 75 % gagnent \$6 500 et moins, c'est-à-dire le même revenu finalement, en termes de pouvoir d'achat. Mais, pour « consolants » qu'apparaissent de tels pourcentages, ils masquent les faits suivants : le nombre d'individus gagnant l'équivalent de \$5 000 de 1960 à 1970 a plus que doublé en dix ans, passant de 157 000 à 374 443, une augmentation de l'ordre de 218 000 individus ! En « compensation », le nombre de ceux qui gagnaient \$15 000 et plus en 1960 était de 406, tandis que ceux qui font \$20 000 et plus en 1970 – l'équivalent de \$15 000 et plus en 1960 – sont 3 945 une augmentation de près de 3 500 individus ³. En d'autres termes, si les institutions ont permis en dix ans à

plus en plus à s'ajuster sur celui de la main-d'œuvre totale, c'est ce qui explique la substitution des termes donnée ici : la main-d'œuvre « totale » plutôt que la main-d'œuvre « imposable ».

¹ Indiquons au passage que l'accélération de l'inflation après 1971-72 n'aura pas pour effet d'atténuer mais bien d'accentuer ces disparités, comme c'est toujours le cas en période d'inflation. Sur la base des dernières statistiques fiscales disponibles, – celles de 1972, – et compte tenu de ce que l'indice des prix à la consommation s'établit à 144,5 à la fin décembre de la même année, pour acheter l'équivalent de \$4 000 de 1961, il faut \$5 780. Or, le nombre des individus imposables gagnant \$5 750 et moins s'établit cette année-là à 922 149 tandis que la période d'inflation galopante n'est même pas encore en branle.

Cf. : *Statistiques fiscales*, Ottawa, Revenu Canada, impôt, édition 1974, tableau 8.

² Malheureusement, les données fiscales par profession et revenu ne sont pas disponibles sur une base provinciale, sinon uniquement pour l'ensemble du Canada. C'est pourquoi nous avons limité les indications sur ce sujet en attendant de disposer de travaux fouillés sur la question. Rien n'indique toutefois qu'en cette matière – comme en bien d'autres – ce qui est vrai pour le Canada ne le soit *a fortiori* pour le Québec.

³ L'utilisation de taux de croissance aurait eu pour effet de masquer complètement le fait que les mal-payés sont près de 100 fois plus nombreux en 1970 que ceux qui perçoivent les revenus les

3 500 personnes de vivre convenablement, pendant ce temps-là, elles en maintenaient 218 000 autres de plus qu'en 1960 en deçà d'un seuil décent de rémunération. On peut appréhender à quel point une telle croissance est « injuste » économiquement quand on sait que 75 % ou 375 000 employés des institutions récoltent ensemble 55 % du revenu total de tous les employés des institutions, tandis que les 0,8 % que représentent les 4 000 recevant \$20 000 et plus accaparent une masse égale à 4 % du revenu total. Ceci se passait en 1970. Or, en 1960, nos 157 000 ou 93,4 % de tous les employés d'institutions gagnant \$5 000 et moins récoltaient ensemble plus de 82 % des revenus totaux versés par les institutions, tandis que nos 406 individus gagnant \$15 000 et plus et qui comptent pour 0,24 % ramassent 1,7 % de ces revenus totaux. Le même phénomène s'est produit pour toutes les grandes catégories de salariés de telle sorte qu'il faille bien y voir l'effet d'une politique salariale spécifique plutôt que celui de forces aveugles à l'œuvre dans un *no man's land* méta-social, ce monde abstrait de la concurrence et de la qualification d'un petit nombre au détriment de l'appauvrissement d'une masse toujours croissante et qui ne bénéficie, elle, que d'une incessante déqualification de sa force de travail ¹. Bien sûr, certains – la majorité avance-t-on fréquemment – échapperaient à ces contraintes ; ils formeraient cette évanescence classe moyenne, une majorité silencieuse de banlieusards pantouflards, joufflus et satisfaits. Voyons un peu ce qu'il en est.

La notion de classe moyenne n'est certes pas l'outil le plus heureux que nous ait légué la pensée sociologique ; son ambiguïté même lui vaut d'être servie à toutes les sauces ; elle a, comme cela arrive fréquemment aux notions passe-partout, le considérable avantage de permettre à des raisonnements spécieux de mendier une once de validité. Alors la notion de classe moyenne sert à la fois à légitimer un système où une majorité confortable tirerait suffisamment de bénéfices de la croissance – quoi qu'il arrive aux autres par ailleurs, – et à critiquer ce même système sous prétexte que cette classe moyenne constituerait le frein principal à tout changement à cause même de sa satisfaction et de son mutisme : il s'agirait bien d'une majorité silencieuse.

plus élevés ; en effet, l'augmentation des premiers correspond à un taux de croissance de 139 %, tandis que le taux de croissance des seconds est de l'ordre de 875 % !

¹ Ajoutons quand même deux autres exemples, à l'intention des sceptiques : 1. En 1960, les employés provinciaux gagnant \$5 000 et moins sont 121 500 comptant pour 78,4 % de tous les employés provinciaux et ils empochent 62,5 % des revenus versés à cette catégorie. En 1970, ceux gagnant \$6 500 et moins sont 168 000, ils comptent pour 51,1 % de tous les employés provinciaux et ne récoltent que 31 % des revenus totaux versés. 2. En 1960, les employés d'entreprises gagnant \$5 000 et moins sont 2 329 349 représentant 76,7 % de tous les employés d'entreprises au Canada et ils tirent 58,2 % des revenus totaux versés à cette catégorie. En 1970, les employés tirant \$6 500 et moins de salaire annuel sont maintenant 2 783 917 – une augmentation de l'ordre du demi-million en dix ans ! – ne représentant *plus que* 60 % des employés d'entreprise avec 32,7 % des revenus totaux versés à tous les employés d'entreprises. En d'autres mots, si leur importance relative accusait une baisse de l'ordre de 17 %, leur part relative dans les revenus récoltés tombait de 20 %.

Si l'on entend par « classe moyenne » un regroupement de la majorité des individus satisfaits et béats, une telle classe n'existe pas comme il a déjà été démontré par le sociologue John Porter ¹ à partir d'une analyse des revenus des familles canadiennes : l'image même d'un *standard* de vie moyen qui appartiendrait à une majorité d'individus ne tient pas devant l'analyse et ce qui est présenté comme tel dans la publicité ou les discours constitue bel et bien l'exceptionnel.

De là à dire toutefois que la classe moyenne n'existe pas, il y a une marge à franchir qu'il serait exagéré d'enjamber parce que la notion de classe moyenne peut s'avérer fort utile à condition que son sens et son utilité théorique soient précisés et circonscrits. Il faut, pour cela, dissiper d'abord et avant tout l'ambiguïté en vertu de laquelle la notion de classe moyenne renverrait à une majorité des individus d'une nation ou d'un pays et penser plutôt la notion de classe moyenne comme classe-milieu ou classe-charnière bref, comme la classe-tampon entre les deux autres classes : celle des travailleurs et celle des propriétaires des moyens de production et des richesses naturelles. Il n'est plus alors question d'une majorité d'individus mais bien d'une *position* ou d'une situation moyenne – i.e., entre deux extrêmes, si l'on veut, – d'une minorité d'individus dont les intérêts les rapprochent des propriétaires puisque c'est de là qu'ils tirent tous leurs bénéfices, mais dont les positions objectives peuvent fonder un certain radicalisme théorique parfois, politique encore plus rarement, contre les propriétaires, c'est-à-dire les amener dans des conjonctures spécifiques, à s'allier avec les travailleurs directs.

Dans une telle perspective, on voit que la notion de classe moyenne est indispensable pour comprendre l'articulation des conflits et des oppositions entre capital et travail, pour comprendre surtout pourquoi et comment une contradiction aussi fondamentale ne nourrit pas une lutte ouverte permanente – une « guerre de classes » comme le disait Durkheim ² – mais plutôt une multitude de conflits morcelés et un ensemble d'oppositions latentes. Bien sûr, cela ne signifie nullement qu'il soit pour autant aisé de délimiter les frontières socioéconomiques d'une telle classe moyenne. Au contraire, puisque c'est sans doute précisément par son *abstentionnisme* plutôt que par des prises de position ouvertes contre les capitalistes que l'individu s'insère dans cette moyenne, la classe moyenne vit, perdure et endure ainsi par la force d'inertie de ses membres conscients ou inconscients. Dans ces conditions, un individu peut bien, au niveau de sa base, c'est-à-dire de son travail, avoir une position objective « moyenne » n'être ni prolétaire, ni exécutant asservi, ni tout à fait possesseur, ni propriétaire, mais n'entretenir qu'une perception faussée de son rôle, de sa place et de sa fonction objective dans sa « superstructure » cervicale ! Cette rassurante sécurité

¹ Porter, John : *The Vertical Mosaic. An Analysis of Social Class and Power in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1969, pp. 3 à 7.

² Durkheim, Emile : *De la division du travail social*, Paris, P.U.F., 1960, par exemple, p. 344 sq.

intellectuelle et politique est la matière concrète – le béton précontraint – sur laquelle s'élève la classe moyenne. Quelle que soit alors l'importance numérique d'une telle cohorte importe peu – et c'est sans doute la légitimation ultime d'une classe dominante que de prétendre que la *moyenne* regroupe la majorité des individus – c'est sa fonction en tant que garant de la pérennité du système d'exploitation qui est capitale ¹.

Il y a ainsi dans tout conflit qui ne dégénère pas en violence ouverte un groupe d'individus dont la position moyenne lui vaut, par sa seule présence pourrait-on ajouter, de désamorcer les oppositions en cause. Mais il faut prendre garde de se leurrer à cet égard : la position sociale objective d'une classe moyenne est bien un résultat ou un effet d'une contradiction née au niveau même des rapports de travail et qui n'est pas appréhendée à ce niveau mais plutôt déplacée à d'autres niveaux que ce soit celui de l'échange ou de la consommation.

Dans cette mesure, l'existence et l'extension d'une classe moyenne est indissolublement liée à ce processus de croissance spécifique au stade actuel du développement économique qu'est le processus de la bureaucratisation des appareils sociaux. C'est ainsi que l'on assiste, parallèlement et dans un même mouvement, à la fois à une augmentation du nombre des laissés pour compte de la croissance économique capitaliste et à un agrandissement d'une classe moyenne. D'ailleurs, au fur et à mesure de l'accentuation de la dispersion économique et politique entre propriétaires et travailleurs directs, le rôle et la place d'une classe moyenne forcément passive économiquement et politiquement – du fait même de la concentration du pouvoir économique et politique entre une proportion toujours plus restreinte de propriétaires, – prend une importance stratégique et idéologique grandissante. Ce paradoxe expliquerait que la classe moyenne ne peut pas s'appréhender elle-même en tant que classe sociale et qu'elle apparaisse plutôt comme le résultat d'une confrontation sociale entre exploiters et exploités. En effet, dans cet affrontement entre deux classes – et pour autant que les résidus de rapports de travail pré ou para-capitalistes soient de peu d'importance et qu'ils ne puissent se poser comme solution de rechange valable : corporatisme, agriculturisme, etc., – dans cet affrontement qui caractérise par excellence le mode de production capitaliste, nous sommes tous nécessairement soit du côté des exploiters, soit du côté des exploités ; ce n'est qu'à partir du refus de cette dichotomie que nous nous posons à la fois hors du conflit et, de la sorte, partie

¹ Sur cette question, on pourra consulter : Beudelot, Establet et Malemort : *op. cit.* ; ainsi que : Careaga, Gabriel : *Mitos y fantasías de la clase media en México*, Mexico, Editorial Joaquín Mortiz. S.A., 1975, (qui n'existe malheureusement pas encore, à notre connaissance, en traduction française).

Nous utilisons donc ici l'expression « classe moyenne » comme synonyme de celle de « petite bourgeoisie » plus communément utilisée dans la littérature sociologique. Il nous a paru important toutefois d'indiquer la portée et les limites de cette notion fort courante avant de lui substituer l'autre terme, sans nul doute beaucoup plus adéquat pour indiquer ce dont il a été et sera question dans notre développement.

intégrante de la classe moyenne. Avancer cela, revient à dire que la classe moyenne ne saurait comprendre un nombre donné d'individus puisque tous ceux qui en font partie sont susceptibles d'entrer ou de sortir de cette position moyenne, c'est-à-dire de prendre parti pour ou contre le capital dans des conjonctures données et d'établir, en conséquence, des alliances le plus souvent *individuelles* avec l'une ou l'autre classe sociale en présence.

En ce sens, ce qu'il y a de trompeur dans la notion de « classe moyenne », ce n'est pas le qualificatif « moyen » mais le substantif « classe » ; contrairement aux deux autres classes, fondées l'une sur le rapport matériel – en droit, on dirait plutôt *réel* – de la propriété, l'autre dans cette absence de rapport matériel qui constitue sa solidarité sociale de classe, la « classe » moyenne est faite de la somme des individus dans une conjoncture donnée qui n'est pas partie, ni ne prend partie, dans la contradiction capital-travail. Il lui manque – et lui manquera toujours à cause même de cette position « moyenne », – la solidarité indispensable à la constitution de toute classe sociale.

Ce qui vient d'être établi permet de saisir à quel point il peut s'avérer erroné de chercher à cerner une fois pour toutes, au niveau strictement socio-économique, l'existence de cette « classe » moyenne. Par rapport aux critères socio-économiques servant à départager les propriétaires et les travailleurs directs *sur la base* de la propriété ou de la non-propriété au niveau des rapports de travail, les critères socio-économiques qui devraient permettre de saisir une classe moyenne s'appliquent en quelque sorte « à vide », dans ce « vide » juridique qui se situe entre la propriété et la non-propriété au niveau des rapports de travail. Cela s'appelle aussi en droit la possession ; or, l'on possède toujours pour un propriétaire, ou encore « à titre de propriétaire », et c'est bien ce lien juridique plus ou moins occulte socialement qui lie individuellement un membre de la « classe » moyenne à un propriétaire. Rien n'empêche, pour reprendre dans d'autres termes ce qui a été avancé plus haut, que, dans une conjoncture donnée, un individu ou un groupe se dépossède de ce qui le situe dans cette moyenne *au profit* de l'autre classe. Rien n'empêche alors que ce qui fonde la possession d'un ou de plusieurs individus, qu'il s'agisse de connaissance, du savoir ou de la technique, ne soit mis au service d'une classe exploitée malgré que leur acquisition comme telle constitue toujours, dans notre système, un privilège de la classe exploiteuse.

Ces précisions étant établies, la notion de « classe » moyenne est donc un outil théorique indispensable, mais elle sera source de confusion si l'on pose, sur le plan de l'analyse, la « classe » moyenne sur le même pied que les autres classes. Ainsi, pour citer un exemple, si l'on prend la démarche d'Hubert Guindon ¹, au début des années soixante, une « nouvelle classe moyenne » se serait ralliée au Parti libéral

¹ Guindon, Hubert : « Social Unrest, Social Class and Quebec's Bureaucratic Revolution », in : *Queen's Quarterly*, vol. LXXI, n° 2, été 1964, pp. 150 à 162.

dirigé par Jean Lesage. Un tel énoncé est trop elliptique pour être utile sur le plan analytique. Veut-on indiquer par là qu'une nouvelle classe peut émerger *ex nihilo* pour supporter un Parti ? Ou qu'un Parti peut exister sans attaches sociales ? Ces questions tendent à remettre en cause l'utilité de la notion de « nouvelle classe moyenne » en tant qu'elle signifie un regroupement social cohérent politiquement et économiquement. Par contre, quand on relie la question des assises du pouvoir à celle de la nature de ce pouvoir, comme le fait ailleurs Hubert Guindon, ces éléments s'éclairent l'un l'autre :

Poursuivant dans la ligne tracée par Sauvé, le Parti libéral de Jean Lesage a cherché à asseoir sa force politique sur le soutien enthousiaste de la nouvelle classe moyenne... (Or,) la renaissance québécoise ou la révolution silencieuse, n'importe comment on l'appelle, est une révolution bureaucratique ¹.

Comment la « nouvelle classe moyenne » aurait-elle pu donner son adhésion à un parti politique en même temps que l'action politique de ce parti la constituait comme « classe » ? Le rapprochement effectué dans la citation ci-dessus retrouve son sens pour autant que l'on distingue deux choses : premièrement, le processus de bureaucratisation comme politique mise de l'avant en tout premier lieu par Sauvé, reprise ensuite par les Libéraux ; deuxièmement, le résultat de ce processus qui est la constitution d'une « classe » moyenne. Or, le support social à cette politique ne peut pas précéder son résultat ; c'est donc moins du côté d'un support concret qu'il faut se tourner que du côté d'une légitimation consentie et appuyée et par ceux qui étaient déjà dans une position « moyenne » – bureaucrates et autres apparentés à la bureaucratie, – et par ceux que cette solution bureaucratique accommode à ce moment-là et qui œuvraient, notamment, au sein du mouvement étudiant ou au sein du mouvement syndical ².

Réserve étant faite sur cette question de la « classe » moyenne, que peuvent nous apprendre les données socio-économiques à son sujet ?

Le tableau 15 qui suit a été construit à partir de la distribution des individus imposables et des revenus totaux perçus selon certaines catégories de revenus pour les trois années 1950, 1960 et 1970, catégories pondérées sur la base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre les deux dates extrêmes.

Il ressort de ce tableau qu'il y a effectivement accroissement d'un contingent d'individus *moyennement* rémunéré mais une telle assertion, fondée sur l'arbitraire de catégories de revenus, a quelque chose d'évasif. Elle privilégie un montant

¹ *Idem*, p. 154 et 155.

² Ces remarques préfigurent des questions qui seront abordées au quatrième et dernier chapitre de la présente histoire des années '60 consacré précisément à l'analyse des luttes sociales et des luttes syndicales. Quant à la question des alliances politiques évoquées ici, elle fait l'objet du chapitre 3.

quelconque d'argent pour énoncer ensuite que ce montant puisse être adéquat ou satisfaisant – pour d'autres, jamais pour soi ! – indépendamment des besoins qui peuvent s'exprimer.

Tableau 15 :

Distribution des individus imposables et des revenus totaux par catégorie de revenus sur la base 1950 = 100 Québec, 1950, 1960 et 1970 (chiffres absolus et pourcentages).

	1950				1960				1970			
	NOMBRE *		REVENU *		NOMBRE		REVENU		NOMBRE		REVENU	
dollars de déc. 1950 :												
\$3 000 et moins	349	69,2	701	46,0	536	50,1	1397	30,6	831	43,1	2546	21,0
\$3 000 à 5 000	115	22,8	417	27,3	399	36,4	1729	37,9	630	32,7	3915	32,2
\$5 000 à 10 000	30	6,0	197	12,9	116	10,9	874	19,2	399	20,7	4015	33,0
\$10 000 et plus	10	2,0	211	13,8	28	2,6	560	12,3	67	3,5	1675	13,8
TOTAL	504	100 %	1,526	100 %	1069	100 %	4559	100 %	1,927	100 %	12151	100

* Nombre en milliers, revenus en millions.

Sources : *Statistiques fiscales, op. cit.*, Ottawa, 1952, 1962 et 1972.

Notes : (a) Les indices utilisés sont : 1950 = 100 ; 1960 = 118,2 ; 1970 = 156,7. Ces indices nous sont donnés à partir des indices publiés : 1949 = 100 ; déc. 1950 : 111,0 ; déc. 1960 = 129,2 et déc. 1970 = 167,7. Cf. *Mouvements des prix à la consommation*, catalogue 62-001, mensuel, *op. cit.*

(b) En dollars de décembre 1960 et 1970 respectivement, les catégories de revenus représentent, sur la base de \$3 000 en déc. 1950 :

	1960	1970
	\$ 3 546 et moins	\$ 4 701 et moins
	\$ 3 546 à 5 910	\$ 4 701 à 7 835
	\$ 5 910 à 11 820	\$ 7 835 à 15 670
	\$ 11 820 et plus	\$ 15 670 et plus

Ceci étant acquis, il demeure malgré tout qu'à côté des 366 000 individus percevant environ \$7 850 et plus en 1970, il y en a 1 460 000 qui gagnent moins que cette moyenne ¹.

¹ Les seuils que nous utilisons dans ces pages sont arbitraires. La question de l'établissement d'un « seuil de pauvreté » étant ouverte à toutes les interprétations, comme à tous les calculs. Ainsi : « ... en 1969, le seuil de la pauvreté (établi par statistique Canada, D. B.) pour une famille de quatre personnes était de \$4 420. C'est-à-dire qu'une famille de quatre membres ayant un revenu

D'ailleurs, on peut relever que les contingents augmentent dans toutes les catégories de revenus retenues ; ainsi le nombre absolu de ceux qui gagnent moins de \$3 000 en dollars constants de 1950 – soit moins de \$3 546 en 1960 ou moins de \$4 701 en 1970 – passe de 349 000 en 1950 à plus d'un demi-million en 1960 et à 831 000 en 1970.

L'enrichissement des Québécois apparaît alors comme une notion passablement évasive puisque c'est bien plutôt à un accroissement de la dispersion entre pauvres et les mieux nantis que nous avons affaire. Or, cet accroissement que révèlent les statistiques fiscales n'en minimise pas moins considérablement la position avantageuse des plus riches dans la mesure où ces statistiques ne tiennent pas compte de tous les privilèges que ceux-ci peuvent déduire de leurs impôts – maisons et voitures au pluriel, compte de dépenses et abattements divers.

Ensuite, ces mêmes statistiques ne nous disent bien sûr rien de l'évasion fiscale, ce péché qui n'est véniel que pour autant que celui qui le commet patauge dans les millions.

Où sont alors les avantages sociaux ou collectifs de la croissance capitaliste, si les bénéfices matériels n'accroissent systématiquement qu'à une minorité tandis que l'on assiste à une massification croissante des laissés pour compte du développement économique ¹ ?

Les statistiques colligées fondent ainsi ce constat tout à fait contradictoire : autant la portion des revenus versés sous forme de salaires augmente et autant semble s'ajuster progressivement la part des revenus versés et l'importance relative des grands groupes d'occupations, autant par ailleurs l'appauvrissement affecte un nombre sans cesse grandissant de salariés.

Cette contradiction trouve une explication dans ce fait brutal de l'accroissement de la dispersion des salaires à l'intérieur même de ces grands groupes ou catégories

de \$4 420 dépense au moins 70 % de ses ressources pour avoir le strict nécessaire en matière de logement, nourriture et vêtements, et éprouve donc des difficultés qu'elle ne mérite pas (sic !). Cf. La pauvreté au Canada, Rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1971, p. 225. Le rapport suggère de réviser ces seuils et fait quelques propositions à cet égard, pp. 228 sq. Il n'est pas question ici de pauvreté mais uniquement d'établir la croissante dispersion des salaires. Il est bien évident que la question de l'établissement d'un « minimum vital » ou d'un « revenu décent » n'est pas tellement une simple question de mathématiques, mais bien une question politique dans cette mesure même où pour nourrir nos pauvres, il faut priver nos riches ! À cet égard, l'établissement de seuils est pernicieux, il laisse supposer que l'on peut à la fois enrayer la pauvreté et permettre l'enrichissement illimité, ce qui est contradictoire.

¹ Question qui appelle la suivante : pourquoi en est-il toujours ainsi ? Ces interrogations ont précédé l'analyse effectuée dans le présent ouvrage et les réponses que nous avons tenté de leur apporter en fixent la problématique d'ensemble. Voir : *Le Code civil et les rapports de classes*, Montréal, P. U. Q., 1975.

d'occupations, dispersion qui n'est pas seulement un indicateur de la parcellisation croissante du travail, mais aussi un indicateur de l'accentuation d'une foule de discriminations fondées sur toutes sortes de caractéristiques qui n'ont rien à voir avec le travail, qu'il s'agisse du sexe, de la race, de la nationalité, du lieu de travail, de la place dans le procès de travail, etc., etc.¹.

Et ce n'est pas le moins curieux dans tout cela que cet élément de dispersion et de fragmentation des travailleurs émane des politiques ouvertement préconisées et implantées par les propriétaires comme par les gouvernants.

Pour leur part, les syndicats ont le plus souvent été en lutte contre le patronat sur cette question. Il est aisé de comprendre pourquoi : l'accentuation de la dispersion est le facteur par excellence de destruction de la solidarité de classe des exploités, donc la condition du maintien de l'incapacité collective de réagir contre l'exploitation de classe.

Il s'agit aussi, à un niveau plus politique, sous le couvert d'une « loi » économique en vertu de laquelle la rémunération différentielle est fondée sur des individus de qualités différentes, de substituer au caractère essentiellement social du travail et susceptible de fonder en tant que tel la démocratisation des procès de travail, la domination de l'individualisme des propriétaires dans les rapports de production par lequel s'établit la dictature sur les procès de travail telle que nous la connaissons dans nos appareils sociaux.

La politique des salaires d'une entreprise est à la fois une légitimation et un garant du maintien de rapports de pouvoirs spécifiques : l'ordre donné est obligatoire parce qu'émanant d'un titulaire quelconque qui n'a pas de compte à rendre à ses exécutants mais à ceux dont il tient sa « position ». Ce pouvoir individuel tenu d'en haut sera d'autant moins contesté que les travailleurs directs seront plus dispersés socialement de sorte que l'intervention individuelle dans les

¹ Ce livre ne s'adressant pas à des spécialistes, n'étant pas nous-mêmes d'ailleurs spécialistes, nous laissons à d'autres le soin de prétendre que nous vivrions plutôt en plein Walhalla puisque nous n'avons tenu compte ni de l'impôt régressif, ni des paiements de transfert, non plus que de la productivité des travailleurs. Il y a toujours moyen de compliquer une question au départ assez simple et de démontrer qu'il n'y avait tout simplement pas lieu de poser telle ou telle question parce qu'il n'y a pas de problème. Cette attitude rappelle celle de ce fonctionnaire qui nous confiait qu'il n'y avait pas lieu de s'alarmer du taux de chômage au Canada parce que nous avions au pays les *meilleures* statistiques sur la question et qu'une attitude alarmiste aurait pour effet de conduire à l'utilisation d'outils mathématiques et statistiques moins sophistiqués ! Si, en effet, la solution aux problèmes sociaux est dans les mathématiques, alors il suffit de rechercher l'équation qui résoudra la question de la répartition ! En attendant et dans *les faits* l'inégalité subsiste qui fait que des besoins matériels minimaux sont frustrés chez un nombre croissant d'individus.

On pourra approfondir cette question grâce aux travaux de Léo A. Johnson : *Incomes, Disparity, and Impoverishment in Canada since World War II*, Toronto, New Hogtown Press, 1973, texte ronéo, 24 pages.

rapports de travail prenne le pas sur l'intervention collective ou sociale. C'est ainsi que ce caractère apparemment inéluctable ou nécessaire de la dispersion des salaires trouve sa véritable fonction sociale dans la hiérarchisation croissante des intermédiaires du pouvoir, résultat de sa concentration au sommet d'une pyramide qui s'élargit et s'élève sans cesse.

Chapitre 2

La bourgeoisie et le capital

[Retour à la table des matières](#)

L'étude de la structure occupationnelle, comme celle de la main-d'œuvre ou de la population en général et de ses principales caractéristiques démographiques ou économiques, ne peut fournir tout au plus qu'une espèce de radiographie d'une société ; elle ne saurait fournir d'explications sur les conditions objectives qui fondent les transformations que de telles études révèlent. Or, à moins de voir dans ces changements au niveau de la structure occupationnelle ou de la dispersion des salaires dans une société l'effet en quelque sorte magique de lois abstraites, ou encore la contrainte inéluctable liée à un progrès qui n'est pas défini ou précisé – progrès de quoi ? progrès pour qui ? –, il faut nécessairement chercher à cerner les causes principales de cette évolution. Ces transformations ou ces bouleversements sociaux ne deviennent – et ne sont, dans les faits, – nécessaires que dans un contexte socio-économique spécifique, celui de la production capitaliste, c'est-à-dire dans le contexte de la domination d'une nécessité particulière, celle de l'accumulation du capital sur tous les autres besoins sociaux.

Il ne s'agit donc pas, pour répondre au pourquoi ? d'une évolution donnée des rapports sociaux au Québec dans le courant des années soixante, de penser le problème en termes d'un complot ou d'une conspiration tramée par une bourgeoisie sur le dos des autres classes sociales précisément parce que la réponse à la question de savoir quelles sont les causes susceptibles d'expliquer un ensemble de faits – structure de l'emploi, politiques salariales, etc., – ne résident pas dans la volonté d'une classe ou d'une fraction de classe mais bien dans l'affrontement entre classes, dans la lutte des classes. Ceci apparaît avec plus d'évidence dans les politiques salariales ; en effet, si dans un secteur donné le patronat fixe le cadre général des négociations, le résultat final n'est pas inscrit dans ce cadre sinon dans la négociation entre les parties en présence, négociation fondée sur l'affrontement entre elles qui pourra, à la limite s'achever dans cette lutte ouverte qu'est la grève. Ce simple fait permet en partie de comprendre l'extraordinaire allergie du patronat – ou de la bourgeoisie en général – à l'égard de la grève ; tant que l'affrontement passe par la négociation entre représentants patronaux et représentants syndicaux,

cette négociation se fait essentiellement à l'intérieur d'un schéma patronal puisque cette partie dispose de toutes les informations et qu'elle établit toutes les contraintes. Mais avec le déclenchement de la grève, le conflit devient ouvert et le terrain même de la négociation se trouve déplacé : à l'univers concentrationnaire des contraintes de prix et de profits s'oppose maintenant la violence ouverte ; contre la domination de la valeur vénale du travail mort – outils, machineries, bâtiments, etc., etc., – s'interpose la valeur sociale du travail vivant : sa sécurité, sa rémunération, sa qualification...

Faute de saisir les fondements concrets mais trop fréquemment cachés de cette lutte autour de l'exploitation – dans ses deux sens de domination de la valeur vénale et d'asservissement social de la force de travail, – il n'y a rien à comprendre à l'évolution des sociétés, non plus qu'à leur histoire. Dans un système économique dominé par le capital avec sa contrepartie, le salariat, cet affrontement ou cette lutte se joue à deux niveaux : premièrement, elle se joue autour de l'appropriation de la force de travail par le capital au meilleur coût possible, ce qui est évidemment la condition de l'accumulation du capital en tant que tel ; deuxièmement, et dans le même temps, cette lutte fonde pour le salarié, en tant que membre d'un travailleur collectif, l'appropriation de la valeur d'usage sociale de sa force de travail. C'est dans cette contradiction que réside ce « mystère » en vertu duquel le capital en tant que quantité inanimée ou morte parvient à s'accumuler en quelque sorte de lui-même, par le biais d'une manière de parthénogénèse : mettez cinq sous dans une banque, fermez-la soigneusement la nuit, au matin – miracle ! – les cinq sous ont fait des petits : ils sont désormais six ; laissez ces six sous à la garde bienveillante de votre banquier une autre nuit, etc., etc. L'avantage de cette création ex nihilo, contrairement à la scissiparité en biologie est qu'elle est infinie, ou devrait l'être, quel que soit par ailleurs le contexte social.

Le processus de l'accumulation matérielle de capital est un processus réel et concret, il ne s'agit pas de contester ce fait mais plutôt d'indiquer que cette accumulation n'est pas le résultat d'un « mystère » – celui du capital produit par le capital – sinon le résultat d'un rapport social spécifique où le travailleur en tant que salarié constitue la condition sine qua non de ce transfert vénal du travail vivant au travail mort, du travail présent aux machines et bâtiments détenus privément. À la limite, d'ailleurs, cette détention se résout dans la contradiction entre ceux dont le travail consiste à ne pas travailler concrètement, physiquement avec ou sur ces moyens de production sinon abstraitement avec eux d'une part, et ceux qui y travaillent effectivement de l'autre ; à la limite, cette contradiction passe donc par ceux qui exécutent contre ceux qui détiennent un monopole sur la fin de l'activité de travail et les moyens à mettre en œuvre pour l'atteindre.

Le procès de travail, en système capitaliste, malgré la démocratisation de cette société a pu subir par ailleurs, – et qui constitue un progrès indéniable par rapport aux sociétés plus anciennes – demeure le lieu de la domination de l'arbitraire alors qu'il s'agit là sans conteste du lieu social par excellence, du seul lieu d'ailleurs où

l'individu s'incarne véritablement comme être social par opposition à la consommation et à l'échange où il s'incarne comme individu, voire comme être privé. L'arbitraire de cette domination est donné, dans la réalité de tous les jours, c'est-à-dire au niveau du fonctionnement des rapports dans les appareils sociaux, comme une dictature du quantitatif et du vénal – bref, du privé, – sur tout ce qui est qualitatif et social.

Puisque cette rationalisation ne se porte pas toute seule, elle s'insère dans le fonctionnement politique et économique d'une classe donnée et ce, malgré que la plupart des représentants de cette classe n'accepte sans doute pas que leur « logique » soit approfondie de la sorte. Il n'en reste pas moins ceci qui est l'impératif des impératifs : l'accumulation du capital.

Or, le problème qui se pose au Québec tout au long des années sous analyse, n'est pas tant celui de l'accumulation du capital qui progresse inexorablement avec et par la destruction des formes pré ou para-capitalistes de production, comme cela s'est produit dans l'agriculture, mais bien le problème du rôle et de la place de la bourgeoisie d'origine culturelle canadienne-française dans le processus. En effet, dans la mesure où l'accumulation de capital passe nécessairement par la destruction de rapports économiques et sociaux « déviants » ou moins « développés », l'accumulation passe aussi par une catégorie, mieux d'une fraction de classe de propriétaires. L'accumulation capitaliste apparaît ainsi non seulement comme une destruction de tout rapport économique non-capitaliste mais encore comme une espèce de suicide collectif d'une catégorie ou fraction de classe dominante même au profit de la bourgeoisie monopoliste par exemple, à *moins que* des membres de cette classe ne parviennent à instaurer une collaboration avec la fraction dominante de la bourgeoisie. Comme nous l'illustrerons ci-après, il n'y a pas ici de libre choix : l'accumulation implique l'absorption d'un nombre toujours plus élevé d'unités de production dans des ensembles de plus en plus vastes ; le processus de la concentration économique et politique se trouve ainsi à *libérer* des capitalistes en recomposant une bourgeoisie plus fortunée et plus puissante à un niveau toujours plus élevé de la pyramide sociale. Ces capitalistes « libérés » de leur propriété privée désormais intégrée dans des ensembles plus vastes constituent un puissant soutien pour la classe des propriétaires dans la mesure où ils s'établissent comme ses alliés à titre de directeurs et cadres supérieurs, soit dans les entreprises privées, soit dans les entreprises publiques, ministères, etc.

Aussi, le processus de la concentration économique a-t-il posé un problème spécifique au Québec où cette libération d'une fraction de bourgeoisie aux caractéristiques culturelles particulières – langue, religion, famille, notamment, – a pris une certaine ampleur et conduisait à poser, en même temps que la question de sa survie en tant que bourgeoisie, celle de la survie du système économique capitaliste en tant que tel. Et c'est sans contredit la caractéristique la plus « originale » de l'anti-duplessisme que d'avoir conduit certains intellectuels à la critique radicale de l'économie politique québécoise et nord-américaine, tout en les

amenant, dans les faits, à vouloir sauver à tout prix ce même système économique. Cette contradiction se résorbera, on le sait, dans et par l'investissement, comme lieu privilégié susceptible de permettre cette survie de la bourgeoisie autochtone, dans la collaboration avec le capital étranger. En même temps, cette contradiction subsistera, on le sait, dans la prise en charge de cette même critique et son approfondissement par des intellectuels et des militants s'opposant à cette double domination bourgeoise. C'est en ce sens que la Révolution tranquille peut être perçue ou appréhendée à la fois comme une phase progressiste – si l'on a été anti-duplessiste et qu'on soit passé au pouvoir, – et comme une phase réactionnaire – si l'on a été anti-duplessiste et que l'on soit resté opposé à un pouvoir pris en main par cette bourgeoisie qui, à la différence de l'autre, parle français.

Le présent chapitre prétend apporter une illustration de ces énoncés par l'étude de cet investissement de la scène politique par la fraction d'une bourgeoisie dont la spécificité par rapport aux autres bourgeois repose sur sa langue et sa religion. Elle se dit canadienne-française en 1959, elle se prétendra québécoise dix ans plus tard ; le qualificatif ethnique ou linguistique importe peu, c'est bel et bien d'abord et avant tout d'une bourgeoisie qu'il s'agit.

Cette bourgeoisie doit dès lors faire deux choses : premièrement, accélérer le processus de la concentration industrielle auprès des petites unités de production et, deuxièmement, récupérer cette concentration à son avantage plutôt qu'à celui d'une bourgeoisie américaine ou anglo-canadienne. Il s'agit alors ou bien de détruire l'unité de production moins rentable, ou bien de l'intégrer dans un ensemble plus vaste susceptible de tenir tête dans la jungle de la concurrence. Il s'agit donc, en d'autres mots, d'instaurer une collaboration nouvelle au sein de la bourgeoisie ¹. Sur le plan stratégique, il importe alors de rejeter l'attitude passive entretenue depuis la Deuxième Guerre pour revenir à une étroite collaboration entre l'État et les entrepreneurs. Ce sont les moments de cette destruction et de cette collaboration que nous allons maintenant reprendre plus en détails.

¹ « Notre propre point de départ nous a été donné dans l'existence d'une identité d'intérêt entre les plus grandes institutions financières et les plus grandes corporations industrielles, dont l'expression concrète se trouve dans les directorats détenus de part et d'autres par des individus-clé. La preuve montée par nous fait état de l'existence de puissants groupes financiers, d'alliances fonctionnelles entre membres d'une classe capitaliste active et énergique, qui voit son profit et sa stabilité en tant que classe dans la collaboration avec le capital étranger, et non dans son opposition à lui. » Libbie and Frank Park : *Anatomy of Big Business*, Toronto, James Lewis & Samuel, 1973, p. XIII (*Foreword to the 1973 reprint*).

1. Le projet économique :

[Retour à la table des matières](#)

Les années cinquante ont été marquées, en leur début, du sceau de l'optimisme. La guerre et le capital font bon ménage et celle de Corée ne fait pas exception ; elle a puissamment contribué à insuffler à l'économie québécoise ce dynamisme qui a, momentanément, relégué dans l'ombre les difficultés tant appréhendées de la conversion d'une économie de guerre en économie de paix à la suite de la cessation du conflit entre les Alliés et les puissances de l'Axe en 1945.

Déjà 1949 semblait marquer le début d'une récession lorsqu'intervint l'année suivante, en juin, cette guerre de Corée :

Les hostilités de Corée ont fortement stimulé au Québec l'exploitation des ressources naturelles requises, soit directement ou indirectement, pour les programmes de défense des nations occidentales ¹.

Un autre facteur important de stimulation de l'exploitation des richesses naturelles au Québec, comme partout ailleurs au Canada, est imputable à une transformation dans la stratégie américaine d'approvisionnement en ressources ; c'est le fameux rapport Paley préparé à la demande du président des U.S.A. sur les disponibilités américaines et étrangères en ressources et sur les meilleurs moyens de les exploiter au service de la liberté – en l'occurrence, celle des U.S.A. ² :

Le Rapport Paley est considéré comme l'enquête la plus complète menée ces dernières années sur les besoins de l'économie américaine en richesses naturelles... Des 29 « produits-clé » dont l'approvisionnement futur est répertorié par la Commission, le Canada est considéré comme une source majeure potentielle pour 12 d'entre eux... (Or,) entre le *pattern* de développement des ressources au Canada durant l'après-guerre et le *pattern* suggéré par les prévisions du rapport Paley, il existe une correspondance évidente ³.

Cette nouvelle insistance mise sur l'exploitation de richesses naturelles par le capital américain doit être juxtaposée à la poursuite d'un vaste et inéluctable processus de concentration industrielle, processus initié et maintenu, cette fois encore, par les monopoles américains.

(Sous Duplessis) on invoqua fréquemment le principe qu'il fallait encourager la croissance et le développement de la petite entreprise canadienne-française,

¹ Lebel, Gilles : *Horizon 1980. Une étude sur l'évolution de l'économie du Québec de 1946 à 1968 et sur ses perspectives d'avenir*, Québec, M. I. C., 1970, p. 99.

² *Presidents Materials Policy commission. Resources for Freedom*, Washington 1952, 5 volumes.

³ Aitken, Hugli G. J. : *American Capital and Canadian Resources*, Cambridge, Harvard University Press, 1961, pp. 83 et 84.

néanmoins les grandes entreprises manufacturières canadiennes-anglaises, les chaînes de magasins et les compagnies d'assurances maintinrent leur domination... Très peu fut fait pour éliminer les abus dans le financement des grandes corporations et le monde des affaires était toujours caractérisé par l'échange de directeurs, le pouvoir des compagnies de gestion, le mouillage du capital, de même que par l'exercice du contrôle par une minorité d'actionnaires ¹.

Indiquons, au passage, que la domination imputée ci-dessus aux « canadiens-anglais » est surtout le fait d'entreprises américaines dans la mesure même où le contrôle sur les firmes canadiennes est progressivement passé aux mains des Américains.

Ainsi, plus faible que sa consœur canadienne, l'entreprise québécoise est forcément plus menacée mais, paradoxalement, le nombre élevé des petites unités de production dans la province de Québec constitue un puissant rempart contre ce processus de la concentration. En réalité, se sont *les plus importantes* entreprises détenues par une bourgeoisie d'expression française qui sont cédées aux capitalistes américains ou canadiens-anglais tandis que le *nombre* des plus petites entreprises — de 50 employés et moins — n'est pas sensiblement affecté par le processus de concentration :

Dans un an seulement, trois de nos entreprises les plus évoluées ont été perdues à l'économie canadienne d'expression française. Il y va non seulement de l'influence canadienne-française, au pays, *mais plus encore de l'équilibre social au Canada*. Si les entreprises libres canadiennes-françaises ne réussissent pas à s'organiser selon les tendances des conceptions économiques actuelles, il est à craindre que l'opinion publique, dans le Québec du moins, ne recherche des solutions en dehors de l'entreprise libre, et qu'une tendance de la pensée du public en général ne se reporte vers des solutions purement socialisantes encourageant, au nom de la « protection des nôtres », ou d'un slogan analogue, les administrations publiques de la Province à nationaliser non plus seulement les grands services publics, mais encore certaines entreprises de production. Ce qui serait tomber de Charybde en Scylla ².

En ce sens, l'économie québécoise demeure caractérisée par l'existence, à côté d'un nombre restreint de grands ensembles fortement monopolisés, d'une poussière de petites unités de production qui ne sont pas susceptibles de fonder à cause de

¹ Quinn, Herbert F. : *The Union National. A Study in Quebec Nationalism*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, page 77.

² Melançon, Jacques : « Retard de croissance de l'entreprise canadienne-française » in : Bédard, Roger-J. : *L'essor économique du Québec*, Montréal, librairie Beauchemin Limitée, 1969, pp. 175-76. Les trois entreprises dont il est question en début de citation sont : Aluminium Rolling Mills, David et Frères Limitée et Thrift Stores Ltd.

leur taille une véritable bourgeoisie et s'apparentent même plutôt à ce qu'il était convenu d'appeler au siècle dernier une petite bourgeoisie marchande.

Le groupe d'entreprises classifiées sous le titre d'échoppes artisanales est très fortement représenté chez nous... La proportion des très petites entreprises industrielles, employant moins de cinq employés... représente plus de 50 % de l'ensemble de nos industries, tandis (qu'en Ontario), la proportion ne dépasse pas 40 %. Le nombre de ces entreprises s'établit à 4 880 dans le Québec contre 4 300 dans l'Ontario, bien que le total des industries manufacturières soit dans cette province de 10 731 contre 9 656 dans la nôtre... ¹.

Double contradiction donc que se doit de résorber la bourgeoisie locale pour survivre dans un « équilibre social » compromis au point où il y va de son existence même.

Le tableau 1 donne une idée de l'évolution comparée de la structure industrielle du Québec par rapport à celle de l'Ontario sur la base du nombre d'employés par entreprise.

¹ Melançon, Jacques : « L'industrie canadienne-française et ses besoins de capitaux », in : Bédard, R.-J. : *op. cit.*, pp. 307-320, à la page 314.

Tableau 1 :

Nombre d'établissements et d'employés selon la taille des entreprises, Québec et Ontario, 1959 et 1969, (en pourcentages).

	1959				1969			
	Québec		Ontario		Québec		Ontario	
	Étab.	Empl.	Étab.	Empl.	Étab.	Empl.	Étab.	Empl.
	%	%	%	%	%	%	%	%
Taille :								
de 4 employés	40,0	2,4	34,8	1,6	31,2	0,9	27,4	0,6
5 – 49	45,5	19,7	46,5	16,2	49,9	17,1	51,1	13,7
50 – 199	9,7	24,3	12,1	24,7	14,3	26,9	15,2	23,7
200 – 499	2,1	17,2	3,3	20,9	3,2	19,4	4,5	21,4
500 – 999	0,8	13,8	0,9	12,8	0,9	13,1	1,2	12,8
1000 – 1499	0,3	9,1	0,2	6,1	0,3	6,0	0,3	6,4
1500 – et plus	0,1	11,7	0,2	16,6	0,2	11,2	0,3	17,1
non classés	1,5	–	2,0	–	–	–	–	–
sièges sociaux	–	1,8	–	1,1	–	5,4	–	4,3
total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Sources : *Type of ownership and size of establishment engaged in manufacturing in Canada*, Ottawa, D.B.S., 1959, catalogue 31-210, annuel.

Non seulement le nombre total d'établissements tend-il à décroître dix fois plus rapidement au Québec où il passe de 11 584 à 10 466 ici – une perte de 1 118, – par rapport à l'Ontario où il ne tombe que de 13 081 à 12 971 – une baisse de 110, – mais le nombre total d'employés croît deux fois plus rapidement là-bas qu'ici : de 207 716 contre 97 790, ce qui représente, entre 1959 et 1969 un taux de croissance de 33,6 % pour l'Ontario et de 22,7 % pour le Québec.

Or, ces résultats passablement décevants ont été atteints malgré la rationalisation subie par la structure économique québécoise, c'est-à-dire malgré la baisse d'importance, sur les dix ans retenus, de la place occupée, comme lieu de travail pour la main-d'œuvre, par l'échoppe artisanale ; à cet égard d'ailleurs, il s'est produit un phénomène assez étonnant puisque le nombre de ces échoppes est plus élevé en 1969 dans l'Ontario où les établissements embauchant moins de cinq employés sont passés de 4 559 à 3 548 tandis qu'au Québec il y avait 4 629 de ces établissements en 1959 et 3 264 en 1969. Au surplus, la part de la main-d'œuvre accaparée par les plus grands établissements, c'est-à-dire ceux comptant 500 employés et plus, est passé de 35,5 % à 36,3 % en Ontario tandis qu'elle déclinait au Québec de 34,6 % à 30,3 %. Si donc la rationalisation de la concentration

industrielle a porté des fruits, ces fruits ont été cueillis par d'autres que les Québécois.

Il semble ainsi que le préalable posé par Jacques Melançon à l'assainissement de notre milieu industriel ¹ n'ait rien changé à cet inéluctable processus d'affaiblissement de l'économie québécoise par rapport à l'économie ontarienne causé par la concentration industrielle dont a bénéficié cette province : en 1959, l'Ontario accaparait 58,9 % de la main-d'œuvre du secteur manufacturier des deux provinces ; en 1969, elle en accapare 60,9 %, et derrière cet accroissement apparemment très faible, ce sont 110 000 nouveaux emplois de plus qu'au Québec qui ont accru à l'économie ontarienne.

Ces chiffres éclairent d'un jour différent le processus d'une désindustrialisation relative subi par les régions excentriques du pays et que nous avons relevé à l'occasion de l'étude de la structure occupationnelle, au chapitre précédent.

En ce sens, une désindustrialisation régionale est en quelque sorte l'envers de la centralisation économique et politique dans les régions déjà favorisées. Et, si tel est le diagnostic qu'amène à poser l'évolution de la concentration industrielle au Canada, le remède à administrer ne peut dès lors s'appliquer à l'une seulement des causes du sous-développement ; ce qui revient à dire que la rationalisation d'une économie n'est jamais un processus nécessaire en soi mais toujours une évolution orientée vers une fin spécifique à l'avantage d'une classe ou d'une fraction de classe spécifique. Coïncée entre l'emprise sur la société québécoise d'une classe de petits propriétaires et la force économique-politique d'une classe de grands propriétaires étrangers – les monopoles –, la bourgeoisie basée au Québec n'a, à côté de l'alternative de dépérir progressivement, que la possibilité de prendre en charge cette responsabilité en s'insérant au sein même d'une telle contradiction : accélérer le processus de la concentration industrielle d'une part, mais récupérer le plus possible les bénéfices potentiels de cette concentration à son avantage de l'autre, plutôt qu'à l'avantage exclusif de capitalistes étrangers. Ce sera là le *projet* – pour parler comme Sartre ² – de la bourgeoisie canadienne-française, un projet ambigu s'il en est, puisqu'il amènera les représentants de cette bourgeoisie à être à la fois nationalistes et pro-américains, à la fois fédéralistes et autonomistes, à la fois pour l'empire qu'exerce l'entreprise privée mais aussi en faveur de la solution bureaucratique, mais malgré tout, un projet couronné d'un certain succès puisque si les plus petites comme les plus grosses entreprises baissent en importance, ce sont effectivement les unités de moyenne taille qui résistent le mieux : il y a 1 357 établissements comprenant de 50 à 500 employés en 1959, il y en aura 1 832 en 1969. Une telle performance doit s'apprécier dans le contexte de la concentration ; comparée à la performance de l'Ontario où le nombre de ces entreprises passe de

¹ Voir la référence ci-dessus.

² Sartre, Jean-Paul : *Critique de la raison dialectique*, précédé de : *Questions de Méthode*, Paris, Gallimard, 1960, p. 63 sq.

2 007 à 2 560 – une augmentation du même ordre de grandeur qu'au Québec, de 500 unités, – leur poids relatif par rapport à l'emploi demeure quand même inchangé. C'est dire que si la croissance économique et la concentration ont bel et bien un effet « malthusien » sur les établissements en Ontario, l'effet au Québec n'est pas tout à fait le même.

La réalisation de ce projet économique susceptible, en assurant la survie d'une bourgeoisie « aborigène », d'assurer la survie du système économique, passe par la propriété du capital. Le capital est le moteur de la centralisation comme le profit est l'aiguillon du capital. Pour centraliser mieux, pour s'insérer dans un processus de centralisation qui risque de nous échapper, il faut alors disposer de capitaux et c'est le premier et le principal problème auquel la bourgeoisie locale est confrontée que celui de la disponibilité des ressources financières.

Ce sont les diverses solutions apportées à ce problème que nous allons étudier plus en détail dans la section suivante en nous penchant sur la mise sur pied du Conseil d'Orientation économique du Québec. Nous montrerons que l'échec relatif des initiatives privées au problème du manque de capitaux a trouvé sa solution dans l'investissement par les hommes d'affaires du gouvernement provincial.

2. La stratégie politique :

[Retour à la table des matières](#)

a) Les antécédents politiques.

La paternité de l'idée de créer un organisme « indépendant » composé des principaux représentants des milieux ou des agents socio-économiques et dont la fonction consisterait à conseiller le gouvernement du Québec dans sa politique économique n'est pas facile à établir ¹. Il semble acquis toutefois que l'idée a fait son chemin politique portée par la Dr. Philippe Hamel. C'était en effet un des principaux articles au programme du parti de l'Action Libérale Nationale dévoilé à Saint-Georges-de-Beauce le 12 août 1934 par Paul Gouin ². Dans l'esprit de ses proposeurs, le Conseil devait remplacer le Conseil législatif, – c'est-à-dire la Chambre haute provinciale, – devenu désuet ³.

Or, la fusion de l'A.L.N. et des conservateurs provinciaux au sein d'un nouveau parti appelé l'« Union Nationale » eût pour conséquence le rejet par le chef du

¹ Quinn, Herbert F. : *op. cit.*, p. 220, citant le programme de A.L.N. où Gouin mentionne les noms de E. Montpetit, E. Minville, Eugène L'Heureux et Asselin.

² *Idem*, appendice B, pp. 206-224.

³ On sait que le Conseil législatif survivra jusqu'en 1968 alors qu'il sera aboli par l'Union Nationale.

parti, Maurice Duplessis, des initiatives radicales de celui qu'il nommait le « docteur rouge ».

Parallèlement à ces événements politiques, le Conseil a connu une autre histoire : celle de son évolution au sein de la Chambre de Commerce de la province de Québec. En effet, « dès 1936, (les) Chambres de Commerce recommandaient... la création d'un Conseil économique supérieur pour orienter l'exploitation rationnelle (des) richesses à l'avantage de la communauté » ¹.

Ces initiatives n'eurent pas de suite durable ². Ce n'est qu'avec le retour des Libéraux au pouvoir en 1939 que cette idée est reprise, puis implantée dans les faits en 1943, essentiellement en vue de prévoir les conséquences économiques de l'après-guerre et, notamment, celles du retour des soldats du front et de la reconversion de l'industrie de guerre en industrie de paix.

Ce conseil a pour mission de faire enquête sur les ressources agricoles, forestières, minérales et industrielles de la province et de suggérer les mesures voulues pour en assurer une utilisation aussi rationnelle et aussi complète que possible ; sans oublier les grandes entreprises (sic !) il devra porter une attention particulière aux besoins des agriculteurs, des pêcheurs, des artisans, des petits industriels et des petits commerçants. Ce conseil est spécialement chargé d'élaborer, en collaboration avec le gouvernement fédéral et ceux des autres provinces, un programme d'utilisation de la main-d'œuvre qui sera disponible à la fin de la présente guerre ³.

Le Conseil est mis sous la présidence de Fridolin Simard ⁴. Néanmoins, avec le retour au pouvoir de l'Union nationale en 1944, le Conseil tombera en désuétude faute par Duplessis de renouveler le mandat des conseillers ⁵.

De nouveau, l'initiative revient aux Chambres de Commerce qui instituent alors leur propre Conseil ¹.

¹ Roy, Léonard : *L'inventaire des ressources naturelles de notre milieu*, cours de perfectionnement en administration de la Chambre de Commerce, (1961 ?), texte ronéo, 83 pp., à la page 5.

² « Durable » parce que l'Office de Recherches économiques mis sur pied en 1936 « à l'instigation de M. Esdras Minville... a connu un malheureux sort. » Cf. Roy, L. : *op. cit.*, pages 5 et 6.

³ *Statuts du Québec*, 7 George VI, 1943, ch. 8, article 3.

⁴ Parmi les 15 conseillers, on peut relever les noms de Jules A. Brillant, président, la Cie de pouvoir du Bas Saint-Laurent ; Paul H. Bourget, administrateur, Singer Manufacturing Co. ; Eugène L'Heureux, rédacteur en chef, l'Action catholique, Georges H. Lévesque, o.p., membre du Conseil supérieur du travail ; Esdras Minville, directeur, H.E.C. ; Gérard Picard, secrétaire général, C.T.C.C. ; J. Édouard Simard, vice-président, Sorel Industries et Marine Industries ; J.-O. Wilson, gérant, Anglo-Canadian Pulp and Paper et Gaspésia Sulphite, etc.

⁵ Cf. Roy, L. : *op. cit.*, « Ce Conseil d'Orientation économique n'a fonctionné que de septembre 1943 à août 1944. Cependant, il a tenu quatre sessions de travail. Il a cessé d'exister par non convocation et par absence de renomination de ses membres. »

Ce Conseil voyait à l'animation de conseils régionaux d'orientation économique où siègent hommes d'affaires et représentants divers. Déjà, à ce niveau local, « les conseils municipaux, les grandes entreprises industrielles et commerciales et notre gouvernement provincial secondent admirablement (les) travaux » des Conseils, lit-on dans le Rapport annuel du président de la Chambre en 1957 ².

En même temps, dans ses « mémoires » soumis annuellement au premier ministre, plus précisément en 1957 et en 1958, la Chambre ne cesse de réclamer que soit recréé ou remis sur pied un Conseil d'Orientation économique qui serait placé sous l'égide du gouvernement ³.

Les Conseils régionaux de la Chambre ont essentiellement pour tâche d'effectuer des recherches :

Déjà les ministères provinciaux ont accepté le principe de publier les monographies économiques sur la base de régions économiques. Vous constaterez que votre organisme jouera de plus en plus un rôle de premier plan dans la coordination de tous les efforts pour améliorer les conditions de vie des citoyens de cette province. Cela ne devrait étonner personne, puisque la Chambre de Commerce est l'organisme groupant, tant sur le plan local que provincial, le plus grand nombre de citoyens éclairés et compétents à travailler au bien-être commun, selon des rouages à la fois souples et efficaces. Bref, l'organisme idéal pour engager le dialogue entre d'une part le public, et, d'autre part, l'état dans ses deux fonctions législatives et exécutives. Ce qui répond à la lettre et à l'esprit des encycliques pontificales *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno* ⁴.

Et, en 1958, dans son mémoire au premier ministre, la Chambre annonce :

la mise sur pied de six conseils régionaux d'orientation économique sur les dix régions que comprend notre province... C'est dans cet optique (par le biais de recherches régionales, D. B.) qu'ils s'appêtent à rendre de grands services dans l'aménagement économique régional...

¹ Cf. « Rapport du Comité de la Banque d'affaires de la Chambre de Commerce de la province de Québec », page 1, in : *Rapport du 22^e Congrès annuel de la Chambre de Commerce de la province de Québec*, « Les conclusions du rapport Tremblay », Chicoutimi, septembre 1957, où l'on peut lire : « Le Comité de la Banque d'Affaires n'a maintenant qu'à faire accepter définitivement son projet par le Conseil d'Orientation économique qui relève directement de l'exécutif de la Chambre de Commerce de la province de Québec ».

² Bradet, J.-Ovide : « Rapport annuel du président de la Chambre de Commerce de la province de Québec », page 2, in : *Rapport du 22^e Congrès*, *op. cit.*, Sur la structure et l'organisation des Conseils régionaux, voir, Roy, L. : *op. cit.*, p. 69.

³ Cf. *Mémoire soumis à l'hon. Maurice L. Duplessis premier ministre de la province de Québec*, janvier 1957, et *Mémoire soumis, etc.*, février 1958.

⁴ Robidas, Marcel : « Rapport du directeur général », page 1, in : *Rapport du 22^e Congrès*, *op. cit.*

Nous soumettons, respectueusement, que votre gouvernement aurait avantage à fournir à ces conseils régionaux d'orientation économique, certains moyens financiers...¹.

Enfin, c'est en 1959, à l'occasion de la tenue de son 24^e Congrès annuel qui avait comme thème « l'inflation » que la Chambre se prononce, dans le cadre d'un « programme d'action à long terme » pour la « planification à long terme du développement économique du Québec »². Il s'agit encore cette fois d'une initiative privée.

Le mouvement des chambres de commerces de la province de Québec, c'est-à-dire les chambres locales et les chambres régionales, sous la direction de leur fédération, se propose donc d'entreprendre une vaste étude et d'établir un plan élaboré du développement économique de la Province. Il cherchera, par tous les moyens, à réaliser intégralement ce plan³.

L'engagement de créer un C.O.E.Q. apparaît ensuite à l'article 10 du programme du Parti libéral dévoilé à l'occasion du déclenchement des élections qui devaient se tenir en juin 1960⁴. Avec l'accession au pouvoir des Libéraux, c'est ainsi l'histoire politique du C.O.E.Q. qui commence : la sanction du *bill* 26, c'est-à-dire la *Loi concernant le C.O.E.Q.*, est acquise le 22 février 1961. Ce Conseil a pour mission :

a) d'élaborer le plan d'aménagement économique de la province en prévoyant l'utilisation la plus complète de ses ressources matérielles et humaines ; b) de conseiller le gouvernement, de sa propre initiative ou sur demande, sur toute question économique⁵.

La filiation entre le Conseil et les Chambres de Commerce est dès lors directe :

La Chambre de Commerce de la province de Québec et la Chambre de Commerce de Montréal ont, chacune, leur comité d'orientation économique, qui ont contribué, dans une large part, à l'élaboration des structures, du mécanisme fonctionnel, des pouvoirs et attributions du nouveau Conseil d'Orientation économique de la province, dont on attend une politique d'exploitation rationnelle du potentiel économique de notre milieu⁶.

¹ Cf. *Mémoire*, op. cit., février 1958. Une telle aide a été apportée puisque le *Mémoire* de janvier 1959 en fait état, sans plus.

² *Rapport du 24^e Congrès annuel de la Chambre de Commerce de la province de Québec*, « L'inflation », Sherbrooke, septembre 1959, page 47.

³ *Idem*, p. 48.

⁴ Cf. Roy, Jean-Louis : *Les programmes électoraux du Québec*, tome 2, Montréal Leméac, coll. Québécois, 1971, page 379.

⁵ *Statuts du Québec*, 9 El. II, 1960, ch. 15, article 3.

⁶ Roy, L. : op. cit., p. 8.

Cette fonction de planification est la seule alternative devant le processus de concentration que connaît le Québec à ce moment là.

Devant la concentration industrielle dans la région de Montréal, comme c'est le cas par suite de la concentration industrielle dans le Sud de l'Ontario, il faut s'attendre à ce que des centaines de nos centres les mieux favorisés réclament une armature économique élaborée qui les aide tout en maintenant des moyens de communication adéquats entre eux et nos grandes villes ¹.

Le moyen proposé pour atteindre ces fins est la canalisation puis la ré-orientation de l'épargne des particuliers détenue par les institutions financières « nationales ».

Il faut que nos Chambres de Commerce amènent nos hommes de finance à emboîter le pas, pour reprendre le temps perdu, dans ce développement économique de la province. Il faut que tous ceux qui dirigent les caisses populaires, les fonds mutuels, les banques d'affaires et d'expansion industrielle, les sociétés de gestion, les caisses provinciales de crédit et toutes les autres initiatives récentes de rassemblement et de canalisation des finances canadiennes-françaises, consentent à travailler de concert sur un même projet, sur une même idée ².

C'est très précisément ce qui fut fait. On ne sera dès lors pas étonné de retrouver, parmi les conseillers nommés par le gouvernement pour siéger au C.O.E.Q., deux anciens présidents de la Chambre et un membre de l'exécutif de la Chambre de Commerce du Canada ³.

b) Les antécédents économiques

Le projet de Conseil mûri et préparé par la Fédération des Chambres de Commerce s'oriente autour d'une question : comment tailler une place au capital « national », i.e., québécois, dans un monde dominé par des ensembles monopolistes ? En d'autres mots, comment vivre avec le processus de la concentration industrielle ?

Dans ce contexte, le C.O.E.Q. apparaît comme la dernière en date d'une série d'initiatives privées qui avaient tenté de résoudre ce problème avec plus ou moins de succès. Sans prétendre être exhaustif, mentionnons deux de ces initiatives : la création, en 1953, sous l'égide de la Société Saint-Jean-Baptiste, du Conseil d'expansion économique ⁴ et la proposition faite par F. A. Angers et Jacques

¹ *Idem*, p. 16. L'auteur d'ajouter : « L'Association des Manufacturiers canadiens faisait les mêmes constatations (sur la nécessité de la décentralisation, D. B.) sur le plan national, dans une étude parue en octobre 1959 ; elle déplorait la trop grande concentration qui existe en Ontario et dans le Québec : provinces qui possèdent à elles seules, 80% de notre richesse manufacturière. »

² Roy, L. *op. cit.*, page 37.

³ Il s'agit de René Paré, Rosaire Gendron et G. M. Young.

⁴ Cf. *La Patrie*, 26 juin 1966, p. 21. Le Conseil n'obtiendra sa charte qu'en 1957.

Melançon au congrès de la Chambre de Commerce de la province, tenu à Pointeau-Pic en 1958, de mettre sur pied une Banque d'affaires ¹.

Le Conseil d'expansion économique visait pour sa part à regrouper les hommes d'affaires canadiens-français afin d'instaurer entre eux un esprit de solidarité fraternelle face aux entrepreneurs anglo-saxons. En ce sens, il constituait en apparence une initiative nationaliste mais, comme pour la Banque d'affaires, si ses promoteurs disent vouloir protéger la petite entreprise canadienne-française, ils n'en admettent pas moins vouloir initier ce que l'un d'eux a appelé une « saine concentration » ². Mais ces initiatives sont demeurées somme toute marginales ; elles ont eu néanmoins une fonction idéologique certaine faute d'avoir des effets économiques concrets. Or, pendant ce temps, d'autres initiatives étaient prises, qui, elles, ont fonctionné : il s'agit de la création et de la croissance d'entreprises financières à la fin des années '50 et au début des années '60 comme, par exemple, la Corporation d'expansion financière (Corpex, 1957), la Compagnie nationale de Gestion, Roynat (1962), les Placements collectifs, etc. Ces entreprises de gestion et de fiducie croissent à un rythme accéléré, beaucoup plus rapidement que les banques. Elles constituent en outre un puissant instrument de concentration industrielle.

En effet, pour survivre en économie capitaliste, il faut détruire l'unité de production la moins rentable ou l'intégrer à l'entreprise rentable. Ce processus est le fait du capital financier qui doit, pour opérer, transformer l'entreprise individuelle ou familiale en entreprise « publique », c'est-à-dire fondée sur un capital-actions (*equity capital*).

En ce sens, les deux premières initiatives mentionnées plus tôt – la C.E.E. et la Banque d'affaires – ont échoué précisément parce qu'elles étaient économiquement irrationnelles en ce qu'elles visaient à concilier l'inconciliable sous prétexte qu'entre Canadiens français l'entraide devait remplacer la concurrence. Pendant ce temps, les compagnies de gestion poussaient comme des champignons et, qui plus est, faisaient des affaires d'or.

Mais il y a sans doute une autre explication à fournir de cet échec : l'entreprise de canalisation et de ré-orientation de l'épargne n'est réalisable, en contexte québécois, qu'avec l'intervention de l'État. Autrement dit, seul l'État est en mesure d'opérer la délicate jonction des intérêts en présence et de permettre que soit initié ce vaste processus de renversement des alliances qui aboutira, finalement, à

¹ Le Comité de la Banque d'Affaires sera présidé par Fridolin Simard qui soumettra son rapport au Congrès annuel de 1959.

² *Rapport du Comité de la Banque d'Affaires*, 1958. Notons que le fédéral avait pris les devants dans ce domaine en créant la Banque d'Expansion industrielle qui sert de modèle aux promoteurs de la Banque d'Affaires. Toutefois, on reproche à la B.E.I. de ne pas s'occuper de la petite entreprise.

marginaliser complètement ceux qu'on appelle alors les membres de l'« élite traditionnelle »¹. C'est ce réseau d'alliance que nous allons maintenant chercher à établir.

c) Les alliances au sein du C. O. E. Q.

En mars 1961, le C.O.E.Q. compte dix-huit conseillers dont deux haut fonctionnaires. Neuf de ces dix-huit conseillers ont ensemble 44 directorats et, parmi les entreprises représentées, nous pouvons compter 5 compagnies d'assurances, 5 compagnies de placements, 2 compagnies de gestion, le reste étant fourni surtout par les entreprises industrielles. Or, 4 des 5 compagnies d'assurances, une des compagnies de gestion de même qu'une compagnie de placements sont toutes reliées au mouvement Desjardins.

Ces liens divers iront en se raffermissant avec le temps jusqu'en 1963 : le C.O.E.Q. et le mouvement Desjardins auront trois directeurs en commun, le C.O.E.Q. et Corpex, quatre. Ces éléments méritent d'être expliqués.

La difficulté à laquelle sont confrontés les conseillers en 1961 est clairement indiquée par Léonard Roy :

Les membres de Chambres de Commerce... se rendront compte que ce n'est pas le capital qui manque, mais une ou plusieurs institutions de crédit à long terme qui soit capable de regrouper la petite épargne canadienne-française pour la faire servir au financement de notre propre industrie d'extraction et de transformation de nos ressources naturelles.

C'est précisément le but que poursuivent actuellement, la Chambre de Commerce de la province de Québec et la Société Saint-Jean-Baptiste en préconisant la fondation, soit d'une caisse provinciale de crédit de \$25 millions, soit d'une Banque de financement à long terme, destinée à favoriser exclusivement l'exploitation de nos ressources naturelles, où nos Caisses populaires et nos compagnies d'assurances canadiennes-françaises auront un rôle important. Il ne s'agit pas là, on le comprendra, de l'aide à la petite entreprise.

La Chambre de Commerce a présenté son projet au gouvernement, en mai 1961. Il s'agit d'une entreprise à participation mixte de l'entreprise privée et de l'État...².

Il s'agit ici, on l'aura deviné, de la création par le gouvernement d'une Société générale de financement. À cet égard, Gérard Filion sera encore plus explicite :

¹ Cf. par exemple, Bourassa, Robert : « Instruments de libération » in : *Maintenant*, nos 68-69, septembre 1967, pp. 262 à 266.

² Roy, L. : *op. cit.*, page 39.

Neuf mois d'expérience à la direction de la S.G.F. m'ont fait toucher du doigt la nécessité de constituer des groupes financiers semblables au nôtre. Déjà nous amorçons une collaboration plus étroite avec la Corporation d'Expansion financière... Des groupes financiers comme Corpex, il en faudrait plusieurs dans la province de Québec, ... afin de permettre à nous et à eux de répartir nos risques sur un plus grand nombre d'unités et de faire collaborer un plus grand nombre d'hommes d'affaires à l'orientation du développement industriel de la province ¹.

Il est difficile d'être plus clair. Les années 1961-1963 furent ainsi consacrées à la mise sur pied d'une réorganisation des alliances au sein de la bourgeoisie, réorganisation qui devait consolider les liens entre le capital financier et le capital industriel au détriment des entreprises – petites, moyennes ou grosses, peu important – relevant de propriétaires individuels. Il s'agissait d'accélérer le processus de la destruction des rapports capitalistes de production moins développés.

En effet, le phénomène le plus frappant que révèle une manipulation sommaire des échanges de directeurs entre les principales institutions financières canadiennes-françaises en 1960 est sans contredit l'absence de rapports – à ce niveau à tout le moins, – entre certaines d'entre elles, plus particulièrement, entre les entreprises relevant du mouvement Desjardins et les autres institutions financières.

Le processus de concentration initié par Corpex prendra dès lors une toute nouvelle dimension avec la création d'un Conseil d'Orientation économique. En effet, le Conseil apparaît comme le lieu où est institutionnalisée l'alliance entre le capital financier et le capital de prêt, alliance amorcée quelques années auparavant entre Corpex et les Placements Collectifs, la société qui administre les Fonds collectifs. Ainsi, le C.O.E.Q. constitue la fusion entre le capital financier et le mouvement Desjardins, fusion qui débouchera en 1963 sur la création de la Société Générale de Financement (S.G.F.).

Le graphe n° 1 illustre quelques-uns des échanges de directeur entre Corpex et quelques institutions financières tandis que le graphe n° 2 fait état des principaux intérêts industriels et financiers représentés au sein du C.O.E.Q. en 1961.

Le principal élément que révèle la comparaison de ces deux graphes est sans contredit la présence des institutions relevant du mouvement Desjardins en 1961.

¹ Filion, Gérard : « Les origines de la S.G.F. » in : Bédard, *op. cit.*, page 295. L'auteur avait au préalable indiqué : « (Nous) essayons de créer un capitalisme autochtone dirigé par les Québécois, mais assez puissant pour rencontrer la concurrence des autres entreprises de même nature sur le marché canadien et même sur le marché américain. En aidant ainsi à (*sic*) des entreprises à passer du stade familial au stade capitaliste, nous ne favorisons pas le règlement de la succession de quelques millionnaires, mais nous organisons la résistance de l'industrie québécoise et nous la plaçons sur un pied de concurrence égale avec les autres » (pp. 294-95).

Ce fait correspond ainsi aux *desiderata* formulés par les porte-parole de l'oligarchie financière à la fin des années cinquante, auxquels il ne faut pas manquer d'ajouter la voix du clergé. Ainsi, Richard Arès, s.j., directeur de la revue *Relations* :

... (Les Caisses populaires) ont en dépôts d'épargne une somme de près de 700 millions de dollars...

Depuis quelque temps, ces amas de capitaux suscitent convoitises et controverses... comme beaucoup d'entre vous, j'imagine, j'ai pris connaissance, par la voie des journaux, de la rumeur que le gouvernement de la province s'apprêterait à modifier la loi des syndicats coopératifs pour permettre aux Caisses populaires de placer des capitaux dans les sociétés industrielles et commerciales. J'ai même entendu parler que les Caisses avaient été invitées à investir 16 millions de dollars dans un projet d'aciérie de 30 millions à Varennes ¹.

Graphe n° 1. Quelques liens par échange de directeurs, Corpex 1960.

¹ Arès, Richard, S. J. : « Les Caisses populaires et la communauté canadienne-française », : (conférence donnée au VII^e Congrès des Caisses populaires Desjardins du Québec, 10 mai 1961), in : Bédard, R. J. *op. cit.*, p. 329.

Graph n° 2. Principaux intérêts représentés au C.O.E.Q., 1961.

Et le révérend Père de résumer ainsi sa position face à ces transformations dans l'orientation de l'épargne des Caisses : « le problème (aujourd'hui) n'est plus seulement individuel, il est devenu communautaire », indiquant par là que les dirigeants des Caisses ne devraient pas manquer l'occasion qu'offrait cette nouvelle alliance.

Or, un premier effet d'importance qu'aura cette alliance entre les institutions d'épargne telles que les Caisses populaires et les institutions financières urbaines sera d'opérer un transfert de l'épargne des régions rurales et semi-urbaines vers les régions urbaines. Si un tel transfert est difficile à appréhender pour l'ensemble du Québec à partir des données disponibles, une analyse des rapports annuels de la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses populaires Desjardins permet au moins de révéler son existence, comme l'indique le tableau 2.

Ainsi, l'épargne qui s'établissait à \$51.40 par sociétaire des caisses urbaines et à \$33.00 par sociétaire des caisses semi-urbaines et rurales en 1960, passe à \$68.00 et à \$65.50 pour chacun respectivement en 1965. Il y a donc là une tendance à l'uniformisation de l'épargne dans ces deux secteurs. Néanmoins, la croissance des actifs n'a pas suivi ce mouvement : si l'actif des caisses urbaines comptait pour 63,3 % de l'actif total des toutes les caisses en 1960, il comptera pour 66,9 % en 1965. Il y a donc-là un déplacement notable de l'enrichissement des régions semi-urbaines et rurales vers les villes et ce, malgré l'élévation de la contribution des

sociétaires semi-urbains et ruraux à l'épargne totale. Cette contribution passe de 34,1 % en 1960 à 37 % cinq ans plus tard à l'intérieur des Caisses, ce qui correspond à une contribution de 2,9 % à l'épargne personnelle totale au Québec en 1960 et à 5,5 % en 1965.

Tableau 2 :

L'épargne et l'actif des sociétaires de la Fédération de Québec des Unions régionales..., 1960 et 1965.

	Nombre de sociétaires ('000)	Épargne \$ ('000 000)	Actif \$ ('000 000)	Épargne membre	Actif membre
1960					
Caisses urbaines	678	34,9	435,3	\$51.40	\$642.20
Caisses semi-urbaines et rurales	533	27,6	253,1	\$33.00	\$472.80
1965					
Caisses urbaines	1093	74,3	807,7	\$68.00	\$739.20
Caisses semi-urbaines et rurales	669	43,7	399,7	\$65.50	\$599.20

Sources : *Annuaire du Québec et Rapport annuel de la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses populaires Desjardins*, Statistiques, 1969, page 34.

C'est ainsi que la canalisation puis la ré-orientation de toute cette épargne – il s'agit ici non seulement de celle des Caisses mais encore et surtout de l'épargne dont disposent les mutuelles d'assurances, etc., – va permettre d'accroître considérablement la plus-value des immobilisations industrielles existantes. Ce phénomène permet de comprendre les énormes possibilités d'enrichissement qu'offrent fusions et consolidations pour ceux qui acquièrent ces entreprises au moyen d'échanges d'actions.

Par ailleurs, pour opérer ces acquisitions qui fondent la consolidation d'empires industriels, il faut effectuer un « déplacement » de la propriété de ces entreprises, des détenteurs des obligations aux propriétaires des actions. Les compagnies de gestion sont l'outil tout indiqué pour ce faire puisqu'elles prêtent à long terme contre de telles garanties qui leur permettent ensuite de « mouiller » le capital.

Gérard Filion explique ce processus de la manière suivante :

L'erreur qu'on a trop souvent faite dans le passé a été d'attirer dans des entreprises de risque l'épargne des petites gens. Ce n'est pas aux gagne-petit de fournir le capital de

risque des entreprises. Ce qu'il leur faut, ce sont des créances, des titres sûrs et à rendement fixe. Le capital de risque doit venir des sociétés financières et des gens à fort revenu ¹.

Pour que la propriété de ces entreprises passe aux mains des sociétés financières il faut ainsi déloger le « petit épargnant », c'est-à-dire lui en retirer le contrôle là où il l'exerce. Cette division consacre la dissociation entre le rentier et le financier, celui-ci utilisant l'épargne du premier aux fins de consolider, par la concentration industrielle et financière, sa position dominante sur les autres fractions de la bourgeoisie qui est, en dernier ressort, la condition première et dernière de l'établissement d'une alliance avec le grand capital canadien et international.

Dans un monde économique comme celui où se développent les pays d'Occident, particulièrement les pays nord-américains, et où la grande entreprise tend à prendre une influence de plus en plus grande, il est impossible de penser que les Canadiens d'expression française peuvent jouer un rôle économique de quelque importance que ce soit si un certain nombre de grandes corporations, ne viennent pas couronner l'édifice économique qu'ils sont à ériger ².

C'est, nettement définie, la tâche principale à laquelle s'attaquera le Conseil.

d) La politique du C. O. E. Q.

Le Conseil d'Orientation économique constitue le lieu stratégique d'intervention d'une classe dominante puisque la politique économique des hommes d'affaires est alors directement articulée au pouvoir politique provincial. Ce qui ne semblait pas réalisable en 1959 le devient tout à coup avec l'arrivée au pouvoir des Libéraux en juin 1960.

Nous l'avons indiqué : le Conseil n'est pas plutôt mis sur pied à l'été 1960 que ses initiatives politiques dominant la scène provinciale : l'histoire du Conseil se confond désormais en partie avec la chronologie des législations adoptées par le gouvernement Lesage.

Pour bien marquer son importance stratégique de même que son poids politique et économique, ce sont quelques-unes de ses initiatives qu'il faut passer en revue.

¹ Fillion, Gérard : *op. cit.*, page 297.

² Melançon, Jacques : « Retard de croissance de l'entreprise canadienne- française », in : Bédard, R. J. : *op. cit.*, p. 174.

Dans une étude consacrée au C.O.E.Q., Roland Parenteau ¹ partage en quatre phases l'histoire du Conseil : la première, de la sanction du *bill* 26 en février 1961 à septembre 1962, est une phase de création et de développement de quelques institutions, notamment la Société générale de financement, la sidérurgie, l'extension de la propriété publique de l'Hydro-Québec, la Régie des rentes et la Caisse de dépôt ; la seconde, de septembre 1962 à avril 1964, est consacrée aux préparatifs du plan global dont la rédaction est finalement mise de côté en 1964 ; la troisième, d'avril 1964 à septembre 1966, est la phase de mise sur pied des Conseils économiques régionaux ; la quatrième enfin, de septembre 1966 à octobre 1968, consiste dans « la longue attente de la réforme des structures » qui aboutira à la création d'un Office de Planification en 1968 qui, avant même d'avoir pu « prendre son essor » deviendra, à la suite d'une loi adoptée en 1969, l'Office de Planification et de Développement du Québec (O.P.D.Q.).

Il est intéressant de retenir, parmi les six éléments avancés par Parenteau pour systématiser les « obstacles à la planification au Québec », les deux derniers qui sont : *premièrement*, le « partage des pouvoirs économiques entre deux niveaux de gouvernements » ; *deuxièmement*, « la perméabilité de l'économie québécoise aux influences étrangères ».

Néanmoins, la formulation la plus claire des limites de l'action du C.O.E.Q. vient du Conseil lui-même :

(Le) contrôle extérieur (des entreprises) tend à intégrer les opérations des succursales à partir de critères nationaux ou même continentaux. Le développement du Québec devient dépendant des conditions de développement dans le reste de l'Amérique du Nord, sans qu'il soit possible, pour les autorités locales, de l'influencer appréciablement. Dans la mesure où l'on désire véritablement monter un Plan de développement pour le Québec, la première condition pour sa réalisation consiste à drainer une fraction appréciable de l'épargne dans des institutions qui l'investiront dans le sens des objectifs du Plan. Il faut, en définitive, redonner une certaine autonomie à l'utilisation de l'épargne, c'est-à-dire bloquer en partie tout au moins la fluidité géographique qui a déjà été observée.

L'institution qui est le mieux à même d'assurer le drainage sur une très grande échelle et d'assurer la conciliation des plans d'investissement est l'État ².

Il y a dans le rapport du groupe de Financement d'où est tirée la citation ci-dessus ce souci constant de promouvoir le développement de l'État québécois en

¹ Parenteau, Roland : « L'expérience de la planification au Québec (1960-1969) » in : *Actualité économique*, 45^e année, n° 4, janvier-mars 1970, pp. 679-696.

² Groupe de Financement : *Rapport préliminaire sur le financement de l'activité économique dans le Québec*, Deuxième ébauche, 21 juin 1963, (rapport confidentiel), page 13.

évitant toute mesure susceptible de « soulever des conflits aigus avec les milieux financiers » ¹.

Il ne fait pas de doute que ni quantitativement, ni qualitativement, le poids de l'État ne se fait encore suffisamment sentir pour que l'on puisse mettre en route un Plan ².

Dans l'intervalle, le Groupe de Financement avait déjà proposé que les ressources des Caisses populaires soient mises à contribution pour l'achat d'obligations d'épargne de la province de Québec afin que celle-ci puisse disposer de fonds indispensables à un moment névralgique ³. On peut dès lors dégager de la première phase de l'histoire du C.O.E.Q. l'intention fort ambitieuse de faire jouer à l'État québécois « un rôle majeur dans le contrôle et l'orientation directe des investissements » ⁴, ce qui n'était pas sans risquer d'aller à l'encontre, notamment mais non exclusivement, des recommandations du rapport Paley sur l'approvisionnement en matières premières des États-Unis qui prévoyait précisément le maintien et l'approfondissement des contrôles sur les ressources étrangères.

Le Conseil a ainsi permis d'explorer les limites de l'intervention de l'État dans l'économie au profit d'une classe possédante « nationaliste » – i.e. québécoise – qui ne peut pas se permettre de se désolidariser de ses allégeances à l'endroit de la classe dominante des États-Unis et du Canada. Une telle rupture n'aurait été possible que grâce à l'établissement d'une alliance avec la classe moyenne et les travailleurs contre le capital étranger, c'est-à-dire par l'approfondissement et la mise en place d'une véritable politique nationale ; faute de cette rupture, l'alliance s'est tant bien que mal maintenue entre fractions « nationale » et internationale de la bourgeoisie nord-américaine.

¹ *Idem*, page 17.

² *Ibidem*, p. 26. Le rapport d'ajouter : « Cette augmentation de la dimension économique de l'état peut être atteinte de plusieurs façons. 1) La nationalisation de certains secteurs dont l'État a besoin pour s'assurer des pivots de la politique d'investissement. La nationalisation de l'électricité s'inscrit forcément dans ce cadre ... 2) L'entreprise mixte ... 3) Le prêt industriel. » (Pages 26 et 27).

³ Groupe de financement : *Note sur l'émission par la province de Québec d'obligations d'épargne*, 18 janvier 1963, (rapport confidentiel).

⁴ Groupe de Financement : *Rapport préliminaire*, etc., 21 juin 1963, page 25. La suite de l'histoire de la « collaboration » entre le monde des affaires et le gouvernement provincial passe par la création du Conseil général de l'Industrie (C.G.I.) ; voir, sur ce sujet : Brunelle, Richard et Pierre Papineau « Le gouvernement du capital » in : *Socialisme Québécois*, Montréal, n° 23, 1972, pp. 79 à 125, tandis que son histoire institutionnelle passe par la mise sur pied de l'O.P.D.Q.

3. Les contraintes de la collaboration :

[Retour à la table des matières](#)

Si le *projet* de l'élément francophone de la classe dominante consistait, pour sa survie, à investir le pouvoir politique provincial, la création du Conseil d'orientation économique marque le succès de la stratégie retenue. Néanmoins, ce serait tomber dans le piège d'une vision étriquée que de penser que les choses s'arrêtent-là ; une fois aux rênes du pouvoir politique, cette classe ou ses représentants ne sont nullement libres d'agir à leur guise – l'échec du C.O.E.Q. en est une confirmation *ex post facto* – mais ils doivent plutôt composer avec cette réalité : la domination de fait et de droit qu'exerce le capital étranger sur l'économie. Nous avons relevé que la survie même des propriétaires restant face à la concentration en dépendait ; ce sont donc les formes nouvelles et les limites de cette collaboration que nous chercherons à dégager à partir de l'étude de quelques contraintes économiques prévalant durant ces années.

La domination qu'est venu exercer progressivement le capital américain sur l'économie québécoise et canadienne n'a jamais été remise en cause par les pouvoirs établis ni à Québec, ni à Ottawa, ni sous Duplessis, ni après lui ¹. Au contraire, la plupart des politiciens comme des analystes voient dans cette mainmise un bienfait : sans ces capitaux étrangers, disent-ils, l'économie du Canada ne se serait pas développée comme elle s'est développée ². Bien sûr, on déplorera la cession d'une certaine autonomie politique et les échecs que cette cession pose à l'établissement ou la mise en place de politiques « nationales » pour faire face à des problèmes spécifiques – le chômage, la pauvreté, le sous-développement régional, etc. –, mais rien de suffisamment grave au point de remettre en cause cette domination même sinon dans un vague souhait du genre : « *lets buy back Canada* » ³.

Cette impossibilité de changer quoi que ce soit marque pour les autres classes les limites de la collaboration au sein de la classe des propriétaires ou, pour parler comme un économiste, le « prix » à payer pour le type de croissance que nous subissons.

Nous empruntons un exemple de ce fait à un texte rédigé par Jacques Parizeau.

¹ Exception faite de cas isolés, par exemple la sortie de Kierans contre les USA en décembre 1975 et qui déborde la période sous analyse.

² Par exemple : Bonin, Bernard : *L'investissement étranger à long terme au Canada*, Montréal, Les Presses de l'École des Hautes Études Commerciales, 1967 ; Safarian, A. E. : *Foreign Ownership of Canadian Industry*, Toronto, McGraw Hill Co. of Canada Ltd., 1966.

³ Cf. Levitt, Kari : *Silent Surrender, The multinational corporation in Canada*, Toronto, Macmillan of Canada, 1970, pp. 116 sq.

Montréal et sa région immédiatement contiguë rassemble 40 % de la population et près de 60 % de la production industrielle. La métropole ne joue plus au même degré ce rôle de fournisseur de l'Ouest qui fut pendant si longtemps une des causes de sa croissance. Elle continue, cependant, de se développer à partir du marché que sa population et ses industries ont créé et elle appartient, en définitive, à cette zone essentielle d'industrialisation intégrée qui commence à Windsor, s'étire le long des Grand Lacs et du Saint-Laurent, et représente l'axe central de l'économie canadienne ¹.

Ceci est repris aussi par Roland Parenteau :

... si l'on prend une vue d'ensemble du pays, on s'aperçoit que le pôle d'activité économique se déplace lentement vers l'Ouest... (et déjà,) plus de la moitié de la production manufacturière se trouve concentrée (à Montréal) ².

La première conséquence de cet état de fait est inscrite dans le « retard » de la croissance économique du Québec par rapport à l'Ontario dont l'effet premier se fait sentir dans les disparités de revenus et de salaires entre les deux provinces. Ce phénomène a été analysé en profondeur à la fin des années cinquante par l'économiste André Raynault dans une étude qui est sans contredit la plus fouillée sur la question : *Croissance et structure économiques de la province de Québec* ; c'était alors la première fois qu'un universitaire utilisait des outils statistiques sophistiqués pour appréhender la situation de l'économie québécoise en la juxtaposant à celle de la province voisine. À l'occasion d'une conférence prononcée au Congrès de l'A.C.F.A.S. (l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences) en octobre 1959, Raynault annonçait les premiers résultats de ses travaux :

le revenu personnel moyen du Québec est inférieur à celui de l'Ontario par une marge de 27,5 % depuis 1926 ³.

Devant ces faits, à la nécessité d'une rationalisation de la structure industrielle québécoise s'ajoutait celle d'un besoin de planification. En effet, seule la planification pouvait retarder la concentration industrielle dans l'axe Montréal-Windsor et, du même coup, enrayer la dispersion croissante des revenus à l'intérieur du Québec d'abord, entre le Québec et l'Ontario ensuite. Toutefois la collaboration ne se fera pas jusque là ; elle s'arrêtera avec la rationalisation de la

¹ Parizeau, Jacques : « Quelques caractéristiques de l'économie du Québec » (1966) in : Bédard, Roger-J. : *op. cit.*, pp. 191-196, à la page 193.

² Parenteau, Roland : « La situation économique des Canadiens français », in : Bédard, *op. cit.*, pp. 177-182, aux pages 180-182.

³ Raynault, André : « Les problèmes économiques de la province de Québec », in : Bédard, *op. cit.*, pp. 183-193, aux pages 184-85. Cette question avait été reprise et approfondie dans l'ouvrage du même auteur auquel il est fait référence plus avant : *Croissance et structure économique de la province de Québec*, Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, 1961, notamment aux pages 55 sq.

structure économique et l'intervention de l'État dans l'accumulation du capital, sans pouvoir aller, au-delà comme en fait foi le sabordage du C.O.E.Q. en 1968. C'est donc sur ce rôle de l'État québécois dans l'économie que nous nous attarderons afin de préciser les contraintes imposées par le contexte économique.

Un indice intéressant de l'accumulation s'appelle le « taux d'investissement » ; il s'agit en quelque sorte d'une mesure de « l'accumulation du capital productif (où est porté) au numérateur la formation brute de capital fixe (F.B.C.F.) et au dénominateur, le volume de la production intérieure brute (P. I. B.) »¹. Cette mesure permet ainsi d'évaluer la part des ressources financières affectées aussi bien au « remplacement du matériel usé et consommé dans l'année – en termes comptables, cela s'appelle *l'amortissement*, – (qu'à) l'accroissement du capital fixe productif – en termes comptables, cela s'appelle *l'investissement* »². Il s'agit donc d'une mesure susceptible d'évaluer la part – comptable – des ressources affectées à la croissance économique.

Le tableau ci-contre nous donne une idée de l'évolution du volume de la formation brute de capital fixe ainsi que de celle de la part des secteurs gouvernementaux et publics dans cette formation pour les années 1955-1970. Une première conclusion s'impose à la lecture de la deuxième ligne de ce tableau : la part du secteur gouvernemental dans la Formation brute de capital fixe au Québec est passée de 13,3 % en 1955 à 23,2 % en 1970, c'est dire que près du quart des amortissements et investissements totaux sont dus à l'action de cet agent. Mais ce n'est là qu'un premier aspect de la question ; si l'on évalue maintenant le taux d'investissement effectué par les sociétés et entreprises gouvernementales – secteurs nationalisés, régies publiques, etc., – la participation totale des secteurs gouvernementaux, publics, para-publics et privés *tombe* de 27,1 % en 1958 à 19 % en 1970. La seconde conclusion s'impose d'elle-même : la part du secteur privé dans la création des richesses est de plus en plus marginalisée par rapport à l'augmentation de la prise en charge de la F.B.C.F. par l'État et le plus étonnant dans cette évolution tient précisément dans le fait qu'une telle prise en charge n'ait pas modifié de fond en comble les rapports de propriété dans l'économie puisque, malgré ce relais pris par l'État, la propriété privée et la poursuite du profit dominant toujours les rapports de travail.

Contrairement à cette évolution à la hausse de la part prise par les gouvernements et leurs secteurs publics dans la F.B.C.F., le taux d'investissement est, lui, soumis à de notables fluctuations liées à l'évolution de la conjoncture économique. On sait en effet que les investisseurs privés ont la conjoncture

¹ Baudelot, Estabiet et Malemort : *La petite bourgeoisie en France*, Paris, Maspéro, 1974, page 49.

² *Idem*, p. 49.

sensible et que le moindre éternuement social les conduit facilement au chantage ¹. C'est donc en quelque sorte pour pallier les effets de conjoncture que l'État joue les relais entre un secteur privé de moins en moins impliqué dans l'investissement et de plus en plus retranché dans son rôle de rentier soucieux de ses gains au jour le jour. Ce fait prend une forme nouvelle entre 1961 et 1970 où c'est bien le secteur gouvernemental comme tel qui joue un rôle grandissant dans la F.B.C.F. puisque sa participation augmente de 8,3 % en neuf ans tandis que celle malgré tout beaucoup plus importante des sociétés et entreprises gouvernementales ne croît que de 5,5 %.

La croissance est dès lors un phénomène dont l'impulsion est de plus en plus dominée par le rôle économique joué par les pouvoirs publics, tandis que les fruits de la croissance sous forme de rentrées de capitaux vont directement aux investisseurs étrangers. Ce fait explique l'extension de la fonction économique de l'État et l'approfondissement de sa soumission aux exigences des exportateurs de capitaux : l'État joue un rôle économique accru mais il est en même temps davantage soumis aux pressions des propriétaires étrangers.

La partie inférieure du tableau 3 illustre que la situation dans son ensemble n'est pas tellement différente pour le Canada tout entier ; là aussi, la participation des pouvoirs publics dans la formation brute de capital fixe tend à croître sur les quinze années retenues tout en subissant des variations d'une année à l'autre. Cette comparaison permet de démarquer deux phases : une première au cours de laquelle le Québec connaissait une participation publique inférieure à la moyenne canadienne jusqu'en 1963 ; une seconde phase qui débute en 1964 où l'intervention publique au Québec est proportionnellement supérieure à la moyenne canadienne, seule l'année '66 déroge à cette règle.

¹ Qu'on se souvienne, par exemple, du « coup de la Brink's » qui a précédé les élections provinciales de 1970.

Tableau 3 :

*Formation brute de capital fixe et participation des pouvoirs publics,
Québec et Canada, 1955 à 1970, (en chiffres absolus et pourcentages).*

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Québec :																
F.B.C.F.																
(en millions de \$)	1 616	1 879	2 041	2 102	2 156	2 059	2 058	2 203	2 346	2 910	3 306	3 515	3 299	3 244	3 434	3 497
Participation publique (en %)	13,3	11,3	12,3	13,2	13,2	14,8	14,9	17,4	17,8	19,0	21,5	17,7	19,7	20,7	23,2	23,2
Canada :																
F.B.C.F.																
(en millions de \$)	6 244	8 034	8 717	8 364	8 417	8 262	8 109	8 715	9 393	10 944	12 865	14 897	15 684	15 809	17 242	17 961
Participation publique (en %)	16,6	15,7	15,3	16,6	18,1	19,0	19,9	20,1	19,2	16,8	17,2	18,0	18,9	18,9	17,7	18,1
F.B.C.F. Québec/ Canada (en %)	25,9	23,4	23,4	25,1	25,6	24,9	25,4	25,3	25,0	26,6	25,7	23,6	21,0	20,5	19,9	19,5

Sources : *Comptes nationaux du Québec*, 1947-1971, *op. cit.*, tableaux 8 et 21 ; *Annuaire du Canada* : 1962, tableau 3, p. 1149, 1968, tableau 2, p. 1143 et 1972, tableau 3, p. 1273.

Tableau 4 :

*Balance canadienne des paiements internationaux entre le Canada
et tous les pays, 1951, 1955 et 1959 à 1970, (en millions de dollars).*

	1951	1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Exportations de marchandises	3 950	4 332	5 150	5 400	5 889	6 387	7 082	8 238	8 745	10 326	11 338	13 537	14 832	16 750
Importations de marchandises	4 097	4 543	5 572	5 545	5 716	6 203	6 579	7 537	8 627	10 102	10 772	12 162	14 007	1 3833
(a) Balance commerciale	- 147	- 211	- 422	- 145	+ 173	+ 184	+ 503	+ 701	+ 118	+ 224	+ 566	+ 1375	+ 825	+ 2917
Production d'or exportable	150	155	148	162	162	155	154	145	138	127	112	120	108	96
Tourisme et voyages	- 6	- 121	- 207	- 207	- 160	- 43	24	- 50	- 49	- 60	423	- 30	- 218	- 226
Intérêts et dividendes	- 335	- 323	- 489	- 491	- 551	- 581	- 630	- 678	- 764	- 822	- 916	- 906	- 915	- 997
Fret et expéditions	- 3	- 17	- 105	- 91	- 82	- 86	- 85	- 35	- 93	- 65	- 31	- 40	- 61	37
Héritages et fonds des migrants	7	- 19	- 56	- 79	- 72	- 51	- 34	- 32	5	70	116	161	162	190
Toutes autres transactions *	- 183	- 162	- 373	- 366	- 398	- 408	- 453	- 475	- 485	- 636	- 769	- 787	- 853	- 957
(b) Balance des paiements	- 370	- 487	- 1 082	- 1 072	- 1 101	- 1 014	- 1 024	- 1 125	- 1 248	- 1 386	- 1 065	- 1 482	- 1 797	- 1 857
(a-b) Solde du compte courant	- 517	- 698	- 1 504	- 1 217	- 928	- 830	- 521	- 424	- 1 130	- 1 162	- 499	- 107	- 952	+ 1 060

Sources : Pour les années entre 1951 et 1960 : *The Canadian Balance of International Payments*, 1960, Ottawa, D.B.S. catalogue 67-201, tableau 7, p. 20 ; pour les années 1961 à 1966 : *Annuaire du Canada* 1958, tableau 18, p. 1164 ; pour les années 1967 à 1970 : *Annuaire du Canada* 1972, tableau 21, pp. 1302-3.

Note * Ce poste comprend les « contributions officielles » à partir de 1961 auxquelles viennent s'ajouter les « versements à des particuliers et institutions » à compter de 1965. Le solde négatif qui apparaît sur cette ligne indique donc qu'il s'agit de contributions et versements faits à l'étranger.

Un dernier élément concernant ce tableau nous est fourni par la comparaison des sommes affectées à la F.B.C.F. aux niveaux provincial et fédéral portées en pourcentages à la dernière ligne : il ressort de ceci que si les sommes affectées à la F.B.C.F. au Québec comptaient pour environ le quart – 25 % – de toutes les sommes ainsi affectées au Canada entre 1955 et 1965, à partir de 1966 ce rapport se détériore rapidement puisqu'en 1970 la part du Québec est à peine égale au cinquième du total canadien. Nous avons en main un indice supplémentaire d'une désindustrialisation régionale et une cause probable de l'interventionnisme systématique joué par l'État québécois afin de pallier au désintéressement du secteur privé à l'endroit de l'économie québécoise.

Pendant ce temps, les investissements effectués par les étrangers continuent de leur rapporter alors qu'augmentent les coûts économiques et sociaux que ces retours occasionnent. En effet, la domination économique exercée par l'extérieur sur une économie dominée ne se fait pas uniquement ressentir comme un frein à l'autonomie politique mais elle implique aussi des coûts supplémentaires, ceux qu'occasionnent les garanties cumulatives à fournir aux investissements passés, présents et futurs : il a fallu leur fournir une main-d'œuvre à bon marché, après quoi il a fallu leur céder les ressources naturelles à bon marché, maintenant c'est l'énergie à bon marché qu'il leur faut, etc., etc., jusqu'à épuisement de la force de travail, des ressources, de l'énergie...

En nous penchant sur la balance des paiements, au tableau 4, nous serons en mesure d'illustrer le coût – en termes strictement économiques – de la cession de nos richesses et de la domination qu'une telle cession fonde. Ces données ne sont évidemment disponibles que pour l'ensemble du Canada à cause de la juridiction exclusive du gouvernement fédéral sur les banques et le commerce international ; elles indiquent que les ponctions de revenus qui partent à l'étranger vont s'accroissant sans cesse et que le rythme de cette accumulation négative va s'accroissant : entre 1951 et 1960, le montant des intérêts et dividendes versés à l'étranger a augmenté de 46,6 % ; entre 1960 et 1970 il a augmenté de 103 % ¹. Nous assistons ainsi à une détérioration croissante de la balance des paiements tout au long de l'après-guerre, détérioration heureusement tempérée par le solde positif de la balance commerciale depuis 1960-61, – si tant est qu'il puisse s'agir là d'un élément pouvant donner prise à une consolation ! En effet, plus les sommes versées à l'étranger prennent de l'importance avec les années – et le solde systématiquement négatif de la balance des paiements jusqu'en 1969 l'illustre à merveille –, plus la récupération de cette détérioration au niveau des paiements repose sur la balance commerciale, c'est-à-dire en définitive sur l'ajustement de la structure de nos exportations de marchandises sur les besoins internationaux. À son tour, cette nécessité établit une spécialisation des économies provinciales et

¹ Sans compter les sommes exportées sous le titre « toutes autres transactions », Cf. la note (*) apparaissant sous le tableau 4.

canadienne dont les tenants et aboutissants échappent progressivement et de plus en plus à un illusoire contrôle politique local ou national : les forces qui nous mènent nous échappent complètement puisque nous nous sommes placés dans la position d'appartenir à d'autres.

Nous avons maintenant en mains les éléments généraux indispensables pour aborder la partie plus spécifiquement historique de l'évolution des rapports sociaux au cours des années soixante. Si le premier chapitre nous a fourni une espèce de radiographie de la société québécoise, le présent chapitre nous a permis d'isoler les grandes lignes du projet économique et les contraintes de la collaboration dans notre contexte : compte tenu de la cession croissante de nos richesses et leur passage sous le contrôle étranger, la bourgeoisie locale se voit obligée d'utiliser l'État pour établir et maintenir sa collaboration de classe. Il importe donc de suivre plus en détail les diverses phases politiques qu'a revêtue cette collaboration. En étudiant le contexte politique sur la scène provinciale, c'est cette histoire grande ou petite que nous chercherons à esquisser. Il s'agit ainsi de retracer les faits qui marquent l'évolution concrète de la société québécoise au niveau de la classe qui a l'initiative de la domination avant d'aborder, dans un dernier chapitre, les contraintes posées, au niveau social cette fois, dans et par les luttes menées pour modifier ou infléchir cette domination politique.

Ce troisième chapitre est dès lors biaisé dans son approche comme dans ses résultats puisqu'il ne sera pas question de la place, du rôle et de l'importance de l'intervention des autres classes dans le contexte politique provincial, que ces interventions aient eu lieu par le biais des appareils syndicaux ou qu'elles se soient exprimées directement dans des manifestations sociales diverses. Ces faits seront relevés en temps et lieux mais, précisément parce que de telles mentions ne suffisent pas et qu'il faut aussi chercher à expliquer les formes même que revêtent ces oppositions dans une conjoncture donnée, nous en avons reporté l'analyse à plus tard. En réalité, l'étude du contexte politique est un préalable à l'analyse des luttes sociales puisque c'est bien l'initiative politique de la classe dominante qui détermine, en grande partie du moins, la forme même que revêt telle lutte sociale dans un contexte particulier.

À ce niveau, les représentants de la classe dominante sur la scène politique ont une marge de manœuvre relativement large qui s'exprime dans une stratégie politique donnée. Par contre, les classes qui ne sont pas représentées au pouvoir politique sont perpétuellement assujetties à réagir contre une stratégie qui leur échappe totalement : en ce sens, leur propre stratégie est déterminée par la stratégie de la classe qui détient le pouvoir politique. D'ailleurs, le fait que certains éléments de la classe laborieuse, plus spécifiquement des *leaders* syndicaux, aient suivi la voie de la collaboration avec le pouvoir politique peut fournir une illustration de ceci : une telle collaboration a bien failli marquer un pur et simple assujettissement des appareils syndicaux au pouvoir politique et à la *nécessité* de la collaboration avec les propriétaires étrangers. Mais de ceci il sera question plus tard.

Chapitre 3

La politique provinciale : les principale législations

[Retour à la table des matières](#)

Si la mort de Maurice Le Noblet Duplessis, survenue à Schefferville le 7 septembre 1959, prend tous les Canadiens par surprise, il reste bien peu de gens pour pleurer ouvertement le *Chef* disparu. Plus prosaïquement, cette disparition subite du Premier ministre de la Province de Québec laisse finalement entrevoir, parmi les forces d'une opposition hétéroclite, la possibilité d'une alternative à cette idéologie bizarre, faite d'un mélange d'agriculturisme et de servilité à l'endroit du capital étranger qu'il faut bien appeler le « duplessisme ». Or, le « duplessisme » est plutôt un *credo* qu'un ensemble cohérent de raisonnements.

Quelques extraits de l'ultime « discours inaugural » prononcé sous son règne à l'occasion de l'ouverture de la troisième session de la 25^e législature, le 19 novembre 1958, fournit un bel exemple de ce dont il s'agit :

Aussi le gouvernement continuera-t-il de mettre en application, dans tous les domaines de l'administration, une politique progressive qui s'inspire des leçons du passé, répond aux besoins du présent et sauvegarde l'avenir.

Le gouvernement se propose d'intensifier les mesures susceptibles de contribuer au progrès de l'agriculture, garantie de survivance et source de stabilité essentielles.

Tout en sauvegardant le caractère essentiellement agricole d'une bonne partie de notre province, le gouvernement continuera de coopérer à son développement industriel qui augmente les marchés agricoles et contribue puissamment à la prospérité de notre population.

La mise en valeur de nos ressources forestières, hydrauliques et minières a nécessité, en ces derniers temps, des placements de capitaux se chiffrant à des centaines de millions de dollars. Les énormes investissements ont profité à notre économie et créé

de l'emploi pour nos jeunes au succès desquels le gouvernement s'intéresse de façon efficace et généreuse¹.

Ce qui ressort en tout premier lieu de cette citation c'est le caractère essentiellement dysfonctionnel de la « doctrine » maintenue à l'avant-scène politique pendant une quinzaine d'années. Ce n'est pas tant la cohérence ou la non-cohérence de cette doctrine qui est en cause, mais bien une certaine appréhension de la société québécoise qu'elle trahit. Ainsi, prétendre, en novembre 1958, qu'une « bonne partie de notre province (est) essentiellement agricole » et poursuivre à cet égard en priorité une politique agressive de colonisation et de prêts aux nouveaux agriculteurs relève d'un certain délire politique.

Une autre illustration des fondements de cette pensée politique véhiculée et implantée par le gouvernement de l'U.N. jusqu'à la mort du Premier Ministre Duplessis nous est donnée dans les conclusions au « Discours sur le budget » prononcé en 1958 :

Il y a eu dans la province, au cours des douze dernières années un nombre considérable de nouvelles industries. Nos richesses naturelles se sont développées à un rythme toujours plus accéléré pour augmenter le progrès de la province. Nous avons voulu que ce progrès se traduise par des mesures destinées à favoriser le milieu rural. C'est là, à mon avis, l'idée dominante qui se dégage de l'ensemble des lois que le gouvernement, sous la direction de son chef, a présenté à la législature².

Puis le discours de l'année suivante apparaît quasi prémonitoire en ce qu'il semble trahir la profondeur de la rupture entre l'action entreprise par le gouvernement sous l'égide de son *Chef* et les critiques dont il est assailli dans un monde qui évolue autrement :

Nous vivons, M. l'Orateur, dans un monde qui néglige de se pencher sur le passé. Les esprits les plus impartiaux témoignent toutefois qu'une profonde transformation a modifié le visage de notre province. Les quinze dernières années ont en effet été marquées d'une véritable révolution pacifique (sic !). En fait, ce fut de la part d'un homme politique, quinze années de labeur acharné, quinze années consacrées au

¹ *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, du 19 novembre 1958 au 5 mars 1959, Session 1958-1959, Québec, 1959, pp. 4, 5 et 6. Il importe d'indiquer ici que rien ne ressemble autant à un discours inaugural prononcé sous le règne de Duplessis qu'un autre discours inaugural prononcé sous le règne de Duplessis. C'est donc là un indicateur *ab absurdo* de la stabilité du régime. L'explication de cette constance théorique s'en trouve peut-être dans le discours prononcé le 17 novembre 1954, où l'on trouve la sibylline formule : « La province est profondément attachée à ses traditions religieuses et nationales qui sont immuables mais ne sont pas immobiles » ! in : *Journaux de l'Assemblée législative*, du 17 novembre 1954 au 22 février 1955, Session 1954-1955, Québec, 1955, page 3.

² *Discours sur le budget*, prononcé par l'honorable John-S. Bourque, ministre des Finances de la Province à l'Assemblée législative de Québec, le 7 février 1958, page 17.

progrès de la province, quinze années pendant lesquelles il a multiplié les mesures destinées à accroître le bien-être de ses compatriotes ¹.

Suit un panégyrique en bonne et dite forme sur les nombreuses réalisations qui légitiment l'utilisation de cette formule de : « révolution pacifique ». Ici, le discours du budget s'est fait oraison pré-funèbre !

Par ailleurs, non seulement le duplessisme constitue-t-il une appréhension faussée de la société québécoise, mais il apparaît au surplus comme la légitimation d'un détachement olympien à l'égard du gouvernement central : jamais les Québécois, par le biais du pouvoir provincial, n'ont été si éloignés politiquement et idéologiquement d'Ottawa.

Cette apparente contradiction s'explique par les prises de position constitutionnelles du gouvernement Duplessis qui varient aussi peu d'une année à l'autre que son crédo social et ses politiques économiques. Ainsi, le discours du trône de 1958 reprend-il *verbatim* les remarques de celui de 1954 :

Dans l'opinion définitive (sic !) du gouvernement, les attributs essentiels du gouvernement responsable, qui a coûté très cher et que nous considérons très précieux, doivent être respectés et sauvegardés. Il est indéniable, qu'au point de vue matériel un des éléments indispensables du gouvernement démocratique et responsable réside dans les pouvoirs fiscaux nécessaires à chaque autorité gouvernementale ².

C'est donc une position défensive qui oppose le Québec au fédéral et la condition du maintien d'une telle position réside dans la revendication de pouvoirs fiscaux additionnels qui puissent garantir l'autonomie provinciale.

Malgré cette double aberration sociale et politique qui, entre autres choses, privait la province de sommes appréciables offertes par le fédéral, du vivant de Duplessis, les forces d'opposition n'ont jamais pu présenter un front uni ; loin d'être un mot d'ordre, l'anti-duplessisme recouvre plutôt tout un réseau de regroupements de circonstances entre syndicalistes, libéraux, socio-démocrates et universitaires qui n'ont jamais réussi à s'entendre pour abattre le parti de l'Union Nationale ³. C'est ainsi que, sur le plan politique, l'anti-duplessisme a pu donner lieu à des alliances tactiques étonnantes et pour le moins contradictoires : si le Parti libéral provincial a reçu un appui de la Confédération des Travailleurs catholiques du

¹ *Discours sur le budget*, prononcé par l'honorable John-S. Bourque, Ministre des Finances de la province, à l'Assemblée législative de Québec, le 20 février 1959, page 15.

² *Journaux de l'Assemblée législative*, du 18 novembre 1958 au 5 mars 1959, *op. cit.*, p. 7. Citant le texte du Discours de 1954, in : *Journaux*, etc., du 17 novembre 1954 au 22 février 1955, *op. cit.*, pp. 5-6.

³ Voir à ce sujet : Bergeron, Gérard *Le Canada-français après deux siècles de patience*, Paris, Éditions du Seuil, 1967, pp. 168-171.

Canada (la C.T.C.C.) à l'occasion des élections provinciales tenues en 1952, en 1956 le Parti lorgnera du côté des Créditistes ¹.

En effet, en 1952, la C.T.C.C. avait mis sur pied un Comité d'Action politique dans le but de combattre l'Union Nationale aux élections provinciales cette année-là ². Ce Comité avait appuyé avec succès un certain nombre de candidats Libéraux, ce qui n'avait pas été sans soulever plusieurs critiques ³. Quatre ans plus tard par contre, dans le pamphlet publié par le Parti libéral, à l'occasion des élections de 1956, on indiquait :

La commission politique de la Fédération libérale provinciale a, depuis le Congrès libéral de novembre 1956, ratifié unanimement cette résolution qui s'inspire d'un principe dont le Crédit Social a fait la base de sa doctrine :

« Le Parti libéral provincial considère que tout ce qui est physiquement exécutable dans la province doit être rendu financièrement possible selon les besoins de la population, des municipalités, des commissions scolaires et des autres corps publics de cette province ».

Entérinée par le comité directeur de la Fédération libérale provinciale, cette résolution a été intégrée au programme du Parti libéral provincial ⁴.

« Malgré son caractère assez vague », cette clause a été interprétée à l'époque comme une « approbation des théories financières de l'Union des Électeurs » ⁵, un regroupement d'adhérents aux thèses du Crédit Social.

Aussi, en dehors de l'opposition officielle représentée à l'Assemblée, le Parti libéral, retrouve-t-on une foule de positions et d'oppositions ; sont donc radicalement opposés à cet autonomisme et à cette philosophie sociale de mauvais aloi qu'est le duplessisme aussi bien des « nationalistes » – un Jean Drapeau ou un Pierre Laporte par exemple, – que des socio-démocrates fédéralistes comme P. E. Trudeau ou Jean Marchand.

Ces frustrations à l'endroit du parti au pouvoir comme à l'endroit d'une opposition officielle molle ne sont sans doute nulle part mieux exprimées à

¹ Les faits qui suivent sont tirés de Quinn, Herbert F. : *The Union Nationale, A Study in Quebec Nationalism*, Toronto, U. of T. Press, 1967, pages 123 et 173.

² C'est essentiellement l'anti-syndicalisme des politiques provinciales, notamment, la répression des grèves qui avait amené cette confrontation, Voir Hardy, Ls-Laurent : *Brève historique du syndicalisme ouvrier au Canada*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1958.

³ Voir les références indiquées par Quinn, H. F. *op. cit.*, p. 123.

⁴ Roy, Jean-Louis : *Les Programmes électoraux du Québec. Un siècle de programmes politiques québécois*, tome 2 : 1931-1966, Montréal, Leméac, Collection Québécois 1971, page 366.

⁵ Selon Quinn, H. F. : *op. cit.*, page 173. Le côté « vague » de cette clause n'en apparaissant pas moins *clair* compte tenu de la référence explicite à un « principe du Crédit Social » dans la présentation de la résolution.

l'époque que dans un ouvrage réunissant les textes de deux virulentes conférences prononcées par Jean Drapeau portant l'une sur la Constitution, l'autre sur la situation économique des Canadiens français. Ces textes s'intitulent respectivement et de manière fort significative : « Abattre le régime et changer le système » ; et : « Prendre conscience de nos richesses et en reprendre possession » ¹.

Dans une introduction à ses textes, Jean Drapeau explique :

Il existe une hiérarchie des problèmes qui naît de leur urgence respective et je suis convaincu qu'aujourd'hui pour le Canada français, l'urgence se fait sentir surtout dans les domaines constitutionnel et économique... ce qu'il faut, c'est poser la double question de l'autonomie politique et économique devant les nôtres d'abord, de la poser aussi à nos partenaires dans la Confédération.

... la logique imposait le choix de ces deux thèmes. Je sais bien que certains milieux soutiendront une thèse différente, affirmeront par exemple que c'est l'instauration d'un climat démocratique ou la réforme du système d'enseignement qui conditionne le réveil et le progrès du Canada français dans tous les domaines... Question d'urgence, donc, question de logique aussi. Il y a chez nous fort heureusement un nombre croissant de citoyens qui ont pris conscience de la gravité de l'heure, qui ont compris la nocivité du régime et désirent passionnément le renouveau, mieux la révolution pacifique indispensable au salut du Canada français ².

Cette concentration économique et politique dont les tenants et aboutissants échappent de plus en plus au gouvernement en place et qui coulent comme du sable entre les mains des « élites » du Canada français, apparaît ici comme une situation intenable.

C'est bien cette volonté de prendre en charge un devenir collectif qui caractérise le mieux l'idéologie dominante tout au long de la Révolution tranquille. Paradoxalement d'ailleurs, cette volonté de prise en charge passera par le raffermissement des liens politiques avec le gouvernement fédéral. C'est dans cette mesure que le dialogue – fut-il conflictuel – succède à la rupture. Duplessis n'attendait rien, n'acceptait rien d'Ottawa, ni les subventions aux universités, ni les mesures sociales. Il prétendait pouvoir financer de manière tout à fait autonome la croissance économique de même que le développement social – dans la mesure où il y croyait ! – grâce à la mise en valeur des richesses naturelles par le capital américain.

¹ Cf. *Jean Drapeau vous parle*, Montréal, Les Éditions de la Cité, 1959, 125 pp.

² *Idem*, pp. 16 et 17. Cette révolution que Drapeau appelle « pacifique » sera plus tard qualifiée de « silencieuse » et, enfin de « tranquille ». Je laisse à d'autres le soin de dépêtrer le sens profond des divers qualificatifs. Ils semblent au moins avoir un trait en commun : en récupérant une révolution tranquille, silencieuse, etc., on récupère aussi l'émergence d'une révolution sans qualificatif.

En ce sens, la rupture par rapport à un *avant* que représente la Révolution tranquille est consacrée par le successeur de Duplessis : c'est le fameux « désormais » de Paul Sauvé ¹.

Dans les pages qui suivent, nous allons nous attacher à retracer les principales législations adoptées tout au long des années soixante, en essayant dans toute la mesure du possible d'en dégager les grandes lignes. Pour des besoins de clarté, nous partagerons en quatre phases la décennie en nous servant du seul critère des transformations subies par la conjoncture politique provinciale – ces phases seraient évidemment tout autre si nous avions privilégié les conjonctures politiques fédérale ou municipale. Les quatre phases ² sont, respectivement : 1. les « cent jours » de Paul Sauvé et la succession d'Antonio Barrette (1959-1960) ; 2. les Libéraux au pouvoir (1960-1962) ; 3. le retour au pouvoir des Libéraux (1962-1966) ; 4. L'U.N. au pouvoir (1966-1970).

1. Les « cent jours » de Paul Sauvé et la succession de Barrette : 1959-1960.

[Retour à la table des matières](#)

Une fois absorbé le choc causé par la mort du *Chef*, la candidature de Paul Sauvé est soumise à l'unanimité du Cabinet au Lieutenant-gouverneur Onésime Gagnon qui, à titre de représentant de la souveraine en « Terre-Québec » et conformément à la constitution, le nomme premier ministre. Sauvé prêtera serment d'office le 11 septembre. Coup sur coup, l'ancien ministre de la Jeunesse et du Bien-être social introduit toute une série de réformes administratives et politiques ³ : « Il amorce des négociations avec le gouvernement fédéral afin de mettre au point une formule qui permettrait aux universités québécoises de recevoir les mêmes subventions annuelles qui profitent déjà aux autres

¹ Bergeron, Gérard : *Du Duplessisme à Trudeau et Bourassa*, Montréal, Éditions Parti pris, 1971, p. 222.

² La seule étude d'ensemble consacrée à cette période, celle de Michel Pelletier (*Les politiques sociales et les travailleurs, cahier IV. – les années 60, op. cit.*), retient grosso modo ce découpage ; les intitulés des périodes retenues sont : « 1. La « révolution tranquille » (1960-63) : la bourgeoisie québécoise à l'initiative ; 2. La réplique de la bourgeoisie canadienne : l'éviction de l'aile nationaliste et réformiste du Parti libéral du Québec (1964-67) ; 3. La liquidation de la « révolution tranquille » (1967-1970) ». Ce qui diffère ici ce n'est pas le sens à donner à chacune de ces phases mais plutôt l'approche : là où Pelletier voit un « affrontement des bourgeoisies », nous préférons suggérer qu'il s'agit de l'échec d'une forme de collaboration comme nous l'avons présentée, en *Introduction*. Ceci dit, l'approche utilisée ne prétend nullement évincer l'autre sinon offrir une explication plausible d'un ensemble de faits qui ne sont pas les mêmes dans les deux cas. Comme l'a écrit Gérard Bergeron : « la formule « révolution tranquille » est moins passe-partout que fourre-tout » (Cf. *Le Canada-français après deux siècles de patience, op. cit.*, p. 164) et, comme toute « formule » en histoire, ne saurait se laisser enfermer dans un seul réseau d'explications.

³ Les éléments qui suivent sont tirés de Quinn, H. F. : *op. cit.*, pp. 176-177.

provinces »¹. Il révoquera ensuite une loi (*bill* 34) déposée par son prédécesseur qui établissait le système de l'énumérateur unique d'élections dans les comtés urbains. C'est ainsi que,

sous son influence, à l'Assemblée législative l'orateur jouera un rôle plus impartial (que par le passé, D. B.) et l'opposition libérale aura davantage le loisir de débattre et critiquer les politiques du gouvernement. La loi des Relations ouvrières sera amendée dans le sens des revendications mises de l'avant par le mouvement syndical depuis plusieurs années².

À cet égard, le discours du Trône prononcé le 18 novembre 1959 développe, en substance, trois thèmes. Le premier marque ce changement d'attitude à l'égard du gouvernement fédéral, où l'« opinion définitive » établie depuis 1954 le cède soudain devant un ton nouveau :

Mon gouvernement croit nécessaire, avant que ne se tienne au cours de l'an prochain une conférence plénière des chefs des gouvernements fédéral et provinciaux, de définir son attitude dans la Confédération canadienne. Il exige le respect intégral du pacte confédératif, il en accepte les obligations, mais il réclame les moyens qu'il lui reconnaît pour les remplir. Il souhaite contribuer au développement et à la grandeur du Canada, mais il croit que c'est en assurant au Québec son plein épanouissement, en lui conservant son caractère propre et en maintenant ses traditions qu'il réalisera le mieux cette fin³.

Si la « classe rurale » reçoit toujours les attentions du gouvernement, le discours annonce en deuxième lieu : l'« institution éventuelle d'un plan d'assurance-hospitalisation »⁴ ; enfin, le troisième thème concerne les relations patronales-ouvrières :

Le gouvernement réaffirme son attachement à la libre entreprise ; consciente de ses droits et respectueuse de ses obligations, elle constitue le moyen le plus efficace d'assurer la prospérité du Québec. Mais la bonne entente entre patrons et employés s'avère essentielle au maintien de ce système. Le gouvernement vous soumettra une législation destinée à apporter plus de souplesse aux rouages de la Commission de Relations ouvrières ; il apportera une attention particulière aux salariés qui, à cause de l'exercice d'un droit syndical, pourraient être l'objet de congédiement, de suspension ou de déplacement ; il vous demandera d'approuver une politique plus généreuse à

¹ *Idem*, p. 176. Cette question avait défrayé la chronique l'année précédente. En 1958, un groupe d'étudiants s'était rendu en délégation à Québec et avait dû faire le pied de grue plusieurs jours devant le bureau du premier ministre qui n'avait pas voulu les recevoir.

² *Idem*, p. 176. Amender la Loi des relations ouvrières dans le sens des demandes syndicales eut sans doute été la dernière chose à faire dans l'esprit de Duplessis !

³ *Journaux de l'Assemblée législative de la P. Q.*, du 18 novembre 1959 au 18 mars 1960, Session 1959-1960, Québec, 1960, p. 5.

⁴ *Idem*, p. 6. On sait par ailleurs que ce « plan » d'assurance-hospitalisation sera repris par les Libéraux et mis sur pied en janvier 1961. On sait aussi que le Québec sera la dernière province à implanter sur son territoire cette politique émanant du fédéral.

l'égard des accidentés du travail et de leurs dépendants et d'augmenter les montants consacrés à la réadaptation de ces accidentés ¹.

Le « désormais » de Paul Sauvé n'est donc pas un vain mot, et même dans les rangs de l'Union nationale, on ne semble pas échapper au renouveau qu'instaure le fait même de la disparition de l'ancien Premier Ministre. Ainsi, le second discours sur le budget présenté cette année-là, celui du 10 décembre, tranche-t-il du tout au tout sur le panégyrique cité plus tôt ² :

L'année 1959 a marqué pour la province de Québec la fin d'une brillante époque et le début d'une ère nouvelle ³.

Pour se démarquer on n'hésite pas à changer son fusil d'épaule :

Autrefois, la province de Québec semblait destinée à demeurer une province essentiellement agricole, sur un continent fortement industrialisé. Elle apparaissait comme un cas d'exception en Amérique du Nord. Mais sous l'impulsion de l'honorable Maurice Duplessis, elle est passée de l'état de province agricole à l'état de province industrielle. Son expansion rapide est en voie de faire d'elle une véritable puissance économique ⁴.

Et, finalement, en conclusion, on aborde la question d'une négociation du partage des ressources fiscales, question-clé des rapports entre les deux niveaux de gouvernement tout au long des années soixante. Le passage mérite d'être cité au long :

Le Premier Ministre de la province déclarait l'autre jour à une délégation de l'Association des manufacturiers canadiens : « qu'il fallait absolument une répartition plus équitable du produit des impôts au Canada. C'est, disait-il, une question de vie ou de mort pour les provinces et pour les autorités municipales et scolaires. Si en 1962, l'année où expirent les ententes fiscales avec Ottawa, la chose n'est pas reconnue, je ne vois pas comment la Confédération canadienne pourra continuer à fonctionner ».

Quelques instants plus tard, il ajoutait : « La survivance de la Confédération est possible seulement dans la mesure où il y aura un rajustement fiscal. Le gouvernement provincial et les administrations municipales et scolaires sont incapables d'assumer leurs responsabilités avec seulement un cinquième du produit des impôts ». Ce problème essentiel à la survivance des gouvernements provinciaux n'est pas un problème personnel pour les membres de l'Union Nationale... Ce ne doit pas être l'objet d'une lutte de la part d'un parti ou d'un gouvernement mais ce doit être la lutte de tous les citoyens de la province. La victoire est possible si tous veulent bien

¹ *Idem*, p. 7 et 8.

² Voir *supra* note 3.

³ *Discours sur le budget*, prononcé par l'honorable John-S. Bourque, Ministre des Finances de la Province, à l'Assemblée législative de Québec, le 10 décembre 1959, p. 3

⁴ *Idem*, page 3.

faire front commun pour la reconnaissance définitive des droits essentiels à notre autonomie ¹.

Cette question n'est pas une question aussi théorique qu'il y paraît ; malgré que les provinces s'évertuent à venir en aide à l'entreprise privée, les bénéfices que celles-ci en retirent pour partie retournent à leurs propriétaires étrangers, pour partie vont au gouvernement central. Or, dans le même temps, les provinces sont de plus en plus grevées par des dépenses sociales croissantes. Le discours du budget désignait ainsi une véritable problématique nouvelle en matière de collaboration inter-gouvernementale entre le fédéral et toutes les provinces :

Les provinces sont aux prises avec des problèmes qui découlent du développement de leurs richesses naturelles. Elles doivent solutionner toutes les difficultés entraînées par leur expansion économique. Elles ne reçoivent pas d'aide pour la construction des routes et des ponts dans les régions nouvelles. Elles doivent contribuer à la construction des écoles et des hôpitaux. Elles doivent secourir les municipalités qui sont aux prises avec une foule de problèmes de vie collective. Une fois cette tâche accomplie, une fois qu'elles ont consacré des sommes énormes pour faire face à leurs obligations, les corporations qui profitent de ce développement versent les quatre cinquièmes de leurs impôts au gouvernement fédéral et le cinquième aux institutions provinciales. Personne ne peut soutenir la justice et l'équité d'une pareille situation. Depuis vingt ans, sous l'inspiration de certains théoriciens, le gouvernement fédéral s'est engagé sur une fausse voie, en vertu de principes nouveaux dénués de sens pratique. Il est temps que la confédération reprenne son sens véritable, celui qu'elle avait en 1867. Il est temps que les provinces puissent respirer de nouveau et collaborer complètement à la grandeur du Canada tout entier ².

Cette approche est celle qui dominera les scènes politiques fédérale et provinciale tout au long de la décennie. C'est celle même qui sera reprise par le Parti libéral provincial :

(Paul Sauvé) a été l'initiateur d'un changement constitutionnel important en faisant accepter à Ottawa la formule d'« opting-out »... formule (utilisée) par la suite par les gouvernements Lesage et Johnson ³.

Cette initiative a eu des effets concrets immédiats. Elle devait permettre, ré pétons-le, aux universités québécoises de bénéficier de subventions offertes par le gouvernement fédéral auxquelles Duplessis s'était opposé parce qu'il s'agissait là d'une ingérence dans le domaine de l'éducation, domaine réservé aux provinces

¹ *Idem*, page 15.

² *Idem*, p. 46. Rappelons qu'en 1954, Duplessis avait déjà institué un impôt direct sur le revenu des particuliers à côté de l'impôt fédéral. Le Québec était évidemment la seule province à imposer cette double taxation auprès des particuliers. Cf. Bergeron, Gérard : *Le Canada français après deux siècles de patience*, op. cit., p. 169.

³ Bombardier, Denise : *Les « Cent jours » du gouvernement Sauvé*, thèse de M. A. (science politique), Université de Montréal, août 1971, page 156.

aux termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Ici, pour la première fois, la formule retenue permettait de sauver la chèvre et le chou, c'est-à-dire de concilier la centralisation fédérale avec l'« autonomie » provinciale du Québec ¹.

Un second résultat de l'ouverture de ce dialogue entre Ottawa et Québec a été l'autorisation donnée aux municipalités

de se prévaloir de la loi fédérale aux termes de laquelle Ottawa paie, en partie, le coût des travaux effectués dans les municipalités pour combattre le chômage ².

Pour les mêmes raisons constitutionnelles, Duplessis s'était opposé à ce que les municipalités retirent ces sommes offertes par le gouvernement central.

Ainsi, à côté d'un ensemble de déclarations de principes qui démarque son règne de celui de son prédécesseur, le premier ministre Sauvé a de surcroît été l'instigateur de mesures concrètes importantes. Parmi celles-ci, la démocratisation des rapports entre le parti au pouvoir et l'opposition officielle à l'Assemblée législative, de même que le rétablissement de rapports entre la presse et le parti ³ ne sont certes par les moindres puisque cette brise de liberté d'expression qui soufflera sur la colline parlementaire tombera bientôt sous la fêrule technocrato-bureaucratique des Libéraux. Or, le musellement d'une opposition officielle et l'utilisation de la presse à des fins partisans ne sont que des signes avant-coureurs ou des reflets d'un musellement beaucoup plus vaste.

Deux initiatives méritent d'être reprises de nouveau : l'assurance-santé et les modifications à la loi des relations ouvrières. La première avait été réclamée par l'Union des Cultivateurs catholiques (U.C.C.) et était issue de son congrès tenu en octobre de cette année-là, tandis que la seconde avait depuis longtemps fait l'objet des doléances des syndicats ⁴.

¹ Pour plus de détails sur cette formule, voir : Bombardier, *op. cit.*, pp. 75 sq.

² *Idem*, p. 86.

³ « Le 12 septembre 1959, *le Devoir* titre en première page : « Québec. L'atmosphère est complètement changée »... Vincent Prince du journal *La Presse*, alors président de la Tribune parlementaire, promet à Paul Sauvé « la collaboration des reporters quand il s'agira de renseigner le public ». Cf. Bombardier, D. : *op. cit.*, page 125. Qu'à l'occasion d'une telle ouverture, la presse en vienne à s'inféoder au pouvoir trahit la complémentarité des intérêts en présence mais cela ne doit pas faire oublier *qu'en principe* la démocratie suppose une presse critique *et* libre. Avec Sauvé devient donc possible ce qui ne l'était pas avant et qui ne le sera plus tout de suite après !

⁴ Cet empressement que met Sauvé à se rendre à l'une des demandes des syndicats est-elle liée à l'offre empressée de collaboration faite au nouveau premier ministre dès le lendemain de sa nomination, le 13 septembre, par la Confédération des Travailleurs catholiques du Canada ? La question demeure ouverte. Néanmoins, l'avantage acquis aux travailleurs demeure certain. Cf. Bombardier, D. : *op. cit.*, « chronologie », page 2.

Sur le sujet de l'assurance-santé, le premier ministre annonce, fin octobre, « que son gouvernement déposera une législation lui permettant d'avoir toutes les informations nécessaires à cet égard » ¹. Et c'est d'ailleurs sur la base des travaux effectués sous l'empire de cette loi que les Libéraux implanteront un tel régime en janvier 1961.

Quant à la loi des Relations ouvrières, le gouvernement fait adopter des amendements qui permettent, tel qu'annoncé dans le discours du trône :

à l'avenir, tout salarié congédié, suspendu ou déplacé pour activités syndicales (d') intégrer ses fonctions sur ordre de la Commission des Relations ouvrières ²,

tandis que la Commission elle-même est réformée de sorte que la représentation des syndicats et des patrons devient paritaire.

D'ailleurs, si le nouveau premier ministre n'a connu qu'une grève d'importance – celle des ouvriers de la Dominion Textile à Magog – son attitude face à ce conflit en fut une de relative neutralité : là où son prédécesseur eût sans doute fait illico investir la ville par la Police provinciale (la P.P.), le procureur général Antoine Rivard s'est engagé à ne pas user de la force constabulaire sauf pour le cas où les autorités locales le requerraient ³.

Enfin, durant ces quatre mois, il est peu question d'économie au sens où cette question reviendra constamment parmi les préoccupations des politiciens dans les années subséquentes. Un fait mérite quand même d'être rapporté : selon un économiste, à l'automne 1959, les finances de la province seraient saines ⁴. Or, ceci est important puisque ce sera précisément sur le fait que l'Union nationale laisse les finances québécoises dans un état « déplorable » que Lesage échafaude sa série de réformes fiscales et financières qui grèvera considérablement le budget de la province. Mais de ceci, il sera question plus avant.

Pour le moment, indiquons que c'est sur cette belle lancée que le nouveau premier ministre s'éteint à son tour le 2 janvier 1960. Si la première succession s'était faite sans heurt, la seconde s'avère plus difficile et ce serait à la suite d'un compromis qu'en définitive le caucus s'entend pour nommer Antonio Barrette, ex-

¹ *Idem*, p. 133. Et le discours du trône prononcé cet automne-là. Par ailleurs, l'assurance-santé avait déjà fait l'objet des revendications des syndicats ; elle avait, notamment, été réclamée par la Fédération des travailleurs du Québec (F.T.Q.) à l'occasion de la tenue de son Congrès en novembre 1958 et, de nouveau, dans son mémoire présenté au premier ministre en novembre 1959. Voir : St-Pierre, Jocelyn et Paul Bernier : *Les travailleurs québécois 1940-1971. Chronologie*, Québec, Université Laval, Institut supérieur des sciences humaines, 1974, texte ronéo, p. 114-119.

² Bombardier, D. – *op. cit.*, p. 82.

³ *Ibidem*, p. 135.

⁴ Selon Roland Parenteau in : *Le Devoir* du 29 décembre. Cf. Bombardier, D. : *op. cit.*, p. 144.

ministre du travail depuis 1944, premier ministre de la province de Québec le 7 janvier ¹.

Barrette n'avait pas la trempe de ses deux prédécesseurs ; au surplus il gouverne avec l'enthousiasme de celui qui avait songé démissionner de la vie politique quelques mois plus tôt ². Il n'en porte pas moins les réformes introduites par Sauvé, sans plus ³.

Et puis, le 22 juin, ce sont les élections provinciales tant attendues dans lesquelles l'U.N. s'engage handicapée par de lourdes dissensions et minée par plusieurs défections ⁴, tandis que les Libéraux ont le vent dans les voiles :

avec un vote inversé, mais à peu près correspondant à celui de 1956, l'Union nationale n'en obtient pas moins de 43 sièges pour 47 % des suffrages en face des Libéraux qui, avec 51 % du vote populaire, doivent se contenter de 51 sièges parlementaires – montrant à nouveau que la carte électorale favorise, même dans la défaite, la force de l'Union nationale dans les régions rurales et semi-rurales ; au slogan de l'Union nationale, exprimant la continuité dans le « culte de la personnalité », *Les trois Grands : Duplessis, Sauvé, Barrette*, les Libéraux répondirent par un dynamique et décisif *c'est l'temps que ça change* ⁵.

Voyons maintenant ce qu'a changé au Québec l'administration des Libéraux durant les deux années subséquentes.

2. Les Libéraux au pouvoir., 1960-1962

[Retour à la table des matières](#)

Avec l'élection des Libéraux, c'est tout un train de mesures et de réformes qui est engagé. Les promesses de leur programme d'élection sont implantées l'une après l'autre ⁶. La plus significative et une des premières mesures appliquée étant peut-être la décision de mettre sur pied une commission d'enquête « sur les méthodes d'achat utilisées au département de la Colonisation et au Service des

¹ Sur cette candidature de compromis vers laquelle le parti s'est tourné au détriment de Daniel Johnson, ministre des Ressources hydrauliques et d'Yves Prévost, secrétaire de la province, afin d'éviter un affrontement interne à quelques mois des élections, voir : Quinn, H. F. : *op. cit.*, p. 177-78.

² Selon un article du *Montréal Star* du 15 octobre 1960 : cité in : Quinn, H. F. : *op. cit.*, p. 177 note 15.

³ *Idem*, p. 177.

⁴ *Ibidem*, p. 178.

⁵ Bergeron, Gérard : *Du Duplessisme à Trudeau et Bourassa*, *op. cit.*, page 223.

⁶ Voir : Roy, Jean-Louis : *Les programmes électoraux du Québec*, 1931-1966, tome 2, Montréal, Leméac, collection Québécois, pp. 378 à 388.

Achats de gouvernement du 1^{er} juillet 1955 au 30 juin 1960 »¹ dès octobre 1960, soit un peu plus d'un mois avant l'ouverture de la première session régulière de la vingt-sixième législature². Le discours du trône prononcé à cette occasion, le 10 novembre, tranche sur les discours prononcés les années précédentes d'abord et avant tout par son ambition. Tous les secteurs de la vie socio-politique québécoise doivent être touchés par l'une ou l'autre des législations qui seront déposées. Ce sont d'abord et avant tout des législations

visant à répondre aux exigences collectives les plus pressantes de la population, à élargir le champ d'action et accroître l'efficacité du gouvernement par la création de nouveaux ministères, à moderniser ou remodeler l'appareil administratif existant³.

À cet égard, l'action politique des Libéraux s'inscrit clairement dans la modernisation et la rentabilisation de l'appareil gouvernemental. Ce train de mesures prévoit ainsi la création d'un ministère des Affaires culturelles⁴ celle d'un ministère des Affaires fédérales-provinciales⁵, celle d'un ministère des Richesses naturelles⁶ et, enfin, la mise – remise ? – sur pied d'un Conseil d'Orientation économique qui sera à son tour directement ou indirectement l'instigateur de nombreuses mesures sociales et économiques comme la nationalisation d'une

¹ Commission d'enquête instituée par l'arrêté en conseil numéro 1621 du 5 octobre 1960. Deux choses méritent d'être soulignées à ce sujet. *Premièrement*, la forme même de l'institution de cette commission d'enquête qui est faite par arrêté en conseil plutôt que par législation, ce qui aurait nécessairement entraîné un débat sur la question de la portée et du sens du mandat d'une telle commission. *Deuxièmement*, la définition du mandat qui est curieusement restreinte dans l'arrêté en conseil en question à seulement deux organismes du gouvernement tandis que dans son programme électoral, le Parti libéral prétendait vouloir aussi éclaircir l'affaire du scandale du gaz naturel, par exemple ; par ailleurs, le rapport, déposé le 27 juin 1963, confirme *ex post facto* ce caractère essentiellement tactique, partisan et électoraliste de l'institution d'une telle commission dans la mesure où ses recommandations sont on ne peut plus mièvres (du genre : « L'auditeur de la province doit s'assurer que les systèmes de comptabilité et de contrôle des dépenses sont rigoureusement appliqués », page 215). Au surplus, sont pris à partie par la commission le menu fretin – l'étudiant qui a accepté \$5. ou le chauffeur de taxi – tandis que sont exonérés ceux qui masquaient leurs activités derrière une raison sociale – sauf une seule exception – sous prétexte qu'il s'agit alors de « personnes morales » ! Voir : Le rapport de la Commission Salvas, Québec, 1963, 216 pp.

² Notons, pour mémoire, qu'une session spéciale avait été convoquée le 20 novembre 1960 » pour prendre en considération une mesure d'urgence concernant l'administration de la cité de Montréal ». Cf. *Journaux de l'assemblée législative de la province de Québec du 20 septembre 1960 au 22 septembre 1960*, session 1960, Québec, 1961, p. 3.

³ Cf. *Journaux de l'assemblée*, etc., du 10 novembre 1960 au 10 juin 1961, Session 1960-61, Québec, 1961, p. 3.

⁴ *Statuts de Québec*, 9-10 Elizabeth II 1960-61, ch. 23.

⁵ *Idem*, ch. 22.

⁶ *Ibidem*, ch. 48.

partie de la production hydro-électrique ou la création d'une régie des rentes et d'une caisse de dépôts et de placements ¹.

D'autre part, le gouvernement annonce la signature d'une convention avec le fédéral concernant la construction et le parachèvement de la route Trans-Canada, prévoit accélérer les procédures devant les Commissions des Relations ouvrières et projette d'établir un régime d'assurance hospitalisation en même temps qu'il compte modifier les structures du ministère du Bien-être social pour en faire un ministère du Bien-être et de la Famille ².

Néanmoins, ce n'est toutefois que cinq mois plus tard, le 14 avril 1961, le jour de la lecture du discours sur le budget par le premier ministre Jean Lesage, que sont explicités de fond en comble le sens et la portée des mesures annoncées ou à venir : en effet, pour la première fois, le discours du budget est présenté comme l'énoncé en profondeur de la fonction économique-sociale d'un État moderne :

Vous vous souvenez que le *discours du budget*, sous l'ancien régime, constituait un instrument annuel de propagande politique... Monsieur le Président je puis vous assurer que ce genre de discours du budget appartient désormais au passé.

... J'ai essayé dans la mesure du possible, d'y inclure toutes les données pertinentes, de telle sorte que celui qui le consultera saura à quoi s'en tenir sur les conditions économiques et financières réelles de la Province...

... Dans un régime démocratique, il convient qu'on facilite aux citoyens la connaissance et la compréhension des problèmes qui les touchent de près ³.

Or, le plus curieux est que le discours comme tel commence sur le ton d'un violent réquisitoire contre l'administration précédente :

ce n'était pas le *gouvernement* de la Province qui utilisait les coffres de l'État pour promouvoir le bien-être des citoyens, c'était un *parti politique* qui puisait à même les fonds publics dans une tentative désespérée de se maintenir au pouvoir ⁴.

Ainsi, par rapport à la situation prévalant antérieurement, le Parti libéral se présente comme *le* gouvernement du Québec, gouvernement qui, au lendemain de son élection, a été contraint de faire, coup sur coup, deux emprunts de \$50

¹ Sur le C.O.E.Q. et l'importance des législations par lui suggérées, voir le chapitre précédent. Rappelons seulement que la formation d'un Conseil a été instituée en vertu du ch. 15 des *Statuts*, loi sanctionnée le 22 février 1961.

² Cf. *Journaux*, *op. cit.*, p. 5.

³ *Discours sur le budget* prononcé par l'honorable Jean Lesage, premier ministre et ministre des finances de la province à l'Assemblée législative de Québec, le 14 avril 1961, « préambule », pp. 5-6.

⁴ *Idem*, p. 8.

millions : l'un le 15 août 1960, l'autre le 1^{er} février 1961 ¹. Les raisons invoquées pour justifier ces dépenses sont les suivantes :

Tout porte à croire que l'ampleur du programme de réformes et de rénovations qui devra être mis en œuvre pour combler les déficiences du passé et la nécessité d'accélérer le rythme des dépenses en immobilisations se traduiront par la nécessité d'emprunter plus fréquemment que pendant la dernière décennie. Au cours de cette période où tout le pays a bénéficié d'une situation particulièrement privilégiée en raison de facteurs favorables d'ordre industriel et commercial, les revenus de la province ont passé de \$207 millions en 1949-50 à \$598 millions en 1959-60. Ils continueront d'augmenter mais leur hausse s'établit actuellement à un rythme moins rapide : cette situation nous porte à croire qu'au cours des prochaines années les revenus ne suffiront pas à faire face à l'ensemble des dépenses tant ordinaires qu'en immobilisations ².

Nous avons affaire ici à une conjoncture politique et économique particulière, celle d'une crise larvée à laquelle le gouvernement ne peut répondre que par l'endettement. Il a beau jeu, dans ces conditions, d'en faire porter la responsabilité sur l'administration précédente ; d'ailleurs ceci n'a qu'une importance immédiate. Ce qui importe à plus long terme par contre, c'est que la conjoncture économique en ce début des années soixante n'est pas des plus favorables et l'augmentation du nombre des chômeurs est là pour l'attester. Au surplus, malgré que le gouvernement provincial doive compter avec la pingrerie du fédéral au moment même où la seule porte de sortie qui s'ouvre réside dans un investissement massif dans les services sociaux – santé, éducation, etc. –, nul ne semble tenté par l'affrontement qui s'impose. L'endettement apparaît à ce moment et dans de telles circonstances comme l'unique voie à suivre. Le discours du budget suivant, celui prononcé le 12 avril 1962, est encore plus explicite quant à la place que doit occuper l'État dans un contexte économique difficile :

Il semble bien que nous en sommes à un point où le gouvernement doit accepter de remplir une fonction plus importante que celle qui était traditionnellement la sienne. La situation, aujourd'hui, ne ressemble plus à celle qui prévalait il y a vingt-cinq ou cinquante ans. L'entreprise privée a, dans le passé, accompli beaucoup de choses, elle nous a, entre autres, donné le niveau de vie élevé dont nous jouissons présentement. Pour ce qui est de l'avenir, son rôle continuera d'être indispensable et toute la population espère beaucoup en elle. Il n'en reste pas moins que le gouvernement doit dorénavant collaborer avec l'entreprise privée et abandonner le rôle souvent trop passif qu'il jouait jusqu'à maintenant ³.

¹ *Ibidem*, p. 21.

² *Ibidem*, p. 22.

³ *Discours du budget* prononcé par l'honorable Jean Lesage, premier ministre et ministre des finances de la province à l'Assemblée législative de Québec le 12 avril 1962, page 41.

Il ne s'agit pas seulement pour l'État de soutenir l'entreprise privée mais aussi pour lui de servir de levier grâce auquel on escompte établir l'accessibilité de tous à l'enseignement ou aux services hospitaliers ; c'est, si l'on veut, une transformation dans sa fonction sociale :

Il serait intolérable que la recherche par notre société d'un plus haut niveau de vie matériel ne s'accompagnât pas chez elle d'un souci au moins équivalent de fournir à tous ses membres l'occasion de cultiver leur actif intellectuel et d'améliorer leur santé. En somme, il s'agit pour l'État moderne de réduire dans la mesure du possible l'inégalité des chances au point de départ ¹.

Il n'est pas facile de pondérer acquis et pertes par rapport à toutes ces initiatives, à ces soi-disant « démocratisations ». Nous disons bien soi-disant, parce que ce ne sont pas les rapports de travail qui sont affectés à cette occasion ni non plus la voix au chapitre d'une population dont il serait soudainement tenu compte, mais la stricte universalisation des services en question. Il ne s'agit ici, en dehors de l'élargissement de la fonction économique de l'État, que d'accessibilité. Bien sûr, en tant qu'il s'agit d'universaliser l'accès à l'enseignement ou aux services de santé ce fait constitue un indéniable acquis, quelle que soit par ailleurs la fonction politique concrète de cette universalisation dans la consolidation du pouvoir provincial au détriment de l'autonomie des commissions scolaires ² ou des hôpitaux d'une part, la fonction sociale objective de cette universalisation dans la perpétuation, voire l'accentuation, des inégalités sociales de l'autre ³.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer l'institution d'une commission royale d'enquête sur l'enseignement le 24 mars 1961 ⁴ ; plus tard à l'occasion du dépôt du rapport de la commission il n'aura jamais été autant question de démocratie au Québec. Soulignons, pour le moment, que la mise sur pied d'une commission d'enquête sur l'enseignement n'est que la première d'une série de lois concernant ce

¹ *Idem*, page 42.

² Ceci n'implique évidemment pas que l'institution des commissions scolaires ait été plus démocratique auparavant. Bien au contraire puisque seuls les propriétaires de biens-fonds d'une municipalité scolaire avaient droit d'élire les commissaires d'écoles. Déjà, en 1954, la Fédération des Commissions scolaires catholiques du Québec avait proposé d'étendre le droit d'élire les commissaires à tous les citoyens qui ont atteint l'âge de 21 ans. En effet, « c'est dans la perspective d'une telle mesure destinée à rendre plus démocratique la corporation scolaire que le problème de l'autonomie de cette dernière à l'égard du gouvernement provincial prend, à notre avis tout son sens ». Mais dans la mesure où le gouvernement prend en charge et met en tutelle toutes les commissions scolaires, on ne peut certes plus parler de démocratie ! Voir : *Questions scolaires. Les Problèmes des Commissions Scolaires. Solutions proposées. Mémoire présenté par la Fédération des Commissions Scolaires Catholiques du Québec à la Commission Royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, (Commission Tremblay), Québec, 1954, p. 213-14.

³ Sur la question des inégalités, voir : Escande, Claude : *Les classes sociales au Cégep : Sociologie de l'orientation des étudiants*, Montréal, Parti pris, 1973.

⁴ Statuts de Québec 9-10 Elizabeth 11, 1960-61, ch. 25.

domaine puisque s'y ajoutent des mesures pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant, l'obtention des bourses d'études aux étudiants universitaires des collèges classiques, pour favoriser le développement de l'enseignement secondaire, sur la gratuité scolaire, etc.¹. Au total dix lois sont consacrées à l'accessibilité à et au financement de l'éducation. Néanmoins ces mesures sont fort limitées : *la Loi concernant la gratuité de l'enseignement et la fréquentation scolaire obligatoire* notamment ne prévoit rien d'autre que ceci :

Les commissaires et les syndicats d'écoles doivent mettre gratuitement les livres de classe à la disposition de tous les enfants qui fréquentent les écoles sous leur direction².

Certaines aussi annoncent une démocratisation : *la Loi conférant aux parents le droit de vote aux élections scolaires* ne prévoit plus que trois conditions pour être éligible aux cens électoral :

Pour avoir droit de voter aux élections des commissaires ou des syndicats d'écoles, il faut :

- 1) être majeur et citoyen canadien ;
- 2) être inscrit sur la liste des électeurs ; et
- 3) être propriétaire d'un bien-fonds ou d'un bâtiment, être inscrit comme tel au rôle d'évaluation ou être le conjoint de tel propriétaire et domicilié dans la municipalité depuis six mois ; ou
- 4) être le père, la mère ou le tuteur d'un enfant âgé de moins de dix-huit ans le trente juin précédent et être domicilié dans la municipalité depuis six mois³.

C'est dire que l'exigence d'être propriétaire subsiste mais le droit de vote est aussi étendu à un seul des parents de l'enfant de moins de dix-huit ans. Le vote se faisait ainsi par famille et non pas sur une base individuelle et universelle. D'autre part en matière de relations de travail, il importe de relever les quelques éléments suivants : d'abord une série d'amendements à la *Loi des relations ouvrières* dont le plus important est sans contredit celui qui prévoit que « l'aliénation ou la concession totale ou partielle d'une entreprise autrement que par vente en justice n'invalide aucun certificat émis par la Commission, aucune convention collective, etc. »⁴, bien que le droit de grève soit plus loin (article 6) restreint. Ensuite, l'élargissement des effets d'un décret dans l'industrie de la construction qui peut dorénavant « rendre obligatoire une disposition de la convention stipulant

¹ *Idem*, ch. 26 à 35.

² *Ibidem*, ch. 29, article 223^e.

³ *Ibidem*, ch. 30, article 125.

⁴ *Ibidem*, ch. 73, article 1.

l'interdiction de grève, contre-grève, ralentissement de travail et piquetage »¹, ce qui a pour résultat évidemment de faire porter sur l'ensemble d'un secteur une perte subie par le ou les syndicats les plus faibles. Il n'en reste pas moins que le premier amendement proposé à la *Loi des relations ouvrières* venait réparer une grave injustice par laquelle un employeur pouvait, rien qu'en changeant le nom de sa raison sociale, par exemple, forcer un groupe de salariés à reprendre à zéro toutes les longues et fastidieuses procédures susceptibles de conduire à l'accréditation d'un syndicat.

Puis c'est, l'année suivante, durant la troisième session de cette vingt-sixième législature, l'adoption d'une *Loi constituant la Société générale de financement du Québec* (la S.G.F.), la première compagnie « publique » à fonds social mise sur pied grâce à des sommes provenant du gouvernement provincial, des caisses populaires et du public².

En définitive, ce qui ressort le plus des deux premières années du règne des Libéraux, ce sont, essentiellement, le nombre élevé de mesures consacrées à l'éducation – dix la première année, neuf la seconde, – et la portée de quelques mesures économiques importantes : COEQ et SGF, entre autres. Toutefois, en matière de relations de travail, si l'on peut computer des gains certains, nous sommes encore loin des réformes promises – le Code du travail ne sera adopté qu'en 1964. En matière constitutionnelle enfin, le ton est au dialogue sinon à la collaboration avec le gouvernement central, bien que ce soient pour le moment, les déclarations d'intentions de part et d'autre qui l'emportent sur les ententes comme telles³.

¹ Loi concernant la convention collective dans l'industrie de la construction, S.Q., 9-10 Elizabeth II, ch. 74, article 1 ajoutant un article 10(a) à la *Loi de la convention collective*.

² *Statuts de Québec*, 10-11 Elizabeth II, 1962, ch. 54.

³ Ce sont les Conservateurs qui sont au pouvoir à Ottawa depuis la défaite des Libéraux de Louis Stephen Saint-Laurent en 1957. Aux élections du 18 juin 1962, John Diefenbaker sera reporté au pouvoir, avec un gouvernement minoritaire cette fois, minoritaire essentiellement à cause de la surprenante percée des Créditistes de Réal Caouette au Québec. Ces faits et l'histoire qu'ils recouvrent comptent évidemment pour beaucoup dans les rapports entre Ottawa et Québec, comme dans l'évolution de l'histoire du Québec, elle-même. Dire cela, c'est indiquer qu'il reste encore beaucoup à faire avant d'écrire une histoire sociale du Québec qui soit complète. Faute de temps et de moyens, nous nous sommes limités à la seule politique québécoise, quitte à revenir sur les nombreux éléments mis de côté dans un ouvrage ultérieur portant sur cette même période. Sur les rapports Québec – Canada et la question constitutionnelle, voir Morin, Claude : *Le pouvoir québécois... en négociation*, Montréal, les Éditions du Boréal express, 1972 et *Le combat québécois*, Montréal, les Éditions du Boréal express, 1973.

3. Le retour au pouvoir des Libéraux : 1962-1966

[Retour à la table des matières](#)

Les Libéraux auraient pu ne pas se présenter devant l'électorat avant deux ans. S'ils l'ont fait au moment où ils l'ont fait, c'est-à-dire le 14 novembre 1962, c'est qu'ils avaient choisi de soumettre à l'opinion publique la question de la nationalisation d'une partie du réseau de production hydro-électrique du Québec.

Portée comme une initiative nationaliste – le slogan libéral à l'occasion de cette élection sera le fameux « Maîtres chez nous » –, la nationalisation constituera en fait plutôt un regroupement des onze entreprises privées sous l'égide de l'Hydro-Québec, compagnie publique, qu'une véritable nationalisation, dans la mesure même où seuls sont touchés les secteurs de la production et de la distribution aux particuliers et aux entreprises tandis que demeure sous contrôle privé la production hydro-électrique faite par les entreprises pour leurs propres besoins. Ainsi, pour prendre l'exemple le plus patent, l'Alcan à Arvida n'en continuera pas moins d'exploiter ses propres barrages¹. Or, cette production directe compte pour plus de 30 % de la production hydro-électrique totale au Québec, 30 % sur lequel les Québécois n'ont ni contrôle, ni bénéfice².

D'un autre côté il faut voir aussi, derrière le double caractère démocratique et partisan³ de la décision d'en appeler à l'électorat, la fonction plus économique de cette nationalisation :

¹ L'Hydro-Québec achète même une part non négligeable de son électricité à de telles entreprises pour la revendre ensuite aux particuliers : « Pour l'année 1969, les achats d'électricité de l'Hydro-Québec aux compagnies privées s'élèvent à un total de 4 298 millions de KWH. Or, nous avons estimé à un total d'environ 20 185 millions de KWH la production des compagnies privées au Québec. Ainsi, les achats de l'Hydro-Québec représentent environ 21 % de l'électricité totale des compagnies privées, soit 6,3% environ de la production totale d'électricité au Québec ; » Cf. Montpetit, Michel et Alain Morin : *Recherches sur l'Hydro-Québec*, inédit, Montréal, 1971 ?, 23 pp., à la page II.

² « En nationalisant, le gouvernement libéral a choisi d'adopter une ligne restrictive qui a épargné deux secteurs qu'il est important de cerner : les actifs électriques des compagnies à vocation industrielle et les actifs non-électriques des compagnies à vocation commerciale » in : Jobin, Carol : *La nationalisation de l'électricité au Québec en 1962*, thèse de M.A. (science politique), U.Q.A.M., août 1974, page 66.

Ajoutons, pour préciser, que les actifs électriques comprennent ce 30% de la production d'électricité qui échappe à l'Hydro, que les actifs non-électriques comprennent toutes les autres activités dans lesquelles étaient engagées les entreprises achetées par l'Hydro et qui n'ont évidemment pas été touchées.

³ Cf. Discours du trône prononcé le 15 janvier 1963, in : *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, vol. XCVIII, 1963, page 7 : ... « pour donner suite au mandat qu'il a reçu du peuple, le gouvernement a pris des mesures pour que l'Hydro-Québec acquière les onze compagnies d'électricité dont il avait proposé la nationalisation...

le projet de nationaliser le secteur hydro-électrique appelait essentiellement l'électorat à prendre position sur l'opportunité pour l'État provincial québécois de jouer un rôle économique actif à l'intérieur du système économique capitaliste existant au Québec au stade des années soixante ¹.

D'ailleurs, à un autre niveau, plus strictement technique si l'on veut, un tel regroupement était rendu nécessaire par l'ampleur même des investissements que ce secteur devait être amené à faire : aucune des entreprises existantes n'avait les reins assez solides pour financer un projet de l'ampleur de celui qu'impliquait la construction de barrages sur les rivières Manicouagan et Outardes ² tandis que le rachat des onze entreprises privées par l'Hydro-Québec, en augmentant la valeur totale de ses actifs, lui permettait de réaliser un tel projet, – sans compter que le gouvernement provincial garantissait ses emprunts, ce à quoi on ne se serait pas attendu à l'égard de l'entreprise privée. Il existait donc, au delà des difficultés politiques immédiates que pose à l'entreprise privée toute intervention directe de l'État dans l'économie – nationalisation ou étatisation –, une nécessité supérieure : l'exploitation des ressources énergétiques essentielles à sa croissance et dans laquelle elle ne pouvait s'engager sans élargir les méthodes de financement de projets aussi grandioses. Avec la nationalisation de l'Hydro, ce sont tous et chacun des Québécois qui contribuent à l'essor de l'entreprise privée de l'est des États-Unis et non plus les seuls actionnaires des onze compagnies affectées par le rachat de leur entreprise ³.

Mais il y a aussi un autre élément qu'il ne faut pas négliger et qui peut servir à expliquer que l'Hydro ait acquis ces entreprises privées, au lieu que ce soit l'une d'elles qui acquière l'Hydro, ce qui eut sans doute été plus logique dans un contexte capitaliste. Cet élément c'est le scandale qu'a causé dans l'opinion la vente en 1957, du réseau de gaz naturel appartenant à l'Hydro-Québec à des intérêts privés ⁴.

La nationalisation de l'électricité donnera au peuple du Québec un instrument puissant pour stimuler la croissance de son (sic !) économie ».

Quand on sait que l'économie québécoise n'appartient à personne qui soit domicilié ici, au lieu du possessif utilisé par le lieutenant-gouverneur il aurait fallu indiquer que ce sont les propriétaires de cette économie qui tireront plutôt les avantages de la nationalisation.

¹ Jobin, Carol : *op. cit.*, page 4.

² On sait par ailleurs que ce projet est sur papier depuis la fin des années cinquante, de sorte que sa réalisation devient de plus en plus urgente, année après année. Cf. Jobin, Carol : *op. cit.*, p. 50.

³ « ... la nationalisation est la forme ultime de financement public de l'industrie hydro-électrique et de l'économie en général ; elle fait passer le rôle de l'État de soutien à l'industrie hydro-électrique à propriétaire de cette industrie et à soutien de l'économie capitaliste monopoliste en général ». Cf. Jobin, Carol : *op. cit.*, chapitre 2 : « Nationalisation et capitalisme monopoliste d'État », pp. 70 sq., à la page 75.

⁴ « En nationalisant la Montréal Light, Heat and Power Consolidated en 1944, l'Hydro-Québec s'était retrouvée propriétaire du réseau de gaz naturel existant à Montréal. Le 25 avril 1957, le gouvernement Duplessis permettait la création de la Quebec Natural Gas Corporation qui reprenait ces actifs à l'Hydro-Québec. Le plus gros actionnaire de la compagnie acquérante

Portés au pouvoir avec une marge aussi mince en – 1960, les Libéraux auraient tout perdu en répétant le geste posé par l'Union nationale ; ils avaient tout intérêt à capitaliser sur le ressentiment populaire exprimé à l'endroit de cette transaction portant sur la cession du réseau de gaz naturel à des intérêts privés, à miser résolument sur le caractère populaire que peut revêtir une nationalisation, même si, à cette occasion, les intérêts économiques dominants, américains, en l'occurrence y trouvaient davantage leur compte ¹.

Portés au pouvoir avec une majorité confortable ², les Libéraux mettront en application un nombre imposant de réformes financières et sociales dont les principales annoncées dans le *Discours du trône* sont, hormis la nationalisation d'une partie du réseau hydro-électrique, une loi de l'aménagement régional des territoires ruraux, la refonte de la loi des syndicats coopératifs régissant, entre autres, les caisses populaires, l'établissement d'un tribunal du travail, la création d'un Ministère du Tourisme, et, enfin, la mise sur pied d'une commission royale

était Power Corp. of Canada. Depuis, Power Corp. a cédé ses parts et en 1965 la Québec Natural Gas devenait Gaz Métropolitain Inc. » ; in : Jobin, Carol : *op. cit.*, p. 81 note 3.

Par ailleurs, le « scandale à la Corporation de Gaz naturel de Québec » devait éclater avec la publication de cette manchette dans le *Devoir* du vendredi 13 juin 1958.

¹ Ce qui ne veut nullement dire que les Québécois n'aient tiré qu'un avantage idéologique ou culturel de la nationalisation. Au contraire, ce regroupement allait apporter des avantages matériels dont la réduction et la normalisation des tarifs ne sont pas les moins négligeables. Un autre avantage – non négligeable aussi –, c'est que le trésor provincial allait bénéficier dorénavant des sommes autrefois versées par ces entreprises au gouvernement fédéral sous l'empire de la Loi de l'impôt. Cf. *Discours du trône* prononcé le 15 janvier 1963, *op. cit.*, page 7. Sur les avantages concrets de la nationalisation, voir Jobin, Carol : *op. cit.*, p. 258, qui en cite quatre : la réduction des tarifs appliqués aux consommateurs de plusieurs régions ; la modernisation et l'amélioration du service ; la création d'emplois dans le secteur public ; enfin, la convention collective dans ce secteur qui constitue un gain par rapport à celle du secteur privé. Il ajoute « malgré son contenu de classe, la nationalisation, votée démocratiquement, apporte des bénéfices réels, économiques et sociaux, à la classe dominée » (page 258).

Il ne faut pas omettre par ailleurs de souligner que les entreprises privées seront néanmoins sensibles à la critique qui se développe à leur endroit à l'occasion de la campagne électorale de sorte que certains membres de *l'establishment* réagiront mal à l'accusation portée par René Lévesque contre le secteur hydro-électrique sous contrôle privé à l'effet qu'il s'agit d'un « fouillis inextricable ». Voir Jobin, Carol : *op. cit.*, p. 261 et surtout la lettre adressée par Peter Nesbitt Thomson à René Lévesque en date du 26 octobre 1962, reproduite à l'*Appendice* de la thèse, « textes inédits » : document n°5.

C'est ce qui fait dire à Jobin : « Ce projet (de nationalisation) est plutôt le fait d'une aile progressiste du gouvernement qui s'est affirmée politiquement et qui a acquis assez de crédibilité pour devenir, plus tard, le Mouvement Souveraineté-Association puis le Parti Québécois. En effet la nationalisation démontre un blocage vis-à-vis les institutions et le capital financier anglo-canadien qui oriente les pré-occupations nationalistes et socialistes vers une stratégie de négociation avec l'interlocuteur valable, le capital américain, sur lequel on s'appuie et que l'on respecte pour tirer avantage de la suppression de l'intermédiaire fédéral » (pp. 261-62).

² Les Libéraux obtenaient 57 % des suffrages et 63 sièges, l'U.N. 42 % et 31 sièges. Voir, Bergeron, Cf. *Du Duplessisme à Trudeau et Bourassa*, *op. cit.*, page 351.

d'enquête sur les sources de revenus de l'État du Québec ¹, la future Commission Bélanger sur la fiscalité.

Une des premières initiatives à retenir à cet égard est sans doute l'adoption d'une *Loi de l'aménagement rural et du développement agricole* (i.e. ARDA) ², qui prévoit l'élaboration de « plans ayant pour objet le progrès technique économique et social d'une région rurale », et la poursuite « d'enquêtes et d'études à cette fin » ³. C'est sous l'empire de cette loi que sera menée pendant plusieurs années à compter de 1963 sous l'égide, entre autres du B.A.E.Q., la plus vaste enquête socio-économique jamais entreprise au Québec : il s'agit du monumental *Plan de développement* de la région du Bas Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine ⁴, la première tentative de rationalisation de la croissance économique accompagnée d'un vaste programme d'animation sociale. Par son ampleur et par son ambition, cette initiative allait soumettre toute la population du Bas Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine à un brassage d'idées sur sa situation et les moyens d'infléchir son propre devenir. Malheureusement, l'entreprise a tourné court quand il s'est agi de passer des élaborations et des revendications faites de concert avec les représentants de la population locale, les animateurs et les chercheurs aux résultats attendus par les gouvernements provincial et fédéral de mèche avec les élites locales ; ce qui avait été le plus vaste mouvement régional d'éveil démocratique au Québec a été « mis sur les tablettes » et remplacé par la rationalité centralisatrice de Québec et d'Ottawa, rationalité qui implique évidemment, pour être implantée, la mise au rancart des velléités de démocratie et d'égalité revendiquées par une population. L'entente initiale adoptée en 1961 et renouvelée par les deux gouvernements fédéral et provincial en 1965 pour cinq ans consacre la prise en charge du développement régional par le gouvernement central avec l'accord du gouvernement provincial ⁵.

¹ Cf. *Discours du trône* prononcé le 15 janvier 1963, pp. 7-10.

² *Statuts de Québec*, 11-12 Elizabeth II, 1963, ch. 31, sanctionné le 26 juin.

³ *Idem*, article 28.

⁴ Ce plan a été rédigé en 10 volumes avec annexes. Pour plus de détails sur le rôle et la fonction du Bureau d'Aménagement de l'est du Québec (BAEQ), voir le : *Plan de développement*, Cahier 1, « Introduction générale », pp. III à XIX, BAEQ, 30 juin 1966.

⁵ Dans l'esprit du BAEQ, ce *Plan* devait assurer « un niveau de vie régional comparable à celui de l'ensemble du Québec sans avoir à recourir, de façon massive, à des mesures de redistribution des richesses sous forme de transferts gouvernementaux » ; *Plan de développement*, *op. cit.*, page 11, verso. Or, l'entente signée entre les deux gouvernements pour la période 1965-70 prévoit plutôt le financement de projets ponctuels que l'implantation des recommandations du BAEQ. Voir *Annuaire du Québec 1968-1969*, Gouvernement du Québec, p. 452 et *Canada Year Book 1969*, D.B.S., p. 458. Les annuaires subséquents des deux gouvernements sont on ne peut plus avares de renseignements sur les projets financés en vertu de la loi ARDA ; l'*Annuaire du Québec 1970* y consacre deux lignes et demi (p. 93) !

Une seconde initiative à souligner est celle de la mise sur pied d'une Régie des marchés agricoles ¹, c'est-à-dire « d'un organisme de surveillance, de coordination et d'amélioration de la mise en marché des produits agricoles » ² :

La présente loi ne doit pas être interprétée comme tendant à concurrencer l'organisation coopérative de la production et de la mise en marché des produits agricoles, mais elle doit l'être comme ayant pour objet de mettre à la disposition des producteurs et des consommateurs un moyen supplétif de mise en marché ordonnée et juste des produits agricoles.

Elle doit être appliquée à la lumière de ce principe et de manière à ne pas gêner l'action du coopératisme dans les régions et les secteurs de production et de vente où il répond ou est en mesure de répondre efficacement aux besoins et de manière à profiter autant que possible des concours des coopératives pour l'établissement et l'administration de plans conjoints dans les secteurs de production et les régions où il est désirable d'en établir ³.

En gros, cette loi a pour objet de protéger les producteurs agricoles en leur permettant de fixer un « prix minimum de vente » ⁴ approuvé par référendum tenu auprès des producteurs intéressés qui doivent obligatoirement remplir les conditions exigées par la Régie pour être considérés comme tels. Cette loi avait donc pour fonction *premièrement*, d'éliminer les plus petits producteurs, ceux qui ne pouvaient rencontrer les exigences d'une production normalisée ; *deuxièmement*, d'accélérer la spécialisation auprès des producteurs engagés dans des productions trop diversifiées. Enfin une troisième législation à relever est celle qui devait faciliter à l'employé l'obtention des prestations prévues aux termes de la *Loi des accidents de travail* ⁵.

Plus tard cette année-là, en août, l'Assemblée législative est convoquée en session spéciale pour la tenue de la deuxième session où sera discutée en particulier une loi instituant une caisse de retraite publique et universelle ⁶. Quant à la troisième session, elle débute le 14 janvier 1964 pour se terminer le 31 juillet. Des principales mesures annoncées la plus importante est, sans contredit, celle concernant la création d'un Ministère de l'Éducation :

À la suite de la présentation du premier rapport de la Commission d'enquête sur l'éducation vous aviez été invité, en juin dernier, à étudier une législation pour instituer un ministère de l'éducation et de la jeunesse, et un Conseil supérieur de

¹ *Statuts du Québec*, 11-12 Elizabeth II, 1963, ch. 34. Sanctionnée le 24 avril.

² *Idem*, article 3.

³ *Ibidem*, article 2.

⁴ *Ibidem*, article 26.

⁵ *Idem*, ch. 41, sanctionnée le 11 juillet, notamment l'article 6 ajoutant à la loi un article 40 (a) concernant l'aggravation de l'état de l'ouvrier suite à un accident de travail.

⁶ Cette session ne durera que du 21 au 23 août. Cf. *Journaux de l'Assemblée législative de la P. Q.*, etc., session 1963.

l'Éducation. Ce projet avait alors suscité un tel intérêt dans les divers milieux de notre population que mon gouvernement a pensé faire œuvre utile et démocratique en reportant l'étude à la présente session, afin de donner tout le temps voulu aux citoyens de notre province d'en examiner davantage certaines modalités et de formuler leurs suggestions. Mon gouvernement a reçu plusieurs observations constructives dont il s'est inspiré pour parfaire le projet ¹.

L'autre mesure d'importance – bien que son contenu donnera prise à de nombreuses déceptions – est l'annonce du dépôt d'un projet de *Code du travail*, la dernière étant l'institution d'une caisse de retraite publique, « universelle et contributive » ². L'annonce de la constitution d'un comité parlementaire spécial « chargé d'étudier les dispositions qui doivent régir la négociation collective des conditions de travail, ainsi que l'arbitrage des différends et griefs, non seulement dans les services du gouvernement provincial, mais aussi dans ceux des hôpitaux, commissions scolaires et municipalités » ³ marque aussi une étape : celle de la recherche de solutions à la contradiction dans laquelle se débat le gouvernement dans sa qualité d'employeur.

Voyons rapidement celles des législations les plus importantes adoptées durant cette session. La *Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation* ⁴ consacre l'autorité du ministre de l'éducation sur l'orientation et le développement des institutions d'enseignement ⁵, sur l'organisation des « écoles normales, instituts de technologie, écoles de métiers et toutes autres institutions d'enseignement à l'exception d'une université ou d'un centre d'apprentissage » ⁶, avec la réserve suivante :

Toutefois, le pouvoir d'expropriation stipulé à l'alinéa précédent ne s'applique pas à des terrains ou immeubles et bâtiments appartenant à des institutions indépendantes et servant à l'enseignement au degré secondaire ou au degré universitaire ⁷.

C'est dire que la centralisation des pouvoirs sur le domaine de l'enseignement n'affecte pas le secteur privé qui continue d'exister avec ses caractéristiques propres et ses priorités.

Quant au Conseil supérieur de l'éducation, il remplacera désormais le Conseil de l'instruction publique tant critiqué par le passé à cause de son inefficacité. Or, la déconfessionnalisation que semblait annoncer semblable substitution d'organisme est sérieusement temporisée par la Loi :

¹ Journaux de l'Assemblée législative de la P. Q., 12-13 Elizabeth II, session 1964, pp. 4-5.

² *Idem*, page 5.

³ *Ibidem*, page 5.

⁴ *Statuts de Québec*, 12-13 Elizabeth II, 1964, ch. 15.

⁵ *Idem*, ajoutant chap. 58A après le ch. 58, S.R.Q. 1941.

⁶ *Ibidem*, article 5.

⁷ *Ibidem*, article 5 paragraphe 3.

Vingt-deux membres du Conseil sont nommés par le lieutenant-gouverneur en Conseil après consultation des autorités religieuses et associations ou organisations les plus représentatives des parents, des enseignants, des administrateurs scolaires et des groupes socio-économiques ¹.

Ceci est encore plus apparent dans les normes qui doivent régir la composition du Comité catholique qui est, avec le Comité protestant, l'un des deux comités institués par la loi :

Le Comité catholique est composé d'un nombre égal de représentants des autorités religieuses catholiques, des parents et des éducateurs.

Les représentants des autorités religieuses sont nommés par l'assemblée des évêques catholiques de la province. Les autres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du Conseil qui consulte au préalable les associations ou organisations les plus représentatives de parents et d'éducateurs et obtient l'agrément de l'assemblée des évêques. La recommandation du Conseil doit y avoir été agréée par la majorité de ses membres de foi catholique ².

Ce texte nie donc vraiment toute velléité de consultation démocratique d'abord dans la mesure où l'assemblée des évêques détient ici un véritable droit de véto, ensuite dans la mesure où personne à ce niveau n'est élu, tous sont « choisis ». Le Comité protestant est formé exactement de la même manière si ce n'est qu'aucun organisme ne détient semblable primauté sur les autres, qu'aucun « agrément » extérieur n'est exigé pour valider la consultation effectuée auprès des organisations ou associations « les plus » représentatives.

¹ *Ibidem*, ch. 58B, article 4. Malgré toutes les assurances à l'effet contraire contenues dans un pamphlet publié à l'époque, cette loi marque bel et bien une très forte concentration de pouvoirs et non une quelconque démocratisation. D'ailleurs, malgré que ce mot de « démocratie » soit très utilisé dans le pamphlet il n'est jamais explicité comment celle-ci doit s'exercer si ce n'est par le biais du ministre de l'éducation qui est dans toute cette super-structure bureaucratique, le seul « élu du peuple » ! Cf. Gérin-Lajoie, Paul : *Pourquoi le bill 60*, Montréal, Les Éditions du Jour, 2^{ième} édition, 1963.

² *Ibidem*, article 16. On pourra consulter, sur l'histoire du *bill 60* et le rôle des corps intermédiaires, l'étude de Dion, Léon : *Le bill 60 et la société québécoise*, Montréal, H.M.H., coll. Aujourd'hui, 1967, pp. 85 à 143. La position de l'auteur à cet égard est un peu plus claire : « Selon nous, le développement de la démocratie dite de participation dépend tout autant de l'apprentissage, parmi les membres des associations libres, des techniques de pression politique que de la transformation des associations par les agents politiques, avec l'appui des intellectuels et des leaders syndicaux, en instruments de relais et de propagande des objectifs gouvernementaux », p. 153. (C'est nous qui soulignons, D. B.). Cette volonté d'assujettir toute association et tout groupe à l'État est fort répandue pendant ces années. Il en sera même question au sein du mouvement syndical. Voir : Le Borgne, Louis : *La CSN et la question nationale depuis 1960*, Montréal, Les Éditions Albert St-Martin, 1976, pp. 11 à 23.

Dans un tout autre ordre d'idées, une loi mérite d'être relevée : il s'agit de la *Loi régissant l'exportation de l'énergie électrique* qui est une des rares mesures de protection économique touchant une des richesses naturelles produites au Québec adoptée par la Législature provinciale depuis l'embargo imposé sur l'exportation de bois à pâte en 1910. Le préambule explicite les raisons qui ont conduit l'Assemblée à prendre une telle position :

Attendu que les ressources hydrauliques constituent l'une des principales richesses naturelles du Québec.

Attendu que l'énergie électrique est nécessaire au développement économique de notre province et en particulier à celui de l'industrie secondaire ;

Attendu qu'exporter de l'électricité qui pourrait être utilisée avantageusement pour l'expansion de l'industrie secondaire dans Québec équivaldrait à exporter des emplois ;

Attendu qu'il y a lieu de soumettre à l'autorité de la Législature l'exportation et le transport d'énergie électrique hors du Québec ;

...

Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, toute exportation hors du Québec d'énergie électrique primaire appartenant à la province doit être expressément autorisée par une loi de la Législature ¹.

Ensuite nous en arrivons maintenant à l'adoption du *Code du travail* ². Malheureusement, plutôt que d'une véritable refonte des législations existantes dans la perspective d'une adaptation des revendications des syndiqués face à l'arbitraire patronal, c'est tout au plus à une simple mise en ordre et à une rationalisation des textes existants que nous avons affaire.

Enfin, indiquons, pour mémoire, que c'est durant cette session que fut adoptée une *Loi sur la capacité juridique de la femme mariée* ³ qui consacrait – tout au moins juridiquement – la fin de la domination de l'homme sur la femme dans tous les rapports sociaux et responsabilités légales que celle-ci pouvait nouer ou encourir après son mariage.

¹ *Statuts de Québec*, 12-13 Elizabeth II, 1964, ch. 34, Préambule et article 1. Cette loi met cependant une réserve à ce principe à son article 3 : « Cependant si la quantité d'énergie électrique ne dépasse pas soixante-dix mille chevaux-vapeur, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, en autoriser l'exportation ou le transport ». Cette loi a été sanctionnée le 30 avril.

² *Idem*, ch. 45, sanctionné le 31 juillet. Voir, sur ce point : « Chronologie de la législation québécoise en matière de relations de travail », in : *Relations industrielles*, Québec, vol. 27, n° 3, août 1972, pp. 498-537.

³ *Idem*, ch. 66.

La quatrième session est celle des grandes initiatives économiques, celle où est annoncée la création de la Régie des rentes et de la Caisse de dépôts – « leviers économiques puissants destinés à s'ajouter à ceux qui ont été créés au cours des années précédentes »¹ – celle où, « à la demande du gouvernement, la S.G.F. a constitué un complexe sidérurgique » appelé Sidbec² ; c'est aussi celle où le gouvernement reconnaît la syndicalisation de ses fonctionnaires³.

La Régie des rentes et la Caisse de dépôts⁴ sont deux institutions complémentaires ; la première a pour fonction de prélever auprès de toute personne engagée dans un travail quelconque et de son employeur une fraction de ses gains en vue de constituer une caisse de retraite obligatoire et universelle à même laquelle est versée à la retraite, au décès, etc., au bénéficiaire ou à ses ayant droits selon le cas, une rente ; la seconde, quant à elle, administre et gère les sommes ainsi prélevées :

la Régie (des rentes) doit déposer auprès de la Caisse de dépôt et de placement du Québec tout l'argent en sa possession, sauf ce qui est nécessaire à son administration courante et au paiement des prestations pour une période prescrite⁵.

Cette Caisse est administrée par un Conseil d'administration de sept membres où la majorité – les salariés en l'occurrence – est sérieusement sous représentée :

La Caisse est administrée par un conseil d'administration formé du directeur général de la Caisse, du président de la Régie des rentes du Québec et de cinq autres membres nommés pour quatre ans par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe leurs honoraires.

De ces cinq membres, deux seront choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement ou les administrateurs de la Société générale de financement du Québec ou d'un agent de la couronne et un autre sera choisi parmi les représentants des associations de salariés⁶.

¹ Cf. *Journaux de l'Assemblée législative de la P. Q.* du 21 janvier 1965 au 6 août 1965, 13-14 Elizabeth II, session 1965, pp. 12 et 13.

² *Idem*, page 12. On sait que ceci est incomplet puisque c'est à la suite d'une recommandation du COEQ que le gouvernement a fait cette demande à la S.G.F. Voir le chapitre précédent. Sidbec avait en effet été constituée en corporation par lettres patentes délivrées le 18 novembre 1964 tandis que la *Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré* ne sera pas sanctionnée avant le 5 juillet 1968. Cf. *Statuts de la P. Q.*, 17 Elizabeth II, ch. 77.

³ *Ibidem*, page 12 : « À la suite d'un vote de ses fonctionnaires le gouvernement vient d'écrire une page d'histoire en reconnaissant leur statut syndical. En conséquence, vous serez invités à étudier des mesures appropriées tant pour ces fonctionnaires que pour les instituteurs ».

⁴ Respectivement ch. 24 et 23, *S. Q.*, 13-14 Elizabeth II 1965, vol. I., sanctionnés tous deux le 15 juillet. Le régime des rentes entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1966. Cf. *Journaux de l'Assemblée législative de la P. Q.*, session 1966, p. 6.

⁵ Cf. *S.Q.* 13-14 Elizabeth II, ch. 24, article 27 paragraphe 2.

⁶ Cf. *S.Q.*, *op. cit.*, ch. 23 article, 5 paragraphe 1 et 2. Le C.A. de la Caisse comprend aussi « trois membres adjoints qui y siègent sans droit de vote : le sous-ministre des finances, le directeur

Quant aux placements qu'il lui est permis d'effectuer, la Caisse peut acquérir sans restriction les obligations de tout gouvernement y compris celles de la Banque internationale de reconstruction et de développement (la BIRD) ; elle peut aussi acquérir, avec restrictions cette fois, des obligations municipales ou scolaires ainsi que des obligations émises par les compagnies. La Caisse peut en outre acquérir des actions privilégiées ou ordinaires de compagnies avec certaines restrictions ¹.

On peut prendre une mesure de l'importance économique de la Caisse quand on sait que son actif total passera de \$183 300 886 en 1966, première année de son exercice, à plus d'un milliard de dollars en 1970, soit à \$1 325 853 644 ². Or, à cause même de la représentation au C.A. de la Caisse, il est bien évident que sa fonction économique échappe totalement à un quelconque contrôle de la part de la très grande majorité des contribuables. Dans ces conditions, les priorités économiques de la Caisse seront celles du gouvernement et de l'entreprise privée, c'est-à-dire qu'elles tendront à renforcer la concentration économique et la centralisation du pouvoir politique plutôt que de permettre la déconcentration et la décentralisation ; ce moyen de « libération » n'en libère effectivement qu'un fort petit nombre tandis que le contrôle de la majorité sur ses argents lui échappe encore et toujours.

Une deuxième initiative économique à retenir est la mise sur pied d'une Société québécoise d'exploration minière (*Soquem*). Cette société doit participer avec les monopoles étrangers déjà engagés dans l'exploration minière à la mise en valeur des découvertes ainsi qu'à l'exploitation des gisements ³. Il ne s'agit donc ni de concurrence, ni non plus de prise en charge. D'ailleurs, le fonds social autorisé de la Soquem n'est que de \$15 millions – à raison de \$1 500 000 par année pendant dix ans.

Mentionnons, pour terminer ce survol des législations déposées au cours de cette session, l'adoption de la *Loi de la fonction publique* ⁴ qui reconnaissait enfin la syndicalisation des fonctionnaires :

Le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec est reconnu comme représentant de tous les employés de la fonction publique qui sont des salariés au sens du Code du Travail tel qu'amendé ¹.

général-finance et comptabilité d'Hydro-Québec et un membre de la Commission municipale de Québec désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil ». (art. 6).

¹ Cf. Section IV. *Placements*, article 21 à 33.

² Cf. Rapport annuel de gestion 1967. Caisse de dépôt et placement du Québec, deuxième exercice, page 16 et cinquième exercice, page 18.

³ Cf. S.Q. 13-14 Elizabeth II, ch. 36, article 3 et 4, sanctionné le 15 juillet. Le chapitre 35, *Loi des droits sur les mines*, réservait à la couronne la propriété de tous les minéraux de sorte que toute exploration et exploitation est soumise à l'obtention de permis et de baux du gouvernement.

⁴ S. Q., *op. cit.*, ch. 14, sanctionné le 6 août.

Mais le principal gain qui vient avec cette reconnaissance syndicale est sans contredit le droit de grève. Néanmoins cet acquis est, du même coup et dans le même souffle, suspendu ! En effet l'article 75 de la loi stipule :

Toute grève est interdite au groupe de salariés visé à l'article 74 (il s'agit des agents de la paix en particulier, D. B.) La grève est interdite à tout autre groupe, à moins que les services essentiels et la façon de les maintenir ne soient déterminés par entente préalable entre les parties ou par décision de la Commission des relations de travail du Québec.

Le droit de grève est suspendu jusqu'au 31 janvier 1966.

Par ailleurs cette reconnaissance de la syndicalisation équivaut à une accréditation accordée pour *deux* groupes distincts de salariés, i.e. les fonctionnaires salariés et les ouvriers salariés ².

Quant aux cinq et sixième sessions, elles furent de courte durée. La cinquième, tenue le 22 octobre 1965, avait été convoquée d'urgence pour éviter l'interruption des services publics de transport par eau ³ tandis que la sixième, commencée le 25 janvier 1966, sera prorogée le 18 avril pour permettre la tenue des élections le 5 juin, élections au cours desquelles le gouvernement Lesage sera battu. Cette sixième session est donc celle de la poursuite des objectifs déjà définis en même temps que celle du *sprint* pré-électoral.

Le discours du trône annonce l'institution d'un Conseil de la Recherche scientifique et l'établissement d'un Centre de recherche industrielle pour donner suite à des suggestions déjà formulées par le COEQ. C'est au cours de cette session également que le gouvernement prévoit établir dix régions afin de « faciliter des politiques d'aménagement et de développement régional » ⁴, qu'il entend mettre sur pied une Société Générale d'habitation, étudier l'établissement d'un régime d'assurance-santé et parachever tout un vaste réseau d'autoroutes ⁵.

Dans les faits, aucune des législations annoncées ci-dessus ne sera adoptée. Elles seront, avec beaucoup d'autres qui avaient été promises, reprises plus tard sous le gouvernement de l'Union nationale.

¹ *Idem*, article 69 où suit une impressionnante liste d'exclusions dont : les salariés enseignants, les salariés membres de professions, les salariés gradués d'université, les salariés agents de la paix, gardiens de prisons, inspecteurs, secrétaires particuliers, etc., etc.

² *Ibidem*, art. 70.

³ Cf. *Journaux de l'Assemblée législative de la P. Q.*, session 1965, page 7.

⁴ Cf. *Journaux*, etc., session 1966, pp. 4-5.

⁵ Le parachèvement de routes est le thème pré-électoral favori du Parti au pouvoir. Le premier ministre annonçait alors non seulement le parachèvement de la section Montréal-Berthier de l'autoroute Montréal-Québec par la rive nord et celui de la transcanadienne sur l'île de Montréal, mais encore le projet de construire une autoroute transquébécoise qui relierait Chibougamau, Trois-Rivières et Sherbrooke ! Cf. *Journaux ; op. cit.*, p. 8.

4. L'Union nationale au pouvoir : 1966 à 1970

[Retour à la table des matières](#)

La victoire de l'Union nationale aux élections du 5 juin était on ne peut plus inattendue : le changement s'est effectué malgré que les Libéraux aient récolté davantage de voix que leurs adversaires ¹. Toutefois, pour important qu'apparaisse ce changement du Parti au pouvoir, les Unionistes n'en poursuivront pas moins l'adoption du train de mesures laissées en plan par les Libéraux.

Le discours du trône lu le premier décembre est prolix : tous les secteurs de la vie sociale doivent être touchés par l'action du nouveau gouvernement ², mais c'est le discours du budget prononcé le 16 mars 1967 qui dégage les grandes lignes de cette action.

Le premier budget de l'actuel gouvernement comporte donc un ensemble de mesures qui sont destinées :

- a) à dégager les trois objectifs fondamentaux ayant trait à l'éducation et à la culture, à la sécurité sociale et au développement économique ;
- b) à assainir la situation financière du gouvernement ;
- c) à franchir la première étape d'un réaménagement fiscal destiné à améliorer le niveau de vie des contribuables à revenu modeste et des familles nombreuses ³.

¹ Bergeron, Gérard : *Du duplessisme à Trudeau et Bourassa*, op. cit., pp. 347 à 352 : « ... 47 % du vote accorde 51 sièges et 41 % vaut à l'autre parti (l'U.N. en l'occurrence, D. B.) 5 sièges de plus » (page 350). Notons qu'à cette élection se présentaient aussi deux partis indépendantistes, le Rassemblement pour l'Indépendance nationale (R.I.N.) qui a obtenu 8 % des voix dans les comtés où il présentait des candidats et le Rassemblement national (R.N.), qui n'ont toutefois gagné aucun siège à l'Assemblée. Pour une analyse de cette élection, voir : Bergeron, G. : op. cit., pp. 358-362.

² Cf. *Journaux de l'Assemblée législative de la P.Q.*, du 1^{er} décembre 1966 au 12 août 1967, 15-16 Elizabeth II, pp. 9 à 16. Tout y est mentionné : réaménagements constitutionnels, constitution interne du Québec, sécurité sociale, travaux de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social, politique des loisirs et des sports, planification économique, etc., etc. Toutefois aucune mesure spécifique concrète n'est annoncée comme on l'avait fait à cette occasion jusque là. Il est vrai, nous l'avons vu dans les sections précédentes, qu'entre l'annonce de mesures et l'adoption des législations pertinentes, il peut s'écouler une, voire plusieurs sessions.

³ Voir : *Discours du budget*. Province de Québec, prononcé le 16 mars 1967 à l'Assemblée législative de Québec par l'honorable Paul Dozois, ministre des finances et ministre des affaires municipales, page 49.

On peut retenir, à part la mise sur pied d'une Société d'habitation du Québec ¹ déjà annoncée par les Libéraux, la création d'un Office du crédit industriel du Québec ² investi du pouvoir de consentir des prêts à l'industrie manufacturière et la mise sur pied d'un Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives ³. Mais la loi la plus tristement célèbre de cette session est sans contredit le chapitre 63 (connu aussi sous le nom de *bill* 25) la *Loi assurant le droit à l'enfant à l'éducation et instituant un nouveau régime de convention collective dans le secteur scolaire* : en termes plus clairs, il s'agit de l'adoption par l'Assemblée d'un ordre d'interruption de grève et de la mise en place d'un mécanisme visant à imposer un décret qui doit régir les rapports de travail entre les enseignants et les commissions scolaires ⁴ :

Tout instituteur qui est actuellement en grève doit, dans les quarante-huit heures qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi retourner au travail et remplir les devoirs de sa fonction... ⁵.

La loi prévoit aussi la formation d'un comité conjoint qui doit « aviser le gouvernement sur toute question ayant trait à la négociation à l'échelle provinciale de conventions collectives entre associations d'instituteurs et commissions scolaires » ⁶. Après quoi,

le lieutenant-gouverneur en conseil détermine, après avoir reçu le cas échéant, l'avis du comité conjoint..., les questions qui doivent faire l'objet de négociations à l'échelle provinciale ⁷.

La deuxième session, une session spéciale de nouveau, est convoquée cette fois pour mettre fin à la grève qui paralysait les services de transport en commun dans la ville et la région de Montréal ⁸.

¹ S.Q., 15-16 Elizabeth II, ch. 55 sanctionné le 29 juin 1967.

² *Ibidem*, ch. 56, sanctionné le 12 août 1967. L'article 30 prévoit une limite de \$5 millions la première année et de \$10 millions pour les quatre années subséquentes aux versements et garanties donnés par l'Office.

³ *Idem*, ch. 72, sanctionné le 12 août. L'article 2 énonce les fonctions d'un tel ministère : « Le ministre est chargé de l'application des lois concernant la constitution, le fonctionnement, l'inspection et la liquidation des institutions financières, des compagnies et des coopératives faisant affaires dans la province ainsi que des lois concernant le commerce des valeurs mobilières, le courtage immobilier et la réception des dépôts ».

⁴ Le *bill* est déposé le 10 février 1967 et la Loi sera sanctionnée le 17 !

⁵ Article 2.

⁶ Article 13.

⁷ Article 14 paragraphe 1.

⁸ *Journaux*, etc., 20 octobre 1967, 16 Elizabeth II, session 1967, *bill* n° 1 intitulé : « Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la Commission de transport de Montréal », page 3. Ces lois spéciales se ressemblent beaucoup les unes les autres. Voici l'article 1 de celle-ci : « Toute personne qui était à l'emploi de la Commission de transport de Montréal le 20 septembre 1967 doit, dans les quarante-huit heures qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, retourner au travail et remplir les devoirs de la fonction qu'elle occupait alors ». La loi

La troisième session quant à elle s'ouvre le 20 février 1968 avec un autre discours du trône passe-partout : en plus d'un rappel des principales négociations de l'heure entre le fédéral et les provinces, le gouvernement annonce une réforme des institutions parlementaires, la création d'une seconde université de langue française à Montréal, celle d'un Centre de recherches industrielles qui s'ajoute à l'Office de crédit industriel mis sur pied l'année précédente et l'établissement graduel d'un régime d'assurance-maladie ¹.

Parmi les mesures effectivement adoptées cette année-là, il importe de souligner la création du poste de « protecteur du citoyen » (ombudsman) à qui il incombe

(de faire) enquête à la demande de toute personne chaque fois qu'il a raison de croire que dans l'exercice d'une fonction administrative, le titulaire d'une fonction, d'un office ou d'un emploi relevant du gouvernement ou de l'un de ses ministères ou organismes a lésé cette personne ².

Au surplus, il faut indiquer la création de l'Office de Planification du Québec ³ qui sera bientôt remplacé par l'Office de planification et de développement du Québec (O.P.D.Q.), celle d'un Ministère du travail et de la main-d'œuvre ⁴, d'un Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre ⁵, organisme paritaire composé de représentants des associations de salariés et d'association d'employeurs. Il faut enfin mentionner la création d'un Conseil des universités qui doit donner son avis au ministre de l'éducation sur « les besoins de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire » ⁶ de même que la création de l'Université du Québec ⁷. C'est aussi cette année-là qu'est adoptée cette *Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré* ⁸ avec un capital autorisé de \$200 millions, « divisé en dix millions d'actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en dix millions d'actions à dividende différé d'une valeur nominale de \$10 chacune », dont six sont attribuées au gouvernement provincial ⁹. Toutefois si

prolonge tout simplement la Convention collective expirée ! (article 5). Cf. *Statuts de la P.Q.*, 16 Elizabeth II, ch. 1, sanctionné le 21 octobre.

¹ Cf. *Journaux*, etc., du 20 février 1968 au 18 décembre 1968, 17 Elizabeth II, session 1968, pp. 3 à 7.

² *S.Q.*, 17 Elizabeth II, ch. 11, article 13, sanctionné le 14 novembre 1968.

³ *Idem*, ch. 14, sanctionné le 5 juillet 1968.

⁴ *Idem*, ch. 43, sanctionné le 18 décembre.

⁵ *Idem*, ch. 44, sanctionné le 18 décembre.

⁶ *Idem*, ch. 64, sanctionné le 18 décembre.

⁷ *Idem*, ch. 66, sanctionné le 18 décembre.

⁸ *Idem*, ch. 77, sanctionné le 5 juillet.

⁹ *Ibidem*, ch. 77, articles 1 et 3. Cet article 3 édicte en effet : « Six millions d'actions à dividende différé sont attribuées à Sa Majesté du chef de la province au prix de dix dollars l'action ». Selon l'article 7, c'est le Ministre des finances qui, à l'Assemblée des actionnaires de la compagnie, représente « Sa Majesté en sa qualité d'actionnaire » !

chaque session est caractérisée par un ensemble spécifique de législations, ce sont surtout celles favorisant l'entreprise privée qui sont à l'honneur cette fois-ci, témoins la *Loi de l'aide au développement industriel régional* et la *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur les corporations afin de stimuler le développement industriel*¹. En vertu de la première, le ministre de l'industrie et du commerce peut « accorder... des primes aux compagnies qui investissent dans des entreprises de fabrication ou de transformation » si ces investissements ont pour objet soit « la construction ou l'agrandissement d'usines ou de manufactures, (soit) l'achat de machinerie, d'outillage ou d'équipement... »². Cette prime varie selon l'endroit où est effectué l'investissement et elle peut atteindre le demi million de dollars³. En vertu de la seconde loi, le gouvernement consent aux compagnies dans le calcul de leur revenu net une déduction de trente pour cent des investissements faits entre le 1^{er} avril 1968 et le 31 mars 1971, déductions qui pourront, le cas échéant, être reportées d'une année financière à une autre⁴. Il s'agit donc dans ces deux cas particuliers d'avantager matériellement et directement les entreprises installées au Québec au moment même où la conjoncture économique s'annonce de nouveau difficile⁵.

Suit une quatrième session, historique celle-là, « alors que se réunit pour la première fois l'Assemblée nationale du Québec, devenue l'unique chambre (du) Parlement » depuis l'abolition de la chambre haute, le Conseil législatif⁶ :

Dans ce nouveau contexte, il va de soi que ce discours (i.e. le « discours du trône », devenu « discours à l'adresse du Parlement ») doit être autre chose qu'une nomenclature de lois. Il s'attachera plutôt à dégager l'essentiel des problèmes à résoudre et des priorités à établir, de façon à favoriser une recherche collective des meilleures solutions⁷.

Il s'agit, en d'autres mots, de revenir à l'ancien style des formules vagues qui circonscrivent davantage la toile de fond ou le cadre général des législations qui seront adoptées au lieu de définir de véritables priorités législatives ; le Parti au

¹ Respectivement, chapitres 27 et 28 des *Statuts* de 1968, sanctionnés le 21 juin.

² *Idem*, ch. 27, article 2 et 3.

³ *Ibidem*, article 8. Pour les besoins de cette loi le Québec est divisé en deux zones et la prime varie selon que l'investissement est effectué dans l'une ou l'autre.

⁴ *Idem*, ch. 28, article 1, insérant un article 16 à la *Loi de l'impôt sur les corporations*.

⁵ Cf. Discours du budget, prononcé le 27 mars 1968, pp. 7 et 8 ; « ... il faut prévoir qu'en 1968, une partie de la capacité de production de l'économie canadienne ne sera pas utilisée et que le chômage va se maintenir à un niveau plus élevé que celui des dernières années, alors que l'expansion avait été particulièrement forte » (page 8).

⁶ Discours du trône, in : *Journaux de l'Assemblée nationale du Québec*, du 25 février 1969 au 23 décembre 1969, 18 Elizabeth II, session 1969, page 2. Et le lieutenant-gouverneur Hughes Lapointe d'ajouter, dans son « gracieux » discours : « Désormais, l'accent portera davantage sur l'efficacité », thème qui sera repris par la suite par le gouvernement Bourassa après les élections d'avril 1970.

⁷ *Idem*, page 3.

pouvoir place le Parlement à la remorque des événements alors que le Parti précédent l'avait voulu à l'avant-garde des transformations, voire l'initiateur des transformations que devait connaître la société québécoise. On a ainsi des formules du genre :

Si nous voulons multiplier chez nous les industries dont nous avons tant besoin, peut-être faudrait-il commencer par valoriser davantage la fonction du chef d'entreprise, avec toutes les qualités qui s'y rattachent : goût du risque sain et productif, sens de l'efficacité, de l'action méthodique et des attitudes positives ¹.

Puis, au panégyrique de l'entrepreneur moyen, suit la fustigation des empêcheurs-de-tourner-en-rond que sont les « quelques individus » aux attitudes « négatives » : le discours du trône s'est mué en cours de civisme pour capitaliste timide :

Il faut également comprendre que la paix sociale, l'ordre, la sécurité et la solidarité comptent parmi les plus puissants facteurs de progrès économique. On ne saurait permettre que ces biens collectifs dont dépend l'avenir de tout un peuple soient compromis par les gestes irresponsables de quelques individus ².

Sur le plan des réalisations, c'est-à-dire parmi les législations adoptées pendant cette session, il importe de retenir les créations d'un Ministère de la fonction publique, d'un Ministère des Communications, celle de l'Office de radio-télédiffusion du Québec (ORTQ), l'adoption de la Charte de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP) – le pendant, à toute fin pratique, de Soquem dans le secteur pétrolier –, de même que l'adoption de la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec – une initiative annoncée par les libéraux à l'hiver 1966 ³.

Pourtant la mesure la plus importante est bien la *Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec* ⁴ qui prévoyait l'implantation d'un régime universel d'assurance-maladie à compter du 1^{er} juillet 1970.

Par ailleurs, deux modifications méritent d'être relevées : l'une déjà mentionnée concerne l'Office de Planification du Québec qui devient l'Office de Planification et de Développement du Québec (OPDQ) ; notons à cet égard qu'il ne s'agit pas

¹ *Ibidem*, pp. 4-5.

² *Ibidem*, page 5.

³ Il s'agit, respectivement, des chapitres 14, 65, 17, 36 et 62 des *Lois du Québec*, 18 Elizabeth II.

⁴ *Idem*, ch. 53. Cette loi est sanctionnée le 13 juin 1969. Entre cette date et le 1^{er} juillet, date de l'implantation du régime, les employés de la Régie sont « nommés et rémunérés d'après les effectifs, normes et barèmes établis par règlement de la Régie approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil ; s'ils sont encore en fonction (le 1^{er} juillet 1970, D. B.), la Loi de la fonction publique leur devient alors applicable sans autre formalité » (article 25 paragraphe 1). Ce qui est une coquine façon de refuser à ces employés toute velléité d'organisation syndicale et de négociation collective de leurs conditions de travail avec leur employeur !

d'un simple changement de sigle puisque l'Office voit ses fonctions sensiblement modifiées : au lieu d'être l'initiateur du Plan de développement tant attendu, il devient *aussi* « agent de liaison entre les ministères et organismes du gouvernement » ; dans les faits sa fonction est marginalisée et il devient en quelque sorte un appendice de la Commission inter-ministérielle de planification alors qu'il était auparavant relativement autonome à l'égard de celle-ci ¹. La seconde modification à retenir porte sur des amendements à la Charte de la Caisse de dépôt et de placement du Québec où les exigences concernant, notamment, la part d'actions de compagnies privées que la Caisse peut détenir sont considérablement allégées ².

Enfin, cette session continue dans la voie déjà tracée et se distingue par l'adoption de deux lois « spéciales » visant à régler d'autorité des conflits de travail qui pourrissent faute d'entente entre les parties. Il s'agit d'abord de la *Loi assurant aux citoyens de Montréal la protection des services de police et d'incendie* ³ qui visait à mettre fin à la grève qui paralysait les services en question et ensuite de la *Loi assurant le droit à l'éducation des élèves de la Commission scolaire régionale de Chambly* ⁴. Cette manière de régler les conflits passe ainsi de plus en plus dans les mœurs parlementaires ⁵.

Nous en arrivons, pour terminer, au contenu de la cinquième et dernière session ouverte le 24 février 1970 et dissoute le 11 mars en prévision des élections qui devaient se tenir le 29 avril. Le discours à l'adresse du Parlement est fort laconique, il ne dit rien :

¹ *Lois du Québec*, 18 Elizabeth II, ch. 16, plus particulièrement aux articles 2, 5 et 7 qui doivent être juxtaposés aux articles 2, 5 et 7 de la Loi de l'O.P.Q., 17 Elizabeth II, 1968, ch. 14. Voir aussi la référence à l'article de Roland Parenteau au chapitre précédent, note 40.

² *Lois du Québec*, *op. cit.*, ch. 27, surtout les articles 6 à 11.

³ *Lois du Québec*, 18 Elizabeth II, ch. 23, sanctionné le 7 octobre.

⁴ *Idem*, ch. 68, sanctionné le 23 octobre. Cette loi et la précédente sont construites sur le même modèle : obligation de retourner au travail dans un cas, de « remplir les devoirs de la charge » dans l'autre. Les amendes prévues vont de \$25 à \$100 par jour pour les contrevenants avec ou sans emprisonnement d'au plus un an, de \$5 000 à \$50 000 pour l'Association avec ou sans emprisonnement des officiers d'au plus un an. Dans les deux cas, l'accréditation sera révoquée si moins de 70 % des personnes n'obéissent pas à la loi. Cf. ch. 23, art. 1, 4, 6 et 10 ; ch. 68, art. 3, 6, 8 et 12.

⁵ Il est toujours malaisé de résumer ainsi les législations les plus importantes puisqu'il y a toujours le risque de laisser de côté des transformations d'envergure. À ce sujet, nous n'avons pas relevé les changements effectués dans la politique municipale ; pourtant il faut mentionner que c'est au cours de cette session de 1969 qu'ont été créées les Communautés urbaines de Montréal et de Québec (ch. 83 et 84), qui consacrent le gigantisme municipal et visent à faire porter sur une population plus vaste l'accroissement des dépenses qu'occasionne la concentration administrative et financière dans un périmètre restreint. Ces deux lois consacrent aussi la domination des exécutifs des deux villes en cause sur toutes les cités ou villes satellites (articles 7 C.U.Q. et C.U.M.).

Déjà l'an dernier, le discours inaugural a changé de ton et de caractère. On ne saurait arrêter d'avance le programme d'une session entière à une époque où l'Assemblée nationale doit être en tout temps au service du Québec et où l'élaboration des lois exige une participation croissante et continue des commissions parlementaires et du public ¹.

Cette curieuse logique de la soumission aux pressions dictées par la conjoncture est bien celle qui s'instaure à demeure. Le discours suivant, le premier prononcé à la suite du retour au pouvoir des Libéraux, ne comporte plus que quelques paragraphes : il ne dit rien non plus ².

L'année 1970 que chevauchent deux sessions n'en est pas moins celle de la mise en vigueur du régime d'assurance-maladie ³ et celle de la création du Ministère des Affaires sociales ⁴ ; dans la mesure où l'accessibilité à la santé est universalisée, il s'agit bien là d'un autre acquis notable, malgré que cette initiative n'aille pas sans une colossale bureaucratisation des services en question ⁵.

5. Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Bien sûr, ce survol des législations n'est qu'un indicateur de l'action des divers gouvernements qui se sont succédé à Québec entre 1959 et 1970. Il faudrait, pour compléter ce tableau, relever aussi les principaux Ordres en conseil émanant du Conseil exécutif et cette lacune revêt une grande importance quand on sait l'influence que s'est accaparé le Conseil des ministres au détriment du Parlement. Dans ces conditions, un nombre de plus en plus considérable de décisions de plus en plus importantes échappe à l'examen des parlementaires – et ce malgré que le Parlement ne soit pas une école de démocratie très édifiante ! C'est ainsi que l'on

¹ *Journaux de l'Assemblée nationale*, 19 Elizabeth II, 5^{ème} session de la 28^{ème} législature, session 1970, page 5.

² Son ton mérite toutefois d'être relevé : « Placé sous le signe de l'efficacité et de la productivité, le travail législatif de la nouvelle législature proposera des solutions pratiques et réalistes aux problèmes politiques, économiques et sociaux des Québécois et de l'ensemble des régions du Québec ». Cf. *Journaux etc.*, 19 Elizabeth II, 1^{ère} session de la 29^{ème} législature, session 1970, p. 5.

³ Cf. *Lois du Québec*, 19 Elizabeth II, ch. 37 *Loi de l'assurance-maladie* et ch. 39 *Loi assurant la mise en vigueur du régime d'assurance-maladie*.

⁴ *Idem*, ch. 42.

⁵ En réalité, seules quelques lois – deux ou trois peut-être – sont adoptées au cours de cette session. Cf. *Débats. Assemblée nationale P. Q.*, 28^{ème} Législature, 5^{ème} Session, 1970, vol. 9. Par contre plusieurs autres sont déposées, (dont le *bill* 8, *Loi de l'assurance-maladie* le 10 mars qui ne seront adoptées que dans le courant de la session suivante, c'est-à-dire sous le règne des Libéraux. À strictement parler, il ne s'est donc pas passé grand chose durant l'ultime session des Unionistes et c'est uniquement pour établir un lien avec ce qui sera fait sous le régime subséquent que nous avons relevé les quelques législations mentionnées ci-dessus.

ne peut, ni ne doit tenir compte du seul relevé des législations adoptées pour saisir l'ampleur et la finalité de l'action d'un gouvernement puisque ce faisant nous n'avons pas pu indiquer les nombreuses commissions d'enquête mises sur pied après 1964 et leurs recommandations majeures, ni les interventions ponctuelles faites tout au long de la période retenue, non plus que celles faites à l'occasion des crises. Au surplus, toutes les ententes intervenues entre les gouvernements provincial et fédéral ne passent pas non plus par le Parlement de telle sorte que le débat sur la Constitution qui est invoqué dans tous et chacun des discours du trône est conduit « ailleurs », à l'occasion de rencontres entre premiers ministres, notamment.

Mais il n'en demeure pas moins que l'action des gouvernements peut être appréhendée à un niveau fort concret, plus particulièrement en termes d'endettement.

Le tableau 1 ci-dessous indique l'accroissement phénoménal de l'endettement au Québec par rapport à l'Ontario entre les années 1960 et 1967.

Tableau 1 :

Dettes directes et indirectes par habitant, par employé et en pourcentage du revenu personnel.

	Québec			Ontario		
	Par habitant	Par employé	% du revenu personnel	Par habitant	Par employé	% du revenu personnel
1960	\$215	\$672	16%	\$514	\$1 391	28%
1961	248	792	18	526	1 446	28
1962	280	905	20	546	1 495	29
1963	345	1 072	23	558	1 511	28
1964	466	1 419	29	576	1 536	27
1965	556	1 645	32	592	1 563	26
1966 (1)	650	1 853	34	620	1 613	25
1967 (1)	749	2 075	n. d.	677	1 728	n. d.

Sources : *Discours du budget*, province de Québec, prononcé le 16 mars 1967 à l'Assemblée législative de Québec par l'honorable Paul Dozois, page 18. (1) Estimations du Ministère des Finances du Québec. Les autres données sont tirées de *Provincial Government Finance – Debt 1964* (B.F.S. bulletin 68-209), des *Comptes nationaux – 1965* (B.F.S. bulletin 13-201) et de *La main-d'œuvre* (B.F.S. n° 71-001F) ; n. d. = non disponible.

Moins riche que ses voisins, le Québécois peut toujours se consoler en sachant que les initiatives de ses gouvernements l'on grevé lui et ses générations à venir en dehors de toute possibilité de rémission. Quand ils étaient passés au pouvoir en

1966, les Unionistes s'étaient bien rendus compte que cette progression était anormalement rapide mais, malgré leurs promesses formelles à l'effet « d'assainir la situation financière du gouvernement » ¹, ils ont poursuivi sans coup férir dans la même voie comme l'indique le tableau 2.

Tableau 2 :

Emprunts du gouvernement et de l'Hydro-Québec de 1960-61 à 1968-69, (en millions de dollars)

	Gouvernement			Hydro-Québec	Total
	Émissions conventionnelles	Obligations d'épargne	Autres	Sous-total	
1960-61	100			100	140
1961-62	150			150	110
1962-63	170			170	390
1963-64	75	177		252	153
1964-65	100	94	100	294	235
1965-66	210	89		299	150
1966-67	200	65		265	260
1967-68	270		39	309	220
1968-69	210		111	321	243

Sources : *Discours du budget* prononcé le 29 avril 1969 à l'Assemblée nationale du Québec par l'honorable Paul Dozois, ministre des finances, page 16.

Ce tableau est éloquent à deux égards : d'abord, bien sûr, il fait état de l'endettement progressif de la province où les emprunts annuels passent de \$240 millions en 1960-61 à 564 millions en 1968-69, soit un total emprunté de plus de \$4 milliards en neuf exercices financiers ; mais, en deuxième lieu, il indique aussi la part non négligeable que prend l'Hydro-Québec dans cet endettement puisque ses dépenses en investissements l'ont obligé d'emprunter au total près de \$2 milliards durant la même période, soit près de la moitié du total emprunté.

Cette augmentation de l'endettement n'est qu'un aspect d'une question beaucoup plus complexe concernant la gestion des ressources et la finalité des dépenses ainsi encourues : le gouvernement coûte cher, c'est un fait mais, en définitive, à qui profite ces hypothèques consenties sur les actifs collectifs actuels et futurs ? Si le chapitre précédent visait à fournir quelques éléments de réponse à cette question, l'incursion que nous avons faite dans le champ des principales législations confirme au moins ceci : le gouvernement légifère essentiellement en fonction des

¹ Cf. *Discours du budget*, 16 mars 1967, page 49.

besoins d'une minorité possédante dont l'activité politique et économique échappe le plus complètement du monde à un quelconque examen démocratique et ce, même quand le gouvernement prend en charge des services sociaux pour en universaliser l'accès.

Il suit de ceci d'ailleurs que depuis quelques années, – depuis 1966 pour être précis, – le gouvernement en place ne prend même plus la peine d'explicitier sa stratégie politique et législative, préférant se soumettre aux pressions du moment. C'est pourquoi d'ailleurs, parallèlement à cette inféodation croissante des fonctions de l'État aux impératifs de la croissance économique des monopoles, on assiste à une marginalisation du rôle et de la place du Parlement. Le Parlement n'a pas du tout la fonction d'un lieu d'affrontement entre classes, il sert essentiellement à cautionner l'extension de la bureaucratie provinciale et la consolidation de la centralisation du pouvoir grâce à la création de super-ministères, de régies, de conseils et de bureaux de tous ordres où les responsables à tous les niveaux sont systématiquement « choisis », « nommés » ou « cueillis ». Il sert aussi – et de manière fort démagogique cette fois – à adopter les législations ponctuelles à l'occasion des conflits de travail. On aura pu relever, par exemple, à quel point le souci d'une représentation démocratique minimale échappe totalement aux législateurs à l'occasion de l'édification des principaux programmes sociaux des années soixante, qu'il s'agisse de l'accessibilité à l'enseignement et à la santé, qu'il s'agisse aussi de la gestion des fonds publics par la Caisse de dépôts et de placements, la S.G.F. ou Sidbec.

On peut par contre expliquer cette absence par une préoccupation majeure : le soutien à l'entreprise privée, quitte d'ailleurs à ce que ce soutien grève de plus en plus le budget de la province, quitte aussi à ce que ce soutien économique soit drapé dans des préoccupations humanitaires ou sociales comme le révèle le tandem Régie des rentes-Caisse de dépôts.

Avec cette extension bureaucratique, le contrôle un tant soit peu démocratique sur les ponctions monétaires effectuées et leur utilisation est complètement bafoué, seule l'efficacité des mesures adoptées aux yeux des propriétaires de capitaux compte. Tout le reste n'est pas économique ¹.

¹ Pour citer une boutade qui a cours dans les pays de langue espagnole, la transformation dans la fonction de l'État moderne implique que le gouvernement remplace la démocratie par un nouveau régime appelée « dédocratie », système en vertu duquel c'est celui qui est montré du doigt (*dedo*) par ses supérieurs qui est *de facto* habilité à gouverner ou à diriger un groupe d'hommes.

Chapitre 4

Luttes sociales et luttes syndicales

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir étudié successivement le projet de la bourgeoisie et ses législations – du moins celles adoptées par le Parlement provincial –, il nous reste encore à appréhender les diverses formes qu'ont revêtues les luttes et les revendications sociales au cours des années soixante.

Si les questions liées au travail et aux travailleurs en général trouvent un prolongement politique, une vision tronquée de la réalité pourrait nous laisser croire que ces questions naissent et se développent sans rapport aucun avec les conditions de l'exercice d'un travail. Or, il n'en est rien. La santé d'une population est autant déterminée par la salubrité ou l'insalubrité des conditions de travail de ses ouvriers, que sa maîtrise du développement social est liée à la répartition des connaissances ou de l'ignorance de tous, travailleurs et chômeurs compris.

Il existe à cet égard un curieux parallèle entre la dispersion croissante des revenus et la dispersion croissante des connaissances, mais ce parallèle n'est indéchiffrable que si l'on omet d'inscrire le rapport de pouvoir au cœur même de l'analyse. Le pouvoir du capital, c'est le pouvoir de tout approprier, de tout intégrer dans les échanges marchands, dans la circulation des marchandises, des biens ou des services de tous ordres et, corollairement, de reléguer dans l'ombre toute question portant sur la finalité du savoir, des connaissances ou de la technique. Les problèmes ne sont abordés que par une infime minorité d'éclairés sur les épaules de qui pèse la responsabilité, en faisant rouler le capital, de rouler tous les autres.

À cet égard, on peut être porté à penser qu'il existe véritablement deux ordres de réalité : celui du pouvoir établi et de son opposition officielle et légitime et l'autre, celui des oppositions maladroites, des revendications et récriminations de

tous ordres véhiculées à l'occasion de manifestations, de marches, de démonstrations ou de grèves ¹.

Dans cette perspective, on appellera politique le premier ordre, social le second, comme si la politique venait sacraliser un certain type de problèmes sociaux à l'exclusion d'autres et reléguait de ce fait tous ces derniers dans une espèce de Purgatoire d'où ils seraient tirés un à un, au gré des événements et des pressions, au gré des conjonctures. On a de la sorte l'impression que les problèmes existent déjà quelque part et qu'à force d'application, on les résoudra tous en enfilade pourvu qu'on y mette le temps et la ténacité. En ce sens, l'irruption des groupes, des classes ou d'un peuple sur la scène de l'histoire serait un accident, elle ne pourrait tout au plus qu'accélérer l'implantation de réformes elle ne les initierait pas. Ce que cette coupure entre le social et le politique escamote c'est précisément la question que l'on pourrait appeler celle de la *production des solutions sociales* à des problèmes sociaux, production fondée essentiellement sur la critique des institutions existantes. Mais il va de soi que, pour le pouvoir en place, la critique est déjà une remise en cause de son existence même en tant que pouvoir sensé représenter des intérêts collectifs. La critique des institutions fait dès lors sauter la légitimité sociale d'un gouvernement en l'isolant en tant que gouvernement d'une classe, défendant les intérêts de cette classe, et fait sauter du même coup l'unanimité dans laquelle ce gouvernement se complaisait par rapport à lui-même et par rapport aux autres jusque-là.

La politique d'un État capitaliste n'est pas que la simple mise en service des appareils bureaucratiques aux exigences ou aux besoins de croissance des monopoles ; croire cela ou le laisser croire c'est croire que l'État pourrait être investi à d'autres fins par d'autres classes ou fractions de classes sans bouleverser les rapports sociaux de travail ². L'échec relatif de la politique « nationaliste » avancée par les Libéraux montre assez les limites de l'interventionnisme étatique

¹ Cette opposition qui ne passe pas par les institutions parlementaires n'est pas nouvelle au Québec. Elle a d'ailleurs déjà été diagnostiquée par Pierre E. Trudeau : « Le véritable rôle de l'opposition, c'est d'ébranler le parti au pouvoir et de préparer la mise en place d'une idéologie de rechange. Or, le parti libéral provincial était trop nul, et parce que nul, trop discrédité pour jouer ce rôle... Duplessis d'ailleurs le savait bien, et s'il se contentait de couvrir de ridicule le parti libéral, il combattait avec acharnement ses vrais adversaires. C'étaient les dirigeants de la C.T.C.C. et de la Fédération des unions industrielles du Québec. C'étaient certaines grandes fédérations comme les mineurs et les métallos, ou bien l'Alliance des professeurs. C'était la Faculté des sciences sociales de Laval, C'étaient les leaders du P.S.D. C'étaient la Ligue d'Action civique, le Rassemblement, et l'Institut canadien des affaires publiques. C'étaient certains commentateurs de la radio-télévision. C'étaient enfin *Le Devoir*, *Le Journal Vrai*, *Cité libre* » Cf. « L'élection du 22 juin 1960 », in : *Cité libre*, XI^e année, n° 29, août septembre 1960, pp. 3-8, à la page 7.

² C'est d'ailleurs le fond de l'idéologie des anti-duplessistes et l'explication *ex post facto* en est qu'ils se sont trouvés, une fois au pouvoir, du même bord alors qu'auparavant tout semblait les séparer ; ainsi en est-il, par exemple, de certains anciens de *Cité libre* et de ceux de *l'Action nationale*.

au Québec dans la conjoncture particulière de l'après-duplessisme. Ce n'est toutefois qu'un aspect de la question dont l'autre est précisément la fonction de la politique elle-même en tant que processus d'appropriation de puissance au même titre que l'économie donne lieu à l'appropriation de capital. De telles super-structures connaissent une autonomie complète par rapport à leurs bases et c'est d'ailleurs à cette condition que se maintiennent les échanges entre elles, échanges de capitaux, de pouvoirs, de pressions, de postes de tous ordres qui ne se tissent systématiquement qu'à l'intérieur d'une seule et même classe. C'est ainsi que la centralisation et la concentration n'entraînent aucunement une soi-disant démocratisation mais bien son contraire, c'est-à-dire la consolidation d'une oligarchie toujours plus puissante, toujours plus tentaculaire.

On voit peut-être plus clairement le rôle, la place et la fonction potentiellement destructrice dans ce contexte d'une véritable démocratisation : en soumettant toute super-structure dans tout appareil de quelque ordre qu'il soit à un contrôle effectif de la base sur le sommet, c'est la détérioration de la domination d'une classe sur les autres qui s'amorce. On voit peut-être aussi pourquoi de plus en plus de décisions qui touchent de plus en plus de gens sont concentrées auprès de moins en moins d'individus. Dans ces conditions toute revendication touche de près ou de loin la démocratisation dans la mesure où celle-ci est nécessairement et progressivement battue en brèche de par la nature même de l'évolution socio-politique de nos sociétés. Incapables de s'exprimer à travers les mailles d'une super-structure barricadée derrière les forces conjuguées du capital et de la science, les revendications de la base prennent toutes les voies extra-parlementaires ou extra-légales possibles et imaginables : grève, grève de la faim, ralentissement, sit-in, manifestation, marche, piquetage, défilé, terrorisme, etc., etc.

Ce n'est pas un des moins curieux des paradoxes que ce soient précisément les politiciens, – eux qui sont sensés représenter tous les électeurs, – qui soient incapables de saisir la pertinence de ces revendications : en dehors de toute référence aux intérêts véritables qu'ils défendent, cette incapacité trahit leur profonde incompréhension face à la fonction de la politique de classe dans la répression de la démocratie, donc dans la répression de la critique de leurs politiques. En ne tenant compte que des riches et des « instruits », le débat politique – dans la mesure où il subsiste encore ! – s'alimente ainsi aux sources de ceux que l'économie fructifie.

Dans une première section du présent chapitre, nous nous attarderons tout particulièrement sur la place occupée par le mouvement syndical – en fait, par la C.S.N. – ainsi que sur certaines formes d'oppositions sociales durant les années soixante, tandis qu'une deuxième section traitera de deux grèves parmi les plus significatives.

Il existe bien sûr un rapport entre la critique ou l'absence de critique émanant du mouvement syndical et les revendications qui emprunteront d'autres voies. Si le

mouvement syndical est intégré au pouvoir en place, il se tait ; dans ces conditions, l'expression des revendications sociales empruntera forcément d'autres canaux. Pourtant, nous ne serons pas en mesure d'expliquer pourquoi tel canal a été utilisé plutôt que tel autre parce qu'il s'agit d'un problème fort complexe en lui-même au sujet duquel nous ne disposons pas encore de suffisamment de données.

Quant à la nécessité de la fonction de la critique par ceux mêmes qui sont exploités et dominés techniquement et politiquement dans l'établissement du processus de démocratisation nous verrons qu'elle apparaît de plus en plus comme l'unique rempart contre l'ordre capitaliste et ses trafics d'influence plus ou moins occultes.

1. L'Alliance contre l'Union nationale et l'opposition aux Libéraux :

[Retour à la table des matières](#)

À l'automne 1959, pour la première fois depuis 1957, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (la C.T.C.C.) présente son mémoire annuel au gouvernement Sauvé ¹. La C.T.C.C. était en effet formellement en rupture de ban avec l'Union nationale à cause, essentiellement, du mépris olympien de Duplessis à l'endroit des classes laborieuses et de son utilisation systématique de méthodes violentes de répression à l'occasion du déclenchement des grèves.

Le même automne, les Libéraux lorgnent à nouveau du côté de la centrale ouvrière catholique : pendant leur congrès annuel tenu en novembre, ils inséreront dans leur programme d'élection quelques-unes des revendications portées par le mouvement syndical en général et la C.T.C.C. en particulier ².

Cette alliance aura pour résultat de maintenir dans l'ombre deux questions d'importance pour l'ensemble des travailleurs syndiqués et qui avaient fait l'objet de débats tout au long des années cinquante : il s'agit en premier lieu du projet de création d'un parti politique provincial qui « représenterait les intérêts des

¹ St-Pierre, Jocelyn et Paul Bernier : *Les travailleurs québécois, 1940-1971. Chronologie*, Québec, Université Laval, Institut supérieur des sciences humaines, 1974, texte ronéo, page 119.

Voir, aussi : Cardin, Jean-Réal : « Les mémoires de la C.T.C.C. et de la F.T.Q. au gouvernement provincial », in : *Relations industrielles*, Québec, vol. 15, n° 1, janvier 1960, pp. 96-102. Selon l'auteur, les revendications mises de l'avant par les deux centrales se ressemblent ; elles portent sur : (1) le respect du droit d'association ; (2) la critique du fonctionnement de la Commission des relations ouvrières ; et (3) le droit à la négociation collective avec, aussi, la reconnaissance du droit de grève pour tous les travailleurs.

² Cf. Le programme politique du Parti libéral du Québec- article 2 sur la gratuité scolaire à tous les niveaux ; article 29 et *sq.* sur la législation ouvrière ; etc. Cf. Roy, Jean-Louis : *Les programmes électoraux du Québec, op. cit.*, tome 2, pp. 379 et 384-85.

travailleurs », en second lieu, du projet de fusion des centrales syndicales qui visait à regrouper la très grande majorité des syndiqués dans une seule et même organisation ¹.

La question de la participation des syndicats aux décisions politiques d'un gouvernement en place ne surgissait pas de nulle part. Son émergence est liée aussi à plusieurs facteurs. Le premier est cette fameuse nécessité d'abattre le duplessisme et qui a fait certains éléments des forces de l'opposition se tourner vers le Parti libéral quand celui-ci est apparu comme une formule de rechange acceptable.

Le second est l'existence historique, tout particulièrement aux États-Unis, mais aussi au Canada, d'un syndicalisme de collaboration – *bread and butter syndicate* ². C'est ainsi que, plus proche de nous, déjà en 1944, à l'occasion de la création d'un premier Conseil d'Orientation économique, le secrétaire-général de la C.T.C.C. avait été appelé à siéger aux côtés des hommes d'affaires les plus en vue à ce moment-là ³.

Un troisième facteur enfin est qu'il y avait aussi – pour des raisons qu'il n'entre pas dans notre propos d'analyser – le manque d'emprise des formules de rechange représentées par les tiers partis dont le plus important sans contredit était l'aile provinciale du Parti social-démocrate canadien, le P.S.D. ⁴.

Le premier facteur, la question de l'alliance avec le Parti libéral, alimente les débats des intellectuels tout au long de l'année qui précède les élections de juin 1960. Elle est plus particulièrement développée par Pierre-E. Trudeau en 1958

¹ C'est ce qui ressort plus particulièrement du Congrès de la Fédération des Travailleurs du Québec (F.T.Q.) tenu du 20 au 22 novembre 1958, plus spécifiquement des déclarations faites à cette occasion par le président Provost. Sur toute la question du projet de fusion qui avait été jusqu'à l'adoption en septembre 1957 d'une résolution par le Congrès du C.T.C.C. de « demande officielle d'affiliation au Congrès du Travail du Canada », voir : Hardy, Ls-Laurent : Brève histoire du syndicalisme ouvrier au Canada, Montréal, Éditions de l'Hexagone, Collection « les voix », 1958, pp. 127 sq. Sur la question politique, voir David, Hélène : « L'État des rapports de classe au Québec de 1945 à 1967 », in : Sociologie et sociétés, Montréal, vol. 7, n° 2, novembre 1975, page 51. Sur le plan fédéral, la F.T.Q. appuie en principe le Cooperative Commonwealth Federation (C.C.F.), ce que la C.T.C.C. fera aussi, – en principe, toujours. – en 1957. Sur le plan provincial, l'émergence d'un parti ne prend pas corps malgré la formation de la Ligue d'action socialiste par des militants de la Fédération des Unions industrielles du Québec (F.U.I.Q.) à la fin des années cinquante.

² *Philosophie* associée au nom de Samuel Gompers, fondateur de l'*American Federation of Labor* (A.F.L.).

³ Voir, *supra*, ch. 2 et la note 45.

⁴ Le P.S.D., l'aile provinciale du C.C.F. – qui deviendra bientôt, en août 1961, le Nouveau Parti démocratique. (N.P.D.) – devait d'ailleurs ce même automne 1959 présenter un candidat à des élections partielles tenues dans le Saguenay-Lac St-Jean. Michel Chartrand, qui avait fait campagne contre les monopoles américains fut défait par le candidat unioniste. Cf. *Le Devoir*, 15 septembre- 1959, page 1.

dans les pages de *Cité libre* puis critiquée par Raoul Roy quelques mois plus tard dans *La Revue Socialiste* :

Que ceux qui n'ont pas vécu l'expérience de l'Action libérale nationale aient moins de répugnance et entretiennent plus d'illusions envers les résultats que donneraient une alliance de tous les groupes qui font profession de croire en la démocratie en y incluant le Parti libéral, cela se comprend, mais c'est une erreur qu'il n'est pas possible que notre population répète deux fois en vingt ans ; elle est quand même assez perspicace pour ça.

...

Au Canada français, il ne pourra y avoir de démocratie véritable sans un pouvoir politique socialiste renversant les obstacles économiques et idéologiques à l'instauration d'une vie démocratique au sein des institutions politiques actuelles ¹.

Cette position, pour cohérente qu'elle puisse paraître, n'est évidemment pas celle qui a prévalu puisque c'est bien l'alliance derrière le Parti libéral qui s'est concrétisée ; mais cette alliance était trop fragile et négative – si le duplessisme n'était pas une doctrine cohérente, l'anti-duplessisme ne pouvait pas l'être non plus, – pour pouvoir subsister sans craquements ².

Nous aurons ainsi affaire à deux positions contradictoires chez les opposants du régime au pouvoir auparavant, une première regroupe les anti-duplessistes sous

¹ Cf. Roy Raoul : « Québec et la démocratie », in : *La Revue socialiste*, Montréal, n° 1, avril 1959, aux pages 3 et 11. Quant à la position de Pierre E. Trudeau elle avait été définie en octobre 1958 : « Les éléments sains du peuple québécois sentent d'instinct que le morcellement de l'opposition nous conduit au désastre... Il faut donc fournir à cette opinion des points de cristallisation. Un journal comme *Le Devoir* est admirablement placé pour s'adresser aux dirigeants des partis d'opposition et, à travers eux, à tous les démocrates qui militent dans leur rang : ce journal pourrait enjoindre à tous les éléments réformistes de chercher des formules de coopération. L'idée pourrait être reprise aux différents Congrès qui se dérouleront en novembre prochain : Fédération libérale provinciale, Jeunesse P.S.D., Fédération des travailleurs du Québec, Rassemblement. Ce dernier pourrait même prendre l'initiative de provoquer des rencontres entre les dirigeants de divers partis ». Cf. « Un manifeste démocratique », in : *Cité libre* Montréal, n° 22, octobre 1958, pp. 1-31, à la page 30.

² Cette position, déjà formulée en 1958, Trudeau la renouvellera au lendemain des élections du 22 juin 60 : « En conclusion, je crois que les hommes d'action doivent appuyer le parti libéral québécois dans toutes ses entreprises réformistes. Je crois qu'ils doivent lui retirer cet appui s'il flanche dans ses entreprises ou s'il trahit le jeu démocratique. Pour ce qui est de la façon dont doit se donner cet appui et s'exercer ce retrait, on peut envisager deux possibilités : soit que ces hommes d'action adhèrent à la Fédération libérale provinciale et qu'ils y soient connus comme la faction de gauche, par opposition aux factions de droite (la caisse, les vieilles barbes, etc.) ; soit qu'ils se groupent dans quelque mouvement para-libéral. Mais dans un cas comme dans l'autre, la gauche québécoise restera sans influence électorale utile si elle ne trouve pas quelque moyen d'agir de concert. Peut-être devra-t-elle se résigner à ouvrir des consultations au moyen de quelque rassemblement, ou de quelque union des forces démocratiques ... » Cf. « L'élection du 22 juin 1960 », in : *Cité libre op. cit.*, page 8.

l'étendard du Parti libéral qui, avec la prise du pouvoir en juin 60 créeront ou voudront créer un moment une fausse unanimité ; la seconde regroupe aussi les anti-duplessistes mais ceux qui sont contre l'alliance avec les Libéraux et qui seront contraints à la marginalisation à cause même de cette apparente unanimité que prétendent faire les Libéraux autour d'eux ; certaines des thèses les plus virulentes de ceux-ci seront reprises et par les nationalistes – partis ou regroupements – et par des groupes révolutionnaires comme le Front de libération du Québec (F.L.Q.) . Centrée contre un Parti, la critique des Libéraux provinciaux et certaines de leurs revendications apparemment démocratiques escamotait le fond de la question, celle du contexte socio-politique qui avait permis et cautionné l'émergence et la domination de la toute-puissante U.N. pendant quinze ans. Contre cette approche qui faisait résider dans l'alliance de tous contre quelques-uns la voie vers une vague libération¹, s'instaure l'approche critique formulée par Raoul Roy dès l'automne 1959 :

Il était inévitable qu'un jour vienne où un groupe de gauche, à un moment donné de l'évolution des idées politiques, prenne conscience de la situation de peuple colonial de la nation canadienne-française. Si la Revue socialiste n'était pas apparue pour clamer hautement le droit à la libre disposition de notre peuple et à l'affranchissement par le socialisme – ... – d'autres organes de pensée auraient vu le jour tôt ou tard pour dénoncer la vassalité coloniale des partis et associations soi-disant de gauche au pays de Québec et pour exiger l'indépendance².

La domination exercée tant sur le Québec que sur le Canada est un fait brut, nul ne peut le contester, ni des groupes de droite comme ceux qui gravitent autour de *L'Action Nationale*, ni même les intellectuels qui gravitent autour de la revue *Cité libre*³. Ce n'est donc pas sur le diagnostic qu'il y a malentendu mais bien sur les moyens à mettre en œuvre pour atténuer cet état de dépendance : pour quelques porte-parole de la gauche, la démocratisation passe par le socialisme, tandis que pour tous les autres, il suffit d'articuler cette dépendance, autour d'un État québécois plus ou moins indépendant de telle sorte que le gouvernement lui-même joue un rôle moteur dans l'allègement de cette sujétion de tout un peuple aux

¹ C'est ce qui ressort d'un éditorial de *l'Action nationale* : Ni gauche, ni droite, tous en avant ! Voir : « Gauche ou droite ? », in : *Action Nationale*, Montréal, vol. 47, n° 1, septembre 1957, pp. 6-9.

² Roy, Raoul. « Trahison du Socialisme », in : *La Revue socialiste*, n° 2, automne 1959, pp. 1 à 8, à la page 1.

L'auteur écrit plus loin : « L'erreur monumentale de cette pseudo-gauche, c'est de confondre l'impérialisme économique avec la domination politique. Elle laisse de cœur léger à la bourgeoisie les moyens politiques de maintenir sa domination économique » (p. 7).

³ Voir, par exemple, l'article de Pierre E. Trudeau : « A propos de « domination » économique », in : *Cité libre*, Montréal, n° 20, mai 1958, pp. 7-16.

Ceux de *l'Action Nationale* centrent toutefois la question sur la domination exercée par le gouvernement du Canada et les capitalistes *anglophones* sur les Canadiens français. Pour eux, la lutte contre l'impérialisme anglais comme celle qu'avait menée un Jules Fournier au début du siècle est chose du passé. Voir : « Éditorial : Gauche ou droite ? » *op. cit.*, pp. 6-9.

besoins de la croissance d'une économie étrangère, canado-américaine. De ce côté d'ailleurs, les positions ne sont pas clairement définies et l'on y parle aussi de socialisme, ce qui n'aide évidemment pas à éclaircir les débats entre les uns et les autres.

Entre la dénonciation de la domination étrangère avec les contraintes que cette situation fait peser sur l'ensemble des travailleurs et la collaboration avec le gouvernement au pouvoir, la position de la C.S.N., au début des années soixante à tout le moins, est claire : elle appuiera le gouvernement Lesage ¹.

Cet appui tactique ne sera pas sans apporter certains avantages à la centrale :

Pour la C.S.N., la période de la révolution tranquille fut bénéfique plus que pour tout autre mouvement syndical. En effet, sa déconfessionnalisation, son homogénéité, son intégration verticale, la centralisation de ses services, le prestige de son opposition au duplessisme, ses sympathies prolibérales lui conféraient, face à l'hétérogénéité et au morcellement du mouvement rival, une vitalité et un pouvoir imposants dans le contexte de la nouvelle société québécoise ².

La C. S. N. a bénéficié de l'alliance de deux façons : d'abord en doublant ses effectifs grâce, entre autres, à la reconnaissance de la syndicalisation des fonctionnaires :

La C.S.N. a plus que doublé ses effectifs pendant la période de la révolution tranquille. Ces derniers sont passés de 94 114 en 1960 à 204 361 en 1966. La plupart des fédérations ont connu des accroissements importants de leurs membres. Mais c'est principalement dans la fonction publique, les services publics, les services et la métallurgie que son expansion s'est faite ³.

Or cette augmentation a été acquise à un *coût* particulier :

... seule la C.S.N. pouvait donner des garanties suffisantes au gouvernement en vue d'obtenir l'accréditation des employés de l'État ; elle est apolitique et essentiellement

¹ Il était même question, à la toute veille des élections provinciales tenues en 1962, que le président de la C. S. N. se présente sous la bannière libérale. La chose ne fut pas faite. Néanmoins, en 1965, ce sont les rangs du Parti libéral fédéral que Jean Marchand devait joindre de concert avec Gérard Pelletier et Pierre E. Trudeau. Voir : Pellerin, Jean, Maurice Blain, Jacques Tremblay et Charles Taylor : « Marchand, Pelletier, Trudeau et le 8 novembre », in : *Cité libre*, Montréal, XVI^{ème} année, n° 80, octobre 1965, pp. 1-3 et : Trudeau, Pierre et Gérard Pelletier : « Pelletier et Trudeau s'expliquent », *idem*, pp. 3-5.

² Tremblay, Louis-Marie : *Le syndicalisme québécois. Idéologies de la C.S.N. et de la F. T. Q., 1940-1970*, Montréal, P. U. M., 1972, page 39.

L'auteur poursuit : « C'est pourquoi son engagement dans le processus de la révolution tranquille pour promouvoir ses objectifs antérieurs a eu comme effet, en contrepartie, de lui faire ressentir davantage les limites de cette révolution et de lui faire prendre conscience, peut-être plus que tout autre mouvement social, de la nécessité de réviser sa pensée ».

Malheureusement l'émergence de cette « prise de conscience » n'est pas expliquée.

³ Tremblay, Louis-Marie : *op. cit.*, page 39.

québécoise. C'est pourquoi dès 1961, la C. S. N. entre dans la bataille de la syndicalisation des employés de la fonction publique et parapublique qu'elle gagnera, mais pas sans avoir à en payer le prix auparavant, à savoir : refuser toute affiliation politique ¹.

Ensuite, la C.S.N. a bénéficié de l'alliance dans la mesure où le gouvernement Libéral donne satisfaction à certaines revendications des syndicats ². Mais c'est peut-être moins sur les mesures concrètes implantées qu'une telle alliance a pu se maintenir que sur la finalité d'ensemble du projet énoncé par les Libéraux qui visait la mise en place des rouages indispensables à la planification de l'économie. Toutefois, ce dont peu de dirigeants syndicaux ont fait état à l'époque, c'est qu'une planification qui n'est pas démocratique ne saurait être sociale puisqu'elle passe par-dessus les intérêts de classe des travailleurs. C'est ainsi que, dans ce premier temps et tant que l'ambiguïté persiste, on assiste véritablement à une intégration de certains dirigeants syndicaux aux mécanismes de planification des monopoles et de l'État. Déjà, en 1960, on retrouve le secrétaire général de la C.T.C.C. parmi les membres du *Canadian-American Committee* – un organisme mis sur pied pour étudier les problèmes surgissant de l'interdépendance croissante entre le Canada et les États-Unis, – siégeant aux côtés des présidents de la *Cie Ford*, de *Crown-Zellerbach* et de la *First National Bank of Chicago* ³. Plus tard, après juin 1960, ce

¹ Le Borgne, Louis : *op. cit.*, page 18. Cette assertion est fondée sur Pelletier, Michel et Yves Vaillancourt : *op. cit.*, p. 177 : « En effet, depuis 1961 la section 10 de l'article 11 de la constitution de la F.T.Q. ne donnait plus comme but à la Fédération « d'encourager les travailleurs à voter », mais plutôt « d'encourager les syndicats locaux à s'affilier au Nouveau Parti démocratique et d'inviter leurs membres à voter en faveur du N.D.P. », ce qui, au sens de la loi, était nettement « partisan ». C'est dire que tout en invitant les fonctionnaires à s'affilier à une centrale syndicale, la Loi de la fonction publique excluait automatiquement la F.T.Q., ne laissant sur les rangs que la C.S.N. ».

² C'est l'interprétation qu'offrent David, H : *op. cit.*, p. 53, ainsi que Pelletier, Michel, et Yves Vaillancourt : *Les Politiques sociales et les travailleurs*, Cahier IV : *Les années 60*, *op. cit.*, pp. 148 à 155 et Le Borgne, Louis. *La C.S.N. et la question nationale depuis 1960*, Montréal, Les éditions Albert St-Martin, 1976, chapitre 1, pp. 11 à 43.

Il ne s'agit pas ci-après de contester cette explication des avantages de l'alliance entre syndicats – et plus particulièrement la C.S.N. – et le pouvoir politique provincial, mais d'en établir une autre qui puisse tenir si, comme nous l'avons relevé, aucune des mesures appliquées n'avantageait véritablement des syndiqués. Ceci est dû à ce que, contrairement à ce qu'annonce Hélène David par exemple, (à la page 37) nous croyons avoir montré que les Libéraux n'ont pas réalisé de « réformes démocratiques » : mais qu'ils ont plutôt consolidé – grâce à des réformes progressistes, si l'on veut – la position de la bourgeoisie, au détriment des travailleurs. Or, à moins de penser que ceux-ci aient été bernés ou d'investir les détenteurs du pouvoir d'une duplicité monstre il faut néanmoins fournir des éléments d'explications valables à ce qui demeure, entre les uns et les autres, une manière d'alliance. Cet élément – qui serait sans doute fort mineur dans tout autre contexte – prend ici une certaine importance du fait que nous avons, dès le début, marqué que la question de la démocratisation serait située au cœur de nos préoccupations.

³ En fait, Jean Marchand n'est pas le seul *leader* syndical à siéger sur le Comité. On trouve aussi les noms suivants : L. S. Buchmaster, George Burt, Joseph D. Keenan, William Mahoney, L. Morris, Michael Ross de l'A.F.L.-C.I.O., ceux de Claude Jodoin, président, et de Donald

sont les présidents de la C.S.N., de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et une vice-présidente du C.T.C. que l'on retrouve siégeant au Conseil d'Orientation économique du Québec ¹.

Cet accaparement des *leaders* syndicaux s'explique en partie sans doute par cette possibilité qu'on prétendait offrir aux syndiqués, par l'intermédiaire de leurs dirigeants, de participer à la définition des objectifs du plan, à son élaboration voire, à la limite, à son implantation. Bien sûr, en dehors de toute consultation démocratique sur ce thème à *l'intérieur même du mouvement syndical* et de la possibilité pour les dirigeants d'infléchir dans ce sens la planification, force était pour ces mêmes dirigeants de se poser comme agents du capital plutôt qu'en véritables mandataires de la classe des travailleurs. Or, une telle collaboration ne va pas sans contrepartie et cette contrepartie, en l'occurrence, consistait dans une pure et simple mise en tutelle du mouvement syndical pour les besoins de l'éventuelle application du plan et de la mise en œuvre de ses objectifs. De progressiste qu'elle pouvait apparaître à ses débuts, l'alliance anti-duplessiste sous l'égide des Libéraux devenait ainsi de jour en jour plus dangereuse pour les salariés syndiqués ². Élaborée notamment par le professeur Jean-Réal Cardin en 1963 dans

MacDonald, secrétaire-trésorier, du C.T.C. – par la suite Marcel Pépin, président de la C.S.N., remplacera Jean Marchand sur ce Comité.

Parmi les entreprises représentées, soit par leur président ou un vice-président on a : La Banque de la Nouvelle-Écosse ; Consolidated Paper Corp. Ltd ; Metropolitan Life Insurance Co ; General Trust of Canada ; MacMillan, Bloedel and Powell River Co. Ltd. ; C.N.R. ; Sears, Roebuck and Co. ; Lukens Steel Co. ; International Harvester Co. ; The Consolidated Mining and Smelting Co. ; Dupont Co. of Canada ; Scott Paper Co. ; Continental Oil Co. ; Aluminum Co. of Canada ; The First National Bank of Chicago ; Ford Motor Co. of Canada ; The Canadian Bank of Commerce ; General Dynamics Corp. ; Minneapolis-Honeywell Regulator Co. ; Crown-Zellerbach Corp. ; Imperial Oil Ltd. ; The Proctor and Gamble Co. of Canada ; Winton Lumber Co.

Il est assez clair que l'intervention des syndicalistes ne pouvait pas peser lourd dans ce contexte !

Sur le Comité, voir : la présentation signée par R. Douglas Stuart et Robert M. Fowler, in *Barriers to Trade between Canada and the United States* par F. Masson et J. B. Whiteley, Canadian American Committee, Sponsored by National Association (U.S.A.) et Private Planning Association of Canada, 1960, page VII.

¹ Il s'agit respectivement de Jean Marchand, Jean-Baptiste Lemoine et d'Huguette Plamondon.

Par ailleurs, il est bien évident que ces rapports trahissent une forme toute particulière de syndicalisme, forme qui sera invalidée quelques années plus tard. Ajoutons qu'en 1963, Jean Marchand sera toujours membre du Canadian American Committee.

² Un exemple intéressant d'inféodation par le haut s'est produit avec le syndicat des étudiants, L'Union générale des étudiants du Québec, comme le mentionne le Colonel Sarto Marchand, du Conseil d'Expansion économique, organisme patronal nationaliste : « Il me fait plaisir de rappeler qu'en 1965, l'U.G.E.Q., qui comprend 55 000 membres, étudiants des institutions spécialisées, collèges classiques, écoles supérieures et universités, a fait un rapprochement très étroit avec le C.E.E. », cf. Marchand, Sarto : « Plus solidaires plus prospères » (avril, 1966), in : Bédard, R. J. *op. cit.*, pp. 353-365 à la page 362.

Cet « étroit rapprochement » s'était fait par la nomination d'un représentant de l'U.G.E.Q. au Conseil d'administration de l'association patronale.

un document intitulé : *Le mouvement syndical et la planification économique*¹ – où l'auteur propose ni plus ni moins qu'une restructuration complète des associations syndicales de manière à intégrer la base aux décisions prises en haut lieu et de mettre ainsi en veilleuse toute possibilité pour les membres d'investir leurs représentants de mandats quelconque – cette exigence de l'inféodation se fera de plus en plus manifeste par la suite dans les années à venir².

De fait, nous l'avons vu, si les Libéraux ont appliqué un ensemble de réformes, ce n'est pas sur ces réalisations que la rupture se dessinera mais bien sur leurs fonctions prétendument sociales. L'universalisation de l'accessibilité à la santé et à l'éducation avait depuis longtemps été demandée dans les Congrès syndicaux, mais en donnant suite à ces revendications sur un mode bureaucratique, le pouvoir en place s'avançait vers une contradiction nouvelle qui l'opposera aux travailleurs de ces appareils et le situera ainsi clairement du côté des employeurs, du côté des capitalistes. Dire cela, ce n'est évidemment pas prétendre que l'alliance entre le pouvoir économique et le pouvoir politique avait été interrompue ; elle a au contraire été momentanément renforcée par l'adhésion de certains syndicats à une idéologie libérale progressiste.

Pour comprendre les fondements de cette alliance et les oppositions qui se dresseront contre elle il faut remonter à 1956, date du dépôt du Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (la Commission Tremblay) mise sur pied par Duplessis en 1953 pour étudier les mesures propres à « sauvegarder les droits de la province, des municipalités et des corporations scolaires »³. Cette commission soumettra un véritable canevas d'une action politique progressiste en proposant un investissement accru de l'État dans l'économie et la société, et plusieurs de ses recommandations ou suggestions seront aussi reprises par les Libéraux à l'automne 1959.

Ce fait a son importance pour relever au moins une chose : l'étonnante convergence des idées, des stratégies et des initiatives politiques qui devaient être implantées avec la défaite de l'Union nationale. Il permet en même temps de montrer à quel point, dans un tel contexte, sont marginalisés les autres critiques et analyses, les autres solutions aux contradictions du système. Contre cette fausse

¹ Cardin, J. R. : *Le mouvement syndical et la planification économique*, C.O.E.Q., 29 mars 1963, texte ronéo, 44 p.

² Pour une vue d'ensemble sur cette *nécessité* de mettre en veilleuse l'exercice de la démocratie à l'intérieur des appareils syndicaux, voir : Dion, Gérard et collaborateurs : *Le syndicalisme canadien, une réévaluation*, Québec, P.U.L., 1968 ; parmi les études préparées à l'occasion de la tenue du 23ème Congrès des relations industrielles de L'U. Laval, il importe de retenir celle de G. Dion : « La démocratie syndicale » (pp. 77 à 99) et celle de B. Solasse : « Le syndicalisme et la participation aux décisions économiques » (pp. 171 à 201).

³ *Rapport de la Commission*, Québec, 1956, vol. 1, p. VI. Le ton des Commissaires se fait par moment assez virulent. Ainsi l'intitulé d'un historique se lit : « Quatrième période 1937 à 1955. Retour et progrès de l'« impérialisme fédéral », vol. 1, pp. 123 *sq.*

unanimité nous aurons affaire à *deux* idéologies au sein des oppositions avec toutes les colorations et contagions possibles et inimaginables selon les partis et les factions : le socialisme et le nationalisme ¹. Or, avec le raffermissement des fonctions de l'État québécois dans le contexte d'une économie dirigée par les monopoles, les oppositions en viendront à converger derrière la bannière nationaliste et à réclamer une indépendance politique pour le Québec. À cet égard, se tisse donc un curieux parallèle entre l'intervention de l'État dans l'économie énoncée et tentée par le gouvernement Lesage et celle qui est proposée et revendiquée par les partis nationalistes, plus particulièrement le R.I.N. ².

Tout ceci n'implique pas qu'il n'y ait pas eu d'autres formes d'opposition au pouvoir en place – à droite, chez les Créditistes qui songeaient à investir la scène provinciale – mais en tout état de cause les nationalistes ont su et on pu de 1960 à la défaite libérale de '66 à tout le moins, cristalliser l'opposition extra-parlementaire et occuper à cet égard la scène politique et sociale.

Avec le passage aux côtés du pouvoir de certains dirigeants des appareils syndicaux, le mouvement syndical cesse d'être à l'avant garde des critiques et de la remise en question de la collaboration du pouvoir politique avec les propriétaires du capital. Les voies – et les voix d'ailleurs – de l'opposition passeront donc soit par des formations politiques nouvelles comme le R.I.N. ³, soit par certains groupes de pression comme le Mouvement laïc de langue française, soit encore par la contestation violente. Ceci implique aussi que la « question nationale » est à l'avant-garde des luttes sociales dans la mesure même où cette question est la contradiction par excellence dans laquelle s'embourbe le parti au pouvoir durant tout au moins les quatre premières années de son règne. C'est cette contradiction qui l'amènera à réprimer avec une certaine rigueur, sinon avec violence, tout velléité d'opposition et plus particulièrement celle que représente les indépendantistes et les nationalistes.

De là à dire que toute l'opposition est centrée sur cette question, ce serait aller trop loin et oublier le rôle joué par les travailleurs – ouvriers et cols blancs – dans les nombreux conflits de travail qui ont éclaté et l'importance que ces luttes

¹ Ces groupes et factions ont publié divers journaux et revues comme *l'Indépendance* (organe officiel du R.I.N.) ou *Québec libre* (organe du Front républicain pour l'indépendance, le F.R.I.). Nous avons déjà cité *La revue socialiste*, naîtront bientôt *Parti-pris* (1963) et *Socialisme 64*. Survivront à toute la période : *Relations* (des Jésuites) *Maintenant* (des Dominicains) tandis que passeront *Québec aujourd'hui*, *Point de mire*, *le Nouveau Journal*, etc.

² Ainsi, par exemple, le R.I.N. propose aussi la création d'un conseil d'orientation économique, la rédaction d'un plan par des experts qui serait ensuite soumis à la population et même l'établissement d'une loterie nationale. Cf. *L'indépendance*. « Qu'est-ce que le R.I.N. », Montréal (?), sans date, (novembre 1964 ?).

³ Sur la formation des partis politiques indépendantistes et la genèse du Parti québécois, voir : Bellavance, Lionel : *Les partis indépendantistes québécois de 1960-73*, Montréal, Les anciens Canadiens Éditeur, 1973.

syndicales ont prises dans ce que l'on pourrait appeler le *déplacement* ou l'évolution de la question nationale tel qu'il sera effectué durant la deuxième moitié de la décennie et sa radicalisation progressive au contact des contradictions que charrient les luttes de classes.

Mais cela n'implique nullement que toute la contestation passe par ces canaux et que toute répression mise en branle par le régime ne s'exerce que sur eux, même si des principaux coups d'éclats du pouvoir sont dirigés contre les manifestations nationalistes comme ce sera le cas à l'occasion de la manifestation contre le président du *Canadien National*, Donald Gordon, en 1962, lors de la célébration de la « Nuit des Îles » en juin 1964, ou le « Samedi de la matraque » qui avait marqué le passage de la Reine d'Angleterre dans la ville de Québec en octobre 1964 ¹.

La défaite libérale du 5 juin marque alors un point tournant à plusieurs égards et plus spécifiquement dans la place politique occupée par les nationalistes puisque malgré que l'ensemble des tiers-partis n'ait récolté que 9,6 % du vote, les partis indépendantistes ont fortement contribué à brouiller les cartes ². Ce phénomène, qui n'est peut-être pas déterminant pour expliquer la défaite ³ n'en est pas moins capital pour comprendre deux choses : *premièrement*, la scission qui interviendra au sein même du Parti libéral entre l'aile fédéraliste et l'aile indépendantiste d'une part ⁴ et la fusion à toutes fins pratiques entre ces Libéraux fédéralistes et les Unionistes qui s'entendront, en 1970, pour concentrer leurs forces communes contre le mouvement indépendantiste de l'autre ; *deuxièmement*, la fondation, par cette fraction de Libéraux nationalistes, du Mouvement Souveraineté-Association (M.S.A.) et leur absorption des Rinistes en 1968 pour former le Parti québécois qui se trouvera ainsi à être dans les faits l'opposition officielle aux élections de 1970, puis à le devenir effectivement à la suite du scrutin électoral ⁵.

¹ Rappelons brièvement de quoi il s'était agi dans chaque cas : Donald Gordon avait déclaré que s'il n'y avait pas davantage de francophones à la tête du C.N. c'est qu'ils étaient incompétents ; à la suite d'une fête populaire tenue dans l'Île Sainte-Hélène, la police avait procédé, à la demande du maire Jean Drapeau semble-t-il, à des arrestations préventives ; et, dans le dernier cas, il s'agissait de la visite de la Reine d'Angleterre au Québec où les quelques badauds qui n'avaient pas répondu au mot d'ordre d'abstention avaient été assaillis par les « forces de l'ordre » sous les ordres du ministre de la justice de l'époque, Claude Wagner.

² Cf. Latouche, Daniel : « Les tiers-partis, des trouble-fête ? » in : *Socialisme* 66, Montréal, n° 9-10, octobre-décembre 1966, pp. 119-134, à la page 132.

³ Selon Gérard Bergeron, l'élément déterminant a été l'iniquité de la carte électorale que les Libéraux « en accord avec les députés de l'Union nationale n'ont pas eu le cran » de modifier. Manque de « cran » qui préfigure bien l'union à venir en 1970 et dont l'U.N. sortira d'ailleurs à peu près moribonde. Cf. Bergeron, G. : *Du duplessisme à Trudeau et Bourassa*, op. cit., pp. 347 et sq. à la page 350.

⁴ Sur cette scission entre les deux ailes du Parti et de la Fédération libérale voir : Pelletier et Vaillancourt : op. cit., pp. 111 et sq., où les auteurs imputent aussi la scission à l'action des Libéraux et de la Fédération libérale du Canada. (p. 115 et sq.)

⁵ L'ensemble du processus de la scission et de la formation du P.Q. est décrit en détails par Pelletier et Vaillancourt : *idem* pp. 113-115 et sq.

À ces deux éléments perturbateurs qui expliqueraient la défaite des Libéraux – la carte électorale et le vote indépendantiste –, il en est un troisième plus difficile à pondérer : c'est l'attitude des « partis face à l'agitation syndicale », pour reprendre ici le titre d'un article publié dans *Socialisme 66* à l'époque :

Très peu d'éditorialistes ou de commentateurs ont accordé au mouvement d'agitation sociale qui a coïncidé avec la campagne électorale beaucoup d'importance dans l'explication des résultats du scrutin du 5 juin. Pourtant les grèves ont nettement volé la manchette à la campagne électorale qui de ce fait a paru terne et superficielle.

Le Québec n'a d'ailleurs probablement jamais connu de période plus mouvementée en matière de relations du travail. Si l'on considère les cinq mois qui se sont écoulés de mars à août la liste des conflits majeurs est impressionnante : grève du syndicat des professeurs de l'État du Québec, des fonctionnaires de professions libérales, des ingénieurs de l'Hydro, des ouvriers de la Côte Nord, des employés de la Dominion Textile, des employés d'hôpitaux et conflit à la gendarmerie provinciale ¹.

Or, selon cet auteur toujours, les « vieux partis »... ont adopté une attitude plutôt défensive devant (cette) agitation croissante ², ce qui implique que ces mécontentements ont dû jouer contre le parti au pouvoir quand cela ne serait que dans la seule mesure où la C.S.N. n'appuie plus subrepticement les Libéraux comme elle le faisait par le passé.

Il semble que la C.S.N. se dégage peu à peu de la confusion entretenue par le système : la triple aliénation propre à notre état de travailleurs, de Canadien français et de citoyens d'un pays satellisé par l'impérialisme américain.

Encore hier sous la férule d'un Jean Marchand qui, « pour la bonne cause » n'avait pas hésité plus que Roger Provost à coucher avec le pouvoir, elle a commencé à démontrer à son récent congrès qu'elle entendait politiser ses membres et faire jouer à ses syndicats un rôle effectif dans la direction des entreprises et des affaires politiques ³.

Par ailleurs, du fait même de son adhésion aux thèses du N.P.D., la F.T.Q. n'a pas été amenée à devoir faire semblable revirement. C'est dans cette mesure que l'année suivante, à son congrès de 1967, la Fédération reprend le flambeau de l'action politique directe au niveau provincial.

¹ Cliche, Paul : « Les partis face à l'agitation syndicale » in : *Socialisme 66*, op. cit., pp. 85 à 106 aux pages 85-86.

² *Idem*, p. 104.

³ *Ibidem*, p. 105. Cela avait d'ailleurs joué à l'occasion de la tenue des élections de juin 1960, puisque les Libéraux l'avaient emporté notamment grâce au vote de mécontentement à l'endroit de l'U.N. qui s'était exprimé dans les comtés les plus pauvres. Voir l'article de Van Schendel, Michel : « Fusion et confusion », in : *Socialisme 66*, Montréal, nos 9-10, oct.-déc. 1966. pp. 20-25.

Que le prochain comité d'action politique soit chargé par le Conseil général de la F.T.Q. d'organiser avec les autres mouvements progressistes du Québec une conférence exploratoire devant mener éventuellement au regroupement des forces politiques de gauche dans la province au sein d'un parti provincial¹.

La C.S.N. emboîtera le pas lors de son congrès de 1970 dont le thème portait sur la création d'un « deuxième front », un front politique. Mais ces événements débordent déjà la période analysée et s'imbriquent trop sur la mise sur pied puis les séquelles de l'échec du FRAP au niveau municipal, – niveau dont nous ne nous sommes pas occupé dans ce travail –, pour que nous puissions approfondir cette question ici.

C'est pourquoi nous nous contenterons d'établir une dernière chose : la place de deux importants conflits de travail dans les années soixante, même si, dans l'état actuel de nos connaissances, l'articulation entre ces conflits sociaux et les diverses formes d'actions revendicatrices à différents niveaux politiques – fédéral, provincial et municipal – doit être reportée à plus tard. En effet, ce n'est pas tout de savoir que les conflits de travail déterminent certaines actions politiques ou que les partis cherchent à se situer par rapport à la « paix industrielle », il faut aussi comprendre comment jouent ces interactions à travers des intermédiaires ou des super-structures comme les appareils syndicaux, les mouvements de citoyens, les regroupements de tous ordres, etc. ce que l'état actuel des travaux en histoire contemporaine au Québec ne nous permet pas d'établir pour le moment.

2. Deux conflits de travail :

[Retour à la table des matières](#)

Historiquement au Québec, l'opposition politique ne passe pas par les partis politiques ayant fait élire des représentants à l'Assemblée nationale². C'était vrai sous Duplessis, c'est vrai sous Lesage, c'est vrai encore sous Johnson et Bertrand. Le seul moment d'ailleurs, au cours de la période sous analyse, où cela n'est pas vrai c'est sous Paul Sauvé ; pendant trois mois et quelque, il y avait effectivement et concrètement une opposition entre les deux principaux partis alors qu'aux autres moments, ils fonctionnent plus ou moins en symbiose de sorte que celui des deux qui est au pouvoir a les mains libres pour réprimer toute velléité d'opposition et se concentrer sur ses véritables adversaires qui sont dans les usines, dans les bureaux ou... dans les rues.

La montée du mouvement indépendantiste n'a pas empêché que des grèves ont été déclenchées ; la répression dont on a usé à l'endroit des premiers n'a pas empêché qu'on en ait aussi usé à l'endroit des seconds. *L'unanimité* prônée en 1959

¹ Cité par Tremblay, Ls-Marie : *op. cit.*, p. 168.

² Voir, *supra* la référence à un texte de Pierre E. Trudeau sur ce point, note 1.

et 1960, maintenue de peine et de misère avec l'élection-référendum de 1962, craquait de toute part tout ce temps là bien que les faibles moyens d'expression de certains opposants les empêchaient d'avoir la même audience que les manifestations des nationalistes : les grèves, on le sait, ne défraient la chronique des journaux – quand elles la défraient ! – que de l'instant où elles éclatent et à condition qu'elles dérangent, à celui où elles sont réglées, avec, entre-temps, le moins d'informations possibles sur le fond du litige, sur la détérioration des conditions de travail avant son déclenchement, etc. On a de la sorte souvent l'impression qu'elles jaillissent de nulle part ou sont déclenchées sans motifs apparents valables bref, elles peuvent même apparaître pour certains anachroniques !

L'exploitation des travailleurs s'effectuant entre les quatre murs de l'usine ou du bureau, lieux secrets et fermés s'il en fut où tout contact avec l'extérieur qui n'est pas *for business only* est strictement interdit, implique déjà que les formes de l'exploitation qu'on y impose ne doivent pas être très édifiantes à voir ! De fait cet isolement et l'absence totale d'échange avec l'extérieur fonde déjà sur les seuls travailleurs impliqués – seuls au départ à tout le moins – l'ultime réaction pratique, positive et concrète contre l'exploitation subie. La grève fournit ainsi l'occasion unique et privilégiée d'une concertation entre ces travailleurs impliqués sur les transformations intervenues dans leur procès de travail et sur la finalité de leur exploitation elle-même. Ils sont alors en mesure d'infléchir, peut-être d'alléger, cette exploitation, grâce au seul support dont ils disposent dans cette circonstance : leur solidarité telle qu'elle s'exprime dans leur refus collectif de céder leur force de travail.

La grève est de surcroît la seule garantie dont disposent ces travailleurs que les négociations en cours ne sont pas faites contre eux, mais avec et pour eux ; c'est l'occasion d'imposer un certain contrôle sur les spécialistes de tous ordres qui interviennent nécessairement à ce moment-là dans les négociations. Plus profondément toutefois, la grève n'est pas que l'expression d'un malaise social profond lié à la nature même du type d'exploitation du travail où la parcellisation des tâches, la déqualification, l'accélération des cadences sont des réalités intégrées au système, la grève est aussi et surtout l'occasion d'un dépassement de ces contradictions grâce à la possibilité unique qu'elle offre de transformer les superstructures de la société. En effet, le premier et le plus extraordinaire effet du déclenchement d'une grève réside dans l'irruption d'un collectif de travailleurs au cœur même du réseau des échanges matériels, politiques et idéologiques entièrement contrôlés en temps normal par la classe dominante : en dehors de cet acte qui consiste dans un refus de l'exploitation, le travailleur n'est qu'un consommateur de produits, de services ou d'idées ; en tant que producteur exploité, il ne pèse pas lourd dans les échanges marchands de ces biens, de ces services ou de ces idées. À l'occasion d'une grève toutefois, en brisant cette domination d'une super-structure, celle de son entreprise, de son hôpital ou de son école, il interrompt les échanges normaux qu'entretenaient entre eux les sommets de ces

appareils avec tous les autres sommets d'appareils et s'instaure ainsi à l'intérieur même de ces échanges et non plus comme la seule base inerte grâce auxquels ces échanges étaient rendus possible au départ et se perpétuaient par la suite. Pendant une grève, l'exercice des pouvoirs issus de la propriété du capital et détenus par les propriétaires de ce capital ou, en leurs lieux et places, par les mandataires de ces propriétaires, est suspendu : l'interruption de la reproduction de capital dans une usine détruit les droits dont on disposait sur les travailleurs de cette usine. C'est d'ailleurs parce que les conséquences de ce simple refus de travailler sont si énormes, sont si incalculables pour la bourgeoisie – non seulement en termes de prix de revient d'ailleurs, mais aussi en termes de *valeurs* – que le rétablissement du rapport d'exploitation passe si fréquemment par la violence : forces de l'ordre, lois spéciales, injonctions, etc.

C'est pourquoi le libre exercice du droit de grève est le droit démocratique le plus névralgique et le premier à sauter à l'occasion de l'instauration de politiques réactionnaires c'est-à-dire, au sens strict, de politiques opposées à l'action de l'autre classe. En ce sens, la grève est l'expression première de la lutte de classes et la *démonstration* de son existence, tandis que la répression de la grève ré-établit le pouvoir de la classe dominante grâce à la compénétration des intérêts en présence : législateurs, magistrats, polices, journaux, etc. Dans cette perspective, la grève ne touche évidemment pas qu'au travail et les seuls travailleurs privés de leur gagne-pain, elle touche la classe dominante et, par voie de conséquence, la société dans son ensemble en menaçant directement le droit de propriété sous sa forme de capital.

Si nous cherchons maintenant à resituer cette problématique dans ce qui a été avancée à la section précédente, il est bien évident que ni l'alliance entre des appareils syndicaux et les gouvernements en place, ni les nombreuses manifestations ou démonstrations à caractère plus spécifiquement nationaliste ne racontent toute l'histoire sociale des années soixante, et qu'il faille aussi tenir compte des grèves déclenchées. Bien sûr, ce n'est pas le nombre de travailleurs affectés dans les deux grèves retenues ni même leur durée qui nous retiendra mais plutôt l'illustration que nous apporte ces deux conflits qui ont eu des effets spécifiques importants pour l'ensemble des travailleurs, en dehors des effets d'entraînement qu'ont généralement les gains obtenus sur le seul plan salarial. Malheureusement nous ne relèverons pas en contrepartie toutes les pertes accusées et accumulées par les travailleurs à la suite de négociations et qui les placent dans des positions relatives défavorables les uns par rapport aux autres. Ainsi, on a vu au cours des années soixante des travailleurs revendiquer et lutter afin d'obtenir la perception à la source des retenues syndicales – la *Formule Rand* – arrachée par les ouvriers de la Ford en 1949 et se la voir refusée¹ ; c'est ce qui ressort, par

¹ Cette formule Rand est loin d'être acquise partout. Après 18 mois de grève en 1975-76, les ouvriers de la *United Aircraft* (aujourd'hui Pratt-Whitney) n'avaient jamais pu l'arracher.

exemple, du règlement de deux conflits importants qui ont eu lieu en 1962 : la grève des 150 employés de *Canadian Celanese* à Drummondville et celle des travailleurs de la Cie *Thor Mills Ltd* de Granby ¹.

Par ailleurs la plupart des conflits qui ont revêtu une certaine ampleur dans le secteur privé ont porté sur la négociation de meilleures conditions de travail et ont constitué des précédents importants comme, par exemple, celui qui impliquait les 1 200 travailleurs de la *Dominion Glass* à Montréal la même année ; d'autres ont porté plus spécifiquement sur la réduction des cadences, comme ce fut le cas pour les 5 000 travailleurs de la *Dominion Textile* à Sherbrooke, Drummondville, Montmorency et Magog au printemps et à l'été 1966 ². Il ne s'agit donc pas de prétendre que les deux exemples retenus sont les plus significatifs, ils ne le sont que dans le contexte des éléments que nous avons relevés jusqu'ici et, plus particulièrement, ceux indiqués dans notre *Introduction*. Ainsi à cause même de l'importance qu'a prise la main-d'œuvre salariée des secteurs publics et parapublics et afin d'illustrer les effets sociaux de l'extension du salariat dans ces secteurs, il importe d'abord de relever un conflit de travail qui a eu ce secteur pour théâtre. La reconnaissance de ce fait est en réalité un préalable indispensable pour comprendre la formation, à la fin novembre 1970, d'un front commun C.S.N., F.T.Q. et C.E.Q. en vue des négociations avec le gouvernement du Québec dans la fonction publique qui constituait un précédent capital dans les rapports entre l'État et ses travailleurs. Ensuite, à cause de l'importance que revêt, en démocratie, la liberté d'expression, il n'est pas possible de ne pas relever le long conflit de travail au quotidien *La Presse* en 1964. Nous traiterons donc brièvement de l'un et de l'autre.

a) Les secteurs public et para-public : l'exemple des hôpitaux en 1964.

Le premier conflit de travail que nous retiendrons a valeur de symbole : il s'agit des arrêts de travail dans les hôpitaux. Ces grèves ont valeur de symbole d'abord et avant tout parce que les conflits qui frappent le secteur hospitalier en 1964 sont issus directement de la mesure de socialisation de ces services qu'a été l'implantation d'un régime d'assurance-hospitalisation en janvier 1961. En venant chapeauter ces institutions, le gouvernement se trouvait à marginaliser le pouvoir absolu détenu jusque là par les communautés religieuses sur les procès de travail. Les enjeux étaient les suivants :

Six points étaient en jeu : les contrats à forfait, les droits d'ancienneté, quelques classifications d'emploi, les salaires, les vacances et les bénéfices d'assurance... Or, depuis quelques années, une tendance se dessine dans les hôpitaux : le recours à un

¹ Cf. St-Pierre, Jocelyn et Paul Bernier : *op. cit.*, pp. 133-34. La première grève a duré du 17 mars au 2 mai, la seconde du 6 mai au 6 août.

² *Idem*, page 152, où les auteurs notent qu'au total les grèves contre cette entreprise se sont poursuivies du 1^{er} avril au 31 août, mais que toutes n'ont pas eu lieu en même temps.

tiers pour faire exécuter des travaux couverts par la négociation. Le résultat est dramatique pour le salarié. Perte d'emploi à court terme et la Saint-Vincent-de-Paul pour partage. Le procédé est fort élégant ¹.

Dans un premier temps, les négociations se font au niveau local, c'est-à-dire entre les administrations et les salariés de chaque hôpital. Après quoi, suite aux échecs enregistrés, « le syndicat a fait appel aux services de sa fédération et de sa centrale (la Fédération nationale des services Inc., et la C.S.N.) qui ont repris les négociations à l'échelon régional. Nouvel échec » ². Dans un dernier temps, le gouvernement délègue ses représentants et la négociation se poursuit entre les trois parties mais ce n'est qu'avec la menace de grève que l'issue du conflit s'annonce et qu'une convention collective du travail est signée.

Or une telle radicalisation ne se produit pas toute seule et l'on doit faire appel à plusieurs facteurs pour expliquer ce passage de la soumission au paternalisme et à l'autocratie des communautés à la revendication ouverte et solidaire que constitue toute décision de déclenchement d'une grève. Le premier de ces facteurs est la syndicalisation qui suit la socialisation du secteur : l'abandon du bénévolat et la généralisation du salariat entraînent dans leur sillon une vague de syndicalisation.

Durant les quatre dernières années, la syndicalisation du milieu hospitalier s'est développée rapidement. Les effectifs de la C.S.N. dans le secteur sont passés de 9 104 membres inscrits, répartis en 41 syndicats au 31 mai 1960 à 24 862 membres inscrits, répartis en 85 syndicats au 1^{er} septembre 1964 ³.

C'est en effet la C.S.N. qui a profité de cet afflux puisque la centrale « à ses origines, a été un mouvement confessionnel. Elle a donc bénéficié d'une certaine sympathie. Les syndicats catholiques avaient droit de préséance sur les syndicats neutres ou internationaux, chez nombre de communautés » ⁴.

Ce changement de statut du salarié marque beaucoup plus que la seule émergence et l'affirmation d'une conscience sociale, elle marque la fin d'un régime :

La libération de l'employé d'hôpital s'est faite progressivement. La marche dans la nuit a été longue, étouffante et souvent sans issue.

Pensons d'abord au statut de l'employé dans l'institution. C'était celui d'un domestique asservi et craintif. Mal équipé scolairement et techniquement il souffrait en silence d'un sous-développement généralisé... À force de se faire répéter qu'un hôpital n'est

¹ Meloche, Bruno : « La grève dans les hôpitaux », in : *Socialisme 64*, Montréal, n° 2, automne 1964, pp. 91-104, à la page 92.

² *Idem*, p. 92.

³ *Ibidem*, p. 94.

⁴ *Ibidem*, p. 98.

pas « une entreprise comme les autres », il a fini par le croire et se croire lui-même digne d'un petit pain. Son statut économique reflétait son comportement. Par son intervention, le gouvernement a fait sortir du domaine privé les services hospitaliers. Cela a permis une libération psychologique. À la notion de charité, s'est substituée celle de justice. Les relations se sont désacralisées. La revendication économique devenait possible et elle s'est fortement fait sentir.

Toutefois, les revendications étaient filtrées par le système judiciaire.

N'ayant pas le droit à la grève, les syndicats devaient défiler à tour de rôle devant les tribunaux d'arbitrage. Le système des sentences obligatoires paralysait les efforts de libération jusqu'au jour où la grève fut carrément envisagée comme moyen de revendication ¹.

On peut prendre une mesure de l'importance du clergé dans ce secteur quand on sait que « sur 56 516 lits dans la province, 35 302 sont situés dans des hôpitaux confessionnels » ², c'est-à-dire, près des deux-tiers (62,4 %). Cette domination passait à côté des canaux propres à un mode capitaliste d'autorité, de contrôle et de rémunération d'abord parce que la structure d'autorité était double, « celle de la supérieure de l'hôpital et celle de la supérieure générale de la communauté » ³, ensuite parce que certains hôpitaux ne tenaient même pas de comptabilité ⁴.

Un second facteur, concomitant au premier a été l'intervention de l'État dans le secteur hospitalier qui « a constitué un empiètement dans le droit de gérance et de propriété » ⁵ des hôpitaux.

C'est dans ce contexte que les infirmières de l'Hôtel-Dieu avaient, en 1963, « refusé d'envisager le recours prévu par la loi, soit la conciliation et l'arbitrage... Elles ont voté la grève ». Devant cette pression, l'administration locale avait cédé et accordé aux infirmières ce qu'elles revendiquaient.

Ce succès avait fait boule de neige puisque les infirmières de l'hôpital Ste-Justine décident de se syndiquer mais, moins heureuses que leurs compagnes, elles devront faire la grève pendant un mois avant d'obtenir gain de cause ⁶.

(La grève de Ste-Justine cause) un choc dans le monde hospitalier et un choc dans toute la société et finalement cela a eu des effets sur les employés syndiqués. Du côté syndical, Ste-Justine donnait réponse à plusieurs choses : c'était la preuve que l'opinion publique était consciente et sensible à ces revendications... ⁷.

¹ *Ibidem*, p. 99.

² *Ibidem*, p. 97.

³ *Ibidem*, p. 99.

⁴ *Ibidem*, p. 97.

⁵ *Ibidem*, p.97.

⁶ *Ibidem*, p.101.

⁷ *Ibidem*, p.102.

Après quoi, ce sont trois autres hôpitaux de Montréal et des environs où les travailleurs débraient et « si le syndicat n'avait pas eu gain de cause... la grève se serait prolongée aux autres hôpitaux de la région métropolitaine » ¹.

Cette succession de faits permet alors de saisir pourquoi le gouvernement accordera le droit de grève dans les secteurs public et para-public. Néanmoins, en suspendant aussitôt l'exercice au maintien de services dits « essentiels », c'est évidemment une restriction sérieuse qu'il y apportait ².

Or, dès 1964, Meloche prévoit les conséquences de ce qui venait de se passer dans le secteur hospitalier, conséquences que le gouvernement prévoyait aussi, de telle sorte que la reconnaissance syndicale de ses employés était loin de ressembler à une trêve ou à une rétribution. Citons-le une dernière fois :

La rupture qui s'est opérée avec le passé est irréversible et je pense que des concepts comme justice, égalité, liberté seront à l'avenir les critères dans les relations entre les employeurs et les employés, dans le secteur des hôpitaux. Nous allons assister à une démocratisation de plus en plus poussée, nous allons assister à une laïcisation également de tout le système hospitalier. Du côté du fonctionnarisme en général, nous assistons présentement à une poussée des fonctionnaires du gouvernement ou des corporations de la couronne vers le syndicalisme et nous allons assister dans les prochains mois à une confrontation entre l'État du Québec et ces fonctionnaires et je pense que le conflit qui vient d'être gagné au point de vue syndical va nécessairement éclairer ces gens-là sur les perspectives d'avenir et va leur faciliter la négociation ³.

En définitive, l'importance de ces conflits est incalculable mais ni les acquis, ni les pertes éventuelles ne peuvent pour autant leur être seuls imputés. D'autres secteurs ont connu d'es luttes longues, nombreuses, parsemées d'injonctions et de lois d'exception et, à cet égard, par moment aussi ont été à l'avant-garde des confrontations sociales avec le pouvoir : c'est le cas tout particulièrement des enseignants.

¹ *Ibidem*, p.91.

² Il ne s'agit dès lors pas d'une *largesse* du gouvernement en place, mais plutôt d'une réglementation d'un acquis de la part des syndiqués, contrairement à ce que laissent entendre, par exemple, Pelletier et Vaillancourt : *op. cit.*, pp. 182 et *sq.*, qui avancent la possibilité que « les travailleurs prêtent main-forte à la nouvelle bourgeoisie » et que celle-ci – i.e., le gouvernement Lesage – se soit servie d'eux pour déloger les communautés de leur droit de propriété absolu sur les hôpitaux. Voir aussi la brève analyse de la Loi en question au chapitre précédent.

³ *Ibidem*, p. 104.

b) Le secteur privé : le lock-out à *La Presse* en 1964.

On peut imputer à deux causes le conflit qui éclate au quotidien le 3 juin 1964 :

- 1) un certain désordre administratif au niveau de la rédaction.
- 2) La liberté éditoriale que s'étaient acquis les journalistes, liberté qui heurtait gravement la quiétude d'esprit des administrateurs, face aux pressions et aux protestations de leur entourage immédiat ¹.

Il importe de rappeler ici qu'en 1961, à la suite d'une scission au sein même du groupe propriétaire de *La Presse*, on avait assisté à la fondation d'un concurrent, *Le Nouveau Journal*, quotidien « dynamique et apparemment très populaire ». Dans ces circonstances, la direction de *La Presse*, à la suite d'une suggestion faite par le syndicat des journalistes, nomme Gérard Pelletier, alors directeur de l'hebdomadaire *Le Travail* de la C. S. N., rédacteur en chef du quotidien. Neuf mois plus tard, le *Nouveau Journal* financé par Mme DuTremblay tombe. Pendant que sévit la concurrence entre les deux grands quotidiens et par la suite aussi, les journalistes auront eu une marge de manœuvre et une liberté d'expression jamais rencontrées auparavant pour étaler et dénoncer les écarts du régime et les divers scandales financiers qui le secouent :

depuis deux ans, ils étaient la cible des politiciens, des milieux d'affaires et des clercs, tels les Jésuites Brouillé et Cousineau, qui ne pardonnaient pas aux journalistes de dénoncer leurs manigances à tous. On se rappelle les articles dénonçant les scandales des hôpitaux, des commissions scolaires, des incendies frauduleux, des syndicats financiers, des manuels scolaires, etc., etc. ².

Devant cette utilisation de la liberté d'expression, les propriétaires du journal décident de porter un grand coup. Le conflit s'éternisera pendant tout près de sept mois. Tout ce temps-là d'ailleurs, le rédacteur en chef sera absent des négociations.

Au delà de ce conflit qui prenait sa source dans la politique de l'information, c'est aussi l'assise du patronat québécois qui était en jeu ; en effet,

si *La Presse* comme l'ensemble du patronat québécois, pratique ces temps-ci un anti-syndicalisme militant, c'est pour étouffer le début de conscience politique et sociale que les Libéraux ont suscité malgré eux en prenant le pouvoir, après vingt ans de noirceur duplessiste. *La Presse* étant située au cœur de cette nouvelle prise de conscience et en reflétant tous les aspects par la vertu même de l'information la plus

¹ Daigneault, Richard : « Le conflit de *La Presse* », in : *Socialisme 64*, Montréal, nos 3-4, hiver 1964, pp. 72-78, à la page 74. Voir aussi : Godin, Pierre : *L'information opium. Une histoire politique du journal La Presse*, Montréal, Parti-pris, 1973, pp. 138 sq.

² Rochefort, Jean : « La vérité sur « La Presse » », in : *Révolution québécoise*, Montréal, vol. 1, n° 3, novembre 1964, pp. 6-11, à la page 7.

terre-à-terre, il convient dans la logique capitaliste, que cette entreprise si utile et si dangereuse à la fois (quand elle informe vraiment) soit placée sous le contrôle direct de la finance et de la politique et dans l'impossibilité de nuire à leurs intérêts. Pour cela, il faut non seulement que les journalistes soient choisis pour leurs « convictions » conservatrices mais que les nouvelles elles-mêmes soient filtrées et modelées en fonction des privilèges de la classe dominante ¹.

Toutefois l'offensive patronale n'a pas porté tous ses fruits puisque lors du règlement du conflit à la fin décembre 1964 « l'administration a été impuissante à réduire la liberté de l'information aux critères subjectifs de ses « intérêts moraux et commerciaux », selon l'expression du projet patronal ; mais le conflit se solde aussi par un échec syndical « puisque les syndicats ont été incapables d'empêcher un aussi long arrêt de travail et de récupérer la perte de salaires d'un conflit imposé par l'administration » ².

Au surplus, par delà ces éléments, ce qui a surtout retenu l'attention tout au long du conflit entre l'administration et ses journalistes, c'est le rôle occulte joué par les politiciens et les clercs qui, ou bien prennent position pour les hommes d'affaires et leurs intérêts – c'est le « complot » politico financier ³ – ou bien refusent de prendre quelque position que ce soit – ce qui ne va pas sans étonner quand on sait le passé professionnel d'un Gérard Pelletier ou d'un René Lévesque. Il importe aussi de relever l'abstentionnisme dans lequel s'est claquemuré le président de la C.S.N. qui n'est intervenu dans le conflit qu'après que celui-ci ait pourri pendant quatre mois ; il avait d'ailleurs fallu une intervention au Congrès de la centrale tenu cet automne-là pour qu'il consente à s'impliquer. Enfin, il faut rappeler un des constats les plus durs qui ait été fait à la suite de ce conflit et qui portait sur l'étonnant silence qu'ont manifesté les travailleurs en général et les syndiqués en particulier devant l'arrêt d'un journal qui rejoignait quand même 275 000 lecteurs à ce moment-là, eux qui avaient bénéficié d'une information essentielle à l'analyse de la conjoncture politico-économique dans laquelle ils vivaient. Ce fait est d'autant moins explicable qu'à l'occasion du conflit de *La Presse*, ce sont tous les journalistes – ceux de Radio-Canada y compris – qui étaient pris à partie par les politiciens et les démagogues de tout crin et que, dans cette mesure, tous risquaient de payer cher le silence qu'on cherchait à leur

¹ Mathieu, Gilles : « Le journalisme et la lutte des classes », in : *Révolution québécoise*, Montréal, vol. 1, n° 2, octobre 1964, pp. 28-34, à la page 31.

² Rochefort, Jean : « *La Presse* : un double échec », in *Révolution québécoise*, Montréal, vol. 1, n° 5, janvier 1965, pp. 3-7, à la page 6.

³ Chamberland, Paul : « Presse libre ou *free enterprise* ? » in : *Parti-pris*, Montréal, vol. 2, n° 2, octobre 1964, pp. 5-21.

Mérite d'être cité ici un passage de ce texte rapportant les propos de Bona Arsenault, ministre dans le Cabinet provincial : « J'ai l'impression que les propriétaires et les administrateurs de *La Presse* ont perdu la maîtrise de leur entreprise et qu'ils essaient maintenant de la reprendre. J'espère que les propriétaires de ce quotidien vont reprendre le rôle qui leur convient et dont certains journalistes s'étaient emparés : celui d'orienter la pensée du journal » (page 15).

imposer. En ce sens, pour la classe dominante, l'enjeu du conflit ne concernait évidemment pas que quelques journalistes employés dans une de ses entreprises mais il portait très précisément sur la liberté d'expression et le droit à l'information, donc sur le contrôle de la circulation des idées, des politiques et leurs critiques¹.

¹ Sur l'attitude de la C.S.N., voir ; Rochefort ; Jean ; *La Presse* : un double échec », *op. cit.*, pp. 6-7. Sur les attaques contre la profession, voir : Daignault, Richard : article cité, p. 74. Ajoutons que, pendant le conflit, les journalistes de *La Presse* ont publié un journal : *La Presse libre*.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Au terme des brèves incursions que nous avons tentées dans l'histoire récente du Québec le temps est venu de faire le point.

Le chapitre un, à strictement parler, ne relève pas de l'histoire ; il indiquait les grandes lignes d'un ensemble de tendances qui définissent la toile de fond sur laquelle des groupes en tant que représentants de leurs classes et dans ses intérêts, ont évolué. Toutefois la question de la répartition est à la fois un effet des rapports sociaux et une cause d'affrontement, à la fois résultat et finalité par excellence d'un système social tout entier orienté vers la production de biens matériels. À la limite, si « les hommes ne se nourrissaient que de pain » et que tous en avaient suffisamment, on pourrait peut-être essayer de les faire taire. Néanmoins la croissance dans l'inégalité de la répartition des biens matériels n'est que la face visible d'un fossé beaucoup plus profond où s'accumulent des appropriations sans doute plus difficiles à chiffrer mais non moins réelles comme la santé, l'éducation, le travail, etc. Parce qu'il n'existe pas de coupure entre production matérielle et les autres productions – celles que l'on appelle les « services » notamment, – la ressemblance dans les relations de travail trahit la similarité des rationalités implantées, profits et coûts. Bien sûr, il apparaît peut-être un peu plus absurde de calculer le taux de productivité d'une infirmière ou d'un enseignant ; il ne faut pas se leurrer toutefois : il est tout aussi absurde de le faire en usine ou dans des bureaux. Ce n'est évidemment pas le calcul en lui-même qui est en cause – si une telle chose était concevable – mais ceux qui le portent et qui établissent la finalité de ces productions. Au delà de ces questions liées immédiatement au travail, à sa hiérarchisation et à sa parcellisation se rattachent ainsi tout un autre *réseau* de problèmes qui ne sont médiats par rapport au travail et aux travailleurs que parce qu'ils sont appropriés par d'autres – planificateurs, spécialistes, technologues, ou spéculateurs, peu importe. En ce sens, il n'y a pas deux mondes : d'un côté le monde du travail avec des patrons, quelques ouvriers et leurs syndicats, où ce qui se négocie fait l'objet de conventions collectives, et l'autre monde comprenant tout le reste qui concerne d'autres individus et où les questions sont déposées sur les tables de conseils d'administration discrets et secrets. Il devient de plus en plus apparent que les patrons ne sont pas seulement ceux de qui émanent les ordres donnés à l'occasion de l'exécution d'un travail, ou qui font intervenir les forces de l'ordre à leur bon gré, c'est-à-dire ceux qui exploitent une main-d'œuvre, mais ils

sont aussi ceux qui régissent – plus ou moins directement, i.e. par personnes interposées – la circulation des biens, des services et des idées. La répartition du revenu sert dès lors d'indicateur qui permet de repérer des réseaux de circulation entre des classes, des fractions de classes ou des alliés potentiels. En ce sens, le chapitre en question constitue davantage une série d'indications qu'il faudra approfondir si l'on veut prendre une mesure plus précise des rapports d'échanges capitalistes, qu'un traitement complet de ces problèmes.

Par ailleurs, si le chapitre deux nous a permis d'illustrer l'investissement de l'État québécois par la bourgeoisie et le succès mitigé du projet qu'elle s'était proposé d'appliquer, le chapitre suivant nous aura fourni l'occasion d'appréhender la fonction de l'Assemblée nationale dans ce contexte. Il existe évidemment un rapport étroit entre les besoins des entrepreneurs ou des capitalistes de tout poil et les législations adoptées de session en session. L'ambiguïté – s'il y a ambiguïté d'ailleurs, – ne réside pas là mais dans la fonction prétendument sociale que les gouvernements joueraient malgré tout, c'est-à-dire malgré leur asservissement aux impératifs du marché capitaliste. Selon cette vision, l'État serait néanmoins un lieu contradictoire où non seulement les revendications du patronat mais aussi celles des travailleurs – généralement représentés par leur syndicat – se trouveraient rétablies ou établies dans une espèce d'équilibre politique ; selon cette interprétation, le gouvernement jouerait le rôle du conciliateur, d'agent-hors-les-classes ou... de l'immaculée – déception ! Bien sûr, ce n'est pas ce à quoi nous conduisent les éléments retenus dans la présente étude loin de là ! Néanmoins, pour compléter, il nous a encore fallu relever les revendications et les luttes menées contre les forces conjuguées du capital, de la législature et de la magistrature ¹ parce qu'elles sont l'occasion de révéler quelques-unes des formes d'opposition ou de revendication mises de l'avant tout au long de l'évolution récente de la société québécoise.

La croissance des fonctions sociales assumées par l'État pourrait laisser penser qu'à une indifférence a succédé une humanisation dans les préoccupations des dirigeants politiques. N'avons-nous pas compté comme des acquis l'universalisation de services sociaux qu'il s'agisse de la santé ou de l'éducation ? Il s'agit bien là d'acquis dans la mesure où, règle générale, ces revendications avaient été pendant des années portées par certains groupes comme les syndicats. Mais il existe entre la misère physique ou économique et la mise sur pied d'un programme d'assurance-chômage – voire d'assistance-chômage – une distance politique qu'il ne faut pas télescoper sous prétexte qu'à une revendication a pu correspondre ce

¹ Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans la nature des relations qu'entretient la magistrature avec le pouvoir politique d'une part, le capital de l'autre. Sur ce sujet, on pourra consulter : Boismenu, Gérard : *Éléments pour une critique de l'application du droit dans la société capitaliste. (Le cas québécois)*, thèse de M.A. (science politique), Université de Montréal, août 1975. Voir aussi le document *Le procès des cinq*, Montréal, Les Éditions Libération, 1971.

qui apparaît sans autre forme de procès comme une *satisfaction*, comme une *concession*.

La revendication par un groupe dominé organisé désigne un besoin social concret et immédiat. Repris en mains par les politiciens – apparemment au grand dam des propriétaires de l'économie – cette revendication sociale prend corps sous la forme d'un appareil bureaucratique investi de la fonction sociale en question alors que sa propre structure – ses propres rapports de travail, d'autorité, de rémunération, de déqualification, etc., – est en tout point calquée sur celle des autres appareils de production, ceux précisément qui sont responsables pour une grande part des maux dénoncés.

En ce sens, nous pouvons dire que l'action des gouvernements analysée au chapitre trois n'a eu pour effet que d'enclencher un vaste processus de bureaucratisation fondé sur une utilisation à des fins politiques des revendications émanant des classes dominées auxquelles les représentants de la classe dominante croyaient devoir donner suite. Étant donné que la classe au pouvoir dispose dans notre contexte de tous les atouts, cette domination joue un rôle déterminant dans les formes des luttes sociales, car là où existe un parti qui porte effectivement les revendications des travailleurs de tous ordres concurremment à un ou des partis contrôlés par les puissances du capital, les mêmes revendications prennent de ce fait une dimension d'enjeux politiques ¹ institutionnalisés et contradictoires. Quand n'existent pas de telles confrontations, ces mêmes revendications sont nécessairement et exclusivement portées par d'autres organismes : organisations syndicales ou mouvements de citoyens. À la limite d'ailleurs, en dehors de toute possibilité d'expression démocratique, ces mêmes revendications seront portées par des groupes révolutionnaires. Comprendre les formes de la contestation face à la dictature de la vénalité et à la domination oligarchique du capital et de ses fonctionnaires, c'est chercher à étudier les voies empruntées par l'opposition à cette dictature – voie qui ne se confond pas souvent d'ailleurs, dans notre système, avec celle empruntée par l'Opposition officielle.

C'est donc toute l'épineuse question du pouvoir dans les sociétés qu'il faudrait aborder et approfondir pour comprendre les diverses formes qu'ont revêtues les conflits sociaux dans cette conjoncture politique spécifique. Or, rien n'est moins clair, dans la théorie comme dans la pratique, que le rapport entre le pouvoir et la démocratie. Faut-il, par exemple, entendre la notion de démocratie comme caractérisant une société où l'on viserait avant tout à une « redistribution du

¹ C'est le cas, notamment, en France. On pourra consulter sur ces enjeux, par exemple, l'approche d'un syndicaliste chrétien : Descamps, Eugène : « Syndicalisme et planification », in : *Socialisme 64*, Montréal, n° 1, printemps 1964, pp. 66 à 86.

pouvoir » auprès des groupes, de minorités ou de classes qui étaient auparavant exclus des mécanismes de décisions ¹ ?

Si oui, il est bien évident qu'une telle « redistribution » est un leurre dans la mesure où elle est pensée comme pouvant résulter d'une désappropriation de privilèges de la part des membres d'une classe dominante, alors qu'elle ne peut s'accomplir que par la conquête du pouvoir – le pouvoir se prend, il ne se donne pas ! – par les classes dominées et leurs mandataires.

Mais il y a plus. On ne peut en effet comprendre les réactions plus ou moins violentes qu'appelle la détention des multiples pouvoirs exercés à tout moment dans une société sans appréhender ce qu'on pourrait appeler l'effet cumulatif de l'exercice de ces pouvoirs par les membres de la classe dominante auprès des classes dominées. En d'autres mots, le pouvoir politique n'instaure pas cet illusoire équilibre entre classes sociales mais c'est l'exercice d'une multitude de pouvoirs qui fonde la classe qui les exerce en tant que cette classe dominante spécifique, – spécifique parce que composée de bourgeois, d'idéologues, de technocrates, etc., – qui en exploite d'autres dans des appareils déterminés. C'est ce que l'on convient d'appeler la « violence » du système ² qui ne s'exerce pas seulement à travers des institutions de répression comme la police et les tribunaux, mais aussi au niveau de tout rapport de travail, tout rapport hiérarchique. Néanmoins cette « violence » institutionnalisée ne prend pas sa source à ces niveaux sinon dans le pouvoir de légiférer par lequel les représentants politiques d'une classe dominante établissent la légitimité de la domination de leur classe et de ses alliés sur les autres classes ³.

¹ À l'encontre des théories traditionnelles sur la question, c'est la voie qu'empruntent des « radicaux » américains. Voir, notamment : Wrong, Dennis H. : « Some Problems in Defining Social Power, in : *Recent Sociology No. 1*, (Hans Peter Dreitzel, editor), N.Y., The MacMillan Company, 1969, pp. 46 A 87.

² Voir, à ce sujet les analyses de : Laurendeau, Marc : *Les Québécois violents*, 2ième édition, Québec, Les Éditions du Boréal Express, 1974, pp. 10 à 34.

³ Il convient en effet de situer dans l'exercice du pouvoir cette légitimité et non dans la parodie de démocratie que sont les élections aux quatre ans qui ne font que consacrer un rapport de force établi ailleurs : dans l'antichambre du pouvoir. Peu importe, pour les capitalistes, qui parle en leur nom du moment que leurs intérêts sont sauvegardés. Une fort intéressante illustration des rapports entre le politique et l'économique au Québec a été développée par Fournier, Pierre : *A Study of Business in Quebec Politics*, thèse de doctorat, U. of Toronto, 1972, parue chez Black Rose Books, Montréal, 1976, sous le titre : *The Quebec Establishment*.

Il ressort de cette étude que le gouvernement est à tout moment et à tous égards sous la dépendance des intérêts économiques puisque de leur satisfaction à son endroit dépend sa survie comme gouvernement : il s'agit non seulement du remplissage de sa caisse électorale, mais aussi des conditions des emprunts sur les marchés financiers. Or, ces intérêts traitent directement, à travers des réseaux interpersonnels, avec les gouvernants et ceux-ci ne se font jamais faute de consulter le « monde des affaires » avant d'agir.

On peut d'ailleurs prendre acte de ces rapports dans ce simple fait que ministres et députés rendent régulièrement compte de leurs mandats et de leurs politiques aux déjeuners-causeries des Chambres de Commerce, jamais aux assemblées de syndicats ou aux associations de citoyens. Quand ils s'adressent « à la population » ils manœuvrent toujours pour que le rapport

La « violence » du système ne se limite dès lors pas à l'utilisation de moyens violents pour réprimer des grèves, par exemple, mais cette violence est faite aussi de la totalité des dépossessions physiques, des frustrations et humiliations, des spoliations, des privations ou des souffrances subies par tous et chacun des membres d'une collectivité privés de la possibilité d'infléchir le développement de leur société. Si l'on pouvait programmer cet envers du processus rationnel de la croissance économique fondée sur les bienfaits de la technologie moderne, on pourrait sans doute prévoir la forme et le contenu de toute et chacune des réactions plus ou moins violentes que le système appelle.

De fait, on peut énoncer ceci : moins une société sera démocratique, et plus les expressions ou les formes de sa contestation seront contraintes d'emprunter les voies de la violence. En effet le manque de démocratie ne fait qu'indiquer une domination oligarchique qui est précisément la violence exercée par une classe sur d'autres classes ; elle indique dès lors par là que les voies de sa contestation doivent être, elles aussi, violentes.

Néanmoins, cette *nécessité* est relative précisément parce qu'elle est liée à toute une série de facteurs plus ou moins imprévisibles, plus ou moins pondérables qui font d'une conjoncture cet enchevêtrement de faits et non pas un autre, qui font qu'ici apparaissent des groupes ou groupuscules révolutionnaires ou que là interviennent plutôt diverses formes de désobéissance civile.

Le chapitre quatre présentait, dans cette perspective, une illustration de ces éléments ¹. Il mettait en scène principalement les syndicats ouvriers à la fois en tant qu'appareils sociaux et en tant que porteurs des revendications de leur base, c'est-à-dire de leurs membres et, par extension, des travailleurs dans leur ensemble ². Il nous permet d'apprécier les transformations intervenues à l'intérieur

s'établisse à sens unique. Quand ils s'adressent aux « élites », les rapports s'établissent en sens inverse, ce sont elles qui leur disent quoi faire.

¹ Il ne nous a pas été possible de rédiger cette véritable histoire sociale qui s'impose de manière toujours plus pressante. En attendant, ce chapitre ne prétendait pas être autre chose qu'un déblayage d'un problème beaucoup plus vaste. Les formes d'opposition ont été tellement nombreuses qu'on ne pouvait les analyser toutes, du vote de contestation qu'a représenté l'engouement pour le Crédit social aux élections fédérales de 1962, à la manifestation et la répression qui eurent lieu à l'occasion de la Saint-Jean Baptiste en 1968, en passant par le « samedi de la matraque » de Claude Wagner. Du moins avons-nous voulu suggérer que ces formes de contestation sourdent de la nature même de nos institutions reconnues dites « démocratiques », qu'il s'agisse des Partis ou des arcanes du pouvoir.

² Ce qui n'implique évidemment pas que les syndicats soient toujours et partout porteurs des revendications des travailleurs puisqu'ils peuvent, faute de démocratisation, les étouffer. Ce qui n'implique pas non plus que les syndicats soient les seuls à porter des revendications sociales. Dans le contexte québécois et durant les années sous analyse, il est un « groupe de pression » fort important qu'il faudrait aussi étudier : Il s'agit du Mouvement laïc de langue française. Voir Rochon, Gaétan : *Le Mouvement laïc de langue française (M.L.F.) et la question scolaire : 1961-1969. Analyse d'un groupe de pression*, thèse de M.A. (sciences politiques), Université de

du syndicalisme d'une part, le rôle qu'ont joué certains appareils syndicaux dans les transformations intervenues au niveau de l'appareil d'État d'autre part. Nous avons vu que certains appareils syndicaux ont joué un rôle actif dans le renforcement de l'État québécois à tout le moins au début des années soixante. Cette alliance s'explique pour deux raisons : d'abord par la nécessité impérieuse d'abattre le duplessisme ; ensuite par le caractère apparemment progressiste que revêtaient certains aspects du projet de la bourgeoisie, plus particulièrement celui d'une planification de l'économie. Ce second élément posera un problème nouveau au mouvement syndical, celui de la possibilité d'une alliance avec la bourgeoisie, mais d'une alliance à laquelle est attachée en retour, la perspective d'une inféodation progressive de ses organisations ou appareils aux impératifs de la croissance de l'État et des monopoles.

Si nul ne peut mettre en doute le caractère progressiste de la rationalisation du processus de développement économique qu'appelle toute planification, la seule garantie dont disposent les travailleurs qu'une telle rentabilisation ne se fait pas à leur détriment repose précisément dans la possibilité qui leur est donnée pour faire valoir leurs revendications face à l'utilisation des ressources humaines et matérielles. Faute donc d'une démocratisation de *tous* les mécanismes de décision tant à l'intérieur de l'entreprise, qu'à l'extérieur de celle-ci, force est de poser que la planification se fait au seul avantage de ceux qui ont effectivement leur mot à dire dans l'utilisation du surplus économique et des ressources. Nous avons au passage relevé que la « voie royale » de l'établissement d'une rationalisation de classe dans la planification de type capitaliste passait par l'utilisation systématique des nominations ou des désignations pour combler les postes de direction dans les appareils sociaux. Cette procédure implique que les détenteurs de ces pouvoirs doivent nécessairement rendre leurs comptes à ceux qui les ont investis de ces *positions*. Dans ces conditions, l'ensemble des appareils sociaux – entreprises, ministères, institutions diverses, etc., – constituent autant de supports hiérarchiques à la domination d'une classe et à l'imbrication progressive et croissante des intérêts en présence.

C'est ainsi que l'on assiste à une diversification croissante des directorats investis ou accumulés par les membres de la bourgeoisie : il ne s'agira pas seulement d'être directeur d'entreprises mais aussi d'hôpitaux, d'universités, de centres de recherches, etc., etc., liens qui raffermissent le contrôle d'ensemble exercé par cette classe et permet d'étendre et d'intensifier la compénétration des intérêts les plus divers et ce, bien entendu, malgré la sacro-sainte abstention dans laquelle devrait se complaire, à l'occasion d'un vote, le directeur qui aurait quelque intérêt dans l'affaire débattue par son conseil d'administration.

Montréal, 1971. Il est aussi des groupes révolutionnaires, le Front de Libération du Québec (F.L.Q.), l'Armée de Libération du Québec (A.L.Q.), l'Armée révolutionnaire du Québec (A.R.Q.), etc., à propos desquels on pourra consulter : Laurendeau, Marc : *op. cit.*, pp. 60 et *sq.*

D'un autre côté, cette même compénétration des institutions par le haut marque deux choses : *premièrement*, l'insertion de l'institution en question dans les rapports d'échanges capitalistes ; *deuxièmement*, et corollairement, l'implantation dans ces institutions ou dans ces appareils de la rationalité de la maximisation des profits ou celle de la réduction des coûts, rationalités qui caractérisent par excellence les rapports capitalistes de travail et de contrôle sur les procès de travail. Si donc les travailleurs dans ces institutions en viennent de ce fait à ressembler et à s'identifier de plus en plus à tous les autres travailleurs – ce qu'indique déjà par ailleurs leur passage du statut de bénévole à celui de salarié, puis à celui de salarié syndiqué – il ne faut pas oublier que le fonctionnement de ces institutions est calqué sur celui de n'importe quelle autre entreprise et qu'en tant qu'entreprise elles doivent produire afin de maintenir le réseau des échanges marchands capitalistes. Un hôpital qui cesse de fonctionner, cela implique évidemment qu'un certain nombre de patients ne pourront être traités ; mais cela implique encore et surtout, dans une problématique capitaliste, la suspension des livraisons, l'interruption des commandes, l'étiollement des contrats en suspens... D'ailleurs l'exigence selon laquelle un ou plusieurs poste devrait, sur certains conseils d'administration de services publics, être réservé à celui que l'on désigne comme « représentant des milieux socio-économiques » ne fait qu'accélérer ce resserrement des liens au sein de la classe dominante dans la mesure où ces postes sont plus souvent occupés par les directeurs de firmes qu'ils ne le sont soit par le chômeur ou l'assisté social du quartier, soit par les mandataires des salariés ou même des consommateurs des produits ou des services de l'entreprise en question ¹.

Ces faits ne sont pas dus au hasard, pas plus d'ailleurs que la dispersion croissante des revenus n'est liée au hasard, mais le résultat concret d'une politique et d'une stratégie dont la principale ligne de force réside précisément dans la mise au rancart de toute velléité de démocratisation *parce que* c'est à cette seule condition que sont satisfaites les exigences de la croissance économique, c'est-à-dire finalement, les exigences des propriétaires des entreprises et des ressources face auxquels les gouvernements en place légitiment leurs politiques.

Mais ni l'analyse, ni la recherche ne doivent s'arrêter ici. La construction d'une société juste n'est possible que par la critique des institutions existantes et cette critique, si nous avons voulu lui donner des armes, il importe d'abord et surtout

¹ Au sujet de cette *transformation* d'un service public en entreprise et les conséquences que ce changement entraîne pour les salariés, voir, par exemple, le dossier préparé par le syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal : *Syndicalisme et pouvoir à l'université*, Montréal, La librairie progressiste, 1976. Un autre phénomène se vérifie inmanquablement auprès des Conseils d'administration de services comme une université : quand, d'aventure, il s'y trouve quelqu'un qui *ne soit pas* directeur d'entreprise ailleurs, il n'est jamais mandaté par les membres d'un groupe organisé – professeurs et / ou employés syndiqués – mais se présente plutôt comme le représentant de lui-même.

qu'elle s'approfondisse. C'est à cette seule condition que les hommes peuvent bâtir des sociétés meilleures.

En ce sens la désillusion n'est jamais tranquille ; ses expressions diverses peuvent bien être réprimées, le développement même du capitalisme approfondit les contradictions sociales qui creusent chez tous les travailleurs et les laissés pour compte la force de crier l'injustice qui est, en même temps, la volonté d'y remédier.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

ABELLA, Irwing Martin :

Nationalism, Communism and Canadian Labour, Toronto, U. of T. Press, 1973.

AITKEN, Hugh G. J. :

American Capital and Canadian Resources, Cambridge, Harvard U. Press, 1961.

BACHELARD, Gaston :

La formation de l'esprit scientifique, Paris, Librairie philosophie J. Vrin, 1972.

BEAUDELOT, Christian ; ESTABLET, Roger ; MALEMORT, Jacques :

La petite bourgeoisie en France, Paris, Maspéro, 1974.

BEAUDRY, Jean-Pierre ; BILLETTE, Réal ; MARCEAU, René ; PINARD, Diane :

La structure et le contrôle de l'industrie manufacturière au Québec en 1967, Thèse de M.A. (sociologie), U.Q.À.M., 1974.

BÉDARD, Roger-J. :

L'essor économique du Québec, Montréal, Librairie Beauchemin, Ltée, 1969.

BÉLANGER, Laurent :

Évolution du patronat et ses répercussions sur les attitudes et pratiques patronales dans la province de Québec, Ottawa, Bureau du Conseil privé, Équipe spécialisée en relations de travail, Étude n° 14, 1970.

BELLAVANCE, Lionel :

Les partis indépendantistes québécois de 1960-73, Montréal, Les Anciens canadiens éditeur, 1973.

BERGERON, Gérard :

Le Canada-français après deux siècles de patience, Paris, Éditions du Seuil, 1967.

BERGERON, Gérard :

Du duplessisme à Trudeau et Bourassa, 1956-1971, Montréal, Éditions Parti pris, 1971.

BOISMENU, Gérard :

Éléments pour une critique de l'application du droit dans la société capitaliste. (Le cas québécois), Thèse de M.A. (sc. po.) U. de M., 1975.

BOMBARDIER, Denise :

Les « cents jours » du gouvernement Sauvé, thèse de M.A. (science politique), U. de M., 1971.

BONIN, Bernard :

L'investissement étranger à long terme au Canada, Montréal, Les Presses de l'École des Hautes Études commerciales, 1967.

CASTORIADIS, C. :

L'institution imaginaire de la société, Paris, Éditions du Seuil, 1975.

Chambre de Commerce de la province de Québec :

Le coût de l'indépendance, Montréal, Les éditions du Jour, 1969.

CLEMENT, Wallace :

The Canadian Corporate Elite. An Analysis of Economic Power, Toronto, McClelland and Stewart Ltd, the Carleton Library n° 89, 1975.

CORBEIL, Christine ; JULIEN, Marie ; PAQUETTE, Lucie ; LEBREUX, Raymonde ; SAINT-HILAIRE, Colette :

La concentration et le contrôle de l'industrie manufacturière, Québec, 1967, thèse de M.A. (sociologie), U.Q.À.M., 1973.

C.S.N. :

Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel, Montréal, Service d'information de la C.S.N., 1971.

C.S.N. :

Ne comptons que sur nos propres moyens, Montréal, Service d'information de la C.S.N., 1971.

D'ALLEMAGNE, André :

Le colonialisme au Québec, Montréal, Les éditions R.B., 1966.

DAWSON, R. MacGregor :

The Government of Canada, Toronto, U. of T. Press, 1947.

DION, Gérard et collaborateurs

Le syndicalisme canadien, une réévaluation, Québec, P.U.L., 1968.

DION, Léon :

Le bill 60 et la société québécoise, Montréal, H.M.H., 1967. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

DION, Léon :

La prochaine révolution, Montréal, Leméac, 1973. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

DIONNE, Bernard ; QUIRION, Alain ; LALONDE, François :

Le mouvement étudiant, l'appareil scolaire et les luttes de classes au Québec 1960-1974, Montréal, Les Presses solidaires, 1974, 2 tomes, texte ronéo.

DOFNY, Jacques ; BERNARD, P. :

Le syndicalisme au Québec., structure et mouvement, Ottawa, Bureau du Conseil privé, Équipe spécialisée en relations de travail, Étude n° 9, 1968.

DRAPEAU, Jean :

Jean Drapeau vous parle, Montréal, Les éditions de la cité, 1959.

DUMONT, Fernand ; MONTMINY, Jean-Paul :

Le pouvoir dans la société canadienne-française, Québec, P.U.L., 1966.

DUROCHER, René ; LINTEAU, Paul-André :

Histoire du Québec, Bibliographie sélective (1867-1970), Trois-Rivières, Les éditions Boréal express, 1970.

EASTERBROOK, W. T. ; AITKEN, Hugh G. J. :

Canadian Economic History, Toronto, the Macmillan Co. of Canada Ltd., 1970.

ESCANDE, Claude :

Les classes sociales au CEGEP : sociologie de l'orientation des étudiants, Montréal, Parti pris, 1973.

FAVREAU, Guy :

Modification de la constitution du Canada, Ottawa, Ministère de la Justice, 1965.

FORTIN, Gérald :

La fin d'un règne, Montréal, H.M.H., 1971. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

- FOURNIER, Pierre :
A Study of Business in Quebec Politics, thèse de doctorat, U. of T., 1972. Publiée sous le titre : *The Quebec Establishment*, Montréal, Black Rose Books, 1976.
- FOX, Paul, éditeur :
Politics : Canada, Toronto, 1966.
- GÉRIN-LAJOIE, Paul :
Pourquoi le bill 60, Montréal, Les éditions du Jour, 2ième édition, 1963.
- GODIN, Pierre :
L'information – opium, Montréal, Parti pris, 1973.
- HARDY, Louis-Laurent :
Brève histoire du syndicalisme ouvrier au Canada, Montréal, Éditions de l'Hexagone, coll. « les voix », 1958.
- HEGEL, G. W. F. :
Science de la logique. L'être, Paris, Aubier Montaigne, 1972.
- HEGEL, G. W. F. :
Principes de la philosophie du droit, Paris, Gallimard, 1940.
- INNIS, Harold A. :
Essays in Canadian Economic History, (édités par Mary Q. Innis), Toronto, U. of T. Press, 1965.
- JACOBY, Henry :
La burocratización del mundo. Una contribución a la historia del problema, traduit de l'allemand, Mexico, Siglo XXI éditions, 1972.
- JAKUBOWSKY, Franz :
Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire, Paris, Études et Documentation Internationales (E.D.I.), 1971.
- JAUVIN, Pierre :
Sous-développement au Québec et dans le monde, Montréal, Centre d'animation de culture ouvrière, 2ième édition., 1972.
- JOBIN, Carol :
La nationalisation de l'électricité au Québec en 1962, thèse de M.A. (sc. po.), U.Q.À.M., 1974.
- JOHNSON, Léo A. :
Incomes Disparity, and Impoverishment in Canada since World War II, Toronto, New Hogtown Press, 1973, texte ronéo.
- LAURENDEAU, Marc :
Les québécois violents, Montréal, Les éditions du Boréal express, 2ième édition, 1974.
- LAXER, Robert M. éditeur :
(Canada) Ltd. The Political Economy of Dependency, Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1973.
- LEBEL, Gilles :
Horizon 1980, Une étude sur l'évolution de l'économie du Québec de 1946 à 1968 et sur ses perspectives d'avenir, Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, 1970.
- LEBORGNE, Louis :
La C.S.N. et la question nationale depuis 1960, Montréal, Les éditions Albert St-Martin, 1976.

- LÉVESQUE, René :
Option Québec, Montréal, Les éditions de l'Homme, 1968.
- LEVITT, Kari :
Silent Surrender. The Multinational Corporation in Canada, Toronto, Macmillan of Canada, 1970.
- LIPTON, Charles :
The Trade-Union Movement of Canada 1827-1959, Montréal, Canadian Social Publications Ltd., 1966.
- MAGALINE, A. D. :
Lutte de classes et dévalorisation du Capital. Contribution à la critique du révisionnisme, Paris, Maspéro, 1975.
- MARX K. :
Critique du droit politique hégélien, Paris, Éditions sociales, 1975.
- MARX K. :
Le Capital, Paris, Éditions sociales, 1959, 8 volumes. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]
- MILLER, Richard U. ; ISBESTER, Fraser :
Canadian Labour in transition, Scarborough, Prentice-Hall of Canada, Ltd., 1971.
- MILNER, Henry :
The Decolonization of Quebec. An Analysis of Leftwing Nationalism, Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1973. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]
- MONGEAU, Serge :
Évolution de l'assistance au Québec, Montréal, Les éditions du Jour, 1967.
- MORIN, Claude :
Le pouvoir québécois... en négociation, Montréal, Les éditions du Boréal express, 1972.
- MORIN, Claude :
Le combat québécois, Montréal, Les éditions du Boréal express, 1973.
- MORIN, Rosaire :
Réalités et perspectives économiques, Montréal, Éditions de l'Action Nationale, s.d.
- MORISSETTE, Hugues :
Les conditions du développement agricole au Québec, Québec, P.U.L., 1972.
- MYERS, Hugh Bigham :
The Quebec Revolution, Montréal, Harvest House, 1964.
- PARK, Libbie and Frank :
Anatomy of Big Business, Toronto, James Lewis and Samuel, 1973.
- La pauvreté au Canada* :
Rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1971.
- PELLETIER, Michel ; VAILLANCOURT, Yves :
Les politiques sociales et les travailleurs, Cahier IV, Les années soixante, Montréal, 1974, texte ronéo.
- PORTER, Allan A. et autres :
Wages in Canada and the United States. An Analytical comparison, Ottawa, Department of Labour, 1969.

- PORTER, John :
The Vertical Mosaic. An Analysis of Social class and Power in Canada, Toronto, U. of T. Press, 1969.
Le procès des cinq.
 Montréal, Les éditions Libération, 1971.
- Québec-Presses :
23 dossiers de Québec-Presses, Montréal, Réédition-Québec, 1971.
- QUINN, Herbert F. :
The Union Nationale. A Study in Quebec Nationalism, Toronto, U. of T. Press, 1963.
- RAYNAULD, André :
Croissance et structure économiques de la province de Québec, Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, 1961.
- RIOUX, Marcel :
La question du Québec, Éditions Seghers, 1969.
- ROBACK, Léo :
L'idéologie de la Fédération des travailleurs du Québec. Évolution historique, Montréal, 1967, texte ronéo.
- ROBERT, Jean-Claude :
Du Canada français au Québec libre. Histoire d'un mouvement indépendantiste, Montréal, Flammarion Ltée, 1975.
- ROCHETTE, Louis :
Le rêve séparatiste. Un homme d'affaires rétorque les arguments indépendantistes, Montréal, Les Presses libres, 1969.
- ROUSSOPOULOS, D. I. éditeur :
The Political Economy of the State. Quebec/Canada/U.S.A., Montréal, Black Rose Books, 1973.
- ROY, Jean-Louis :
Les programmes électoraux du Québec, tome 2, 1931-1966, Montréal, Leméac, coll. Québécois, 1971.
- SAFARIAN, A. E. :
Foreign Ownership of Canadian Industry, Toronto, McGraw Hill Co. of Canada Ltd., 1966.
- SAINT-GERMAIN, Maurice :
Une économie à libérer. Le Québec analysé dans ses structures économiques, Montréal, P.U.M., 1973.
- SAINT-PIERRE, Jocelyn ; BERNIER, Paul :
Les travailleurs québécois, 1940-1971. Chronologie, Québec, Université Laval, Institut supérieur des sciences humaines, 1974, texte ronéo.
- SARTRE, Jean-Paul :
La critique de la raison dialectique, Paris, Gallimard, 1960.
- SCOTT, Frank ; OLIVER, Michael, éditeurs :
Quebec States her case, Toronto, Macmillan of Canada, 1964.
- SLOAN, Thomas :
Québec, The not-so-quiet revolution, Toronto, The Ryerson Press, 1965.
- STAGER, David :
Economic Analysis and Canadian Policy, Toronto, Butterworths and Co. Ltd., 1973.

STEVENSON, Garth :

The Evolution Prospects of Canadian Federalism, 1975, texte ronéo.

TEEPLÉ, Gary, éditeur :

Capitalism and the National Question in Canada, Toronto, U. of T. Press, 1972.

Traité marxiste d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'État,
Paris, Éditions sociales, 1971, 2 tomes.

TREMBLAY, Louis-Marie :

Le syndicalisme québécois. Idéologie de la C.S.N. et de la F.T.Q., 1940-1970,
Montréal, P.U.M. 1972.

TREMBLAY, Rodrigue :

Indépendance et Marché commun Québec-E.-U. (Manifeste économique), Montréal,
Les éditions du Jour, 1970. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences
sociales. JMT.]

TRUDEAU, Pierre E. et collaborateurs :

La grève de l'amiante, Montréal, Éditions du Jour, 1970.

TRUDEAU, Pierre E. :

Le fédéralisme et la société canadienne-française, Montréal, Les éditions H.M.H.,
1967.

VINCENT, J.-M. et autres :

L'État contemporain et le marxisme, Paris, Maspéro, coll. critiques de l'économie
politique, 1975.

WHEARE, K. C. :

Federal Government, Londres, Oxford U. Press, 3ème édition, 1961.